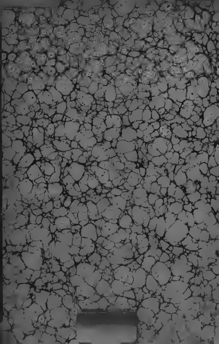
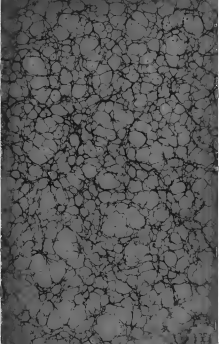
HISTOIRE DE SUÈDE DEPUIS LES PREMIERS TEMPS JUSQU'À NOS JOURS, ...





HISTOIRE

DE SUÈDE

HISTOIRE

DE SUÈDE

Depuis les premiers temps jusqu'à nos jours

(1601)

Par Erik-Gustave Geyer

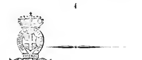
Professeur à l'université d'Upsala

TRADUITE

PAR J.-F. DE LUNDBLAD

Ancien conseiller de légation de Suède, et membre de l'Institut historique de France

4



BRUXELLES

WOUTERS ET COMPAGNIE, IMPRIMEURS-LIBRAIRES

8, rue d'Assaut

1848

HISTOIRE DE SUÈDE

CHAPITRE XVIII (SUITE).

MINORITÉ DE CHRISTINE. — TUTELLE.

Les Suédois étaient de nouveau repoussés de la Baltique, et dans l'automne de 1637, on leur disputait la Poméranie, leur dernière possession en Allemagne. Baner conserva tout le *Hinter-Pommern*, tandis que tout le *Vor-Pommern*, à l'exception de Stralsund, de Gripswald et d'Anklam, tombait entre les mains de l'ennemi. Mais l'année suivante fournit de riches compensations à ces pertes. Gallas, en 1638, conduisit une armée, que ses extravagances avaient affaiblie, de la Poméranie, qui était complétement ruinée, sur le Hawel et l'Elbe; puis il rétablit ses quartiers dans la Silésie et dans la Bohême, pendant que Baner, qui avait reçu des troupes fraîches de la Suède [1] et passé en revue à Stettin, au mois de juin, son armée montant à trente mille hommes, marchait sur ses traces. Nous le voyons de nouveau en Saxe, en 1639, mettre en déroute une armée saxonne et impériale (à Chemnitz, le 4 avril), envahir la Bohême; faire prisonniers Montecuculi et Hofkirchen à Brandeis, le 19 mai, et le jour suivant se trouver aux portes de Prague. Son armée comptait beaucoup de réfugiés bohémiens. Quel changement dans leur patrie! Depuis vingt ans, pas un prêtre, pas une église protestante; un peuple jadis altier, aujourd'hui abattu jusqu'à perdre l'espoir! Les Suédois et les impériaux rivalisaient en excès de pillage. Les renforts arrivaient de tous côtés. Piccolomini

[1] « Gallas zog etliche elende Reliquien von der Armee hinter sich her. — Die Brandenburgischen und Sachsischen waren sehr dünne geworden. Hingegen die Schwedischen Soldaten hatten wohl geringe Kleider, aber stattliche Courage, waren alles junge, auserlesene Leute. » (Puffendorf, tome XI, page 490.) Gallas quitte le commandement, qui échoit à Marazini et au baron Hofkirchen.

vint de l'extrémité des Pays-Bas. Derrière Baner, du côté de la Saxe et du Brandenbourg, on commença à concevoir des craintes. Dans la basse Saxe, le Lunebourg, naguère hostile, demanda une neutralité bien suspecte [1]. L'événement le plus grave fut la mort du duc Bernhard de Saxe-Weimar, le 8 juillet 1639. Baner, qui avait compté rencontrer ce brave général sur les bords du Danube et se réunir à lui, fut obligé de songer lui-même à la retraite ; il ne l'effectua pas sans perdre beaucoup de monde.

Au mois de mai 1640, nous voyons pour la première fois une armée française réunie, à Erfurt, à une armée suédoise. Les troupes françaises comptaient dans leurs rangs d'anciens frères d'armes de Weimar que la France était parvenue à gagner [2] ; ils étaient commandés par le duc de Longueville et par Guébriant. Baner se réunit aussi à des troupes de la Hesse et de Lunebourg [3]. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir des inconvénients du partage du commandement. Piccolomini ne se laissa pas entraîner hors de son camp fortifié de Saalfeld ; les alliés se dispersèrent, et l'année s'écoula ainsi sans résultats. Mais au mois de décembre, au milieu de la neige et du froid, tandis que l'ennemi reposait avec sécurité dans ses quartiers d'hiver, Baner, réuni à Guébriant, leva son camp ; il traversa la Thuringe, la Franconie et le haut Palatinat, et il se présenta tout à coup, au mois de janvier 1641, devant Ratisbonne, où le nouvel empereur Ferdinand III [4] présidait une diète des électeurs et des députés de l'empire. La cavalerie de Baner avait déjà passé le Danube, sur la glace, déjà il avait commencé a bombarder la ville, lorsque le dégel vint tout à coup fondre les glaces du fleuve. L'ennemi se renforça, le plan échoua, et le général suédois

[1] Aucune maison princière n'a travaillé dans ce but avec plus d'opiniâtreté que celle du Lunebourg. Il est naturel que la partie pense à elle quand le tout est dissous ; cependant on ne peut nier la vérité de ce que disait Baner au chancelier de Lunebourg, Diebber, après la victoire de Chemnitz . « Durch dergleichen miserable Considerationen sey Deutschland in seinen jetzigen Nothstand gekommen : die Neutralitetsgeschichten taugten nichts » (Von der Decken, l. c., tome III, page 184.) — « Les projets du duc de Lunebourg, écrit Oxenstjerna à Baner, en date du 8 janvier 1639, me sont bien connus et me servent à gagner du temps et à prendre parti pour le plus fort. »

[2] Oxenstjerna écrivit à Baner qu'il devait faire valoir les droits de la Suède sur l'armée de Weimar, parce qu'elle avait été primitivement enrôlée pour le compte de cette puissance.

[3] Voyez la lettre d'Oxenstjerna à Salvius en date du 1er mars 1639.

[4] Ferdinand II mourut le 15 février 1637.

se trouva dans une situation plus critique que jamais. Il n'y avait à cette époque que les troupes suédoises qui fussent habituées à faire des campagnes d'hiver. Les troupes de Weimar se retirèrent ; Guébriant s'éloigna aussi, et Baner fut sur le point d'être enveloppé par les ennemis, auprès de Cham. Le général bavarois Mercy, envoyé en avant avec une nombreuse cavalerie, attaqua le colonel suédois Erik Slange. Celui-ci se jeta avec trois régiments de cavalerie dans la petite ville de Neubourg, qu'il défendit vaillamment pendant quatre jours, après quoi il déposa les armes. Mais pendant cet intervalle, Baner gagna du temps pour se sauver : une avance d'une demi-heure, à travers les défilés étroits de Pressnitz, dans les forêts de la Bohême, l'empêcha d'être coupé par Piccolomini. Les impériaux le poursuivirent pendant onze jours sans relâche. Baner arriva à Zwickau, où Guébriant se joignit à lui de nouveau ; puis, toujours harcelé, il gagna Halle, Mersebourg et Halberstadt. Baner dans cette retraite était presque mourant ; il se faisait à la fin porter sur un brancard : il expira à Halberstadt, en 1641, dans sa quarante-cinquième année. Au combat qui fut livré à Wolfenbottel, l'armée avait amené le cercueil qui renfermait les restes de son général et avait juré de vaincre [1]. Baner s'est peint lui-même dans ses campagnes : le vin et les femmes étaient les faibles du héros [2].

Nous ne pouvons nous empêcher de faire une observation Si l'on considère l'issue de ces entreprises, dirigées du nord de l'Allemagne contre l'Autriche, entreprises plus d'une fois renouvelées après la mort de Baner, on hésite à se joindre à la foule pour blâmer Gustave-Adolphe de n'avoir pas voulu après la bataille de Leipzig, attaquer les Etats héréditaires de l'empereur avant d'avoir affermi ses flancs, qui n'étaient pas converts ; mais on voit en même temps qu'une coopération vigoureuse de la France était la seule condition qui pouvait assurer le succès d'une telle attaque. Cette coopération ne fut jamais très-active. Les intérêts de la France avaient dans cette guerre un point de contact avec ceux de la Suède, mais il n'existait aucun lien

[1] *Histoire du maréchal de Guébriant*, page 348

[2] On supposa d'abord qu'il avait été empoisonné. Salvius écrit de Hambourg à Jean Oxenstjerna, le 27 décembre 1641 : « Nescio an sit venenum Nam statim post pocula primos eosque atrocissimos sensit dolores. Accedunt jam interdum delira et in spectrorum erroribus ac somnis ipse quidem se fatigat. Vereor, ne punitis aliis, Deus tandem nos ipse punire decrevit, ob enormia scelera et probra plus quam barbara, quæ hoc bello impune committuntur. »

intérieur entre ces deux puissances ; ce fut là ce qui fit ajourner si longtemps en Suède la ratification de l'alliance avec la France [1]. Oxenstjerna pressait la France de déclarer ouvertement la guerre à l'empereur, comme elle avait fait pour l'Espagne en 1635 [2]. La déclaration de guerre de la France à l'empereur n'eut lieu qu'en 1638. Ce fut à cette époque, le 6 mars, que fut conclue pour cinq ans la nouvelle alliance avec la France ; elle fut ensuite renouvelée. A cette occasion, Oxenstjerna écrivit à Salvius, le 24 juillet 1640 : « Il est stipulé dans l'alliance, qu'on doit faire invasion par l'Allemagne dans les États héréditaires, nous par la Saxe, et la France, des bords du Rhin par la haute Allemagne. La France n'a jamais rempli cette condition, et nous avons toujours eu à lutter seuls contre toutes les forces de l'empire [3].

Le chancelier du royaume était rentré dans sa patrie depuis l'été de 1636, et il ne retourna jamais en Allemagne, quoiqu'il en eût eu le dessein. On donna à Baner carte blanche pour la guerre et même pour le gouvernement de la Poméranie, après la mort de l'envoyé Sten Bjelke [4] : « On ne peut tracer que des instructions générales, écrit le chancelier à Baner ; nos affaires intérieures dépendent de nos succès ou de nos revers en Allemagne [5]. » Mais après le départ du chancelier, on vit les *conseillers de la guerre* attachés aux armées. Le premier, que je sache, fut adjoint au général Kniphausen en Westphalie, en 1635 [6]. On décida, en 1637, qu'il en serait également envoyé un à l'armée de Baner [7], et le secrétaire Lars Grubbe s'y rendit effectivement en cette qualité, en 1641, mais avec l'ordre de s'accommoder autant que possible avec le maréchal [8]. Ces *conseillers de guerre* ou *d'assistance* (comme ils sont aussi nommés), avaient l'inspection des affaires politiques, administratives et financières ; ils correspondaient avec le gouvernement de Suède, et n'étaient pas sans influence dans les affaires militaires.

La présence du chancelier en Suède ne fait pas moins époque, par

[1] Voyez les *Archives du royaume*.
[2] Bougeant.
[3] Voyez les *Archives du royaume*.
[4] Lettre d'Axel Oxenstjerna à Baner, 10 mars 1638. (*Archives du royaume*.)
[5] Lettre à Baner en date du 10 juin 1639. (*Archives du royaume*.)
[6] Axel Oxenstjerna à Baner, Stralsund, le 9 novembre 1635 (*Archives du royaume*.)
[7] Oxenstjerna à Baner, le 4 juin 1637. (*Ibid*.)
[8] Instruction de Grubbe, le 29 avril 1641. (*Ibid*.)

son active énergie, que par l'exercice du commandement de Baner en Allemagne.

Oxenstjerna fut empêché de faire de nouvelles propositions au comité, par des divisions qui partageaient le sénat à son arrivée. Le langage qu'il tint dans cette assemblée est remarquable : « Il était d'avis, pour sa part, de ne rien communiquer aux états avant que le sénat eût adopté ce qui était raisonnable et praticable ; car il était inutile et dangereux de prendre conseil de ceux qui ne connaissent rien aux affaires. Il fallait d'abord prendre une résolution, puis demander l'assentiment des états, comme avait toujours fait le feu roi [1]. — Nous avons décidé bien des affaires que vous regardez comme nécessaires pour la continuation de la guerre, répondit Jacques de La Gardie ; si elle doit se prolonger, il faut absolument lever des soldats. Nous avons agité la question de savoir s'il ne serait pas urgent de convoquer les états. » Le chancelier : « Nous avons fait cent levées sans la convocation des états, et nous croyons que c'est agir très-sagement que d'envoyer des commissaires qui s'entendent avec le peuple et s'occupent en même temps de la conscription. » Le chancelier employa un nouveau moyen politique, dans l'espèce de diète ou assemblée des fonctionnaires, que prescrivait la constitution en vertu de laquelle on pouvait y délibérer et prendre une décision sur les affaires qui ne réclamaient pas une diète générale. Au mois d'octobre 1636, tous les membres du sénat et des colléges, ainsi que plusieurs nobles, furent convoqués à Stockholm. Les délibérations roulèrent principalement sur la nécessité d'une nouvelle conscription : elle fut décrétée et exécutée sans qu'on eût assemblé les états. Le chancelier ne voulait pas aggraver la charge des impôts : « La continuation de la guerre, dit-il, exige la réforme de quelques abus, parce que le peuple est hors d'état de la soutenir plus longtemps [2]. » Toutes ses propositions frappèrent sur la noblesse. Il voulait limiter le droit de celle-ci d'acquérir trop de terres seigneuriales (*sätesgårdar*, parce qu'elle y en joignait d'autres pour lesquelles elle prétendait aux mêmes priviléges. Il réclama l'exercice de la dîme de la couronne, qui, depuis la réforme, avait été d'un grand secours pour l'État, mais à laquelle un grand nombre de

[1] Délibération du sénat, 15 juillet 1636. (Voyez Adlersparre, *Samlingar*, tome IV, page 98.) — « Quod multi faciunt, multi negligunt, » était un proverbe familier au chancelier.

[2] Voyez les propositions faites le 30 octobre 1636 (*Archives du royaume*.)

nobles s'étaient soustraits, ce qui faisait qu'elle ne produisait rien ou presque rien [1]; l'abolition pour quatre ans encore de l'exemption des droits de douane dont jouissait la noblesse; une nouvelle inspection de l'équipement des cavaliers dans tout le royaume, et l'abolition de plusieurs abus dans l'armée. Il est vrai que toutes ces mesures ne pouvaient pas recevoir leur application. Dans les délibérations du sénat, le chancelier combattit ceux qui défendaient l'extension des terres seigneuriales: « C'est ce que vous appelez la liberté de ne rien donner à la couronne [2]. » Plusieurs sénateurs ne siégèrent pas à cette session, et, suivant toute probabilité, l'influence du chancelier détermina l'adoption de la résolution suivante: « Lorsque le gouvernement convoque les sénateurs dans des occasions importantes, ils doivent se rendre à leur poste, à moins d'obstacles légaux. Les absents doivent se soumettre aux décisions des membres présents, et ils sont tous responsables, excepté lorsqu'ils peuvent prouver que ces décisions sont contraires à la *Loi de Suède*. Aucune autre excuse n'est admise, et celui qui, par crainte ou par d'autres raisons, s'abstient de paraître aux sessions, n'est pas digne d'être sénateur [3]. » C'est dans le préambule de cette résolution qu'on parle des sénateurs du royaume « comme représentant les états. »

Le chancelier écrit à Baner: « On a été obligé de recourir à de nouvelles levées de troupes. Il eût été convenable d'adopter cette mesure, de concert avec les états; mais comme il y avait peu de temps qu'on avait convoqué une assemblée générale, et que le comité des états s'était réuni pendant l'été, nous n'avons pas voulu les appeler de nouveau. C'est pour cela que nous avons jugé bon de décider l'affaire dans le sénat, et de communiquer la résolution aux nobles qui étaient présents et aux collèges, pour la recommander ensuite aux soins des préfets et des évêques. Quant à l'argent, nous n'avons pas cru à propos de demander un surcroît d'impôts aux états. Il faut chercher à introduire l'ordre et l'économie dans les revenus de la couronne. On doit supprimer les dépenses qui ne sont pas nécessaires, redresser les abus qui se sont introduits dans les dîmes de la couronne et des terres seigneuriales, et augmenter les produits des mines, des douanes et du commerce. On a élu des députés pour examiner les

[1] Voyez Stjernman.
[2] Voyez les collections de Palmsköld
[3] Voyez les *Archives du royaume*.

comptes des revenus et des dépenses : l'année prochaine, nous porterons notre investigation dans la recette des provinces : c'est aux trésoriers et aux conseillers de la chambre qu'on a remis ce travail. Le collége de la guerre doit, à la revue, casser les officiers incapables ; les mines doivent être aussi l'objet d'un sévère examen [1]. En un mot, les réformes porteront sur toutes les branches de l'administration. »

La division de l'armée, fondée par Gustave-Adolphe, fut comparée au texte de la constitution de 1634, et ne fut pas réglée exactement suivant son esprit : « Le gouvernement et le sénat, est-il dit dans une lettre datée du 23 mars 1637, ont examiné, l'automne dernier, le budget de l'État et celui de l'armée. Il y avait dans le dernier quelque confusion résultant des grandes guerres, de sorte que le contingent de l'armée est plus élevé que ne le veut la constitution et que ne le permet le budget. Il y a une fois plus d'officiers qu'il ne faut, parce que les Allemands sont restés au service, et cependant on a fait de nouvelles promotions pour la guerre de Pologne [2]. Ces doubles emplois sont ainsi autant de charges pour l'État. La cavalerie actuelle de Suède se compose de quatre régiments complets, ceux de la Westrogothie, de l'Upland, du Småland et de l'Ostrogothie ; il y a en Finlande trois régiments de cavalerie aussi au complet. Les régiments d'infanterie sont au nombre de vingt-trois, dont quinze sont à la charge de la Suède, et huit à celle de la Finlande. En Allemagne les troupes doivent être soumises à cette division, et si quelques officiers meurent, il faut laisser leur place vacante jusqu'à la réalisation de ce système [3]. On avait déjà pris, peu d'années auparavant, quelques mesures préparatoires. Le 27 avril 1636, le gouvernement écrivait qu'il espérait être bientôt débarrassé de la classe onéreuse des officiers surnuméraires : « Nous avons dessein de les disséminer dans les régiments des provinces, et de faire le cadastre de tous les hemmans qui devaient être affectés à l'entretien des officiers et des soldats [4]. » Il y avait encore de grands abus à réformer : « Il nous semble, dit le gouvernement en 1640, qu'une partie de nos officiers de cavalerie, surtout

[1] A Jean Baner, 3 décembre 1636. (Voyez les *Archives du royaume*.)

[2] Il est question de l'expédition faite en Prusse et commandée par Jacques de La Gardie, avant le renouvellement de l'armistice avec la Pologne.

[3] Instruction de Grubbe. (Voyez les *Archives du royaume*.)

[4] Le gouvernement au chancelier, 27 avril 1636. (*Ibid.*)

les colonels, se sont fait une loi de lever sur leurs cavaliers une certaine contribution en argent, en bétail ou en denrées, comme si cela leur était dû. Les colonels des régiments d'infanterie emploient aussi leurs soldats à transporter du bois, à faire des corvées, ils leur imposent encore d'autres charges. On doit proscrire sévèrement ces abus [1]. » — « Les canons, les armes de toute espèce, la poudre, les boulets, tout le matériel de la guerre, en un mot, se font en Suède, on en fait même des envois à l'étranger, écrivait Oxenstjerna à Baner, et la grande flotte est dépourvue de tout ce qui est nécessaire pour entrer en campagne [2]. »

Le gouvernement introduisit plusieurs améliorations importantes dans l'administration lotérieure. Le bureau des mines (*bergamt*) reçut la forme collégiale : son instruction est de 1637 [3]. On publia des ordonnances relatives au commerce. Le premier règlement des postes fut publié [4], ainsi qu'un nouveau tarif de douanes [5]. L'ordonnance touchant l'établissement des auberges sur les grands chemins, fut renouvelée. Tout ce que fit le comte Pierre Brahe depuis 1637 jusqu'à 1640, et ensuite de 1648 à 1654 en qualité de gouverneur général de la Finlande, où sa mémoire est encore chère aux populations, mériterait un chapitre spécial, si un pareil développement ne sortait des bornes que nous nous sommes prescrites.

Mais ni les ressources du royaume, ni l'argent de la France ne suffisaient pour entretenir des armées en Allemagne, et Oxenstjerna fut obligé de démontrer à Baner la dure nécessité de tirer de la guerre elle-même des ressources pour la faire : « Cette guerre étant au-dessus de nos forces, nous ne voyons pas comment nous pourrions introduire la réforme dans l'armée aussi promptement qu'il le faudrait. Vous penserez sans doute comme nous, que plus les masses que nous pourrons lancer sur le territoire ennemi, seront fortes et imposantes, plus elles y trouveront facilement des moyens de subsistance. Nous ne savons pas même comment nous nous arrangerons chez nous; cepen-

[1] Lettre à tous les colonels d'infanterie et de cavalerie, 21 avril 1640 (Voyez les *Archives du royaume.*)

[2] 3 avril 1641.

[3] Voyez les *Archives du royaume*, 8 février 1637.

[4] Du 20 février 1646.

[5] Le tarif des douanes fut d'abord tenu secret, ce qui causa un grand dommage au commerce au delà de la Baltique, du côté de la Livonie. (Voyez les manuscrits de Palmsköld.)

dont nous ferons ce que nous permet notre budget [1]. » Après une nouvelle levée faite à la diète générale de 1638, le gouvernement écrivit au maréchal : « Nous supposons que les soldats que nous avons envoyés pour compléter les régiments, sont encore trop jeunes, et que les officiers ne sont pas les meilleurs : la multiplicité des levées a fait qu'il ne reste plus d'hommes d'un âge mûr [2]. » Malgré ces levées si souvent renouvelées, malgré des impositions, et d'autres malheurs [3], il ne s'éleva aucun murmure de mécontentement contre les diètes, qui étaient cependant convoquées avant 1642, lorsque les paysans se plaignirent que le gouvernement vendait trop de domaines de la couronne. Le chancelier adressa à cette occasion des paroles sévères aux paysans dans le sénat ; en revanche, pendant que le chancelier prononçait un discours dans la salle de la diète, les paysans mirent à la porte un faux frère qui, sans être membre de leur état, s'était glissé parmi eux, disant qu'ils divaguaient inutilement et qu'ils pouvaient bien payer ce que le gouvernement demandait. Le lustre et l'éclat que les victoires de Torstenson avaient jetés sur les armes suédoises détournèrent l'attention générale des plaies intérieures de l'État.

Ce frère d'armes de Baner, son égal en génie, l'emportait sur lui en énergie : faisant dominer sa grande âme sur un corps miné par la goutte et les restes d'une dure captivité, le plus grand capitaine après le roi s'était vu contraint par ses infirmités à solliciter sa retraite, et il l'avait obtenue au printemps de 1641 [4]. Alors le gouvernement lui offrit le commandement en chef en Allemagne, et il refusa. A ses objections, le chancelier répondit : qu'il n'élevait aucun doute sur la capacité du guerrier, si sa santé ne s'opposait pas à ce qu'il se chargeât du fardeau du commandement. Il n'avait pas oublié que le feu roi avait dit, peu de jours avant que le général fût fait prisonnier à Nuremberg, qu'il ne craindrait pas de lui confier la conduite d'une armée. Depuis ce temps le général avait fait plusieurs

[1] A Jean Baner, le 10 mars 1638. (Voyez les *Archives du royaume*.)

[2] Au même, le 4 juin 1638. — On recrute des soldats en Écosse et en Angleterre; ils arrivèrent au printemps et dans l'été de 1637. (*Ibid.*)

[3] En 1639 et 1640, la peste fit invasion à Stockholm et dans ses environs.

[4] « Vous demandez un congé pour cause de maladie ; mais Baner est malade aussi, et il n'y a personne après lui pour soutenir la gloire de nos armes. » (Voyez la lettre du gouvernement à Torstenson, le 7 juillet 1640.) « Mais, écrit le chancelier, en date du 8 mai 1641, nous avons été obligés de donner à Torstenson la permission de rentrer dans ses foyers à cause de ses infirmités. »

campagnes, il avait les habitudes de cette guerre et jouissait de la confiance de l'armée [1]. Quelque temps auparavant, le gouvernement avait écrit au général de l'artillerie Jean Liljehök, gouverneur de Hinter-Poemero : « Dès que nous aurons nommé un général en chef, il faudra que vous restiez chez lui pour être auprès de sa personne ce que Torstenson était auprès de Baner à cause de votre intelligence, de votre bravoure et de vos autres qualités [2]. » On voit, par la correspondance de Gustave Wrangel, qu'il se considérait comme frustré par cette nomination : il n'avait cependant alors que vingt-huit ans [3]. Liljehök périt à la fleur de son âge, à Leipzig, comme Nils Brahe [4] mourut en combattant aux champs de Lutzen ; il y avait aussi en lui les germes d'un grand capitaine. Quelle école de héros Gustave-Adolphe n'avait-il pas formée !

La mort de Baner jeta une grande inquiétude dans l'armée ; personne plus que lui ne l'avait dominée depuis Gustave-Adolphe. Le maréchal Torstenson était encore absent, et il n'y avait personne dont l'autorité pût être comparée à la sienne. Les trois majors généraux Adam Pfuel, Charles-Gustave Wrangel et Arwid Wittenberg reçurent le commandement, et, réunis à Guébriant, ils battirent encore l'ennemi à Wolffenbuttel ; mais les conditions que les colonels posèrent pour prix de leur obéissance prouvèrent qu'elle ne devait pas être de longue durée. Ils envoyèrent en Suède deux plénipotentiaires chargés de présenter leurs plaintes au gouvernement. Vingt-trois colonels s'engagèrent par leur signature à ne reconnaître aucun général en chef avant qu'on eût fait droit à ces plaintes. Jadis ils avaient demandé à prendre part aux délibérations où s'agitaient des questions relatives aux militaires ; ils revendiquaient aujourd'hui ce droit, même pour les questions politiques. Ils appuyaient la demande de l'abandon de quelques places fortes, demandes faites par la maison de Brunswick-Lunebourg, qui après la mort du duc George suivit la même politique vacillante, et semblait alors opposée à l'empereur, pendant qu'elle négociait une alliance avec la Suède. Des agents lune-

[1] Voyez Adlersparre, *Samlingar*, tome II, page 210
[2] A Jean Liljehök, le 24 mai 1641.
[3] Voyez la correspondance entre Herman Wrangel et son fils. Ces lettres sont datées des 10 et 17 août 1641.
[4] « Den auch König Gustave bey Nuroberg vor capable geschatzt hatte die armee zu regieren. » (Puffendorf, tome XIII, page 20.)

bourgeois et danois fomentaient le mécontentement, qui s'augmentait par une misère profonde. Des fantassins et des cavaliers vendirent leur équipement pour avoir des vivres, et s'écrièrent, à l'occasion de l'arrivée de Grubbe, qu'on leur envoyait des conseillers de guerre, dont ils n'avaient pas besoin, mais qu'on ne leur envoyait ni argent ni général en chef. On entendit des officiers dire hautement qu'ils ne voulaient pas obéir à un général suédois [1] ; ils parlèrent de paix et entrèrent en intelligence secrète avec l'ennemi : « Nous sommes certains, est-il dit dans l'instruction du gouvernement à Torstenson, que ceux que nous regardons comme nos amis propagent dans l'armée des sentiments bien dangereux. Si le maréchal ne pouvait gagner la confiance des troupes, il devait tâcher de se rendre maître des ports de la Baltique, tirer de l'armée tout ce qu'il y avait de brave et de loyal, Suédois ou Livoniens, se réunir à l'armée de Stalhandske et se mettre en état de défense dans une place sur l'Elbe ou sur l'Oder. Il devait avoir l'œil ouvert sur le Danemarck, qui s'occupait ainsi d'entraîner l'armée [2].

On n'en vint pas à ces extrémités, parce que Salvius pourvut aux premiers besoins en avançant de l'argent sur celui qu'on devait recevoir de la France, et que les colonels apportèrent en revenant de Stockholm, de nouvelles promesses. Cependant après un été passé dans les discordes et les privations de tout genre, l'armée était bien affaiblie à l'arrivée de Torstenson, laquelle avait été retardée jusqu'à l'automne [3]. Il amenait de Suède des secours d'hommes et d'argent [4] ; mais ils n'étaient pas suffisants pour subvenir à tous les besoins de l'armée. Les rapports se compliquaient avec les ducs de Lunebourg à cause des intelligences secrètes qu'ils avaient avec les troupes. Les jalousies et le mécontentement divisaient les officiers ; le plus âgé, le major général Adam Pfuel, donna sa démission parce que Liljehök l'avait devancé. Wrangel boudait aussi, et s'absenta pendant quelque temps [5]. La fracture d'un membre avait mis Wittenberg hors d'état

[1] Charles-Gustave Wrangel à son père, au der Leine, 13 septembre 1641.

[2] Instruction du maréchal Torstenson, 31 août 1641.

[3] Il arriva le 15 novembre 1641 à l'armée, campée autour de Winsen, près d'Aller en Westphalie.

[4] Outre les cavaliers finnois, il amenait vingt-six compagnies d'infanterie.

[5] « Ich merke aus Allem, dass man mir hier wenig gewogen, sehe auch, dass wie eifrig und treu ich meine Dienste thue, dennoch gethan wird als wusste man es nicht, und giebt die tägliche Erfahrung, dass die Affection zu einem und andern

de servir pour le moment ; Guébriant, avec les troupes françaises, se sépara des Suédois pour se rendre sur les bords du Rhin ; Torstenson lui-même, après son arrivée à l'armée, devint si malade que le bruit de sa mort se répandit, et que lorsque l'armée, au commencement de l'année 1642, se mit en marche pour occuper les passages de l'Elbe, il était perclus de tous ses membres et fut transporté sur un brancard [1].

A Saltswedel, il assembla un conseil de guerre pour juger le colonel Seckendorf, qui, convaincu d'avoir entretenu des intelligences avec l'ennemi, fut condamné à mort [2]. Après que l'ennemi, ayant renoncé à son projet contre le Mecklenbourg, se fut retiré en Saxe, où les Bavarois se séparèrent des impériaux, Torstenson, assuré de ce côté par l'armistice avec le jeune électeur de Brandenbourg, résolut de marcher sur la Silésie, où se trouvait le duc François-Albert de Lauenbourg, alors maréchal de l'empereur, avec des forces supérieures à celles de Stålhandske. Pendant que Torstenson faisait diriger des approvisionnements sur la route de Westphalie, il prit un chemin opposé et passa l'Elbe à Werben, les 26 et 27 mars ; il traversa la Lausace et se réunit à Stålhandske, à Soran. Cette jonction porta ses forces à vingt mille hommes. Le 24 avril, il emporta d'assaut Gross-Glogau et d'autres places fortes voisines, et menaça Schweidnitz ; il devança le duc de Lauenbourg, qui volait à la défense de cette place, le battit complètement et le fit lui-même prisonnier [3]. Le résultat de

merklich entecellirt. Von meinem Advencement zu General der Infanterie ist von keinem Menschen etwas gedacht worden, fondern Mortaigne (wie wohl ich bey Lebzeiten des sel. Hrn Felds marschalls Baners und auch nochmahls zu commandieren gewürdigt wurde) ; mir noch als ein General bey der Infanterie zugeordnet ist » (Voyez la correspondance de Charles-Gustave Wrangel et de son père dans la bibliothèque de Skokloster.)— Wrangel fut envoyé en Suède, au printemps, pour y chercher de nouveaux renforts. Malgré l'amitié que Baner lui portait, nous trouvons deux lettres dans lesquelles Baner lui reprochait amèrement quelques fautes commises dans le feu de la jeunesse. Ce fut alors que Wrangel chercha l'intercession de Torstenson, et celui ci lui promit de l'excuser auprès du maréchal.

[1] Souvent les lettres de Torstenson étaient signées par les secrétaires, parce que la douleur l'empêchait de tenir la plume.

[2] Charles-Gustave Wrangel écrit de lui, à son père, que c'était un des chefs des meneurs dans le camp de Wolffenbuttel.

[3] « Als er an seinen Wunden starb, wurden Arnheims Anschlage zu nichte. » (Puffendorf, tome XIV, § 15.) — Le feld-maréchal Arnheim, qui avait servi la Suède, était un des caractères les plus rusés de son temps, homme de politique et de cabinet plutôt que d'épée. Il avait quitté le service de l'empereur pour celui de la Saxe ; mais

cette victoire fut la reddition de Schweidnitz, le 24 mai. Torstenson poursuivit les impériaux dans la Moravie, épouvanta et dispersa les députés rassemblés à Olmutz, s'empara de cette ville le 5 juillet, et envoya le colonel Helmut Wrangel porter ses armes aux portes de Vienne. Il fallut alors penser à la retraite. Après avoir laissé une forte garnison à Olmutz, il reprit le chemin de la Silésie, où Liljehok s'était emparé de Neisse, et se réunit au reste de l'armée à Kosel, qui fut prise d'assaut ainsi qu'Oppeln. Il mit le siége devant Brieg et le poussa avec tant de vigueur, qu'il espéra s'en rendre maître en peu de jours [1].

après la paix de Prague, il s'étoit retiré dans son château de Boitzenbourg, dans l'Ukermark, qui appartient encore à ses descendents, qui comptent au nombre des plus riches propriétaires de Prusse. Il y fut fait prisonnier, le 7 mars 1637, par un détachement de Suédois, qui l'emmena en Suède. Cet acte de violence avait été ordonné par Oxenstjerna, qui vouloit qu'on le prît mort ou vivant. La haine qu'on lui portait étoit l'effet de ses trames et de ses intrigues contre la Suède. C'est le seul fait immoral qu'on puisse reprocher à la mémoire d'Oxenstjerna; il étoit dans l'esprit de son rival, Richelieu, sur lequel il l'emportait tant par la moralité de ses principes. Arnheim, après avoir été enfermé à Orebro fut conduit à Stockholm. Il s'échappa de sa prison et retourna en Allemagne, où il proposa de mettre une armée en campagne contre la Suède. Nommé généralissime des troupes de Silésie, il y mourut le 18 avril 1641. Le duc de Saxe-Lauenbourg, qui étoit sous ses ordres, reçut le commandement en chef.

[1] Torstenson s'exprime ainsi dans une lettre adressée à C. G. Wrangel sur ses opérations : « Nach dem Pingst vorgewesenen Rencontre bey Schweidnitz ist der Feind mit seinen übrigen Völkern aus seinem Lager bey Breslau aufgebrochen und nach Brieg gegangen. Ich habe meinen March nach Neisse gerichtet, und d. 25 mai daselbst angelangt, in der Meinung so wohl weiter an dem Feinde, als an der stadt Neisse mein Heil zu versuchen, zu welchem Ende ich d. 27 mit der meisten Cavallerie 1,500 zu Fuss und entlichen leichten Geschütz von der Neisse weggegangen, daselbst aber den Herrn General Liljehök mit der Infanterie und dem groben Geschutz, solchem Ort wurklich zu attaquieren gelassen, und allso mit den bey mir gehabten Völkern gegen Olmutz gezogen. Als nun von dem Feinde ein mehreres, nicht als ein Regiment zu Fuss so d. 20 bey Sternberg von dem Obrist Helm Wrangel ruinirt worden, angetroffen und sich befunden, dass der Feind, auf die linke and nach Weisskirch, Meseritz und dem Wallacheyschen-gebirge sich gewendt, und allda nicht füglich attaquirt werden konnte, habe ich meinen march recta nach Olmutz, folgenden Tages solch mit Ernst anzugreiffen resolvirt. Der commandant Miniati, als General commissarius des Markgrafthum Mahrens, so mit 800 neu geworbnen Teutsche und Polnische Knechte darin gelegen, hat sich, zumechst der Burgerschaft, tapfer gewehret, gleichwol aber nach viertagiger Belagerung zu accordiren gezwungen worden, welcher dann d. 5 dieses mit der Garnison abgezogen. Selbiges Tages hat sich auch Pronitz und Littau auf discretion, ingleichen d. 8 die Mahrische Neustadt, so ein ziemlich vester Ort, an dem General major Konigsmark mit accord gegeben. Nach dem ich nun Kunschaft bekommen, dass Neisse d. 6 dieses, mit accord ubergegangen, bin ich, um mich bey der damaligen

Mais un formidable corps d'impériaux arriva au secours de cette forteresse. Torstenson fut obligé de lever le siége ; il renforça la garnison d'Oppeln et de Schweidnitz, et envoya Kœnigsmark en Saxe pour y faire face aux événements. Il se retira à Glogau, derrière l'Oder ; mais il passa ce fleuve plus haut, à Crossen, et posa son camp au confluent de l'Oder et de la Neisse, en attendant les renforts que Charles Wrangel amenait de Suède et qui approchaient. La jonction avec l'avant-garde du corps de Wrangel, comptant quatre mille fantassins, eut lieu le 26 août [1]. Torstenson fit lever le siége de Glogau aux impériaux. Il essaya vainement de cooper à l'armée impériale le chemin de la Bohême ; mais il s'empara de Zittau, le 29 septembre, en présence de l'ennemi, et assiégea Leipzig pour le contraindre à accepter la bataille qu'il lui offrait. Là sur les mêmes champs qu'avait illustrés Gustave-Adolphe, Torstenson remporta, le 23 octobre, une victoire complète sur l'archiduc Léopold et Piccolomini, et finit la glorieuse campagne de 1642 par la prise de Leipzig [2].

Le chancelier [3]écrivit au chambellan Gabriel Oxenstjerna, qui fut envoyé auprès de Torstenson : « Il me semble que le maréchal a reçu assez d'eau pour faire marcher le moulin. Il fallait profiter de la victoire pour s'emparer de la haute et de la basse Saxe et se rendre maître de l'Elbe [4]. En Westphalie, nous tenons le Weser et les prin-

Beschaffenheit des Feindes, mich der übrigen importante Orte in Schlesien zu bemeistren, d. 7 von Olmutz aufgebrochen, mich wider zuruchgezogen und mit der ubrigen gros der armee bey Cosel conjungirt, welche Stadt folgenden Tags nach geschossener Breche mit sturm, und das Schloss auf Gnad und Ungnade ubergangen. Bin darauf d. 12 aufgebrochen und bey Oppeln angelangt. Der Commendant, Obrist lieutenant des graf Gallischen regiments, hat, als die bresche geschossen, die Stadt verlassen und sich auf Schloss retirirt, welcher er auch, weil es ein sehr fester Ort, bis in den vierten Tage gehalten, hat sich aber endlich d. 17 dieses auf Gnad und ungnad ergeben mussen. — Bin nun gestern davon aufgebrochen, und heute allhier bey der Stadt Brieg, worin 1500 m. zu fuss und 2 Obristen sich befinden, und werde mein Bestes thun. — Herzog Frans Albert sind d. 31 mai wegen empfangener Beyde schüsse zu Schweinitz Todes verfahren, und an deren Stelle ist nun widerkommen Piccolominis, der nun mehr die gesammte kaiserliche Armee, so annoch bey Brunn in Mahren steht als Feld marschall commendirt. » (Torstenson à Charles-Gustave Wrangel.) La lettre est datée du camp près de Brieg, le 17 juin 1642.

[1] « Si nous ne recevons promptement du secours, Glogau est perdu. » (Lettre de Torstenson à Wrangel, du camp de Neisse, le 21 août 1641.)

[2] Voyez Puffendorf, tome XIV, § 26.

[3] Le 1er janvier 1643. (Voyez les *Archives du royaume*.)

[4] Falta Elben.

cipales places ; cependant l'administration est en désordre : il faut un gouverneur, un bon secrétaire et un commissaire [1]. Du côté du Brandenbourg, il ne manque que la ratification du traité d'armistice : en Silésie et aux bords de l'Oder, il faut tâcher de se garantir par l'armée de Stälhandske. Il me semble que le maréchal doit poursuivre l'ennemi dans les montagnes de Bohême, la Moravie et l'Autriche, porter le théâtre de la guerre vers le Danube, et s'assurer les communications avec l'Elbe et la Baltique, au moyen d'un corps de troupes légères. Nous allons écrire au roi de France et à Hesse-Cassel d'occuper les troupes de Hatzfeld sur les rives du Rhin. Une autre diversion dans les États héréditaires de l'empereur pourrait s'opérer plus efficacement par le prince Rakoczi de Transylvanie [2]. » Dans une autre lettre à ce même Oxenstjerna, on lit : «Que tous les papiers appartenant à la chancellerie de l'archiduc Léopold, pris à Leipzig, et d'où l'on pourrait tirer des éclaircissements sur les desseins de l'ennemi, devaient être envoyés. Il croyait devoir rappeler aussi au maréchal, que si l'on s'emparait de quelques villes catholiques où se trouveraient de belles bibliothèques, comme il était arrivé à Neisse et à Olmutz, les livres devaient en être envoyés en Suède pour compléter les bibliothèques des gymnases et des académies [3]. »

Après la prise de Leipzig, Torstenson avait eu une entrevue avec le maréchal Guébriant, qui, réuni aux Hessois, avait fait la campagne du Rhin commencée en 1642, après la victoire de Kempen. On dit que ces deux généraux arrêtèrent le plan de la campagne suivante. Les Suédois et les Français s'accusèrent réciproquement du défaut d'ensemble dans son exécution [4]. Ce qu'il y a de certain, c'est que Guébriant marcha sur le Rhin, et que Torstenson, au contraire, se dirigea à travers la Bohême sur le cœur de l'Autriche, sans cependant pouvoir amener Gallas, qui avait été réintégré dans le commandement, à une bataille décisive [5]. Nous ne nous arrêterons pas aux événements

[1] Dans les *Archives du royaume*, on voit des plaintes fréquentes contre l'administration suédoise en Westphalie et en Silésie.

[2] Torstenson avait déjà envoyé en Transylvanie deux colonels chargés d'entrer en négociation avec Rakoczi.

[3] Le chancelier du royaume tenait à ce point. Lorsque Gustave Horn envahit la Scanie, en 1644, il donna l'ordre d'envoyer à Stockholm les *bibliotheca publica* et les manuscrits qui s'y trouveraient. (Voyez les *Archives du royaume*.)

[4] *Histoire du maréchal de Guébriant*, chap. 10; Puffendorf, tome XIV, § 39

[5] » Darüber freuten sich die Schweden, denn sie wussten seine mode, dass er die

de la campagne de 1643 contre l'Antriche. Torstenson poursuivit ses succès jusqu'à Olmutz et Brunn, et menaça, par un de ses partisans, la personne de l'empereur jusque dans sa capitale. Königsmark, si habile dans la petite guerre, occupa l'ennemi sur l'Elbe et sur le Weser, et enfin repoussa en Poméranie l'attaque que firent les impériaux, qui avaient violé le territoire de la Pologne, et qui opérèrent leur retraite par le même chemin. Cette campagne fut interrompue par un événement imprévu. Après que Torstenson, du fond de la Bohême, ent établi ses communications avec ses garnisons en Silésie, il reçut au château d'Eulenbourg, le 23 septembre, l'envoyé de Suède, Jacques Törnskold, qui l'avait longtemps attendu à Oppeln. Celui-ci lui apportait des dépêches du gouvernement suédois, portant que la guerre était déclarée au Danemarck, et que Torstenson devait se porter sur le Holstein.

Il est superflu de rappeler les griefs allégués par la Suède pour justifier cette guerre, griefs que le Danemarck repoussait avec amertume. Le Danemarck était un voisin peu sûr, et il devenait naturellement un ennemi redoutable au premier désastre des Suédois en Allemagne. Gustave-Adolphe et Oxenstjerna avaient prévu que la guerre d'Allemagne en enfanterait tôt ou tard une autre avec le Danemarck. Notre situation de ce côté était devenue embarrassante, surtout depuis que le roi de Danemarck, dans l'été de 1640, avait favorisé la fuite de la reine douairière de Suède. On résolut d'employer la prépondérance des armées suédoises pour trancher la difficulté avec l'épée.

Le chancelier écrivit à Torstenson, sous la date du 25 mai[1] : « Il faut que nous vous fassions connaître notre position et les desseins perfides de nos voisins, lesquels commencent à percer assez pour nous obliger à changer les nôtres. Nous avons longtemps remarqué que le Danemarck, dans la guerre que nous avons entretenue en Allemagne, avait toujours l'œil fixé sur les événements, espérant que si nos avantages se changeaient en désastres, la porte de notre pays lui serait ouverte pour nous traiter suivant son bon plaisir. Aujourd'hui que vous et Jean Baner, par vos victoires, vous avez brisé les forces de nos ennemis, et réduit l'empereur à se tenir sur la défensive, celui-ci cherche un appui en Pologne en faisant valoir des prétextes qui con-

Armee allemal, ruinée. » (Puffendorf, tome XV, § 34.) — L'archiduc, mécontent, quitta l'armee, et Piccolomini entra au service de l'Espagne.

[1] Voyez les *Archives du royaume* de 1643.

viennent peu à la grandeur de la maison d'Autriche ; il cherche aussi à exciter le Danemarck à la guerre, ce qui est d'autant plus à craindre que cette puissance n'attend qu'une occasion pour rompre avec nous. La Pologne et le Danemarck ne cachent pas leurs mauvaises intentions; le dernier, surtout, qui, sous le masque de médiateur, s'est mêlé des négociations de la paix : maintenant qu'on est d'accord sur les préliminaires et que le médiateur devrait travailler à la conclusion, il fait des préparatifs sur terre et sur mer, et assemble ses troupes, soi-disant pour imposer à Hambourg, mais en effet pour nous intimider ou pour opérer une intervention armée. On dit que l'évêque de Brême et le duc d'Oldenbourg doivent réunir leurs forces aux siennes, ainsi que Brunswick-Lunebourg. Cologne et plusieurs Etats catholiques entrent dans cette intrigue, pour former dans l'empire un troisième parti qu'on nous annonçait depuis longtemps. Ce qu'il y a de positif, c'est que ces armements danois ont pour but de contrarier le succès de nos armes et d'arrêter nos conquêtes en Allemagne ; puis on nous attaquerait, sinon cette année, au moins la prochaine. C'est le Danemarck qui machine contre nous en Pologne, par l'entremise de Baudissin et d'autres, pour arriver à une forte alliance, peut-être à une forte diversion. Baudissin a été envoyé de Pologne en Danemarck ; il était chargé non-seulement des pleins pouvoirs du roi, mais encore de ceux des sénateurs. On négocie avec la Russie le mariage du comte Waldemar, fils du roi de Danemarck, et de la fille du czar, pour nous faire un ennemi de plus ; on nous montre déjà des dispositions moins amicales, et l'on refuse de changer notre résident. Il faut ajouter à cela, de la part du Danemarck, d'autres actes que nous ne pouvons tolérer sans blesser les intérêts de la Suède. Le Danemarck entrave la navigation du Sund ; il a confisqué six ou sept navires suédois. Contrairement à nos conventions et à nos privilèges, il prélève des droits sur le vin et autres boissons qui passent le Sund pour le compte de la Suède [1], et cela sans même nous prévenir ; il a mis en croisière devant l'île de Ruden un vaisseau qui assujettit les nôtres à des droits de douane, et nos bâtiments marchands à une visite préjudiciable et déshonorante, et il est si tenace dans cette résolution

[1] Zum Vorwande nahmen die Danen dieses, weil die Schweden wider dem Vergleich handelten, in dem Sie auswärtigen Nationen ihre Passe darlehnten und also den Danischen Zoll hintergingen. Ludwig de Geer hatte reiche Conforten in Holland, die unter seinen Nahme frey durchgingen. (Puffendorf, tome XV, page 78)

qu'aucune observation ne l'en a pu détourner. Nous trouvons la Danemarck aussi hostile que l'Autriche envers nous ; son voisinage et le secret de ses manœuvres le rendent d'autant plus redoutable. Nous avons donc résolu de faire au roi de Danemarck nos dernières observations ; mais comme nous n'attendons de lui aucune réponse favorable, nous pensons qu'il vaut mieux, pendant que nos armes sont victorieuses, les porter dans ses Etats : à cet effet nous sommes obligés de retenir nos recrues. Vous nous ferez plaisir, si vous voulez relever l'état numérique de nos forces en Allemagne, en remplissant le cadre ci-joint. Vous nous renverrez autant de vieux militaires que vous pourrez, puisque vous cherchez moins à battre l'ennemi qu'à conserver l'armée, pour pouvoir vers l'automne vous porter du côté de la Baltique, et prendre vos quartiers d'hiver dans le Holstein et le Jutland. Tout cela doit être tenu secret, et nous nous préparerons chacune de notre côté à cette expédition. Ayant l'air de choisir vos cantonnements dans le Brunswick-Luneborg et Lauenbourg, vous pourriez diriger votre marche par Meissen et Halberstadt pour le pays de Brunswick, et contraindre le duc et l'évêque de Brême à séparer leurs troupes de celles du Danemarck. Pendant votre marche on un peu avant, il vous faudra envoyer un général à la tête d'un corps vers la Poméranie et le Mecklenbourg, pour attendre votre arrivée, veiller à la défense des forteresses et occuper les passages sur l'Elbe. Puis vous pourrez faire avancer votre armée dans le Holstein, entre Hambourg et Lubeck, en vous emparant de toutes les places qui se trouvent sur votre route, et poussant jusqu'au fond du Jutland et même au delà du détroit de Medelfart en Fionie, aussi loin que les forces de l'armée vous le permettront. Quiconque vous résistera, vous devez le regarder comme ennemi. Vous dissiperez tout rassemblement de troupes danoises ou allemandes. Si l'on demande sur quels ordres vous agissez ainsi, vous direz que le besoin vous force à chercher des cantonnements pour vos soldats. Si le duc de Gottorp veut rester neutre, il faudra épargner son pays. Disposez les garnisons sur la Baltique, en Poméranie et dans le Mecklenbourg, de manière à avoir deux mille bons soldats et quelques centaines de cavaliers : vous les placerez sous le commandement d'Erik Hansson, à qui vous donnerez l'ordre de rallier tous les vaisseaux qui sont en Poméranie. Pendant que vous pénétrerez dans le Holstein, il devra se transporter à Séland et dans les îles, attaquant et voyant s'il est possible d'em-

porter Copenhague ou Kroneborg. Une pareille attaque jettera la consternation dans le conseil du roi de Danemarck. Nous saurons bien vous donner la main de ce côté. Nous croyons tout cela praticable : 1° parce que l'armée du roi de Danemarck est plus forte sur le papier que sur le terrain ; 2° parce qu'au mois de mai il a marché contre Hambourg, et que s'il entre en arrangements, ou il dispersera son armée ou il la fera camper ; alors elle ne tardera pas à être affaiblie par les maladies, et ce ne sera pas de sitôt qu'il pourra relever la tête. Nous espérons, par la promptitude de nos mouvements, l'écraser ou le mettre dans un tel embarras, qu'il aura plus à penser à lui-même qu'à nous. Je ne prévois que deux obstacles qui puissent empêcher ou retarder l'exécution : comment pourrez-vous déguiser assez vos opérations pour que l'ennemi ne se mette pas à votre poursuite, et comment mettre à l'abri les garnisons d'Olmutz, de Schweidnitz et d'autres endroits ? Ce qui nous donne aussi à réfléchir, c'est la question de savoir si ces opérations ne seraient pas désavantageuses pour notre guerre d'Allemagne. Sondez Gallas, sous prétexte de l'échange des prisonniers, pour vous assurer si maintenant que les négociations de paix sont en train, il ne serait pas possible de conclure un armistice pour trois semaines, par exemple jusqu'à ce que vous puissiez connaître l'opinion du ministre français. Si nous n'avons pas d'armistice, nous vous laissons à aviser au moyen de retirer les garnisons et d'arranger vos marches. L'ennemi ne vous suivra pas bien loin de Leipzig, parce que cette ville est en votre pouvoir et que tous les environs sont ruinés. » Telle était la situation du nord de l'Allemagne en 1643.

Nous venons de voir quelles étaient les instructions de Torstenson pour la guerre de Danemarck ; elles restèrent des mois en route. On a souvent occasion de s'étonner de la lenteur des communications à cette époque. Le maréchal fit immédiatement ses préparatifs pour s'y conformer, et les moyens répondirent pleinement à la hardiesse du plan. Il avança dans la Silésie, proposa un armistice, et parvint à endormir Gallas, qui communiqua la proposition à la cour de Vienne. Il se contenta de suivre l'armée suédoise de côté, en couvrant la Bohême. De Glogau, où l'armée passa l'Oder le 26 novembre, Torstenson écrivit en Suède « qu'il pensait arriver dans le Holstein en quatre ou cinq semaines. » Il jeta un pont sur l'Elbe, comme s'il eût voulu passer le fleuve en cet endroit. Il fit courir le bruit qu'il avait dessein de traverser le haut Palatinat après avoir pris quelque

repos dans le Meissen, d'envahir la Bavière et d'y prendre ses quartiers d'hiver. Cette nouvelle jeta une grande inquiétude dans le pays. Peu de temps après, on le vit jeter un nouveau pont sur l'Elbe, à Tangermunde, mais au lieu de traverser le fleuve, il s'avança vers Havelberg. Là il ne pouvait plus couvrir son dessein d'aucun prétexte. Il convoqua les officiers, le 6 décembre, pour leur donner ses ordres, et leur annonça de bons quartiers. L'armée continua joyeusement sa marche, et inonda bientôt le Holstein et le Jutland[1].

Nous empruntons à un écrit d'un ministre suédois[2] quelques détails sur l'état du Danemarck à cette époque ; il est de 1649, un an après que Christian IV eut terminé son long règne. L'auteur, Magnus Durcel, après avoir présenté son séjour de huit années, en qualité de résident suédois, comme une garantie de l'exactitude et de la vérité de son récit, ajoute « que cette nation a naturellement l'habitude de tenir secret tout ce qui la concerne, de sorte que ce n'est que par un séjour prolongé, et une attention soutenue, qu'on peut tout comprendre et approfondir. » Nous ne pouvons en donner que les traits principaux. Comme le pouvoir des rois de Danemarck est borné, qu'ils ne peuvent disposer des *jura majestatis* sans le consentement du sénat, que la noblesse peut l'emporter sur le roi et sur les autres états, et que le peuple, loin d'avoir rien à dire dans les affaires de l'État, n'a pas même la perspective de l'admission de ses enfants aux charges publiques ou aux dignités, il s'ensuit que la forme du gouvernement danois est aristocratique ou oligarchique. Les fondements de cette constitution furent posés dans le temps de Frédéric Ier, qui fut déclaré roi par la noblesse, contre la volonté des bourgeois et des paysans, qui étaient du parti de Christian le Tyran. Il accorda à la noblesse des priviléges qui furent confirmés par Frédéric II, et étendus par Christian IV et son fils Frédéric III. Ces priviléges sont redoutables et pour le pouvoir royal et pour le peuple, et il serait difficile aujourd'hui de les affaiblir ; les cinquante ans du règne de Christian IV en fournissent

[1] Le 26 décembre 1643, la régence reçut la nouvelle de l'invasion de Torstenson dans le Holstein. Elle lui écrivit en date du 7 janvier 1644 : « Depuis le retour de Tornskäld, qui nous a apporté votre reponse à notre lettre du 25 mai, nous n'en avons reçu qu'une de vous ; elle est datée de Havelberg, le 6 decembre. Mais nous avons, par la voie du Danemarck, des nouvelles qui nous annoncent que vous êtes entré dans le Holstein au milieu de décembre. » (Voyez les *Archives* du royaume.)

[2] Voyez *Relation om konungariket Dannemarck af Magnus Durcel*. (Les manuscrits de Skokloster.)

la preuve. Il est dit que le Danemarck est et doit être un royaume électif, comme il l'a été de temps immémorial, et que la Norwége est une province inséparable de la couronne danoise. Les hauts fonctionnaires de l'État sont au nombre de cinq; les sénateurs ont en appointements les principales provinces ou les châteaux qui font la force du pays. Les anciens ont trouvé bon de constituer, pour ainsi dire, une vice-royauté pour soutenir l'autorité de la noblesse; ce sont les fonctions d'un *major domus* du royaume (*rikshofmästare*) : il dispose de la recette du royaume, est chef de la maison du roi et de la flotte, comme un lieutenant général du roi. Il a été d'usage qu'aussitôt qu'il y avait de l'argent dans le trésor, ce fonctionnaire en faisait emploi, de peur que le roi ne s'en servît pour favoriser ses propres desseins; aussi le roi de Danemarck a-t-il été obligé d'augmenter les droits du passage d'Oresund, droits dont il pouvait disposer, et il a voulu en établir un semblable sur l'Elbe, auprès de Gluckstad, pour augmenter ses revenus. Il y a un *riksmarsk* (connétable), un chef d'artillerie et des arsenaux (*rikstygmästare*), et un général du génie; mais les fonctions des autres officiers qui sont nécessaires dans une armée bien organisée, n'existent pas en Danemarck. Quand la guerre éclate, on y appelle des nobles danois ou des officiers étrangers; mais, comme les rouages de l'État sont très-compliqués, le plus grand intérêt de chacun est de songer aux siens. Dans la guerre, les terres de la noblesse danoise sont toujours ruinées, quelle que soit l'issue de la guerre. Christian IV encourut le blâme de la noblesse pour avoir entrepris la guerre sans son assentiment, surtout contre l'empereur, et on lui attribua les revers qui se firent sentir. Il y avait longtemps qu'il était roi; cette considération et son courage imposaient aux sénateurs, qui tous étaient ses serviteurs dévoués : aussi sa volonté prévalut elle souvent. Mais pour prévenir un trop grand accroissement de l'influence du pouvoir royal, la dernière assurance (*handfästning*) de Frédéric III prescrivit que le roi ne pourrait pas élever qui bon lui semblerait à la dignité de sénateur; mais que le sénat, conjointement avec la noblesse de la province du sénateur décédé, présenterait six nobles au roi, qui en choisirait un. Comme la noblesse règne, et que c'est elle qui court le plus de risques en cas de guerre, et qui profite le plus des avantages de la paix, le Danemarck est plus porté à la paix qu'à la guerre; c'est pour cela que la noblesse s'oppose à l'organisation d'une armée. Néanmoins les craintes qu'inspire la puissance de la Suède, et

la position menaçante que lui ont acquise ses conquêtes, ont déterminé la noblesse à entretenir une espèce de milice; car pour former une armée permanente, elle n'en a pas les moyens, et l'intérêt de son parti s'y oppose, car la noblesse craindrait que le roi ne gagnât l'armée et ne s'appuyât sur elle et sur le peuple, qui est mécontent, et qui aime son monarque. Ajoutez à cela que le Danemarck n'a pas ressenti le besoin d'avoir des troupes à lui, car le chemin de l'Allemagne, où il a toujours trouvé à en enrôler, lui a été ouvert constamment. La noblesse est inexpérimentée dans la guerre, et peu de personnes ont servi à l'étranger. Survient-il une guerre, il y a toujours des divisions pour savoir à qui appartiendra le commandement.

La milice, dans chaque province, doit s'exercer sur les places des églises. L'île de Séland fournit 2,000 hommes, celle de Fionie 1,000, la Scanie et le Bleking 2,000, le Jutland 4,000, les petites îles 1,000, la Norwége 5,400, divisés en trois régiments, la noblesse 4,000; en tout 19,400 combattants. La cavalerie, levée par provinces, s'élève à 7,000 hommes, y compris l'équipement des cavaliers nobles; les prévôts et le clergé en arment 2,000. La grande flotte compte vingt-quatre vaisseaux de haut bord et seize galiotes. La Norwége et le Danemarck possèdent cent six vaisseaux marchands. Il y a de bons marins.

Les sources des revenus du Danemarck sont: 1° Le droit de péage du Sund; il varie de temps en temps: avant la dernière guerre avec la Suède, il s'élevait à cinq ou six cent mille thalers; après la paix de Bromsebro, il baissa de soixante et dix à quatre-vingt mille thalers. 2° Le droit de douane intérieure, dont les produits seraient considérables si la noblesse et le clergé n'en étaient exempts, et si la noblesse n'en exemptait pas les bourgeois avec lesquels elle a des affaires: rien de plus commun que de voir un noble, logé chez un bourgeois, payer son logement en billets de douane. 3° Les impôts et contributions des villes. 4° Les châteaux, les villes et la douane en Norwége. 5° Les châteaux en Danemarck. L'impôt du roi (*kungs-skatten*) et autres impositions extraordinaires qu'on ne lève pas chaque année. Terme moyen, les revenus ne dépassent pas 500,000 thalers, tandis que les dépenses s'élèvent annuellement à 919,665 thalers.

La Norwége a des vallées très-fertiles en céréales et en pâturages; ses montagnes sont couvertes de chênes, de sapins, de bouleaux et même de hêtres. Les Hollandais y chargent annuellement une cen-

taine de vaisseaux de mâts, de bois de chauffage, de goudron, de planches. Ce pays possède en outre quelques mines et en exploiterait davantage, si l'intérêt des particuliers ne s'y opposait. La noblesse de Danemarck, qui voit avec envie les revenus que le roi peut en tirer, et les propriétaires des mines en exploitation, qui craignent que de nouvelles forges ne portent un coup funeste aux anciennes, ont arrêté le développement d'une industrie à laquelle invitait la nature du sol. Les mœurs et le caractère des habitants sont les mêmes que ceux des Suédois. Ils ne se louent pas du gouvernement du Danemarck : comme les gouvernements des provinces et les emplois publics sont presque exclusivement remplis par les Danois, et que le roi visite rarement ces contrées lointaines, le peuple y est souvent victime de l'injustice. La noblesse de Norwége est pour ainsi dire éteinte, et s'il en reste quelques familles, elles sont peu estimées en Danemarck, excepté quelques-unes qui se sont fait naturaliser dans ce dernier pays. Mais le peuple norwégien est plein de vigueur et de courage. Les Norwégiens naissent marins et guerriers ; aussi les Hollandais cherchent-ils à les attirer à leur service : il n'y a pas de navire hollandais qui n'ait à bord des matelots norwégiens. La Norwége est administrée par un gouverneur général, qui est un sénateur danois, et qui réside à Christiana. Annibal Schested se fit nommer vice-roi, et reçut son fief sans payer une obole à la couronne ; il en tirait un revenu de 30,000 thalers. Pendant son administration, il fonda en Norwége des institutions à l'instar de celles de Suède, des colléges, surtout pour la flotte et l'armée, la chancellerie, le trésor et l'administration des mines ; mais comme ces innovations éloignaient le gouvernement de Norwége de celui de Danemarck, tout fut aboli après la mort de Christian IV, et on fit le procès à Sehested. Ce grand seigneur vivait sur un pied plus brillant que le reste de la noblesse danoise ; ce fut la principale cause de sa chute. Il avait épousé une fille de Christian IV, ce qui lui attira la jalousie et les soupçons de la noblesse. Il était dans la politique de ce parti de ruiner totalement Sehested, comme les autres gendres du roi, qui s'étaient partagé l'administration du royaume entre eux, pendant la vie de ce monarque : Corfitz Ulfeld, comme majordome du royaume, celle de Danemarck proprement dit, et Pentz et Annibal Sehested, comme gouverneurs généraux ou vice-rois, le premier en Holstein, le second en Norwége [1].

[1] Les épouses de ces seigneurs étaient filles de Christian IV et de Christine Munk.

La Scanie et le Bleking sont les deux provinces les plus riches du royaume de Danemarck; elles sont renommées pour leur fertilité. Les céréales de toute espèce, le bétail, le poisson y sont en abondance; on y voit des forêts magnifiques, de beaux pâturages, de petits lacs pittoresques et de larges rivières. Les habitants, surtout ceux des frontières, ont beaucoup de rapport avec ceux du Småland par leur langage et leur esprit guerrier, et comme ils portent tout le poids de la guerre, lorsqu'elle s'engage avec la Suède, ils ne souhaitent que d'être soumis à celle-ci. Ils sont estimés en Danemarck à cause de leur bravoure, parce qu'ils sont nés soldats; ils manient mieux les armes et supportent plus facilement les fatigues de la guerre que le peuple de Séland, de la Fionie et du Jutland. Le peuple de Séland, quant à l'esprit, diffère beaucoup de celui de la Norwége, de la Scanie et du Bleking: il aime à vivre commodément et dans l'aisance, n'est pas porté à la guerre, et, comme tous les habitants des possessions danoises, est mécontent de son gouvernement et surtout de la noblesse, qui a trop empiété sur les droits des autres classes. Les habitants des îles ressemblent à ceux de Séland. Le Jutland est, après la Norwége, la province la plus importante du Danemarck: il abonde en céréales, en bétail, en poissons, en bois et en pâturages; la population est industrieuse et habituée au travail. Les autres provinces sont remplies d'employés venus de Copenhague, tant dans les villes que dans les campagnes. Le peuple, ici comme partout, est mécontent de la noblesse, parce qu'il est exposé aux invasions de l'ennemi, et qu'il n'y a pas de forteresses pour arrêter sa marche. Dans le Holstein, qui est un fief de l'empire, ainsi que dans le Schleswig, le Ditmarchen et le Stormarn, le pouvoir est exercé alternativement par le roi de Danemarck et le duc de Gottorp, chacun pendant une année. Le roi a fait construire la citadelle de Gluckstad pour imposer aux Hambourgeois, et rendu leur ville indépendante du Holstein. Le peuple est brave, mais il n'aime pas beaucoup les Danois. Une grande mésintelligence règne entre la noblesse du Holstein et celle du Danemarck, parce que la première, quoiqu'ayant plus de priviléges que celle-ci, ne peut cependant arriver aux emplois éminents du royaume.

La fidélité de la noblesse danoise est attachée au maintien de ses priviléges; elle ne possède pas de grandes richesses, à l'exception de quelques familles, telles que celles de Christian Skeel, de François Lycke, de Tago Tolt et de Barnewitz, dont chacun peut tirer de ses

terres un revenu annuel de 18,000 à 20,000 thalers : cela résulte de ce qu'elle entretient dans ses terres beaucoup de domestiques inutiles ; elle déteste la guerre et regarde comme une honte de se livrer au commerce ou à l'industrie. Les fiefs de la couronne dont dispose le roi sont donnés aux principaux chefs de la noblesse. Il y a peu d'officiers qui soient soldés. Le clergé s'accorde mieux que les autres états avec la noblesse, parce qu'il est bien doté et qu'il vit dans l'aisance ; seulement les prêtres se plaignent de ne pouvoir prêter leur argent qu'à la noblesse, parce que les bourgeois sont pauvres : c'est pour ces derniers un motif de mécontentement extrême, car partout ils trouvent des nobles sur leur chemin, et ils ne peuvent donner aucun développement au commerce et à l'industrie. L'état florissant de la capitale ne résulte pas des opérations commerciales, mais des revenus que produit la douane d'Oresund. Le bien-être de Copenhague suit les mouvements de hausse ou de baisse qu'éprouve cette douane. Les paysans ne sont pas considérés en Danemarck ; ne connaissant pas de meilleur sort, ils vivent tranquilles. Ils sont dans les fers de la noblesse, à qui la loi accorde de grands droits sur eux ; en compensation, elle peut les sauver de beaucoup d'impôts. Un moyen employé par la noblesse pour conserver sa puissance et l'estime du peuple, c'est de nommer à beaucoup de petits emplois, tant dans les villes que dans les campagnes : ce sont généralement leurs serviteurs qui en sont pourvus, et qui conservent un extrême attachement pour leurs anciens maîtres. Les trois états aiment le roi, et ils espèrent que lui seul pourra les défendre contre les envahissements toujours croissants de la noblesse.

Ces considérations expliquent suffisamment la cause de la malheureuse issue des deux guerres avec la Suède, celle qu'Oxenstjerna venait de commencer, et l'autre entreprise par Charles-Gustave peu de temps après ; on y découvre aussi les symptômes de la révolution (*eversio status*) qui devait bientôt faire du Danemarck un gouvernement absolu, d'oligarchique qu'il était.

Nous tracerons succinctement les événements de la guerre : « Nous avons appris, écrit le chancelier du royaume à Torstenson, que vous avez battu à Colding la cavalerie danoise ; que vous avez occupé le fort de Middelfart, ou vous avez fait déposer les armes à plusieurs milliers de combattants ; que vous vous êtes emparé de tout le Jutland jusqu'à Skagen ; que le Holstein, le Ditmarchen, le Stormarn, le

Schleswig, à l'exception de Gluckstad et de Krempe, sont en votre pouvoir, et que vous avez le projet de tenter la fortune dans la Fionie. Nous avons fait entrer le maréchal Gustave Horn et le général Laurent Kagge, dans la Scanie, avec une armée tirée de toutes les provinces, composée de toutes les armes et aussi forte qu'il nous a été possible de la faire. Le 17 février, il a pris possession de Helsinghourg; puis il s'est rendu à Landscrone et à Malmö[1], attendant l'occasion de pouvoir s'emparer de quelque place forte sur les bords du Sund, de façon à y être, pour ainsi dire, les maîtres, jusqu'à ce que notre flotte puisse prendre la mer et attaquer les îles. Nous voulons vous communiquer promptement nos projets relativement à la guerre. Notre but principal c'est de mettre toutes nos forces en mouvement pour tenir en respect ce voisin, et l'attaquer par terre et par mer dans les premiers jours du printemps. Tâchez d'occuper la Fionie et assurez-vous la possession des ports des Belt. Au mois de mai, toute notre flotte sera en mer et dirigera tous ses efforts contre Séland. Si ce plan réussit, il est probable que notre guerre avec le Danemarck sera de courte durée. Notre plus grand obstacle est dans la flotte danoise, car elle compte beaucoup de vaisseaux et de bons marins, surtout de la Norwége. La compagnie d'Islande a beaucoup de vaisseaux, mais ils appartiennent aux villes du royaume, et on ne peut les armer pour la défense des ports. Nous espérons cependant que notre flotte aura autant de voiles que celle de l'ennemi, d'autant plus que nous n'avons rien négligé pour appliquer toutes nos ressources à l'expédition sur mer; en outre, au temps de Noël, nous avons envoyé Louis Geer en Hollande pour nous procurer vingt ou trente vaisseaux bien armés. Capturez tous les vaisseaux de guerre ou marchands que vous pourrez. Mettez-vous en communication avec Louis de Geer; ralliez vos vaisseaux aux siens, puis à la grande flotte. Prenez garde que celle des Danois ne nous sépare de celle de Geer. Rappelez-vous que ce sont des bâtiments marchands, qui ne peuvent soutenir l'attaque des vaisseaux de guerre, qui ont des canons de gros calibre. Quoique nous prévoyons plusieurs obstacles, nous espérons néanmoins pouvoir les écarter : le plus à craindre, c'est l'empereur, notre ennemi. Il y a deux partis à prendre : attaquer l'empereur, en laissant un corps

[1] Landscrone fut prise; mais Malmö, défendue par Christian IV lui-même, résista aux attaques de Horn.

d'occupation dans le Holstein et dans le Jutland, ou diriger ses forces surtout contre le Danemarck, et se tenir sur la défensive vis-à-vis de l'empereur. Il y a des raisons pour et contre; mais voyons plus loin. Une guerre conduite avec peu d'énergie donnerait au Danemarck du temps, et à nos ennemis le moyen de le secourir; c'est pour cela que je crois qu'il vaut mieux suivre les mouvements de l'empereur avec attention et attacher la plus grande importance à écraser le Danemarck. En Allemagne il faut défendre les côtes et les places fortes de la Baltique : il ne paraît pas probable que l'empereur conduise ses troupes vers la mer et laisse derrière lui les forteresses que nous possédons en Moravie et en Silésie, d'autant plus que le pays qui avoisine la mer est presque désert, et qu'il est à peu près impossible qu'une armée le traverse avant qu'on ait fait les récoltes. S'il approche, il faut le recevoir de votre mieux ; mais n'oubliez pas que le coup doit être porté en Danemarck. La guerre, nous l'espérons, sera de courte durée, puisque les Danois ont déjà cherché à entamer des négociations. Puis vous pourrez marcher à la rencontre des impériaux [1]. »

Tout ne réussit pas comme on l'avait espéré. Louis de Geer parvint à armer en son propre nom (car les Hollandais ne voulaient pas prendre un parti ostensiblement) trente vaisseaux [2], qui quittèrent le port au mois de mai; mais Christian qui de son côté avait commencé les hostilités par l'attaque de Gothenbourg, alla à leur rencontre dans les parages du Jutland. La flottille fut contrainte de retourner en Hollande, et la révolte des marins menaça d'anéantir tous les beaux projets qu'on avait faits. Mais une preuve de l'intérêt que les négociants hollandais portaient à cette entreprise, c'est que Geer et son amiral, Martin Thysen [3], parvinrent à armer une nouvelle flotte, qui mit à la voile pour Gothenbourg. Au mois de juin, la

[1] Lettre à Torstenson, le 14 mars 1644. (Voyez les *Archives du royaume*.)

[2] Louis de Geer écrivit, le 20 (30) mars 1644, à l'évêque Johannes Matthiæ, précepteur de la jeune reine : « J'espère que dans quinze jours mon équipage sera prêt. Je suis le marchand converti en homme de guerre. Le marquis Spinola est mort ; il faut qu'un autre le relève, » ajoute-t-il en plaisantant. Louis de Geer prêta au sénat suédois 50,000 thalers, qui furent payés au moyen de domaines dans le Halland, que la Suède conquit dans cette guerre. Le 21 janvier 1645, Geer reçut une traite de 300,000 thalers sur la douane; il avait employé cette somme au service de l'État : elle devait être payée en trois ans.

[3] Anobli en Suède sous le nom d'Ankarhjelm.

flotte suédoise, forte de quarante vaisseaux, était entrée en mer : elle était commandée par le sénateur et amiral Clas Fleming, qui, le 29 juin, s'empara de l'île de Femern. Christian, malgré ses soixante et dix ans, ne tarda pas de venir l'y rejoindre, il fut blessé près du mât de son vaisseau, lorsque, le 6 juillet, les deux flottes engagèrent le combat ; douze personnes furent tuées autour de lui. C'était avec raison que Gustave-Adolphe plaçait ce roi dans son estime au-dessus de tous les autres rois contemporains ; mais la politique ne lui permettait pas d'être son ami[1]. On s'attribua la victoire de part et d'autre : elle eût été décidée en faveur des Suédois si l'amiral Ake Ulfsparre eût fait son devoir. L'amiral Clas Fleming, étant retourné à Christianspris, fut frappé, le 26 juillet, par un boulet parti d'une batterie danoise[2] et laissa en mourant le commandement de la flotte au général d'infanterie, Charles-Gustave Wrangel, qui devait recueillir sur mer une nouvelle moisson de gloire. Contre l'attente d'Oxenstjerna, la cour impériale avait résolu de faire suivre Torstenson par Gallas, sans avoir égard aux forteresses occupées par les Suédois, ni à l'invasion de Rakoczi en Transylvanie. L'attaque contre les îles danoises était devenue inexécutable : « Gallas approche avec toutes ses forces, écrit Torstenson malade, à Wrangel, qu'il voulait charger de cette expédition. Ne faites pas ce dont nous étions convenus[3]. » — « Je voudrais que le diable emportât Gallas, répondit Wrangel d'après son caractère emporté; il me fait manquer une belle affaire : je suis le plus malheureux des hommes! » Gallas, renforcé des troupes danoises, entra dans le Holstein et s'empara de Kiel; mais il tenait à passer cette campagne dans des camps fortifiés, et à éviter la bataille[4]. Torstenson, qui laissa le commandement au colonel Helmuth Wrangel, dans le Jutland et le Holstein, passa devant Gallas, avec une armée qui s'était rajeunie dans ces riches contrées, et lui offrit en vain la bataille; mais il l'entraîna à sa poursuite en Allemagne et détruisit à la fin toute son armée[5]. La régence confirma Charles-Gustave Wrangel dans le commandement de la flotte.

[1] Voyez les manuscrits de Palmsköld.

[2] Clas Fleming était un homme d'un courage à toute épreuve. — Torstenson prit d'assaut la redoute danoise dont les canons avaient tué Fleming, quinze cents hommes qui la défendaient furent passés au fil de l'épée.

[3] Lettre de Torstenson à C. G. Wrangel.

[4] Voyez Slange, *Konung Christian den IV historie*, p. 1232.

[5] « Vous vous êtes bien comporté. Nous prisons tellement vos exploits que nous vous accorderions volontiers la permission de rentrer en Suède, à cause de vos

Il retourna d'abord à Stockholm ; ensuite il se remit en mer pour aller à la rencontre de Geer, qui avait déjà passé le Sund : il le trouva à Kalmar. Les deux flottes réunies, fortes de quarante-deux vaisseaux, rencontrèrent celle des Danois, qui n'en comptait que dix-sept, entre les îles Laland et Femern, et remportèrent sur elle une victoire si complète que dix vaisseaux furent pris, deux brûlés et trois poussés à la côte : deux seulement se sauvèrent.

La campagne suivante, sur mer, n'offrit rien de remarquable, si ce n'est la prise de l'île de Bornholm [1]. Cependant Wrangel était soutenu par l'amiral Rynlug, et une flottille armée par la Hollande stationnait aussi dans le Sund ; c'est pour cela que les commissaires hollandais, qui étaient présents à la conclusion de la paix à Brömsebro, déposèrent leur qualité de médiateurs pour se ranger du côté de la Suède [2]. La paix se fit sous la médiation de la France [3] ; elle ne fut conclue qu'après dix-huit mois de négociations, pendant lesquelles le chanceller du royaume, qui a écrit de sa propre main presque tous les actes, eut à combattre non-seulement les négociations, mais aussi un parti pour la paix, lequel s'était formé au sein du sénat. C'est au sujet de ce parti que la jeune reine, alors âgée de dix-neuf ans, disait

infirmités et de votre maladie ; mais votre bonheur à la guerre, votre autorité sur les soldats étrangers sont si grands et les circonstances si difficiles que nous sommes forcé de vous prier d'avoir un peu de patience. » (La régence à Tortenson, le 26 février 1644. — Voyez les *Archives du royaume.*)

[1] « La saison a été contraire aux opérations de la flotte ; il faut ajourner jusqu'à meilleure occasion le projet contre les îles. Je conseille de tenir les flottes réunies, parce que la paix n'est pas éloignée. » (Oxenstjerna à C. G. Wrangel, Södeniker, 1 et 16 août 1645.)

[2] « J'ai reçu avis que les envoyés hollandais, ayant dépassé les frontières, s'étaient réunis aux plénipotentiaires suédois, et avaient déclaré aux commissaires danois qu'ils demandaient satisfaction des sujets de plainte que les Hollandais avaient à reprocher, relativement à la douane du Sund et de Norwége et que les Hollandais faisaient cause commune avec la Suède. » (Le maréchal Horn à C. G. Wrangel, Fjelkinge, 20 mai 1645.) — « Il y a du nouveau : les Hollandais sont résolus à veiller à leurs intérêts commerciaux contre le Danemarck, et ils préparent une flotte de cinquante vaisseaux, montés par huit mille marins et deux mille soldats. » (Le résident Harald Appelbom à C. G. Wrangel, Amsterdam, 29 mars 1645.) — Lettre de l'amiral hollandais, Cornelisson de Witte, à Wrangel, sans date. Il lui annonce qu'il est arrivé dans le Sund avec quarante-neuf vaisseaux de guerre et trois cents navires marchands ; qu'il a jeté l'ancre dans le Sund et dans le Belt, et qu'il est en présence de la flotte danoise.

[3] Par l'ambassadeur de La Thuillerie, Salvius écrit : « Je remarque que les Français sont très-mécontents de notre invasion dans le Holstein. »

à son ministre, avec autant d'amabilité que de franchise : « La principale cause qui m'a engagée à vous tracer une échelle de conditions auxquelles vous pourriez conclure la paix, c'est que j'ai remarqué que presque tout le sénat était d'un avis opposé au vôtre et au mien. Je ne veux accuser personne ; mais je crois que le temps justifiera mes paroles. Je vais puiser des renseignements dans le comité des états. Vous pouvez penser combien il m'est désagréable de précipiter des choses que quelques-uns trouveraient plus prudent d'ajourner ; et ces derniers, en cas de malheur, ne manqueraient pas de dire qu'ils n'en sont point cause, quoiqu'il eût été de leur devoir de défendre des résolutions prises avec leur assentiment. Alors mon innocence inexpérimentée serait en butte à la calomnie ; on dirait que je ne suis pas capable d'entendre de sages conseils. Car je prévois que tel sera mon sort, que si mes actes révèlent l'intelligence et l'énergie, d'autres s'en feront honneur, tandis qu'on fera retomber sur moi les fautes que d'autres auront commises [1]. »

La paix avec le Danemarck fut signée à Bromsebro, sur les frontières du Bleking et du Småland, le 13 août 1645. Il fut accordé à la Suède, sur le Sund et le Belt [2], une franchise entière, qui fut étendue aux vaisseaux de la Finlande, de la Livonie, de la Poméranie et de Wismar. Le Danemarck céda à la Suède les provinces du Jutland et du Herjedal, ainsi que les îles de Gothland et d'Osel, et le Halland pour trente ans. Cette dernière province ne devait pas être restituée sans équivalent. Brême, que Königsmark avait enlevée au fils de Christian lorsque Torstenson l'avait laissé dans la basse Allemagne, resta au pouvoir des Suédois.

Le chancelier, de retour du congrès de Bromsebro, fut nommé par la reine comte de Södermöre [3], récompense qui tirait un nouveau prix de la manière flatteuse avec laquelle elle fut offerte : « Il a été, dit la reine au sénat, un grand ministre attaché à un grand roi. Lorsque Dieu a appelé mon père à lui j'étais encore enfant : le chancelier a veillé sur ma jeunesse ; il est devenu pour moi comme un second père. Lui et ses collègues ont fidèlement servi la patrie ; aussi

[1] Voyez Arkenholtz, *Mémoires de Christine*, t. 2, page 65

[2] Les Suédois ne trouvaient pas d'expression pour énoncer cette franchise. (Voyez les *Archives du royaume*.)

[3] Le 19 novembre 1645. On évalue à 15,000 thalers les revenus annuels de cette seigneurie.

ai-je trouvé à ma majorité toutes les affaires en bon ordre. Malgré l'immense autorité dont jouit le chancelier, il n'a jamais oublié vis-à-vis de moi les devoirs d'un sujet. A tous les services qu'il avait rendus à la patrie, il a ajouté celui d'avoir terminé la guerre avec le Danemarck, résultat que j'attribue surtout à sa puissante intelligence, à son habileté et à ses qualités éminentes [1].

Ce fut sans doute l'époque la plus glorieuse d'Axel Oxenstjerna ; ce fut aussi la seule où il eut à se louer de la reconnaissance de la fille de Gustave-Adolphe.

[1] Voyez Arkenholtz, l. c., p. 70.

CHAPITRE XIX.

CHRISTINE. — SON RÈGNE ET SON ABDICATION.

Dix ans s'écoulèrent depuis le jour où Christine prit les rênes du gouvernement jusqu'à celui où elle les remit entre les mains des états généraux. Dès le mois de mai 1642, elle avait commencé à assister aux délibérations du sénat. Elle entra en majorité, le jour anniversaire de sa dix-huitième année, le 6 décembre 1644, et ç'a été seulement pour ne pas rompre le fil de notre récit que nous l'avons prolongé jusqu'à la paix de Brömsebro, un an plus tard.

Les états convoqués pour le 8 octobre 1644, se trouvèrent à la rencontre de la reine, à Stockholm. Les tuteurs lui rendirent compte de leur administration. Ce rapport, fait par le chancelier du royaume, rappelle les circonstances difficiles au milieu desquelles ils s'étaient chargés du gouvernement, avec le consentement et la volonté des états. Ils étaient entrés en fonctions après la mort d'un héros moissonné à la fleur de l'âge, et qui avait porté sa patrie à un si haut point de gloire qu'il leur avait été difficile de l'y maintenir. Ils avaient eu à surmonter beaucoup d'obstacles, tant à l'étranger qu'en Suède, non-seulement par le nombre de personnes qui devaient être à la tête du gouvernement, mais aussi par la nature humaine, qui est portée à la contradiction. Cependant ils s'étaient mis à l'œuvre, confiants qu'ils étaient dans le secours de Dieu, la concorde des états, l'obéissance des sujets et les vertus croissantes de la jeune reine. Ils avaient l'intention de suivre les conseils et les projets qu'ils savaient être ceux du feu roi. Ils espéraient que si la force des choses ou le malheur du temps leur avaient fait faire quelque chose qui aurait pu être mieux ou autrement exécuté, on devait les juger d'après la pureté de leurs intentions, et non suivant l'opinion de leurs ennemis et de leurs calomniateurs. Les mesures d'administration intérieure qu'ils soumettaient à

la décision de la reine étaient : 1° Plusieurs règlements qu'ils avaient été obligés de faire, et plusieurs ordonnances qu'ils avaient publiées, et pour lesquels ils demandaient la sanction de la reine. 2° La division de quelques préfectures qui étaient trop étendues ; l'institution de la cour suprême à Jönköping, et la création de l'université d'Abo [1] et de plusieurs gymnases ; la fondation de nouvelles villes [2] et la restauration des anciennes ; la concession de privilèges à plusieurs forges et fabriques de cuivre jaune. 3° L'acquisition, par échange, de quelques terres seigneuriales, acquisition qu'ils s'étaient vus dans la nécessité de faire au profit de la couronne, pour la fondation ou l'agrandissement des villes, ou pour favoriser le développement de l'exploitation des mines. 4° L'engagement (*forpantning*) de plusieurs domaines de la couronne [3], nécessité par les grandes dépenses du royaume, que les recettes ne pouvaient couvrir et auxquelles on ne voulait pas faire face en excédant le peuple, de crainte de troubles qui avaient été plusieurs fois sur le point d'éclater. Ils savaient que cette mesure était mal interprétée ; mais ces engagements étaient nécessaires pour sauver l'Etat et la patrie, Gustave-Adolphe lui-même en avait donné l'exemple; on avait agi de même dans d'autres Etats lorsqu'on s'était trouvé dans de grands embarras. Les propriétés sont mieux cultivées par les particuliers que par les fermiers de la couronne ; elle peut rentrer en possession de ces terres, et quoique le temps de la prescription [4] soit trop court, cependant tout dépend de la ratification de la reine, qui peut l'étendre à plusieurs années. 5° Quoique la constitution défende d'anoblir quelqu'un pendant la minorité du roi ou de donner des domaines en dotations, les tuteurs n'ont pu, à la longue, observer

[1] En 1640.

[2] Ce furent Fahlun, Sather, Linde, Nora, Askersund, Christinehome, Amal, Wenersborg et Helsingfors.

[3] On avait déjà commencé à vendre des domaines pour l'expédition qu'on fit en Prusse en 1635 : c'était le seul moyen pratiqué à cette époque, car on n'osait augmenter les impositions, les secours de la France ne suffisaient pas et le crédit était abattu. Le gouvernement devait encore les capitaux de l'ancienne compagnie de cuivre. Gustave-Adolphe s'était engagé à payer jusqu'à vingt pour cent, quoique les créanciers plus tard, « poussés par une humble dévotion, » eussent réduit cet intérêt à dix pour cent. Les domaines ne furent vendus qu'à des nobles. Les paysans, étant tombés ainsi sous la férule de la noblesse, au lieu d'être soumis à la couronne, devinrent très à plaindre, par cet arrangement, qui provoqua de nombreux murmures.

[4] Une année après la majorité de la reine.

ce paragraphe de la loi avec cette grande guerre qui était au-dessus des forces du pays, et avec un trésor épuisé. Le feu roi, d'ailleurs, avant sa mort, avait constitué à plusieurs personnes des dotations dont il ne restait plus que les actes à signer. Comme un gouvernement ne peut subsister sans infliger des peines ou décerner des récompenses, on n'avait pu se dispenser de faire droit aux prétentions de personnes qui avaient bien mérité du pays : dans cette vue, on avait donné des domaines à quelques-uns, délivré des titres de noblesse à d'autres, et les tuteurs pensaient avoir bien fait ; cependant toutes ces nominations et ces dotations dépendaient de la sanction ultérieure d'une autorité supérieure, celle de la reine.

Celle princesse approuva tout. Sa décharge aux cinq hauts fonctionnaires eut lieu du 7 décembre 1644, le même jour qu'elle donna son assurance aux états. Leur administration est l'objet des plus grands éloges dans le décret de la diète. Cette assurance de Christine contient sur la constitution de 1634 le passage suivant : « Elle nous a été d'un grand secours pendant notre minorité ; mais comme nous ne sommes pas encore sortie d'embarras, et que nous n'avons pas eu le temps de l'examiner, nous ne la sanctionnerons qu'à notre couronnement, afin que nous puissions l'étudier à loisir ; alors elle pourra devenir, avec le consentement des états, la loi générale qui réglera désormais le pays. Cependant nous voulons la faire respecter et la respecter jusqu'à cette époque. » Une brochure qui a été publiée [1] prouve que cette constitution a été en effet présentée aux états pour être examinée par eux [2]. Les modifications importantes qu'on voulait lui faire subir paraissent avoir déterminé l'ajournement. Elles portaient sur l'extension des droits des états, et semblaient en grande partie dirigées contre le chancelier du royaume : Pour empêcher un particulier ou une famille de s'emparer d'une trop grande autorité, ou un état d'arriver à une trop grande prépondérance, les hauts fonctionnaires ne peuvent être nommés que sur la proposition des états ; ils présentent trois personnes au roi, qui en choisit une. Ces places ne peuvent être remplies par deux frères ou par plusieurs membres de la même famille. L'élection des sénateurs ne se fait pas autrement : une partie

[1] Elle est intitulée : *Mesta delen af standernas och goda patrioters betänkande om regerings formen.*

[2] Voyez *Bidrag till svenska kyrkans och Riksdagarnes historia ur preste ståndets arkiv.* (Stockh., 1835, sid 106.)

d'entre eux entourent la personne du roi ; les autres, comme dans les anciens temps, sont gouverneurs des provinces, car les paysans sont trop éloignés de la capitale pour y porter toujours leurs plaintes. Les juges ne peuvent pas remplir les fonctions d'exécuteur *et vice versa*, car, dans ce cas, la force l'emporterait sur la loi. Pour que la chambre des nobles jouisse de toute sa liberté, et éviter qu'à l'avenir, comme il est arrivé jusqu'ici, des personnes haut placées, qu'on ne veut pas nommer, puissent adresser des reproches insolents à ceux qui n'ont pas voté au gré de messeigneurs, le maréchal de la diète est également nommé sur la proposition de la chambre, qui présente trois nobles. Pour régler les affaires du clergé, il serait utile de mettre à exécution l'idée de Gustave, d'établir un *consistorium politico-ecclesiasticum*, toutefois avec un président et des assesseurs choisis librement par les états. De crainte que les comptes qui doivent être présentés par les colléges et les fonctionnaires, suivant le paragraphe 30 de la constitution, ne soient négligés pour d'autres affaires, des patriotes dévoués et intelligents seront nommés par les états pour en prendre connaissance et les transmettre à la diète, afin qu'elle sache comment sont employés les deniers que le peuple paye à la couronne. Les états prient la reine de vouloir faire des réductions dans toutes les dépenses, parce qu'après l'aliénation de tant de domaines à la couronne, les sujets sont dans l'impossibilité de payer des impôts plus élevés. Il est à craindre que la misère, qui ronge le peuple et lui fait pousser des plaintes énergiquement articulées, n'enfante des discordes civiles et qu'un état ne se lève contre un autre. Il faut donc un gouvernement fort. La diète doit prier sa majesté de se choisir un époux ; en cas de refus, il est nécessaire d'élire parmi les plus proches parents de la reine un héritier du trône pour assurer l'avenir. » Cette dernière observation était faite dans l'intérêt du cousin de la reine, le comte palatin Charles-Gustave. Ce document officiel ou non, renferme contre le système dominant une opposition visible qui devait éclater plus tard.

C'était une hauteur dangereuse que celle à laquelle la Suède était parvenue ; Christine elle-même, flottant entre les extrêmes en fournit la preuve. Il est difficile de concilier les contradictions de ce caractère : laissons-le se peindre lui-même. Christine privée de son père à l'âge de six ans, avait grandi loin des yeux de sa mère. Après la mort de Gustave-Adolphe, elle fut séparée de bonne heure de Marie-Éléo-

nore, qui à la faiblesse et à la beauté unissait un caractère bizarre et la tristesse d'un deuil exagéré; puis elle fut abandonnée aux soins de sa tante la princesse Catherine, épouse du comte palatin Jean-Casimir. Elle resta sous la surveillance de cette princesse tant que celle-ci vécut [1]. La confiance que Gustave-Adolphe avait en sa sœur, le profond respect avec lequel Charles-Gustave parle de sa mère [2] prouvent que Catherine était douée d'éminentes qualités. Il paraît cependant que l'éducation de la reine, dans ses premières années n'avait pas été des meilleures, à en juger par les propres expressions de Christine, qui ne la présente pas sous un jour favorable : « Ceux qui croient que l'enfance est le temps où la vérité approche les princes, se trompent étrangement ; on les craint et on les flatte, même quand ils sont encore au berceau. Tous ceux qui sont destinés à porter la pourpre royale sont élevés dans l'oisiveté et dans l'ignorance, et ils deviennent efféminés, dit-elle [3]. » La maison du palatin, négligée par les grands, chercha un appui dans l'affection de la jeune reine, et dans sa main la garantie de l'avenir du jeune Charles-Gustave. Le prince invoque plus tard la promesse qu'elle lui avait faite dans son enfance. Les rapports qui s'étaient établis entre eux étaient de nature à déterminer une grande condescendance de la part des parents du prince, pour les volontés de Christine, dont l'éducation leur était confiée. La défiance qu'on avait inspirée à Christine, dès son enfance, contre ses tuteurs, se révèle d'une manière étonnante dans ses lettres [4]; cependant parvenue à un âge plus avancé, elle témoigne une grande estime à « ces vieillards couverts de gloire, » pour nous servir de ses propres expressions. En 1635, les états tracèrent le plan suivant lequel ils désiraient voir diriger l'éducation de leur jeune reine [5]. Ils jugèrent nécessaire de lui donner pour précepteurs et pour gouvernantes des personnes qui comprissent la manière de former l'esprit et le cœur d'une femme destinée à régner, personnes qui fussent assez dévouées à ce devoir sacré pour qu'elles s'y livrassent tout entières, et sachant néanmoins conserver une telle

[1] Elle mourut en 1639.

[2] Dans ses lettres à son père, le cœur du jeune prince s'y découvre sous les traits les plus aimables.

[3] *Vie de Christine*, par elle-même. (Arkenholtz, tome 3, page 49.)

[4] Voyez la lettre qu'elle écrivit à l'âge de quinze ans au comte palatin Jean-Casimir. (Arkenholtz, tome I, page 38.)

[5] Voyez Stjernman, *Riksdagars och mötens beslut*, tome II, page 926.

autorité, que l'enfant leur voue du respect et de l'amitié. Au sujet des études de sa majesté, elles doivent avoir pour objet principal la science de bien gouverner. Comme ce mérite vient de Dieu, on doit l'élever dans le respect de l'Être suprême, dans la lecture de l'Ecriture sainte, et lui enseigner l'histoire et les langues étrangères. — Christine rapporte que Gustave-Adolphe avait ordonné de lui donner une éducation mâle. Il avait lui-même choisi pour précepteur de la princesse royale, Johannes Matthiæ, d'abord professeur au *collegium illustre*, à Stockholm, puis prédicateur du roi, homme savant, de mœurs douces et aimables, bienfaisant, et si tolérant sur les questions religieuses qui divisaient les hommes à cette époque, que dans un âge avancé et après qu'il eut perdu ses protecteurs, Christine et Charles-Gustave, le clergé fanatique provoqua et détermina sa destitution comme évêque de Strengnäs [1]. Il fut un de ceux à qui Christine accorda une estime invariable. Ses progrès étaient étonnants. A l'âge de dix-huit ans, elle lisait Polybe et Thucydide dans leur langue; elle écrivait et parlait le latin, l'allemand et le français. Elle fit preuve d'une grande intelligence dans le sénat et dans l'administration, et elle exerçait sur tout ce qui l'entourait une influence marquée, quoiqu'elle semblât plutôt oublier sa dignité que la faire sentir : « Il en est des dignités, disait-elle, comme des odeurs; ceux qui les portent y sont presque insensibles [2]. »

Le ministre français à la cour de Suède, Chanut, homme instruit et distingué, qui fut quelque temps dans les bonnes grâces de la reine, nous en a tracé l'intéressant portrait au moment où elle était à l'apogée de sa gloire. Nous allons en donner les traits principaux [3] en y ajoutant les observations faites par Christine elle-même, dans les dernières années de sa vie : « Au premier abord, dit le ministre, elle n'excite pas l'admiration qu'on ressent pour elle lorsqu'on la connaît plus intimement. On ne pourrait, dans un seul tableau, donner une idée de

[1] Parmi les ouvrages qu'il a publiés et qui honorent encore l'église de Suède, on remarque *Idea boni ordinis in ecclesia Christi*. Il se démit de ses fonctions d'évêque en 1664 pour éviter la destitution.

[2] « Les grandeurs sont comme les parfums; ceux qui les portent ne les sentent quasi pas. » (Ouvrage de loisir de Christine. — Arkenholtz, tome II.)

[3] *Mémoires* de ce qui s'est passé en Suède depuis l'année 1645 jusqu'en l'année 1655, tirés des dépêches de M. Chanut, ambassadeur pour le roi de Suède, par Linage de Vauciennes. (Paris, 1675, tome I, page 240.) — Christine a fait de sa propre main des annotations sur un exemplaire de cet ouvrage que nous possédons.

son visage ; l'expression en change avec tant de mobilité suivant les mouvements de son esprit, qu'on ne les reconnait plus d'un moment à l'autre. Elle paraît presque toujours pensive ; mais quelque changement que son âme subisse, elle conserve toujours quelque chose d'agréable et d'inspiré. Si elle désapprouve ce qu'on dit, ses yeux se couvrent momentanément d'une sorte de nuage qui inspire la crainte. Sa voix est douce comme celle d'une jeune fille ; quelquefois cependant elle prend un degré de force, supérieure à celle de son sexe. Sa taille est au-dessous de la moyenne, ce qu'on remarquerait moins si elle faisait usage de souliers de femme ; mais pour la promenade et pour monter à cheval, elle prend la chaussure des hommes. Si l'on peut juger de l'intérieur par les apparences, elle a un profond sentiment religieux, et une véritable affection pour le christianisme ; cependant elle paraît s'intéresser moins aux querelles de religion qu'aux doctrines des juifs, des païens, et aux objections des philosophes contre la doctrine du Christ. Elle regarde comme rêveries tout ce qui n'est pas conforme à l'Évangile, et ne prend parti dans aucune des querelles entre le protestantisme et le catholicisme [1]. Au reste elle n'est pas minutieusement scrupuleuse, et ne demande pas une dévotion outrée [2]. Son âme s'ouvre avec passion aux grandes vertus, et elle aime la gloire par-dessus tout. Elle parle de la vertu en philosophe stoïcien ; elle est forte sur cette matière et discute avec ses confidentes sur le véritable prix qu'on doit attacher aux dignités [3] : alors c'est un plaisir de la voir poser sa couronne à ses pieds [4] et proclamer que la vertu est le seul bien auquel les hommes doivent s'attacher, sans s'enorgueillir de leur position [5]. Cependant, dans ces entretiens, elle n'oublie pas longtemps qu'elle est reine [6]. Elle a une faculté admirable pour tout saisir, et une mémoire qui la sert si fidèlement, qu'on peut dire qu'elle en abuse. Elle aime à s'entourer d'hommes savants, qui s'entretiennent avec elle, pendant ses heures de loisir, de tout ce qu'il y a de remarquable dans le domaine des sciences [7]. Cet esprit qui brûle du désir de s'instruire

[1] Elle ne fut jamais luthérienne (Observation de Christine.)
[2] Elle ne fut jamais atteinte de cette maladie (Christine.)
[3] Elle ne les a jamais beaucoup prisées. (*Ibid.*)
[4] C'était vraiment son opinion (*Ibid.*)
[5] Elle se faisait une gloire de mettre sous ses pieds ce que les autres vois mettent sur leur tête (*Ibid.*)
[6] Elle ne l'oublia jamais (*Ibid.*)
[7] Cela est exact. (*Ibid.*)

veut avoir des notions de tout ; il ne se passe pas de jour qu'elle ne lise quelques pages de Tacite, qu'elle appelle ses échecs [1]. Elle trouve un plaisir infini à entendre traiter des questions ardues par des savants ; elle n'émet jamais d'opinion avant que les autres aient exprimé leur sentiment, et elle le fait nettement et en peu de mots. Sa mémoire se révèle dans le maniement des affaires publiques, mais nullement dans ses entretiens scientifiques. Dans le conseil, ses ministres ont peine à découvrir de quel côté elle penche. Elle sait garder un secret, et comme elle ne se laisse pas entraîner par une élocution facile, elle paraît un peu soupçonneuse et difficile à convaincre [2]. Son influence est grande dans le sénat [3] ; les sénateurs eux-mêmes s'étonnent du pouvoir qu'elle exerce sur eux lorsqu'ils sont assemblés [4]. Il y en a qui attribuent à sa qualité de femme cette soumission des ministres à ses volontés [5] ; mais, à dire vrai, son autorité repose sur ses qualités personnelles : la nature ne lui a refusé aucune de celles dont un jeune chevalier se glorifierait. Elle est infatigable dans les plaisirs de la campagne : je l'ai vue chasser à cheval pendant dix heures ; personne ne tue aussi bien un lièvre ou ne manie mieux un cheval. Sa table est très simple et n'est pas surchargée de friandises. Elle parle rarement aux femmes de la cour ; lorsqu'elles assistent à une réception publique, elle les quitte après les premiers compliments et se rend auprès des hommes. Elle est bonne pour ses domestiques et libérale au delà de ses ressources. Elle est portée à la raillerie ; il vaudrait mieux qu'elle s'en abstînt [6]. Elle est avare de son temps, et ne dort que cinq heures [7] ; dans l'été elle se livre au sommeil pendant une heure après le dîner [8]. Elle donne fort peu de soin à sa toilette ; dans un quart d'heure elle est habillée, et, si l'on en excepte les grandes fêtes, un peigne et un cordon font tout l'ornement de sa tête. Ses cheveux, flottant négligemment, donnant un certain charme à son visage, qu'elle expose aux rayons du soleil, à la pluie et aux vents. Personne ne l'a vue avec un bonnet, et lorsqu'elle monte à cheval, elle a la tête couverte d'un

[1] Cela n'est pas vrai ; elle n'a jamais eu de prédilection pour cet auteur. (*Ibid.*)
[2] Elle ne s'est jamais repentie d'avoir eu ce défaut. (*Ibid.*)
[3] Folie ! Comme il est ridicule et mal instruit ! (*Ibid.*)
[4] Le contraire devoit plutôt exciter l'étonnement. (*Ibid.*)
[5] La qualité de femme ne commande pas l'obéissance. (*Ibid.*)
[6] Il a raison. Sa légèreté lui a fait beaucoup d'ennemis. (*Ibid.*)
[7] Trois heures. (*Ibid.*)
[8] C'est faux. (*Ibid.*)

chapeau garni de plumes. Sans doute elle pousse trop loin ce laisser aller[1]; mais à ses yeux rien n'a de prix que l'amour de la vertu et de la gloire, et c'est par un mérite personnel et hors de ligne, ainsi que par des conquêtes qu'elle veut immortaliser son nom. Elle veut devoir plus à elle-même qu'à la bravoure de ses sujets. » Voilà la lumière du tableau ; l'ombre ne tardera pas à paraître.

Les dernières victoires de Torstenson jetèrent de l'éclat sur le commencement du règne de Christine. Après avoir dispersé et détruit l'armée impériale, commandée par Gallas, qui avait été envoyé pour l'envelopper[2], il envahit la Bohême, au commencement de 1645, laissant Konigsmark en Westphalie et chargeant le major général Axel Lilje[3], alors gouverneur de Leipzig, de négocier avec l'électeur

[1] « Elle ne se peigne qu'une fois par semaine, dit Pater Manerschild, le confesseur de Pimentelli, dans une lettre datée de Stockholm, 10 décembre 1653, — et je l'ai vue avec une chemise tachée d'encre. » (Voyez les manuscrits de Palmsköld.) Mademoiselle de Montpensier fait le portrait suivant de Christine lors de la première visite qu'elle fit à Paris, en 1656 : « J'avois tant oui parler de la manière bizarre de son habillement, que je mourais de peur de rire lorsque je la verrais. Comme on criait gare et que l'on me fit place, je l'aperçus ; elle me surprit, et ce ne fut pas d'une manière à me faire rire. Elle avait une jupe grise avec des dentelles d'or et d'argent ; un justaucorps de camelot, couleur de feu, avec des dentelles de même que la jupe, au col un mouchoir de point de Gênes percé avec un ruban de couleur de feu ; une perruque blonde, et derrière un rond comme les femmes en portent, et un chapeau avec des plumes noires qu'elle tenait. Elle est blanche, a les yeux bleus, la bouche assez agréable quoique grande, les dents belles, le nez grand et aquilin ; elle est fort petite, son justaucorps cache sa mauvaise taille. A tout prendre, elle me parut un joli petit garçon. — Après le ballet, nous allâmes à la comédie. Là elle me surprit : pour louer les endroits qui lui plaisaient, elle jurait Dieu, se couchait dans sa chaise, jetait ses jambes d'un côté et d'autre, et faisait des postures peu décentes. Elle parle sur beaucoup de matières, et ce qu'elle dit, elle le dit fort agréablement. Il lui prenait des rêveries profondes, elle poussait de grands soupirs, puis tout d'un coup elle revenait comme une personne qui se réveille en sursaut. Elle est tout à fait extraordinaire. » (Arkenholtz, tome I, page 531.)

[2] Le 23 novembre 1644, il rassemble toute la cavalerie à Iuterbock. Le général Enkefort et plusieurs colonels furent faits prisonniers. Gallas s'enferme dans Magdebourg, et pendant que Torstenson poussait ses armes contre la Bohême, Königsmark se montra devant cette ville. Le 23 décembre 1644, Gallas essaya de se sauver par Wittenberg avec les débris de son armée ; mais Königsmark l'attaque et lui fit 1,000 prisonniers. Gallas ne put ramener en Bohême que 2,000 hommes. (Puffendorf, XVI, § 16.)

[3] Humeur hautain et emporté. Il était vice-gouverneur d'une partie de la Poméranie, lorsque Torstenson le nomma gouverneur de Leipzig ; mais il quitta ce dernier poste et revint en Poméranie. La régence de Stockholm lui envoya l'ordre de retourner de suite à Leipzig. Il possédait du reste les qualités d'un bon officier.

de Saxe, un armistice qui fut signé dans le cours de l'année. Il avait résolu, disait-il, « d'attaquer l'empereur dans le cœur de ses États et de le contraindre à la paix. » Et la régence approuva son projet, « parce que les raisons en étaient bonnes et le but grand [1]. » L'empereur Ferdinand III s'était rendu à Prague; il y avait rassemblé une nouvelle armée à laquelle il réunit des renforts tirés du Rhin, de la Bavière et même de la Hongrie. Le 24 février, Torstenson livra la bataille de Jankou ou Jankowitz, à cette armée commandée par le maréchal de l'empire Hatzfeld. Nous allons donner un extrait de son récit : « Après avoir levé le camp de Caaden, écrivait-il à Axel Lilje le 27 février [2], je vous ai écrit de Pressnitz, deux milles de Pellnitz; mais j'apprends que l'ennemi s'est emparé des dépêches. J'ai continué ma marche sans m'arrêter jusqu'à Glattau, et de là, à Oreschewitz, où était l'ennemi. J'y suis arrivé heureusement le 16. L'armée ennemie venait de passer la rivière nommée Ottawa ; je ne pouvais donc rien entreprendre contre elle. J'avançai sur une rive, tandis que l'ennemi suivait la même direction sur l'autre jusqu'à Strackowitz. Nous étions si près que nous nous sommes envoyés quelques boulets. Nous avons perdu peu de monde. Comme l'ennemi me disputait le passage, je poussai vers le fleuve de Mulde, et je trouvai, à un demi-mille au-dessous de Zurikau, un gué que je passai le 20, ce me rapprochant de Woditz et de Jankou. Ici l'ennemi, laissant ses bagages derrière lui, se jeta à ma poursuite, me joignit le 23, à trois milles de Tabor, occupa avant mon arrivée toutes les montagnes qu'il trouva à son avantage, et se mit dans une telle position, que Jankou se trouvait entre les deux armées et sans utilité pour aucune. Il est très-difficile, à cause des montagnes, de livrer une bataille rangée ; mais comme l'ennemi nous suivait pendant notre marche et que les bivacs pouvaient causer notre ruine dans cette saison froide et rigoureuse, je me décidai, après une mûre délibération avec les généraux, à attaquer l'ennemi. A cet effet le 24 je fis faire à l'armée un mouvement à gauche, dans la direction d'une montagne où l'ennemi avait posé des sentinelles, et derrière laquelle il s'était posté, dans un bois. Nous l'en débusquâmes après un combat opiniâtre; il laissa sur le champ de bataille trois pièces de canon, et le maréchal Götz fut tué. Il battit en retraite

[1] Lettre à Torstenson datée du 6 mars 1645. (Voyez les *Archives du royaume*.)
[2] Voyez les manuscrits de Palmsköld.

d'une montagne à l'autre jusqu'à l'endroit où il avait campé la veille; là il se forma en nouvel ordre de bataille. Je le poursuivis en aussi bon ordre que le permettaient l'inégalité du sol, les montagnes et les bois. Là commença un combat acharné et sanglant dont l'issue fut longtemps douteuse. L'ennemi avait deux ou trois mille cavaliers de plus que nous; notre infanterie était égale à la sienne. Cependant les nôtres combattirent sans relâche depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures de l'après-midi. Alors la victoire, grâce à Dieu, se déclara pour nous. Nous ne perdîmes pas un général. Le major général Goldstein, qui commença l'attaque, fut blessé à la main droite ; les colonels Reusch et Sehested ainsi que d'autres officiers furent également blessés. On ne peut évaluer exactement le nombre des morts, car ils couvrent les champs sur une étendue de deux milles. — Suivant les rapports de Torstenson, six généraux impériaux, parmi lesquels le général en chef Hatzfeld, grand nombre d'officiers et 4,000 soldats furent faits prisonniers. Soixante-dix-sept drapeaux ou étendards et vingt-six canons furent le prix de cette glorieuse journée. Parmi les officiers supérieurs, les impériaux ont perdu le maréchal Götz et le jeune Piccolomini. Le lieutenant général comte Brouay mourut de ses blessures quelques jours après. Le prince suédois Charles-Gustave courut de grands dangers ; son chapeau, son habit et jusqu'à sa chemise furent percés de coups. L'épouse de Torstenson [1] fut pendant quelques instants au pouvoir des impériaux, qui, avec trois escadrons, attaquèrent les bagages des Suédois. Suivant le récit de l'ennemi [2], ce ne fut qu'entre trois et quatre heures que le combat s'engagea sérieusement : « Jamais, disent les impériaux, nous n'avions été aussi acharnés. Tout était passé au fil de l'épée. D'abord nous avions l'avantage ; mais nos deux ailes ayant été rompues, le maréchal Hatzfeld fut cerné et obligé de se rendre. Toutes nos munitions et nos bagages tombèrent entre les mains de l'ennemi. » On attribua la victoire à l'habileté et à la supériorité de l'artillerie de Torstenson, qui manœuvrait « selon l'ancienne coutume suédoise. » L'empereur quitta Prague [3] en fugitif ; il accourut, par Ratisbonne, à la défense de la capitale de l'empire.

C'était la troisième fois que Torstenson pénétrait dans le centre

[1] Beate de La Gardie, mariée, après la mort de Torstenson, au comte Pierre Brahe.
[2] Voyez la correspondance de Charles-Gustave Wrangel.
[3] Son bagage fut pris par le major général Douglas.

des États héréditaires, et la victoire de Jankowitz lui ouvrait le chemin de Vienne[1]. Il s'emparait de Znaïm, de Krems et de Korneubourg, que ses avant-postes touchaient déjà; le pont du Danube et le fort qui le défendait tombèrent, le 30 mars, en son pouvoir. Cependant cette tentative eut le même résultat que toutes les autres, par défaut de coopération : on y avait compté dans cette circonstance. Le prince de Transylvanie, Rakoczi, avait promis à la Suède et à la France de venir par la Hongrie joindre Torstenson, avec une armée, et les Français, qui faisaient généralement la guerre dans leur intérêt sur les bords du Rhin, entrèrent en Bavière au mois d'avril 1645. Mais Turenne fut battu à Mergenheim par Mercy, qui périt le 24 juillet, dans la bataille livrée à Condé et à Turenne, à Allersheim, où les deux partis s'attribuèrent la victoire. Les soldats de Rakoczi, réunis aux troupes suédoises, sous les ordres de Douglas et de Charles-Gustave, s'emparèrent de Tyrnau en Hongrie : ils étaient indisciplinés, et, loin de renforcer l'armée suédoise, ils lui étaient plutôt à charge; d'ailleurs le prince ne tarda pas à se réconcilier avec l'empereur. De nouvelles forces furent organisées pour défendre les États héréditaires; on leva en Autriche un homme sur cinq, et en Bohême et en Moravie un sur dix. Torstenson, qui, pour avoir un pied en Moravie, avait commencé le siége de Brünn, fut contraint, quand les troupes de Rakoczi eurent répandu la peste, et que l'usage immodéré des fruits et des raisins eut produit d'autres maladies parmi ses soldats, de lever le siége au bout de quatre mois et de battre en retraite. Sa cavalerie, forte de huit mille hommes, manquait de chevaux; son infanterie était réduite à deux mille cinq cents hommes; lui-même était malade et se faisait porter sur un brancard. Ce fut ainsi qu'il traversa la Bohême. Il se sépara de Charles-Gustave, qui retourna en Suède et à qui il prédit une couronne[2]; puis il se réunit à Königsmark, qui était venu à sa rencontre en Silésie, et termina ses exploits par la prise de Leutmeritz en Bohême. Là, la goutte dont il était atteint se porta à la tête et à la poitrine, et force lui fut de déposer le commandement, quoique Wrangel, qu'il avait

[1] Olmutz, assiégée par les impériaux, fut délivrée. Glogau et Olmutz étaient les seules forteresses occupées encore par les Suédois au retour de Torstenson, du Holstein.

[2] Puffendorf, XVII, § 24.

depuis longtemps demandé pour successeur [1] et qui était alors en chemin avec des renforts de Suède, ne fût pas arrivé. Ils se rencontrèrent en Saxe après que Torstenson eut quitté l'armée. Tant qu'il resta en Allemagne, Wrangel n'entreprit rien d'important sans son conseil.

La victoire de Torstenson, sous un rapport, eut une grande influence sur la guerre d'Allemagne : elle introduisit plus de sincérité dans les négociations relatives à la paix [2]. Sept années s'étaient passées en délibérations avant qu'on tombât d'accord, vers la fin de 1641, sur les préliminaires du congrès, d'après lesquels, pour éviter des disputes de préséance et de cérémonial, la Suède devait négocier à Osnabrük, et la France à Munster; il s'écoula encore près de quatre ans avant que le congrès se réunit, et ce ne fut qu'en 1645, après les succès de Torstenson, qu'on abandonna les formalités pour ne s'occuper que de la réalité. Et comme le gouvernement suédois, dès l'année suivante, formula l'ultimatum de ses prétentions, et qu'il le soutint fermement depuis, il ne paraît pas avoir mérité le reproche qu'on lui a fait d'avoir contribué le plus à prolonger la guerre. Les plénipotentiaires étaient Jean Oxenstjerna, fils aîné du chancelier, et Adler Salvius.

Le 10 novembre 1645, le chancelier, au nom du gouvernement, écrivit aux commissaires de Suède : « Il y a quatre questions importantes à résoudre. Demanderons-nous le rétablissement des États? Que recevrons-nous pour les frais de la guerre? Tous les États doivent-ils être admis au congrès de la paix? Peut-on permettre la neutralité de la Bavière? On voit que l'empereur cherche à enlever au congrès de la paix toutes les affaires qui regardent la constitution, pour les faire discuter à la diète. L'oppression et l'esclavage des États en seraient la suite; et si nous nous laissons entraîner à déposer les armes à de telles conditions, nous aurons la tête prise dans le filet.

[1] « Nous approuvons, écrivait la régence à Torstenson le 26 octobre 1644, votre intention de familiariser peu à peu Charles-Gustave Wrangel avec le commandement, parce qu'il est Suédois, et qu'il possède les qualités qui lui feront porter avec succès, nous l'espérons, le fardeau de la guerre si Dieu lui accorde la santé, et que le fer épargne sa vie. » (Voyez les *Archives du royaume*.)

[2] « Je vois que la victoire a porté ses fruits pour les négociations de la paix, et que l'ennemi commence à parler avec moins de hauteur et d'arrogance. » (Lettre du chancelier à son fils en date du 25 avril 1645. — Voyez *Correspondance d'Axel Oxenstjerna*, tome I, page 168.)

Tâchez de faire converger les vues de la France et celles des États, et déclarez que, quoique nous demandions, avec beaucoup de raison, une indemnité de la part des États et de l'empereur, nous attachons cependant un grand prix à l'indépendance et à la liberté des États. Si toute restitution se bornait à ce qui a été stipulé dans la paix de Prague ou dans l'armistice de Ratisbonne de 1641, nous ne nous regarderions pas comme très-bien garantis. Poussez cette affaire avec modération; et à mesure que vous verrez que les États désapprouvent la résolution de l'empereur, sachez les stimuler, et si vous voyez qu'ils lâchent un peu la main, effrayez-les par les suites que vous leur ferez envisager. Assurez-vous le concours de la France. Dites aux Français que s'ils ne nous prêtent pas leur appui dans cette affaire, nous serons d'autant plus difficiles dans la question de notre propre satisfaction. Faites que les choses soient remises en l'état où elles étaient avant la guerre; si cela ne se peut, demandez-nous de nouvelles instructions[1]. Sachez, surtout, que nous n'abandonnerons pas ce projet, qui doit faire réussir celui de notre indemnité. Il faut cependant, dans cette dernière question, agir avec beaucoup de prudence. Tenez-vous-en d'abord aux *generalia* de nos droits, pour lesquels nous avons été obligés, après la paix de Prague, de continuer la guerre. Si l'on en vient aux particularités, au sujet de notre indemnité, laissez d'abord faire les offres; mais s'ils réitèrent celles d'argent qu'ils ont déjà proposées, vous direz que nous ne pouvons les accepter, tant à cause de la valeur, que des termes des échéances et de la garantie que nous réclamons. Nous voulons avoir une compensation réelle, assez forte pour se défendre elle-même, et assez bien située pour être utile à la Suède: nommez la Poméranie, le diocèse de Camin, Wismar, Brême, plusieurs diocèses de la basse Saxe et de la Westphalie, ainsi que de la Silésie; c'était précisément ce que la Suède possédait à cette époque. Si vous arrivez à traiter, vous pourrez faire rentrer dans vos prétentions les diocèses de Magdebourg, d'Halberstadt, de Minden et d'Osnabruck; mais tenez ferme pour la Poméranie, Camin, Wismar, Brême et Verden. Au sujet de l'admission ou de l'exclusion des États dans le traité entre nous et l'empereur, il faut s'arranger de manière qu'aucun État ne soit exclu, s'il est notre allié. Échangez vos mémoires directement avec les impériaux, sans l'intermédiaire des États.

[1] Voyez les *Archives du royaume*.

Nous avons remarqué que le duc de Longueville a parlé d'un armistice avec la Bavière, et que la France avait longtemps cherché à négocier avec cet Etat. On peut dire qu'un pareil traité serait avantageux, s'il faisait perdre un tel allié à l'empereur. Il est à craindre cependant que la Bavière ne cherche qu'à gagner du temps, car elle est étroitement liée avec l'Autriche et elle attend les événements. Ecartez cette neutralité par toutes les raisons que vous pourrez imaginer sans blesser personne. Si la France objecte notre propre armistice avec les électorats de Saxe et de Brandenbourg, il faut répondre que ces deux électeurs ont été nos alliés dans cette guerre, mais qu'ils se sont séparés de nous, et qu'on cherche à les faire rentrer dans nos intérêts. Si malgré tout, la neutralité de la Bavière est reconnue, il faudra permettre ce que nous ne pouvons empêcher, mais en déclarant que nous n'aurons jamais foi dans la sincérité d'une alliance avec la France. Quant à notre indemnité, notre dernier mot est que la Poméranie est de la plus haute importance pour la sûreté de la Suède[1]. »

Le chancelier ne voulut pas abandonner la Poméranie, et il exprima aux plénipotentiaires son mécontentement de ce qu'ils n'avaient pas rejeté le projet proposé par la France, et en vertu duquel la Suède, en même temps qu'elle recevrait le *Vor-Pommern* (la Poméranie suédoise), accepterait de l'argent pour Stettin[2]. Le 19 septembre 1646, on manda aux plénipotentiaires de céder de leurs prétentions sur la Poméranie ultérieure (*Hinter-Pommern*), mais de veiller au moins à ce que la Suède dominât l'embouchure de l'Oder. Le 19 décembre de la même année, ils reçurent les derniers ordres de la régence, qui leur enjoignait de demander le *Vor-Pommern* (la Poméranie suédoise), les îles de Rügen, Wollin, Stettin, Damm, Golnau, Tiefenau avec leurs districts : « Il ne faut pas céder un pied de terre, ajoutait-elle, encore moins un village[3]. » tant l'influence du chancelier du royaume se fit sentir sur les négociations de la paix. L'année suivante, la disgrâce dans laquelle il tomba auprès de la jeune reine, fut complète.

Les désastres des dernières années de la guerre comblèrent la mesure des malheurs de l'Allemagne. Ce n'étaient pas les pays que la

[1] Aux commissaires d'Osnabruck, 10 novembre 1645. (Voyez les *Archives du royaume*.)
[2] A Jean Oxenstjerna, le 2 janvier 1646. (*Ibid.*)
[3] Voyez les *Archives du royaume*.

Suède devait avoir en indemnité qui étaient déserts et dévastés[1]; la correspondance du maréchal Wrangel avec les princes, les villes et les communautés de l'Allemagne, prouvent que cet empire était parvenu au dernier degré de l'affaiblissement[2]. La neutralité de la Saxe et du Brandenbourg laissait le nord de l'Allemagne sans défense; la guerre étendait ses calamités de plus en plus vers le sud, mais partout le pays était en butte aux vexations et au pillage des soldats, amis ou ennemis, et le peuple dans son désespoir se réfugiait souvent en foule dans le camp de ses oppresseurs. Le 31 mai 1648, le général Gronsfeld écrivait à l'électeur Maximilien de Bavière, qui avait fait publier des ordres du jour sévères contre les pillages et le brigandage : « Il y a dans les deux armées (celle de l'empereur et celle de la Bavière) au moins cent quatre-vingt mille hommes, femmes et enfants, auxquels il faut procurer la subsistance ainsi qu'aux soldats. On distribue tous les jours des vivres pour quarante mille hommes; le général ne comprend pas comment pourraient vivre les cent quarante mille

[1] « Comme le pays est désert et ne donne pas de revenus, faites vos efforts pour que nous touchions des droits de douane à l'embouchure des fleuves. » (Voyez les *Archives du royaume.*)

[2] On peut citer beaucoup de traits de cruauté commis malgré l'armistice en Saxe. Cependant les Suédois ne se montraient pas les plus inhumains; il paraît que les Allemands, au service de la Suède, l'emportaient en barbarie sur leurs compatriotes. La torture qu'on appelle *la boisson suédoise* avait reçu ce nom de ce que ce furent les soldats de Bernhard qui l'appliquèrent les premiers. « Bernhards soldaten gossen den Leuten so lange kalt Wasser in den Hals, bis es, wenn man ihnen mit dem Fusse auf dem Bauch trat, oben wider herauskam, und nannten dies den schwedischen Trank. » (Voyez « Raumer, *Geschichte Europas seit dem Ende des funfzehnten Jahrhunderts*, t. 3, p. 602.) Bernhard de Saxe, qui fermait à dessein les yeux sur les excès de ses soldats, lisait chaque jour un chapitre de la Bible : tel était souvent le caractère des principes religieux. Voici un trait qu'on trouve dans la correspondance de Charles-Gustave Wrangel, si remplie des suppliques des malheureux habitants; il caractérise le grand Gustave-Adolphe. Cette supplique est du magistrat de la ville d'Alstest, en Saxe, sous la date du 2 mars 1648, elle rapporte l'événement suivant : « En 1631, après la victoire de Leipzig, le roi avait traversé cette ville en marchant sur Erfurt. Il y déjeunait, lorsqu'on apprit que quelques soldats s'étaient rendus à Alstest et la pillaient. Le roi ordonna au général Horn de commander un officier avec un détachement pour arrêter les pillards et les fusiller. Horn confia cette mission au capitaine de cavalerie Verhauber, qui, ayant mal compris ses ordres, fit arrêter et fusiller dix-huit bourgeois et le magistrat. Lorsque le roi en fut informé, il se tordit les mains et prit Dieu à témoin qu'il était innocent de leur mort. L'officier ne put échapper à sa colère que par la fuite. Le roi donna à la ville une sauvegarde spéciale; elle fut renouvelée par Oxenstjerna et les généraux qui commandèrent après Gustave-Adolphe, mais Wrangel la lui refusa.

autres, s'il ne leur était pas permis d'avoir recours au pillage pour pourvoir à leur subsistance : il n'y a pas un endroit où les soldats, même avec de l'argent, puissent se procurer quelque chose. Il ne fait pas cette observation pour favoriser les excès, mais seulement pour avertir l'électeur qu'ils ne sont pas l'effet d'une mauvaise discipline, mais de la disette [1]. »

Au commencement de 1646, l'armée suédoise comptait quinze mille cavaliers et huit mille fantassins, presque tous vétérans, outre les garnisons des places fortes que la Suède possédait en Autriche, en Moravie, en Silésie, dans la Westphalie, dans la haute et la basse Saxe, et le corps séparé que commandait Königsmark. Lorsque Wrangel reçut le commandement, l'artillerie se composait de soixante et dix canons [2]. Son premier soin fut de s'assurer des défilés des montagnes de Bohême, par lesquels on communique avec la Saxe [3], où il se retira au mois de février pour éviter les forces réunies des Bavarois et des impériaux, qui lui étaient supérieures. Le plan de campagne de 1646 fut tracé par Torstenson. Son but était de conserver l'armée intacte et d'éviter une bataille jusqu'à ce qu'on pût se réunir aux Français ; puis on devait essayer de chasser l'ennemi au delà du Danube. La jonction avec les Français, qui avaient promis d'être au mois de mai à Mayence, fut regardée comme nécessaire afin que leur concours fût efficace ; car ils avaient pour habitude de rester tranquilles pendant l'hiver, et de laisser ainsi aux impériaux et aux Bavarois le moyen d'attaquer simultanément les Suédois, de sorte que ceux-ci perdaient presque toujours ce qu'ils avaient gagné pendant l'été [4]. Tandis que Wrangel et Turenne se dirigeaient sur la haute Allemagne et la Bavière, le général Wittenberg [5], ayant reçu trois mille fantassins et neuf cents cavaliers de troupes fraîches arrivées de la Suède, devait s'avancer sur la Silésie, prendre pied dans le haut

[1] Voyez Westenrieder, *Geschichte des dreyzig jährigen Kriegs*, t. III, p. 217.

[2] Puffendorf, chap. 18, § 1.

[3] L'armistice avec la Saxe fut renouvelé ; mais des querelles perpétuelles au sujet des quartiers des Suédois, occasionnèrent de grands désordres. Torstenson lui-même écrivit à ce sujet à Wrangel. 8 mars 1646.

[4] Torstenson (lettre à Amélie-Élisabeth de Hesse-Cassel, Leipzig, le 12 avril 1646). Il attend ses conseils, même dans les affaires de la guerre. C'est un plaisir de lire les lettres de cette courageuse princesse. On en trouve un grand nombre dans la correspondance de Charles-Gustave Wrangel.

[5] Nommé chef de l'artillerie (général *fält-tygmästare*) après Wrangel.

du pays en s'emparant de Troppau, et de là faire une diversion, ou dans la Bohême ou dans la Moravie, vers les frontières de l'Autriche[1].

Le 28 avril 1646, Wrangel fut promu au grade de feld-maréchal, aux appointements de 17,000 thalers. Christine lui annonça sa nomination par une lettre de sa main. Il en reçut aussi une de Louis XIV; elle était accompagnée d'une épée pour lui, et du portrait du roi et de celui de la reine pour son épouse[2]. Cependant l'ennemi se réjouissait, croyant que les canons de Torstenson étaient devenus muets, et il regardait le départ de ce général comme le présage de la victoire. Le plan dont nous venons de faire mention ne fut exécuté qu'en partie. Wrangel se porta sur le Weser, par la Thuringe, afin de se rejoindre aux Hessois et de délivrer le pays situé entre le Weser et l'Elbe de la présence de l'ennemi, jusqu'à l'arrivée des Français. Il occupa Hoxter et Paderborn, et résolut d'attendre Turenne dans la Hesse. Mais celui ci, malgré sa promesse de faire la plus grande diligence, ne passa le Rhin qu'au mois de juillet[3]; et il tardait toujours, probablement lié par les ordres secrets, quoique les ministres français, au congrès de Münster, donnassent des assurances que démentait la lenteur de Turenne; de sorte que la jonction avec Wrangel, devenue très-difficile par l'invasion des impériaux et des Bavarois dans le Hesse-Cassel, ne put s'effectuer qu'au mois d'août, à Giessen. Les armées réunies, après avoir, près de Nidda, offert la bataille à l'ennemi, qui se retira sur la Lahn, s'assurèrent de Hanau, s'emparèrent d'Achaffenbourg et se portèrent, Wrangel le long du Jaxte, et Turenne sur le Necker, pour se rejoindre sur la Danube. Le premier passa ce fleuve à Donauwerth, le dernier à Lauingen[4]. Ils se réunirent près du Lech

[1] Torstenson revint dans l'automne de 1646. Le 4 février 1648, il fut nommé à la fois baron et comte, et reçut le district de Lyhundra, en Upland, avec douze paroisses et la forge d'Ortala, à titre de comté héréditaire. Le 31 mai 1648, il fut nommé gouverneur général de Westrogothie, du Dalsland, du Wermland et du Halland.

[2] La lettre est datée de Fontainebleau, le 31 août 1646. On peut voir dans Puffendorf, chap. 16, § 15, combien l'ennemi était satisfait d'avoir perdu un adversaire tel que Torstenson.

[3] « *Je vous supplie d'être assuré que je ferai toutes les choses nécessaires pour la jonction, pourvu que je le puisse faire avec quelque sûreté.* » (Turenne à Wrangel.) Les mots suivants sont soulignés par Turenne: « Je passerai sans faute le Rhin, le lundi 2 juillet, etc. »

[4] « Je passe aujourd'hui le Danube et marcherai entre Augsbourg et Rain. J'espère avoir bientôt l'honneur de voir votre excellence. » (Lettre de Turenne à Wrangel, au camp de Lauingen, 14 septembre 1646.)

et assiégèrent Augsbourg[1]. Ils restèrent dix-neuf jours devant cette ville; elle fut secourue par les impériaux et les Bavarois, qui traversèrent la Franconie à marches forcées pour défendre la Bavière[2]. Malgré cela, les alliés envahirent ce pays et Wrangel tenta d'approcher de Munich. Turenne s'y opposa sous prétexte que les Français avaient besoin de quartiers d'hiver : il les prit en Souabe, et les Suédois dans les environs du lac de Constance. Les vicissitudes de la guerre les avaient encore conduits vers l'extrémité de l'Allemagne. Cependant Wittenberg, qui ne reçut de renforts de la Suède qu'au mois d'août, s'était porté de la Silésie en Bohême, où Montecuculi, qui était déjà en marche pour défendre la Bavière, reçut l'ordre de faire halte. Wittenberg remporta de grands avantages sur la cavalerie à Horschutz, le 21 septembre, et écrivit le 24 à Wrangel qu'il espérait que les renforts que l'ennemi attendait de la Bohême ne l'inquiéteraient pas beaucoup. Il mit de nouvelles troupes dans les plus fortes places qu'occupaient les Suédois en Moravie, mais la saison le força à la fin de retourner en Silésie.

L'hiver se passa en négociations relatives à la neutralité de la Bavière; elle fut enfin signée à Ulm par l'influence de la France[3]. Sur ces entrefaites, Turenne repassa le Rhin et Wrangel retourna en Franconie. Les soldats de Weimar, les débris de l'armée du duc Bernhard, jusqu'ici au service de la France, étaient tourmentés d'un mécontentement secret : ils haïssaient les Français et n'avaient jamais oublié les liens qui les avaient unis à la Suède. Lorsque Turenne voulut les ramener de l'autre côté du Rhin, ils se révoltèrent, desti-

[1] Voyez *Kurze Relation über den betrubten Zustand der evangelischen Burgerschaft in der heiligen Reichsstadt Augsburg von anno* 1628 bis 1643.

[2] « Es ist nicht ohne, dass der Feind gegen den hiesigen Landen den Vorsprung erhalten. Wir verhoffen aber es werde die kayserliche und mit conjugirte Reichsarmada chesten wider zur Hand kommen und die gehorsamen Fursten and Standen des Reichs von des Feindes gewalt defendirt werden. »

[3] Le gouvernement écrit à Wrangel, le 26 mars 1647 : « Nous avons compris les conditions de l'armistice, et nous voyons qu'il y a peu de sincérité du côté de l'ennemi. Mais comme le prince de Bavière est vieux et a des enfants mineurs, qu'il connaît la politique de la maison d'Autriche et craint la tutelle de cette puissance, et qu'il cherche peut-être notre amitié pour la conclusion de la paix, afin que nous ne fassions aucune objection à la possession du Palatinat, vous pouvez signer l'armistice; mais il faut qu'il désarme. Si le frère de l'électeur de Bavière veut y être compris, ce serait d'autant mieux. » (Voyez les *Archives du royaume.*) En effet, il adhéra à l'armistice.

tuèrent leurs officiers, se portèrent sur la Franconie, repoussèrent les troupes qui avaient été envoyées pour les poursuivre, et furent sur le point de se joindre aux Suédois. Ils furent redemandés par Turenne[1]; mais Wrangel, qui hésita longtemps à les recevoir, fut obligé de souffrir leur jonction avec Konigsmark, en Westphalie, de crainte qu'ils n'exécutassent leur menace de se réunir à l'ennemi. Le général était le partisan le plus redoutable des Suédois, comme Jean de Werth l'était des impériaux.

Le 7 avril 1647, le gouvernement envoya au feld-maréchal Wrangel une instruction contenant un aperçu de toute la guerre; on y reconnaît la main du chancelier : « Gustave-Adolphe, en se présentant sur le sol de l'Allemagne, dirigeait tous ses projets contre l'empereur et les Etats héréditaires, pour conjurer l'influence de la maison d'Autriche et le danger qui en pouvait résulter; mais après la bataille de Leipzig, lorsque l'ennemi se retira dans l'intérieur de l'Allemagne avec toutes ses forces, le roi le poursuivit et s'empara de Moyence et des bords du Rhin, ce qui excita de nombreuses jalousies contre la Suède. Après la mort du roi, on chercha toujours à porter la guerre sur le territoire de l'ennemi, et l'on opéra en Silésie et sur le Danube jusqu'à ce que la malheureuse bataille de Nördlingen fut venue détruire tous les projets des Suédois. Ensuite, malgré la peine qu'on eut à relever les affaires, on chercha plus d'une fois à transporter la guerre au cœur des Etats de l'empereur, ce qui réussit si heureusement au maréchal Torstenson que l'ennemi, qui voulait d'abord donner l'impulsion au congrès, se vit réduit à songer sérieusement à la paix. Nous nous livrons à ces réflexions surtout pour que vous sachiez que sa majesté est toujours dans l'intention d'agir contre l'empereur et son principal allié, le prince de Bavière, en éloignant toutefois, autant qu'il sera possible, la guerre des Etats d'Allemagne afin de laisser dormir la jalousie des alliés puissants, jalousie que le feu roi s'attira en se fixant sur le Rhin. Il faudra ensuite porter son attention sur le cercle de la basse Saxe et sur la Baltique. Si l'on entreprend une invasion en Bohême, on a devant soi la Moravie et l'Autriche, à côté la Silésie, et

[1] « Je supplie très-humblement votre excellence de vouloir donner ordre à ses troupes que l'on traite comme ennemis huit régiments allemands de cavalerie, qui s'en vont vers la Franconie sans leurs officiers. Je ne doute point que votre excellence donne très-expressément cet ordre-là. » Turenne à Wrangel, Heilbronn, le 30 juillet 1647.

derrière le Meissen. On est bien éloigné de la mer; mais nous possédons de fortes garnisons en Silésie, et dans les places qui bordent l'Oder, à Glogau et à Ols; en Moravie, à Olmutz, à Iglau et à Neustadt; dans le Meissen, à Leipzig; dans la Thuringe, à Erfurt, outre les villes fortes que nous occupons sur le Weser, sur l'Elbe et dans le Mark-Brandenbourg. Il est donc peu probable que l'ennemi puisse se mettre entre l'armée et ces places, et s'approcher de la mer. Vous devez surtout vous attacher à empêcher qu'aucun corps ennemi ne vous coupe de ce côté, à moins que vous n'en ayez un disponible pour l'observer. Dans ce but, il faut veiller attentivement au maintien des deux petites armées que Torstenson avait rassemblées, l'une, sous Wittenberg, en Silésie; l'autre sous Kœnigsmark, en Westphalie[1]. » On était tellement mécontent des Français qu'on ne voulut pas se réunir à eux. Ce mécontentement s'accrut encore lorsque Wrangel ayant envahi la Bohême et pris Éger, la subite rupture de l'armistice par les Bavarois et leur jonction avec les impériaux, le contraignirent de faire retraite sur le Meissen et sur la Westphalie, où il eût été probablement battu si le nouveau général en chef des impériaux Melander [2], jadis au service de la Hesse, ne se fût tourné par vengeance contre les Hessois: « Jamais, depuis la mort de Gustave-Adolphe, dit Puffendorf, les armées suédoises n'avaient couru un plus grand danger. » Mais des personnes intelligentes, lorsque Melander se dirigea contre la Hesse, prédirent qu'il n'y ferait rien, car jusque-là aucune armée n'était entrée dans ce pays sans y avoir trouvé sa ruine, à cause des nombreuses places fortes qui défendent ces contrées, de la difficulté des chemins, de la hauteur des montagnes et de la bravoure des paysans, qui aiment beaucoup leurs princes et manient bien les armes à feu [3]. Cependant l'ennemi reprit courage. Les négociations n'avançaient pas à Osnabrück et à Münster, et la der-

[1] « Nous avons parlé de faire la guerre seuls en Allemagne, mais dans l'intérêt de la France, pourvu qu'elle voulût seulement doubler les subsides. Tâchez de savoir si cette puissance y est disposée, ou si elle veut seulement continuer la guerre avec plus de vigueur et d'accord; sondez les dispositions de ses négociateurs afin de découvrir si elle veut faire une alliance plus étroite, car il est bien à craindre que de nouvelles ligues ne se forment un jour contre nous. » (Lettre à Charles-Gustave Wrangel, le 10 septembre 1647. — Voyez les *Archives du royaume*.)

[2] Il changea de nom et prit celui de *Holzappel*.

[3] Axel Oxenstjerna à son fils Jean, Stockholm, le 10 octobre 1647.

nière année de la guerre s'ouvrit avec des espérances bien contraires à la paix [1].

Ce que la campagne de 1648 offre de plus remarquable, c'est que la France ne se sépara pas de la Suède au sujet de la Bavière, quoique l'électeur rompît l'armistice dans l'espoir de pouvoir le faire observer avec les Français. Turenne, au contraire, reçut l'ordre de soutenir Wrangel avec toutes ses forces. Après quelques pourparlers et quelques difficultés, nous voyons les deux généraux réunis dans la Franconie, au commencement d'avril, pendant que les impériaux et les Bavarois, qui avaient espéré chasser les Suédois des bords du Weser, affaiblis par les privations et les excès, repassèrent à la hâte le Danube pour courir au secours de la Bavière. Une guerre de brigandage semblable à celle de Baner en Saxe, guerre qui embrasa toute la Bavière, désola ce malheureux pays. Elle ne présente au reste aucun événement remarquable, aucune victoire qui soit digne de ce nom ; car l'affaire du Susmarshausen près d'Augsbourg, dans laquelle fut tué le général Melander et où Königsmark enveloppa et tailla en pièces une partie de l'armée ennemie, était plutôt un sanglant combat qu'une bataille décisive. Cependant les alliés s'avancèrent jusqu'à l'Inn, et Königsmark, qui s'était joint aux soldats de Weimar, et se séparait d'autant plus volontiers de Wrangel, qu'il ne pouvait s'accorder avec lui [2], se porta sur la Bohême. Le 31 juillet, il s'empara à l'improviste d'une partie de Prague, nommée *la petite ville*, où il fit un immense butin. Ce fut le dernier exploit de cette guerre. Wrangel et Turenne furent obligés de passer le Lech; el, quoique Charles-Gustave, nommé généralissime, eût amené des renforts de Suède et eût dirigé, conjointement avec Königsmark et Wittenberg, tous ses efforts contre

[1] Louis XIV et la reine régente, dans leurs lettres à Christine, 29 décembre 1647, annoncent qu'on va faire tout ce qui sera possible pour la Suède. On y lit, au sujet du dessein de la Bavière de séparer la France et la Suède · « Nous n'estions capable de donner dans ce piége M. de Turenne a envoyé un trompette au duc de Bavière de la part du roi, dans les termes les plus doux qu'il a pu choisir ; mais enfin il lui mande positivement que nos armées et nos garnisons agiront contre les siennes tant qu'il aura les Suédois pour ennemis. Cependant il a mis toutes ses troupes en action. » (Extrait d'une lettre de M. le vicomte de Cournal au colonel Saint-André, Mayence, 25 décembre 1647.)

[2] Les autres officiers étaient aussi mécontents de Wrangel : « Als welcher noch ziemlich jung, hochmuthig, eigensinnig, und allerdings nicht freygebig ware. » (Puffendorf, ch. 20, p. 60.) — C'est pourquoi la nomination du prince Charles-Gustave comme généralissime fut très-agréable aux armées.

Prague, la ville proprement dite fut cependant sauvée par le courage de ses habitants. La dernière campagne était une double tentative contre les États héréditaires de l'Autriche du côté de la Bohême et de la Bavière ; ce fut elle qui hâta la conclusion de la paix de Westphalie: elle fut signée le 14 (24) octobre 1648, à Osnabrück et à Münster. La Suède reçut la Poméranie (plus tard appelée suédoise), l'île de Rügen, une partie de la Poméranie antérieure jusqu'à l'Oder, y compris Stettin et Gartz, l'île de Wollin et les trois embouchures de l'Oder, ce fleuve de l'autre côté de Damm et Golnau, Wismar avec les bailliages de Poel et de Neukloster, Brême et Verden ; tout cela comme fiefs de l'empire [1].

Les armées avaient eu leurs plénipotentiaires particuliers au congrès ; leur solde fut la dernière chose qui fut décidée : elle fut évaluée à cinq millions de thalers [2] ; dix-huit tonneaux d'or [3] devaient être payés immédiatement, douze autres devaient l'être en billets [4] ; les deux derniers millions devaient être garantis sur hypothèque. Chaque cavalier reçut du premier payement quarante thalers, chaque soldat douze [5] ; les indigènes touchèrent trois mois de solde, et les officiers des sommes plus ou moins fortes [6]. On promit de payer une somme égale, un ou deux ans après la dissolution de l'armée, aussitôt que les deux millions seraient entrés dans le trésor. Il ne paraît pas que cette promesse ait été remplie, car sur ces deux millions, on retrancha les sommes dues sous le nom de *dette allemande* (*Tyska skuld-registret*) [7], puis on fit des remises [8] et l'on donna pour instruction aux commissaires suédois « de ne pas pousser les choses trop loin, d'autant plus

[1] Voyez les *Archives du royaume*.

[2] Voyez la lettre de Jean Oxenstjerna à Charles-Gustave Wrangel, 13 octobre 1648.

[3] 1,800,000 thalers.

[4] 1,200,000 thalers.

[5] La reine à Charles Gustave, 22 novembre 1648 : « Plus votre altesse pourra réduire ces sommes que nous devons payer aux soldats, mieux cela vaudra. Cependant il faut s'y prendre de manière à ne pas perdre notre crédit auprès des troupes. (Voyez les *Archives du royaume*.)

[6] La distribution de ces sommes pour les officiers supérieurs fut déterminée par le collége de la guerre le 16 avril 1640. (Voyez les *Archives du royaume*.)

[7] C'étaient des dettes contractées pour l'armée ; elles s'élevaient, depuis le règne de Gustave-Adolphe, à 590,081 thalers. (Voyez les *Archives du royaume*, 1640.)

[8] On écrivit à Charles-Gustave, le 3 janvier 1640, que l'épouse du landgrave de Hesse devait être dispensée de payer son contingent en argent. (Voyez les *Archives du royaume*.)

que l'état des affaires en France pouvait faire prendre encore une fois les armes à l'empereur [1]; au contraire, nous prions votre altesse, par tout ce qu'il y a de plus sacré, écrivait la reine à Charles-Gustave, de ne vous pas laisser influencer par les raisons et les obstacles qu'on a fait valoir, mais de mettre un terme aux lenteurs de cette négociation [2]. » La conclusion de la paix fut décidée, et le traité d'exécution (*executions recessen*) signé à Nuremberg, en 1650. La paix de Westphalie fixa pour longtemps l'état politique de l'Europe. Nous savons que le violence naît de la violence; mais peut-on demander encore, en considérant les désastres de cette longue guerre, si elle était faite dans l'intérêt de la religion? Nous répondrons avec Oxenstjerna: « Non [3], » et nous rappellerons ce proverbe oriental: « Ce dont les princes s'emparent, ils le détruisent; ce dont Dieu s'empare, il le vivifie [4]. »

La paix, qu'on désire tant, est souvent, ainsi que la guerre, quand elle arrive, un instant d'embarras; c'est comme un changement subit dans la manière de vivre: les forces dirigées d'abord à l'extérieur, refluent sur le corps. Ajoutons à cela que les hommes sont soumis à la nécessité, qui est souvent très-sensible dans la guerre; qu'ils savent

[1] Aux plénipotentiaires de Suède à Osnabrück, le 10 février 1649. La reine ordonna à Charles-Gustave de tâcher d'empêcher Turenne, qui était du parti du parlement, d'amener son armée à Paris Le lieutenant général Erlach écrivit à Wrangel, en date du 2 mai 1649: « Comme le maréchal de Turenne n'avait ni justice ni fondement, je me suis opposé avec tant de succès que M. le maréchal n'a plus qu'une poignée de gens auprès de lui. » Lorsque Condé fut arrêté par ordre de la cour, en 1650, Turenne pria Wrangel d'employer son intervention pour obtenir l'élargissement du prince: « Je ne doute pas, écrit-il, qu'elle n'ait appris l'arrêt de M. le prince. J'espère que votre excellence sera touchée de son malheur, et qu'elle me voudra adresser les officiers qui voudraient servir une cause si juste. » Wrangel, ayant donné un refus, reçut une lettre de Louis XIV, datée de Dijon, le 27 mars 1650: « Ayant sceu comme vous avez rebutté les semonces du maréchal Turenne, qui désirait être assisté des troupes contre mon service, je vous écris cette lettre par l'avis de la reine régente, madame ma mère, pour vous témoigner avec quelle satisfaction j'ay ressenti l'effect de vos bonnes dispositions. »

[2] A Charles-Gustave, 10 et 26 janvier 1650

[3] Voyez les manuscrits de Palmsköld.

[4] *Wer ist der wahre König? Gott allein.*
Wo Könige ein Land einnahmen,
Verwusten sie's, so weit sie kamen,
Gott heilt ein Hertz, so weit er es nimmt ein.
Friedr. Rückert.

Sprüche der Überlieferung aus Morgenlande.

rarement mettre un frein à leurs passions, lorsqu'on leur laisse un libre cours, et que la paix, non moins que la guerre, met à l'épreuve les ressorts d'un gouvernement. La grande guerre, dans laquelle la Suède prit la part la plus glorieuse, entraîna dans ce royaume tant de difficultés intérieures, que Christine en abandonna la solution à d'autres mains. La cause n'en était pas seulement dans la position générale du pays, mais aussi dans la sienne propre.

Ces difficultés dont nous avons parlé résultaient en partie de la guerre, dont on disait, non sans raison, « qu'elle était disproportionnée aux forces du pays. » Une répartition supportable des impôts est dans ce cas un fait impossible ; mais supportable ou non, la justice veut qu'elle soit basée sur l'égalité, et dans les circonstances les plus graves, on n'a de salut à attendre que de la justice la plus sévère. On peut tourner cette nécessité par de faux-fuyants, mais on en est puni. Le remède qu'employa la régence, de modérer les impôts en vendant les domaines de la couronne, lorsque les subsides étrangers ne suffisaient pas, était à la fois un soulagement et une injustice, moins par lui-même (car l'opinion du chancelier du royaume que les terres sont mieux cultivées par les particuliers que par la couronne est très-sensée) que par les conditions attachées à la rente, et par l'extension qu'on donnait à la dénomination des domaines. Quant à la première circonstance, nous remarquerons que les terres ne pouvaient être vendues qu'aux nobles [1] ; pour la seconde, il est à observer que la vente ne se bornait pas aux domaines, mais s'étendait aussi à la rente des paysans sur les hemmans taxés, qui tombaient ainsi entre les mains des nobles et devenaient médiats, d'immédiats qu'ils étaient. Il est vrai qu'il était spécifié qu'on ne vendait pas la rente des hemmans taxés, mais la nouvelle position que le noble acquérait lui donnait trop d'occasions de borner et d'anéantir l'ancien droit du franc tenancier, en tant que propriétaire de terre. Les nobles n'épargnèrent ni menaces ni séductions pour faire accepter leur domination aux paysans des hemmans taxés, comme le prouvent les plaintes réitérées de ces derniers, aux diètes, au sujet de ces hemmans. Certaines personnes di-

[1] On alla si loin que, quoiqu'un grand nombre de terres fussent données en remboursement d'anciennes créances, le gouvernement, comme il résulte de ses lettres au collége de la chambre en date du 14 juillet 1642, défendit qu'aucun roturier fût remboursé de cette manière, à moins que la créance n'eût été passée à un noble.

[2] Dans le sénat, en 1650. (Voyez les manuscrits de Palmskold.)

saient aussi que l'obligation de payer l'impôt était basée sur le principe que toute terre appartenait à la couronne, que par conséquent l'abandon de la rente à la noblesse emportait celui de la terre. Cette assertion fut renouvelée si ouvertement, qu'elle provoqua une réfutation expresse [1]. L'état des paysans, en Suède, y était considéré comme un état libre.

Nous ne saurions dire si le chancelier était opposé à cette liberté des paysans. Plusieurs de ses paroles prononcées dans le sénat, où il n'était pas l'aristocrate le plus ultra, démontrent le contraire : « Les paysans suédois forment un état libre et ont leur vote dans la diète, » dit-il ; mais lorsqu'il ajoute ; « qu'il n'y a qu'un contrat entre eux et leurs maîtres (*husbonde*), » cette opinion implique que le noble peut être ce maître, malgré la liberté individuelle des paysans, et cette induction ressort de l'examen des résultats du système suivi par le chancelier, dans l'administration intérieure. L'opinion de ce grand homme d'État paraît en effet différer peu de celle du drots, comte Pierre Brahe, qui s'exprimait ainsi à cette occasion : « Nous sommes tous sujets du royaume (*subditi regni*), les paysans comme *médiats* et nous comme *immédiats*. » distinction qui convenait si peu à Charles X Gustave, lorsqu'il la trouva dans un ouvrage de Gyllenstolpe [2], qu'il jeta le livre contre la muraille quoiqu'il lui eût été dédié [3]. Les nobles marchaient à grands pas vers la possession de toute la terre, tandis que le chancelier se figurait l'état des paysans avec le maintien du droit de représentation comme un état de fermiers indépendants ; de là sa prédilection pour les *contributions indirectes*, et son opinion inébranlable que la noblesse ne devait pas en être exempte, mais qu'elle devait au contraire venir au secours de l'État par des subventions particulières. Et nous nous rappelons ses paroles à ce sujet : « Tous les malheurs de la Suède viennent de ce que les rois ont demandé ce dont l'État avait besoin, et que les nobles n'y ont voulu contribuer en rien [4]. » C'était le seul moyen de combiner la charge des contributions avec l'exemption des terres des nobles.

Christine sanctionna sans restriction toutes les ventes faites pendant sa minorité des biens de la couronne et des terres laxées ; en outre

[1] Dans le sénat, en 1650. (Voyez les manuscrits de Palmsköld.)
[2] *Politique de Gyllenstolpe.*
[3] *Skandinav. handlingar*, tome IX, page 118.
[4] Dans le sénat, en 1642. (Voyez les manuscrits de Palmsköld.)

elle leur accorda dès ce moment les priviléges des terres nobles [1]. Les mêmes moyens que les tuteurs avaient employés avec beaucoup de ménagement, furent mis en usage, sans mesure, par la reine jeune et libérale. Les registres du royaume ne sont remplis que de titres de vente, de dotations, de diplômes de noblesse, et de libéralités de toute sorte. Elle avait de grands mérites à récompenser, souvent d'anciennes injustices à réparer [2], et l'intérêt qu'elle portait aux anciens militaires blessés [3] est digne d'éloges.

Malheureusement la faveur eut beaucoup de part dans la distribution des récompenses. On s'étonna de voir la reine accabler de ses bienfaits le noble le plus brillant et le plus beau de sa cour, Magnus-Gabriel de La Gardie, qui reçut en dotations diverses et en peu d'années, dit-on, des terres dont les revenus étaient évalués à 80,000 thalers [4]. Nous venons de nommer celui dont l'influence éclipsa bientôt celle du chancelier. Une des premières causes des contestations qui s'élevèrent entre le vieux ministre et la jeune reine, fut la volonté que manifesta celle-ci d'appeler de La Gardie au sénat [5] dès l'instant où elle lui accorda les premières marques de faveur. Il paraît que ce fut pour vaincre cette résistance qu'elle nomma en 1646 son favori à l'ambassade brillante et dispendieuse de France [6]. Les frais de cette mission s'élevèrent à 100,000 thalers [7]. De La

[1] Voyez les *Archives du royaume.*

[2] Ainsi les enfants d'Érik Sparre, ancien chancelier du royaume et décapité pendant les dissensions sous le règne de Charles IX, reçurent la moitié de la valeur de la terre de Bergquara, donnée à l'amiral du royaume Gyllenhjelm. (Voyez les *Archives du royaume*, 18 avril 1648.)

[3] Ses dotations à la maison des invalides de Vadstena (*Krigsmanshus*), 12 octobre 1646. (Voyez les *Archives du royaume.*)

[4] Voyez Arkenholtz, *Mémoires de Christine.* — « Magnus-Gabriel de La Gardie commença sa carrière en 1644, à l'âge de vingt-deux ans, comme colonel des gardes aux appointements de 1,800 thalers. En 1645, il fut envoyé en ambassade en France, reçut en dotations Magnushof, en Ösel, et fut promu au grade de colonel des gardes du corps (*lifregementet*); en 1647, il fut nommé membre du sénat et du collége de la guerre; le 17 avril 1648; lieutenant général en Allemagne, avec 10,000 thalers d'appointements; le 20 avril, il lui fut constitué en dotation 29 hemmans dans la province d'Upland; le 16 avril 1649, il touche une somme de 22,500 thalers sur l'indemnité que la Suède payait à l'armée, le 11 mai, il reçut sa nomination de gouverneur général de la Livonie, et un billet de 7,000 thalers sur les douanes de Brême; le 24 décembre, le bailliage de Wollin en Poméranie; en 1651, il fut nommé *riksmarsk*, etc. »

[5] Voyez le récit d'un ministre étranger, probablement de Montecuculi.

[6] Voyez la correspondance de Charles-Gustave Wrangel.

[7] « Au sujet des 100,000 thalers que le comte a pris à Paris, c'est par mes ordres

Gardie, dont le grand-père était Français [1], fit partager à la reine son intérêt pour la France, et accéléra ainsi la disgrâce complète du chancelier. On l'accusa de traîner en longueur la conclusion de la paix et d'être hostile à la France [2]. Le 10 avril 1647, la reine écrivit à ses plénipotentiaires au congrès : « Messieurs, je n'ajouterai qu'un mot : faites tout votre possible pour nous procurer promptement une paix honorable ; ce résultat me paraît d'autant plus facile à obtenir qu'on est d'accord sur ce que doit avoir la couronne de Suède ; il n'y a plus qu'à prendre le consentement des soldats, et faire taire les plaintes des États allemands. Travaillez dans ce sens jusqu'à l'arrivée d'Erskine [3], qui vous instruira de mes intentions. Vous serez responsables devant Dieu, les états et moi des retards que vous mettrez à vous y conformer. Ne vous laissez pas entraîner, croyez-moi, par les sophismes de quelques ambitieux, si vous tenez à éviter ma disgrâce. Et si vous suivez une autre ligne que celle que je vous trace, vous verrez que ni les liens du sang ni aucune considération de famille ne m'empêcheront de vous faire sentir l'effet de mon mécontentement.» La lettre était adressée à Benoît Oxenstjerna, fils du chancelier du royaume. La reine écrivit en même temps à son collègue Adler Salvius : « Je ne croirai jamais vous récompenser assez de votre fidélité. Je vais prendre vis-à-vis du parti opposé une contenance telle, qu'on verra que ce n'est pas le chancelier seul qui gouverne les affaires. *Sapienti sat.* La lettre ci-jointe vous concerne tous deux ; mais vous la remettrez au comte Benoît, et quoique je vous attaque l'un et l'autre, c'est cependant contre lui seul que tout est dirigé. Faites en

qu'il les a touchés. Je vous prie d'empêcher qu'il soit calomnié pour cela, car il est innocent.» (Lettre de Christine à Salvius, Osnabruck, le 13 février 1647. — Arkenholtz, tome I, page 93.) Christine, dans une lettre, permet qu'on prenne de l'argent sur son crédit afin que l'armée de Wrangel n'en manque pas. A la mort de Salvius, en 1652, la reine lui devait 146,000 thalers; elle en emprunta encore à sa veuve 80,000, qui ne furent jamais remboursés.

[1] « Son aïeul était Français. Il était bien fait, il avait la mine haute et ressemblait à un favori. Il parlait de sa reine en des termes si passionnés et si respectueux, qu'il était facile de le soupçonner de quelque tendresse plus grande que celle qu'il lui portait par la qualité de sujet. Quoi qu'il en soit, cet homme parut assez digne de la fortune, mais plus propre à plaire qu'à gouverner. » (*Mémoires de Mme Motteville*, Arkenholtz, tome I, page 89.)

[2] Chanut dit : « Il eût été à souhaiter pour le succès des affaires de la France que ce chancelier fût parti pour l'autre monde. » (Arkenholtz, tome I, page 117.)

[3] Plus tard aussi ministre au congrès de la paix.

sorte que d'Avaux [1] soit instruit de son contenu, afin que les Français ne prennent pas mauvaise opinion de moi, et qu'ils sachent au contraire de quel côté sont les torts. — Soyez assuré que je vous en tiendrai compte, et quand Dieu permettra que vous reveniez en Suède avec le traité de paix, vos services seront récompensés par la dignité de sénateur. Je vous recommande les intérêts du comte Magnus de La Gardie comme les miens propres. Je vous prie de me faire connaître les grimaces et les contorsions que fera le comte Benoît Oxenstjerna en lisant cette lettre [2]. »

L'orgueilleux comte Benoît Oxenstjerna répondit qu'il était prêt à rendre compte de sa conduite à la reine aussitôt qu'elle le désirerait. Il ajouta que des raisons particulières, et ses affaires, lui faisaient désirer depuis longtemps d'être délivré du poids des négociations [3]; qu'il savait bien qu'un homme comme lui n'était pas nécessaire au service de la reine, mais que celui qui lui avait inspiré une telle lettre lui en rendrait raison un jour, s'il parvenait à le découvrir. Quelques semaines après, il put donner à la reine la preuve que ce n'était pas sa faute si les négociations étaient retardées, mais bien celle des ministres français eux-mêmes, qui en écartaient la conclusion [4]. Il disait vrai. — Alors Salvius reçut l'ordre de régler sa conduite sur les vues des plénipotentiaires français : « Vous faites bien d'appuyer les Français dans leurs demandes, lui écrivit Christine, le 6 juillet 1647 ; saisissez cette occasion de leur prouver combien je suis disposée en leur faveur [5]. »

Ce qui s'était passé fournit l'occasion d'une réconciliation entre la

[1] Le comte d'Avaux était plénipotentiaire de la France au congrès, ainsi que Servien ; ils ne s'accordaient pas mieux ensemble qu'Oxenstjerna avec Salvius. Ce fut à cause de cette mésintelligence entre les négociateurs français que le duc de Longueville fut nommé troisième plénipotentiaire

[2] Arkenholtz, tome I, page 110.

[3] C'était la vérité. Il avait perdu son épouse, Anne-Marguerite Sture, en 1647, et le partage de la succession réclamait son retour en Suède.

[4] La lettre du vieil Oxenstjerne à son fils ne dément pas sa haute réputation : « Je vois, lui dit-il entre autres choses, que ce sont les Français qui rejettent sur nous la lenteur des négociations, qui aujourd'hui les retardent. Mais ce qui me chagrine, c'est qu'on se comporte chez nous comme des enfants, et que nos affaires s'en ressentent. Ce n'était pas ainsi de mon temps. (*Sed hæc dies aliam vitam, alios mores postulat.*) Cependant un jour viendra où l'on verra qui a mieux agi, qui a mieux conseillé. Ne parlez pas en mécontent ; servez bien la reine et l'État. »

[5] Arkenholtz, tome I, page 79.

reine et le chancelier par l'entremise de Torstenson. La reine déclara qu'aucune intention malveillante n'avait dicté la lettre qu'elle avait écrite à son fils, et il s'ensuivit une réconciliation, du moins apparente [1]; aussi la cour de France flattait-elle le vieux chancelier [2]. Mais pendant quelque temps il cessa de paraître à la cour : « Je suis depuis cinq semaines avec ma femme sur mes terres pour veiller à mes intérêts, écrivait-il de Tidõn à son fils; car je me suis trop occupé, comme tu sais, des affaires publiques et j'ai oublié les miennes. » Il se plaint de l'état de sa santé [3]. L'âge et les infirmités commençaient à épuiser ses forces : « Ta mère, ajoutait-il dans la même lettre à son fils, ta mère reste au lit ; la vieillesse joue aussi avec moi [4]. » Cependant il reprit ses fonctions : un homme de son mérite ne pouvait guère rester sans influence. Après la disgrâce de La Gardie, vers la fin de 1653, on voit presque toutes les affaires du gouvernement passer entre les mains du vieux chancelier ou par celles de son fils Erik. S'il ne conserva pas toute l'importance qu'il avait eue, ce n'est pas aux caprices d'une jeune fille couronnée qu'il faut l'attribuer, mais au changement qui s'était opéré dans les sentiments du peuple à son égard. La véritable activité d'un homme d'État part du point central du pays en s'étendant à tous ceux de la circonférence [5]. Sa force n'est pas dans les faveurs et dans les personnes, mais dans la justice générale, dans la sécurité et l'ordre pour lesquels il vit, et qu'il est appelé à garantir. La guerre européenne, à laquelle la Suède avait pris une part si honorable, avait profondément ébranlé l'équilibre intérieur de l'État. Le rétablir sur de nouveaux fondements n'eût peut-être pas été au-dessus du génie créateur de Gustave-Adolphe, s'il n'eût pas succombé au milieu de sa brillante carrière. Ce qui fut exécuté après sa mort, malgré l'héroïsme qui le caractérise, n'était pourtant qu'une ébauche,

[1] Dans une lettre du 29 mai 1647, Oxenstjerna annonce à son fils qu'il avait eu une entrevue avec la reine au sujet de la lettre qu'elle avait écrite. Il dit qu'elle s'excuse sur ce que ce n'était qu'un avertissement ; « mais, ajoute-t-il, les termes en sont trop clairs. Je n'hésiterai pas à prendre une résolution s'il est nécessaire.

[2] Mazarin lui écrivit une lettre remplie de compliments. Elle fut remise par Chanut.

[3] Dans une lettre à son fils Érik, jeune homme doué de qualités brillantes, il le prie de se marier afin de ne plus être soupçonné d'aspirer à la main de la reine.

[4] Axel Oxenstjerna avait épousé Anna Bït.

[5] Voici de belles paroles du chancelier, dans le sénat, le 20 juillet 1626 : « Un gouvernement qui, au lieu de travailler dans l'intérêt du peuple entier, favorise celui d'une classe, finira par succomber. »

Vouloir fonder la paix sur les circonstances que la guerre avait enfantées, était sans doute une faute, el nous ne pouvons en justifier Oxenstjerna; c'est pour cela que sa vie politique se termine avec la guerre : c'est un nouvel ordre de choses en dehors duquel il est rejeté. Il faut chercher dans cette circonstance, plutôt que dans l'altération de sa santé, le secret de l'affaiblissement de son influence. L'avenir de la Suède fut fixé sans lui et malgré lui; Christine en fut le principal instrument. Malgré tous les justes reproches qu'on a faits à la reine et qu'elle méritait, on ne peut lui refuser du génie et du courage, et on ne lui a pas assez rendu justice pour la constance avec laquelle elle vint à bout, malgré la résistance des grands, de faire adopter sa résolution de déposer un sceptre qui devenait trop lourd pour elle.

Dès son avénement au trône, en 1648, se manifestèrent les symptômes de ce qui devait arriver. « Les paysans sont opiniâtres dit un historien, dans leur idée que les domaines doivent être restitués avant que sa majesté prenne les rênes du gouvernement, ainsi que beaucoup d'autres choses qui regardent les intérêts de la noblesse. Il paraît que les paysans ont pour conseillers de bons patriotes. Ils ont aussi demandé à lire la constitution pour en connaître l'esprit, et le gouvernement a été obligé de la permettre. On ajoute que le clergé est d'accord avec eux, mais qu'il est travaillé lui-même par des divisions, parce que les curés commencent à résister aux évêques. » Dans les observations contre la constitution, présentées à cette diète dont nous avons fait mention, il est dit que les états menacent de se mettre en hostilité les uns contre les autres. Ce qu'il y a de curieux, c'est que ces observations, dirigées contre les grandes familles, sont l'œuvre d'une partie de la noblesse et du clergé. C'est le premier symptôme d'une scission entre la haute et la basse noblesse, scission qui plus tard, dans la solution des questions alors soulevées, devait avoir de si graves résultats. Tout était dans son premier développement, et ce fut le clergé qui, à la tête des états roturiers, prit la conduite de la nouvelle opposition : elle s'attaquait surtout aux priviléges des nobles, lesquels n'en furent pas moins confirmés et même étendus, par la reine. En revanche, la noblesse renonça à l'exemption des douanes [1]. Nombre

[1] Les nobles, en raison de leur renonciation à l'exemption des douanes, furent dispensés, pour leurs paysans, de toutes corvées envers la couronne.

de ces priviléges étaient depuis longtemps bosillés au clergé, comme le droit de la noblesse de nommer les curés. Chaque noble, dans la paroisse qu'il habitait, avait le droit de choisir un curé [1]. S'il y en avait plusieurs et s'ils n'étaient pas d'accord avec la paroisse dans le choix du pasteur, l'évêque intervenait pour concilier les opinions ; il avait aussi le droit d'annuler le choix, si celui qui en était l'objet n'avait pas les qualités requises. Cependant une disposition du même privilége défend la nomination d'aucun clerc sans le consentement des nobles. Les terres seigneuriales de la noblesse étaient exemptes d'impôts ; mais elle étendit cette exemption au delà de la lettre de son privilége. Dans de telles circonstances, il ne faut pas s'étonner de la résistance que rencontra le projet d'un *consistoire du royaume* (*consistorium regni*) qui devait être composé de clercs et de laïques. Le clergé ne vit dans cette proposition qu'un nouveau champ ouvert à l'influence des grands, sur l'Église, quoique Charles IX, qui en est l'auteur, paraisse n'avoir eu en vue que l'extension des droits des laïques, dans les affaires de l'Église [2].

Le clergé ne trouva d'autres moyens de se garantir de la puissance de la noblesse, que de faire valoir ses propres priviléges. L'évêque de Westerås, Jean Rudbeck, homme actif et influent, commença cette lutte dès le règne de Gustave-Adolphe. La publication de son livre sur les anciens priviléges des savants et du clergé, fit croire qu'il voulait le rétablissement de l'ancienne hiérarchie de l'Église. L'auteur, qui avait attaqué la régence et la noblesse, fut même accusé devant le gouvernement de la régence, et son ouvrage fut prohibé [3]. La mitre destinée à Rudbeck fut donnée à un autre ; mais il ne manqua pas d'imitateurs. Johannes Matthiæ, qui fut plus tard exposé à la persécution de la part de son propre état, présenta à la diète de 1644 un projet de priviléges du clergé, que la reine sanctionna en 1647, et qu'elle confirma plus explicitement encore à son couronnement [4]. Les priviléges et les revenus du clergé furent ainsi garantis contre toute

[1] § 33 des priviléges accordés à la noblesse par Gustave-Adelphe et confirmés par Christine.

[2] Voyez *Bihang tin Suenska kyrkans och Riksdagarnes historia, ur preste ståndets arkiv*. Stockholm, 1835, page 136.

[3] Ce livre devenu très-rare, a pour titre : *Privilegia quædam doctorum, magistrorum*, etc. (Voyez *Swenska, acad. handl.*, tome XV.)

[4] « A la diète de 1647, le clergé demanda que la *formula concordiæ* fût aussi regardée en Suède comme un livre symbolique. » (Oxenstjerna.)

atteinte. Quant au droit des nobles de nommer les curés, il paraît que ce privilége était plutôt dans les mots que dans le fait. Les assurances gracieuses de la cour aux huit membres du clergé [1] devaient les séparer bientôt du bas clergé, que nous ne tarderons pas à voir sur la même scène.

Les deux diètes de 1649 et de 1650, qui suivirent la paix, nous rapprochent de la péripétie. La reine fut obligée, pour ces deux années, de demander la levée des citoyens nécessaires pour remplir les vides que les congés des soldats étrangers avaient laissés dans l'armée, et par conséquent le maintien des contributions dont le peuple s'était chargé pendant la guerre. Les états consentirent à sa demande [2], « parce que, est-il dit dans le décret de la diète de 1649, une paix nouvellement faite après une guerre de longue durée, selon les expressions de sa majesté, ressemble à un grand feu nouvellement éteint : il reste beaucoup de brandons qui jettent encore de la fumée et peuvent fournir bientôt un nouvel aliment aux flammes. » La reine n'avait rien perdu dans l'opinion publique ; on l'aimait à cause de son père, de sa jeunesse, de ses grandes qualités ; on ne lui attribuait pas les souffrances du pays. Mais les esprits étaient dans une grande fermentation ; ce qui le prouve, c'est l'apparition, dans un temps où l'on écrivait si peu, de cette foule d'écrits anonymes dont les copies parcouraient le pays d'un bout à l'autre, et dont le contenu peut fournir de grands éclaircissements pour l'histoire de cette époque. C'étaient des espèces de manifestes écrits au nom du peuple, dans la Suède moyenne, et terminés par une invitation à tous les citoyens, surtout aux prêtres, de les soumettre à la réflexion de tous [3]. On y montre l'avenir des paysans destinés à devenir serfs, au lieu de former un état libre dans le royaume : « On abuse de la clémence de la reine, qui n'a que le titre attaché à la couronne sans avoir le pouvoir qu'elle confère. On a fait un grand abus des dotations ; ce n'est pas toujours le mérite qui en est investi : elles sont distribuées par faveur et pour de l'argent. Les impôts se sont accrus au point que le peuple n'en peut plus supporter le fardeau ; il y en a, comme les

[1] Le § 12 des priviléges leur ouvre un chemin à la noblesse.

[2] La levée n'eut pas lieu par feux, mais d'après l'importance du hemman. Il était possible de payer en argent.

[3] Cette brochure commence ainsi : *Au nom du peuple d'Upland, de Sudermanie, de Westmanland, etc.* »

contributions des feux (*mantalspengar*), qui sont iniques, parce que le pauvre et le riche sont également imposés. Les plaintes du peuple ne se font point entendre aux diètes; on lui donne des secrétaires de mauvaise foi, qui n'écrivent pas ce qu'on leur dit, et il ne reçoit pour réponse que de vaines paroles auxquelles on ne donne jamais suite. Les décrets des anciennes diètes permettent aux paysans d'élire ceux qui doivent porter leurs plaintes au pied du trône. » Dans la seconde de ces brochures est un dialogue entre quatre membres des différents états de la diète [1]. La noblesse cherche à prouver aux autres états que l'influence qu'elle a acquise sert à l'utilité et à l'honneur du royaume; que ses adversaires cachent leurs projets sous prétexte que la noblesse veut changer la constitution du pays en un gouvernement aristocratique ou en un royaume électif : « La noblesse avait donné trop de preuves de fidélité envers le roi et la patrie pour qu'on puisse admettre une telle supposition. Il est bien connu aussi qu'elle n'aime pas à être gouvernée par ses égaux; mais d'après la direction qu'avaient prise les opinions des états roturiers, on devait nécessairement aboutir au gouvernement démocratique, dont l'Angleterre offrait les malheureux résultats. Les attaques contre la couronne amenaient ces tempêtes; car on l'attaque en attaquant les privilèges qui en émanent et qui sont indispensables à la stabilité des institutions monarchiques. Les affaires qu'on traite à la diète ne doivent être présentées que par le gouvernement, et la solution définitive dépend de lui. Il n'a rien à décider sur les votes des états, puisqu'ils ne sont appelés à la diète que pour conférer entre eux; autrement ils pourraient déposer le roi et priver la noblesse de ses privilèges et de ses honneurs. Le pays est cultivé surtout par la noblesse; les revenus de la couronne sont quinze fois plus forts que lorsqu'elle administrait elle-même ses domaines. L'accroissement de la noblesse vient des états roturiers. Combien de gens de basse extraction ne sont-ils pas parvenus à de hautes fonctions! Mais appeler tout à coup aux honneurs des épiciers et des paysans, c'est ce qui est contraire à tout bon système de gouvernement. Les prêtres cherchent à ressaisir leur ancien pouvoir, les bourgeois à en fonder un nouveau. Un noble sur vingt seulement exerce le droit de nommer les curés. Les paysans sont entraînés; car quoique la noblesse, par des dotations ou des acquisi-

[1] L'auteur est Schering-Rosenhane.

tions, soit entrée en possession d'une grande partie des domaines de la couronne, elle n'a cependant jamais voulu que les paysans fussent exclus des diètes. »

Les priviléges du clergé furent une pierre d'achoppement, à la diète de 1649. La noblesse demanda le maintien de son droit à la nomination des curés; ce qui surtout la mécontentait, c'était que les évêques étaient chargés de veiller à ce que les nobles n'eussent pas trop de chapelains (*huspredikanter*) dans leurs châteaux. Une ordonnance de la reine enjoignit aux nobles de se rendre assidûment aux églises, à moins qu'ils n'eussent un motif légitime de s'en abstenir. Les priviléges des prêtres, qui ouvraient à leurs fils la carrière des emplois publics, s'ils possédaient les connaissances requises, provoquèrent les réclamations de la noblesse, qui voulait se réserver à elle seule l'accès des places de la chancellerie royale. La reine, lorsqu'elle nomme Adler Salvius sénateur, répondit ainsi, en 1648, aux objections qu'on éleva contre cette nomination : « Quand on apprécie les bons conseils et qu'on veut en avoir, il ne faut pas regarder à l'ancienneté de la noblesse de celui qui les donne; en reste les emplois ne sont pas des terres héréditaires [1]. »

La rupture éclata ouvertement à la diète suivante. Les prêtres, les bourgeois et les paysans présentèrent à la reine, avant son couronnement, le 3 octobre 1650, la fameuse protestation dans laquelle ils demandaient la restitution à l'état des domaines de la couronne [2], après avoir prouvé les pertes qui étaient résultées pour la Suède et ses habitants de l'aliénation de ces terres; ils représentèrent, en outre, que les priviléges de la noblesse étaient si exagérés qu'il n'était plus possible aux autres habitants de supporter les contributions qui retombaient en entier sur eux.

Le chancelier du royaume, qui essaya de réfuter, au nom de la noblesse, cette protestation des trois états, argumentant de ce qu'ils avaient attaqué la majesté royale, et tirant de ce fait la conséquence qu'ils avaient mérité d'être punis, se trouva dans un grand embarras lorsque la reine prit l'affaire dans un autre sens, et qu'il fut démontré qu'elle n'avait en lieu qu'avec son adhésion : « Aujourd'hui ou jamais, » dit elle à Terserus [3]. Cet homme hardi et entreprenant, alors

[1] Brochure de Schering-Roserhane.
[2] Voyez Loubom, *Handlingar till Carl d. XI historia*, chap. 9 page 70.
[3] « Hu c trium ordioum intentioni, ut maxime salutori, magnopere favit regina,

professeur de théologie à Upsala, avait été choisi comme président par le bas clergé, après que les évêques, s'étant ralliés à la noblesse, avaient fait scission avec lui. Ce schisme entre les évêques et les curés dura six semaines. Les premiers s'assemblèrent dans la chambre du clergé ; les derniers choisirent un autre local. L'inquiétude agitait profondément tous les esprits ; les paysans et les bourgeois prirent une attitude menaçante : la guerre civile paraissait imminente. Les nobles les plus riches mirent en sûreté leurs mobiliers précieux, et se ménagèrent des moyens de fuir [1]. Le chancelier resta ferme et inébranlable : « Il était assis dans sa chambre, dit un récit traditionnel, et ne savait pas, chaque fois que la porte s'ouvrait, si ce n'était pas un assassin qui entrait [2]. » A la fin le clergé se porta comme médiateur quand les évêques furent revenus à lui ; mais ce rapprochement eut lieu sous la condition que les évêques adhéreraient à la protestation contre la dotation des domaines. Deux projets de rédaction pour cet acte avaient été élaborés, l'un par Terserus, l'autre par le secrétaire du magistrat de Stockholm, Nils Skunk. La reine les avait approuvés tous deux ; ils furent réunis en un seul [3] qui lui fut présenté par les états roturiers. Elle le reçut avec une bienveillance marquée ; mais elle évita d'exprimer son opinion sur cette grave affaire. Elle était donc déjà soulevée cette question qui, dans un avenir peu éloigné,

eos quam severissime monens, ut in hoc proposito constanter permanerent, identidem illud ingeminans *aut nunc, aut nunquam*. » (Ortus et vitæ cursus Johannis Terseri Dalecarli. — Voyez les collections de Nordin.) — Cet homme emporté fut accusé de calvinisme comme Joannes Matthiæ, et destitué en 1664. Charles XI le nomma, en 1671, à l'évêché de Linköping.

[1] « Res ad bellum intestinum spectabant, ad quod non rustici tantum, sed et cives valde erant propensi. E nobilitate ditissimi quique, collectis pretiosissimis thesauris, fugam in totiera meditabantur. » (Terserus, l. c.) — Un bruit semblable arriva de France l'année suivante : « Depuis quinze jours il a couru un bruit à Paris, ce qui me mettait fort en peine. On disait qu'il y avait guerre civile en Suède, sur le sujet du couronnement et du mariage de la reine. » (Duquesne, autrefois officier de la marine suédoise, à C. G. Wrangel, Paris, le 5 mars 1649. — Voyez la *Correspondance de C. G. Wrangel*.)

[2] Érik Benzelius, d'après Nils Bjelke. — Mais ce qu'on ajoute est peu probable, que Magnus-Gabriel de La Gardie s'était chargé, d'après les ordres de la reine, d'écarter le chancelier du royaume à cause de sa résistance à l'élection de Charles-Gustave comme héritier du trône, mais qu'il manqua de courage ainsi que le comte Gustafsson.

[3] « Ex ambobus unum composuimus. » (Terserus) — Nils Skunk dit, dans son autobiographie, qu'il était l'auteur de cet écrit (*Gazette d'Upsala*, année 1777, page 36. Il fut présenté à la reine par l'archevêque Jean Lenæus et par le bourgmestre de Stockholm.

devait opérer une si grande révolution dans la position de la noblesse. Christine ne pouvait qu'en abandonner la solution à d'autres. La diète de 1650, qui avait duré quatre mois, était la plus longue que les annales de la Suède eussent consignées jusqu'à cette époque.

L'avenir de la patrie était avec raison l'objet de craintes sérieuses. Christine n'était pas mariée, et l'hérédité de la couronne n'était pas assurée; plusieurs princes recherchèrent son alliance et sa main : l'électeur Frédéric-Guillaume de Brandenbourg avait repris dans ce but, en 1642, les négociations qui avaient été entamées au temps de Gustave-Adolphe. La régence donna une réponse évasive, et les envoyés ne trouvèrent pas l'occasion de présenter eux-mêmes à la jeune reine, la commission qu'ils avaient reçue de leur maître : elle avait entrepris une tournée dans les provinces, suivant toute probabilité pour ne pas recevoir cette ambassade. Le choix du peuple se prononça en faveur du cousin de la reine, le prince palatin Charles-Gustave[1] : il était né en Suède, où il avait fait ses études. Les grands avaient toujours cherché à abaisser cette maison princière ; et Christine, qui dans son enfance avait promis sa main à son parent, ne sembla pas avoir eu d'inclination pour sa personne, ou elle éprouvait quelque répugnance pour le mariage. Cependant elle avait pris sa résolution au sujet de la succession, et cette résolution était plus importante qu'elle ne paraissait d'abord ; car elle ne comprenait pas seulement l'offre, mais elle renfermait encore le sacrifice d'une couronne. Charles-Gustave nous a transmis le récit de la demande qu'il fit de la main de la reine ; nous lui empruntons les détails suivants : « Dans la soirée du 15 juin 1648, en présence du comte Magnus de La Gardie et de l'évêque Johannes Matthiæ, il se passa ce qui suit entre moi et la reine. Comme j'avais fait observer que j'espérais une réponse catégorique de sa majesté à la proposition de mariage que je lui avais présentée, elle me fit appeler, et me dit, après quelques moments de silence profond, qu'elle voulait en présence de ces messieurs et à la face de Dieu, dire ce qu'elle pensait de moi. Que ce n'était pas par flatterie ni vaines paroles, mais l'expression d'une résolution irrévocablement arrêtée; que quant au mariage elle ne me donnait ni ne m'enlevait l'espérance, mais

[1] Il était court et replet ; c'est pour cela que la reine l'appelait le petit bourgmestre (Voyez *Skand. handl.*, tome III, page 128.)

que bien certainement elle n'épouserait personne que moi, si elle se déterminait pour le mariage ; que si au contraire elle ne m'épousait pas, elle emploierait tous les moyens en son pouvoir pour me faire reconnaître comme héritier de la couronne ; elle ne pouvait rien faire de plus pour me satisfaire. Je gardai un silence absolu ; le saisissement m'empêchait de parler. Sa majesté répéta ce qu'elle venait de dire, ajoutant qu'elle ne s'était laissé influencer par aucune considération qui eût rapport à elle ou à moi, mais qu'elle n'avait consulté que la sûreté et l'intérêt de l'État. Sa déclaration n'avait point d'autre but que de me le persuader. En conséquence elle voulait me confier le commandement dans la guerre, et assurer ainsi mon avenir et celui de la patrie. La conversation devenait extrêmement animée. Je jurai que je n'aspirais qu'à sa main, et que si elle me refusait, je préférais l'indigence à l'honneur qu'elle m'offrait, et que jamais je ne reverrais la Suède. Sa majesté parut très-mécontente de ma réponse, qu'elle qualifiait de fanfaronnade et de tirade de roman : « Dieu, dit-elle, ne vous a pas créé pour végéter dans les petits domaines de votre père en Allemagne, mais il vous ménage une plus haute destinée. » Elle connaissait trop mon ambition pour croire que je me contenterais d'une pareille obscurité. Je répliquai que c'était mon opinion sérieuse : je rappelai à sa majesté la promesse qu'elle m'avait faite aux noces du comte Magnus de La Gardie[1], le 2 mai 1647, de céder, sinon par affection pour moi, du moins pour satisfaire au vœu du peuple ; si j'avais su qu'elle retirât les promesses qu'elle m'avait faites dans notre enfance, je ne serais jamais rentré en Suède[2]. Elle répondit que les promesses de sa jeunesse étaient le fruit de son inexpérience et ne pouvaient la lier aujourd'hui ; qu'elle n'avait pas droit alors de disposer d'une ferme, à plus forte raison de sa personne et d'une couronne ; mais ce qu'elle promettait aujourd'hui, elle saurait le tenir. — Je n'avais jamais eu en vue, dis-je, que le mariage. Je ne voulais pas survivre à sa majesté pour tomber *entre les mains de ces messieurs*[3] ; je ne pourrais jamais m'accorder avec eux, et il me répugnerait de

[1] Marié à la princesse Marie-Euphrosine, sœur du prince Charles-Gustave. Christine avait ménagé cette alliance.

[2] Charles-Gustave, en 1645, s'était rendu en Allemagne, où il servit dans l'armée de Torstenson. Il rentra en Suède 1648 pour prendre le commandement de l'armée suédoise en qualité de généralissime ; c'est à cette occasion qu'eut lieu la conversation que nous venons de rapporter.

[3] Les aristocrates.

souiller mes mains de leur sang : j'aimerais mieux, dans ce cas, n'avoir pas l'espoir de la couronne. — Sa majesté m'assura qu'elle arrangerait l'affaire de telle sorte que je n'aurais pas besoin de verser leur sang ; elle espérait, au contraire, empêcher par mon moyen toute espèce de trouble [1]. »

Plus d'une fois les états avaient prié Christine de se choisir un époux, et les états roturiers avaient exprimé le vœu que sa majesté donnât sa main au prince Charles-Gustave. A la diète de 1649, le 23 février, une députation des états lui présenta une nouvelle proposition où elle était engagée à se décider. Le jour suivant, Christine vint surprendre le sénat par la proposition qu'elle lui fit de choisir le prince comme héritier de la couronne. Il y avait trois ans qu'elle méditait ce projet, parce qu'elle ne pouvait se résoudre au mariage. De grands dangers pour le royaume étaient attachés à la négligence à fixer l'hérédité. Charles-Gustave n'avait pas de droit à la couronne ; mais il était de sang royal et son plus proche parent. Né en Suède et professant la même religion que les Suédois, il connaissait leurs mœurs, leurs lois et leur langue ; il était aimé de tout le monde, par son affabilité et ses qualités éminentes ; il avait donné des preuves de son grand courage, en combattant les ennemis de la patrie : aucun intérêt étranger ne l'empêcherait de se dévouer tout entier à elle. Le sénat pour toute réponse garda un silence profond. Enfin la presque totalité des membres s'opposa à ce projet ; on objecta qu'il était très-dangereux de fixer ce point du vivant de la reine, surtout lorsque son successeur n'était pas son époux. L'hérédité indécise était un grand mal, mais celle qui pouvait être une source de contestations en était un plus grand encore. On avait fait en Suède une expérience assez sanglante des guerres civiles soulevées par les prétentions des membres de la famille royale. Le souvenir d'Érik et de ses frères, de Charles et de Sigismond était encore vivant ; Gustave-Adolphe et Charles-Philippe eux-mêmes avaient jeté dans les esprits un ferment d'agitation dont on ne pouvait calculer les suites, quand Dieu appela à lui l'un des deux princes. Si le comte palatin était déclaré héritier du trône sans espoir d'obtenir la main de la reine, il fallait qu'il épousât une autre princesse ou qu'il restât célibataire. Dans le premier cas, en supposant que la reine vînt à se marier, il pourrait se trouver deux familles qui

[1] Adlersparre, *Historiska Samlingar*, tome II, page 219.

se disputeraient la couronne ; dans le second cas, l'hérédité était encore remise au hasard, et le comte palatin, s'il mourait avant la reine, se verrait contraint, par sa position, d'assurer la couronne à sa famille, peut-être à son frère. On souhaitait toute sorte de bonheur à Charles-Gustave, mais avant tout la main de la reine. On finissait en la priant de tenir la parole qu'elle avait autrefois donnée au prince. Christine répondit qu'elle avait promis seulement de n'en épouser jamais d'autre que lui. Elle avait résolu, pour assurer la tranquillité du royaume, de faire élire son successeur, et personne ne devait s'étonner que son choix tombât sur un prince que les états avaient jugé digne d'être son époux. On pouvait éviter le retour des anciens troubles en ne lui donnant pas de duché. On s'anima des deux côtés, et il était d'autant moins facile d'arriver à un résultat par des argumentations, que chacun pressentait que derrière la résolution apparente de la reine, il y avait autre chose qui devait servir à l'expliquer sans qu'elle eût besoin de le dire : elle voulait imposer et elle réussit. Cette jeune femme voulait essayer son influence sur des hommes d'État et des guerriers blanchis sous le poids des affaires et des armes, devant lesquels l'Europe avait tremblé, et elle les réduisait au silence par les accusations les plus hardies : « Elle voyait bien, disait-elle, que le sénat voulait rétablir le royaume électif et le pouvoir de l'aristocratie en Suède. Les plans du drots et du chancelier, les espérances des familles d'Oxenstjerna et de Brahe n'étaient plus des secrets. » On lui objectait les troubles qui naîtraient de la rivalité des princes héréditaires. Valait-il mieux que la couronne fût une pomme de discorde entre leurs enfants? « Proclamez de suite Charles-Gustave comme héritier de la couronne, ajouta-t-elle ; car si je meurs auparavant, j'affirmerais bien qu'il ne montera jamais sur le trône. »

Torstenson ayant fait observer que le prince ne se marierait probablement pas s'il n'obtenait la main de la reine, celle-ci répondit : « Il n'y a pas de danger ; l'amour ne brûle pas pour un seul objet, et la couronne est une jolie fille [1]. »

Quelques jours plus tard, le 28 février, la reine fit la même proposition aux députés des trois états roturiers. Elle répondit aux instances pressantes qu'ils lui faisaient de se marier : « Vous n'en saurez rien avant d'avoir pris un parti sur la question de la succession. » Le ma-

[1] Voyez Puffendorf et Arkenholtz.

réchal de la diète voulut connaître la décision du sénat. Celui-ci ne pouvait avoir d'autre opinion que celle qu'il avait exprimée jusqu'alors. La reine n'en fit pas moins exécuter sa volonté. Le 10 mars 1649, les états et le sénat déclarèrent que, convaincus par les raisons de sa majesté, ils choisissaient pour héritier du trône le comte palatin Charles-Gustave, dans le cas où la reine mourrait sans postérité [1]. Ce ne fut que le jour suivant qu'Axel Oxenstjerna, qui s'était abstenu de prendre une part ouverte aux délibérations, se décida, non sans faire de grandes difficultés, à signer le décret. La reine le lui avait fait remettre par le chancelier de la cour, Tungel, qui nous en a laissé le récit [2]. Il dit, entre autres choses: « Si mon tombeau s'ouvrait à l'instant même et qu'il dépendît de moi de mourir ou de signer cet acte, je choisirais la mort. » Le vieil homme d'État soupçonnait, et avec raison, que si Christine choisissait son successeur au trône, c'est qu'elle avait envie d'en descendre. Il ne tarderа pas d'être évident pour tous que tel était le but. La reine, à la diète de 1650, affermit son œuvre par une déclaration des états sur l'hérédité de la couronne, acquise à la postérité de Charles-Gustave. Le 20 octobre, elle célébra son couronnement avec une pompe jusqu'alors inconnue en Suède; un an après, elle annonça sa résolution de déposer la couronne. L'histoire atteste qu'elle avait pris cette résolution dès 1648 [3].

Nous avons dit que l'abdication de Christine avait été déterminée en partie par des considérations politiques, en partie par des motifs personnels : nous avons développé les premières ; nous ne nous étendrons sur les dernières, qui ont rapport à sa vie privée, qu'autant que nous le permettent les bornes de cet ouvrage. Nous commencerons par quelques courtes considérations sur la civilisation de ce siècle, et son influence sur la Suède. L'Écriture sainte et l'ancienne Rome

[1] Stjernman, *Riksdagars och mötens beslut*, tome II, page 1105.
[2] Dans Adlesparre, l. c.
[3] Lettre du ministre français Chanut, à la reine, en réponse à la notification de son abdication (La Haye, 2 mars 1654) : « Mon seul partage dans le grand dessein de votre majesté, puisqu'elle veut bien que l'on sache qu'elle a eu la bonté de me le communiquer, est de témoigner partout où je serai que la première et plus forte considération qui a porté votre majesté à former cette pensée, a été le bien de ses sujets et la sûreté de son État, en prévenant les confusions et les partialités difficiles à éviter après les decès des princes souverains, qui sont considérés comme les derniers de la maison royale. C'est le motif qu'il plut à votre majesté de me découvrir *il y a six ans.* » (Arkenholtz, l. c., page 399.)

furent les deux sources principales d'où jaillit cette civilisation et qui acquirent, pour ainsi dire, une nouvelle fraîcheur après la chute de la hiérarchie romaine, qui les cachait l'une et l'autre. De ces éléments hétérogènes se formèrent dans les esprits les plus élevés un ensemble intéressant, une tendance puissante, à la fois politique et religieuse, dont les représentants les plus distingués étaient dans le monde savant Grotius, et dans le monde politique Gustave-Adolphe. Ce fut la passion de ce roi pour les écrits de Grotius qui le porta à offrir un asile à ce savant, persécuté, et banni de sa patrie. Oxenstjerna s'acquitta à cet égard du devoir que la mort avait empêché Gustave-Adolphe de remplir [1]. Le chancelier appartenait à la même école politico-religieuse : il aimait à lire la Bible [2] ainsi que les anciens auteurs romains. Ses écrits politiques portent l'empreinte de ces lectures ; on la remarque également dans plusieurs membres du gouvernement et du sénat, par exemple chez le droit du royaume Pierre Brahe le cadet, comme nous l'avions déjà observé dans son aïeul [3]. Au reste, on a si souvent préconisé, dans ces derniers temps, les savants des siècles passés pour leur savoir profond, qu'il faudrait admettre que cette civilisation était presque générale. Nous ne voyons pas ainsi les choses. La connaissance de la langue latine tenait au système d'instruction suivi à cette époque, parce que cette langue, jusque-là, était celle qu'avait adoptée la diplomatie européenne. Ce fut pour cela que le gouvernement, par une décision royale, décréta qu'il serait répondu en latin à quiconque lui adresserait un écrit dans cette langue, et en suédois à tous ceux qui en emploieraient une autre. Un plus vaste savoir, comme celui de Jean Skytte ou celui d'Axel Oxenstjerna, rentrait dans les exceptions. Mais nous avons remarqué que ce qui imprime à cette époque un cachet de grandeur, c'est que chacun recherchait la gloire en favorisant les progrès des lumières : une tendance commune vers un but élevé, vers les trésors les plus nobles de

[1] Grotius s'était d'abord réfugié en France ; il fut envoyé plus tard à Paris, en qualité d'ambassadeur, par Gustave-Adolphe, qui le conserva dans ce poste malgré le mécontentement jaloux qu'en éprouvait Richelieu. Christine le rappela à son avénement au trône. Il mourut en revenant en Suède, en 1645. Il disait qu'il se trouvait plus honoré de l'amitié d'Oxenstjerna que de l'ambassade qu'on lui avait confiée : « Oxenstjernæ amicitia me speciosiorem quam ipsa legatione censeo. »

[2] On trouve dans la bibliothèque d'Upsala des proverbes et des observations écrits par lui.

[3] Voyez ci-dessus.

l'humanité, honore le protecteur et le protégé. Pour rehausser l'homme, il faut qu'il sente quelque chose au-dessus de lui. Ainsi chaque orgueil a son humiliation, et c'est en le reconnaissant qu'il acquiert quelque noblesse. L'enseignement dans les écoles sorties du siècle de Gustave-Adolphe et de Christine, était fondé sur la théologie et le latin. C'est alors que commencent à briller les premiers noms qui, en Suède, se sont distingués dans les lettres ou dans les sciences: Stjernhjelm, à la fois philosophe, géomètre, linguiste et poëte; Stjernhök, le père de la jurisprudence suédoise. Parmi les savants étrangers appelés en Suède, Loccenius et Scheffer acquirent une grande illustration.

Ce tableau a aussi ses ombres. On remarque dans presque toutes les directions, une influence étrangère: c'était une conséquence de la situation politique. Mais comme l'extension rapide de la force politique était privée du secours d'une consistance suffisante à l'intérieur, les éléments de la civilisation étrangère ne jetèrent pas d'assez profondes racines; ce ne fut que plus tard que la Suède eut un fond indépendant propre à la culture de la science et de l'art, et qu'elle dirigea son attention non plus sur l'étranger, mais sur elle-même. L'étranger apportait plutôt la confusion que le progrès, et cette confusion n'est pas moins apparente dans les mœurs et les opinions, que dans la situation politique; elle est plus évidente encore dans la langue, mélange barbare de latin, d'allemand et de français, avec des expressions comme celles qu'on pourrait signaler dans les documents dont nous avons cité des extraits. Christine, dont l'esprit était porté vers la nouveauté, appela les savants de toutes les parties de l'Europe: ils arrivèrent en foule, chargés de trésors de philologie et d'antiquités, sciences alors à la mode; ils étalèrent leur savoir, élaborant des dédicaces ou des panégyriques, où toutes les ressources de la langue des Romains se convertissaient en un encens enivrant qu'on faisait respirer à la reine; ils présentèrent leurs livres et reçurent leur récompense et leur congé. Nous ne savons pas ce que leur nom a de commun avec l'histoire de Suède; comme exception, nous en nommerons un, bien supérieur aux autres: c'est le fondateur de la philosophie moderne, le grand Descartes. Son ami Chanut l'avait fait inviter, en 1649, à se rendre à la cour de Suède, où la reine le reçut chaque jour pendant deux mois, à cinq heures du matin, dans sa bibliothèque. Descartes mourut à Stockholm le 1er février 1650. On ne saurait dire quelle influence la profondeur de sa philosophie exerça

sur l'esprit de Christine, quoiqu'on ait prétendu que ce fut dans ces conversations qu'elle puisa son goût pour le catholicisme. Ce qu'il y a de certain, c'est que ce ne fut pas du sein des tourbillons et du doute philosophique, mais de celui de la légèreté et de l'athéisme, que Christine se jeta dans le giron de l'église romaine [1]. L'époque de l'indifférence chez la reine, préparée par quelques philologues, fut signalée par l'exclusion des savants, et par le crédit du médecin Bourdelot [2]. Celui-ci ayant réussi, il le croyait du moins, à sauver Christine d'une grave maladie [3], lui conseillait de prendre plus de distraction ; mais il lui inspira en même temps son mépris pour la religion. Il jouit pendant quelque temps si exclusivement de la faveur de cette princesse, que toutes les grâces qu'elle accordait étaient distribuées par lui, et que l'étoile brillante de La Gardie elle-même commença à pâlir [4]. Une vie indépendante sous un beau ciel, tel était le rêve de Christine quand elle crut son rôle politique fini ; et dès 1652, les voyageurs suédois en Italie ouvrent dire qu'on l'y attendait [5].

Nous avons dit que la première proposition de la reine relativement à son abdication eut lieu le 25 octobre 1651. Elle résista ferme-

[1] N'en déplaise à l'auteur, il y a là absurdité. Que par légèreté on change de religion, cela se conçoit ; mais que l'athéisme conduise au catholicisme, c'est impossible. L'athée s'arrangerait plutôt du protestantisme, qui est bien plus commode pour les passions. (*Note de l'éditeur.*)

[2] « Rumor est etiam suecicam viris doctis non amplius patere et sperni illic litterarum studia idque culpa Nebulonius cujusdam (Bourdeloti) qui Sereniss. reginæ animum a seriis studiis ad ludicra et loonia traduxerit. (Valesius à Heinsius, 1650. — Voyez Arkenkoltz, l. c., tome I, page 238.)

[3] La reine, après avoir quitté la Suède, s'exprime ainsi dans une lettre à Bourdelot : « N'ayant pas oublié que c'est à vous, après Dieu, que je dois la vie, à vous qui m'avez guérie en Suède. » (Arkenholtz, chap. 4, page 23). — Le régime que Bourdelot avait prescrit à Christine, et qui se trouve consigné dans cet auteur, prouve qu'il ne manquait pas de connaissances dans son art.

[4] Vossius écrivait à Heinsius, le 1er janvier 1653 : « Bourdelotius ne ipso quidem Jove sese minorem existimabat. Solus omnia istic terrarum potest. Mensam habet instructiorem, quam habet ipse comes Magnus, vel alius quispiam magnatum in hoc regno. Is vero comes longe minori est in gratia. Bonus iste vir (Bourdelotius) non tam clanculum, quin facile omnes animadvertant, docet et profitetur istæ atheismum. » (Arkenholtz, l. c., page 270.) — Montecucoli, dans la relation de son séjour à la cour de Suède, en 1654, dit que Christine ne faisait pas mystère de son incrédulité : elle lui avait fait entendre qu'elle ne croyait pas à l'immortalité de l'âme.

[5] Voyez la biographie d'Édouard Ehrensten, dans *Anekdoter om Namnkunniga Swenska män*, 5 *styck.*, page 30.

mant aux propositions du sénat; mais lorsque le vieux chancelier, à la tête d'un comité des états, qui étaient alors assemblés, la conjura de renoncer à son projet, elle céda. Il paraît qu'elle en avait ajourné l'exécution pour être à même d'observer encore pendant quelque temps la marche des événements. Sa volonté, quant à la transmission de la couronne à Charles-Gustave, avait vaincu toutes les résistances; mais elle ne paraît pas avoir assez observé la nature de ses alliés; elle voulait que son abdication, faite dans une entière liberté, fût entourée d'un éclat réel. Le bruit se répandit qu'on s'opposerait à cette pompeuse manifestation, et qu'un parti était déjà tout formé pour l'y contraindre si ello tardait. Les découvertes et les investigations incomplètes provoquées par l'imprudent écrit du jeune Messénius, au mois d'octobre 1651, firent élever des soupçons sur les auteurs des intrigues des diètes de 1649 et 1650, et surtout sur le sénateur Benoît Skytte, celui de tous les sénateurs qui avait fait le plus ouvertement scission avec ses collègues, et qui s'était éloigné dans l'attente d'une révolution [1]. D'après les premiers rapports qui lui furent faits, Christine s'attendait à une sédition, et son courage lui conseilla d'attendre qu'elle éclatât, pour faire arrêter les conjurés [2]. Ello changea d'opinion, et il

[1] Il avait hérité des opinions démocratiques de Jean Skytte. Dans un entretien avec Charles-Gustave, il s'étendit en éloges sur les républiques de la Grèce. Le roi lui répondit : « Ces républiques se détruisirent par les dissensions; elles ne furent jamais tranquilles et jamais heureuses. Les brouillons qui voulaient dominer en profitèrent. Les Lacédémoniens avaient une espèce de rois que je regarde comme les bouffons des démagogues. » (Voyez *Skand. handl.*, tome IX, page 138.)

[2] Le complot de Messenius était plus sérieux qu'on ne le voulait croire. La reine en apprit la nouvelle au moment où elle allait se mettre au lit. Bientôt après, le grand gouverneur Herman Fleming vint pour le lui annoncer; mais il avait été devancé par un traître du parti de Messénius. La reine regardant tranquillement Fleming : « Tout ce que vous dites, monsieur Herman, est bien vu; mais que pensez-vous du prince héréditaire? Car j'en sais peut-être plus que vous. Je suis informée qu'ils lui ont communiqué leurs infâmes projets. Vous qui êtes lié avec lui, qu'en pensez-vous? » M. Herman répondit : « C'est possible, mais ce dont je suis certain, c'est que S. A. R. le prince héréditaire ne mord pas à l'hameçon. » La reine alors reprit : « Pour prendre tous les conjurés, il faut les laisser faire et monter sur le théâtre avant de baisser le rideau, afin de pouvoir les arrêter tous. Il est vrai que la lutte peut être vive; mais avec mes soldats, je n'en crains pas l'issue. » Le baron Fleming eut toutes les peines du monde à faire abandonner à la reine ce moyen extrême. Il lui assura qu'elle saurait tout, et que le complot serait étouffé sans bruit. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que la lettre où le prince raconte les projets de Messénius mit autant de temps à parvenir à la reine qu'il en fallut à un exprès envoyé en Öland pour en rapporter la réponse. (Voyez *Skand. handl.*, tome IX, page 107.)

paraît même qu'elle ne voulut pas tout savoir. L'écrit dont nous venons de parler, et dont l'auteur fut découvert de suite, était un pamphlet dirigé contre la reine, contre l'ancienne régence et contre le favori Magnus de La Gardie : on y engageait le prince héréditaire à prendre les rênes du gouvernement. Dans ce cas il pouvait, puisqu'il était, même sans élection, le plus proche héritier de la couronne, compter sur la jeune noblesse et sur le concours des états roturiers. Charles-Gustave, qui était en Öland, envoya immédiatement l'écrit diffamatoire à la reine ; il était, autant par prudence que par reconnaissance, loin d'approuver ces intrigues. Les deux Messénius, père et fils, furent décapités ; ainsi s'éteignit cette famille malheureuse, qui avait produit des hommes éminents ; le grand-père était mort après vingt ans de captivité. Terserus ; le bourgmestre de Stockholm, Nils Nilsson ; le secrétaire du magistrat, Skunk, et Benott Skytte, furent accusés de participation au complot, et acquittés ; mais le bourgmestre fut obligé de fournir caution. La reine ordonna la destruction du dossier. Elle eut le courage de convoquer les états, en 1652, sans dire un mot de son abdication ; et comme les différends avec la Pologne, le Danemarck et l'empire rendaient la position périlleuse, elle obtint encore trois conscriptions pour remplir les cadres de l'armée et équiper la flotte ; on lui accorda aussi une augmentation d'impôts, et la noblesse se chargea d'une conscription particulière [1].

Christine, par sa conduite pendant le reste de son règne, parut ne vouloir pas laisser de regrets. La dissipation allait croissant : les dotations se multipliaient à l'infini. On commença à employer en tête des actes de dotation des biens, la formule : « En cas qu'ils ne soient pas encore donnés, ou en cas qu'ils appartiennent encore à nous et à la couronne. » On ajouta à d'anciennes dotations, ce qu'on appelait des *améliorations* sous différentes dénominations plus ou moins étranges [2]. Les secrétaires de la chancellerie en disposaient. Le 13 avril 1651, un secrétaire fut décapité sur la place de Normalm pour avoir vendu quarante-deux fausses lettres de dotation et d'exemption. Il n'y avait déjà plus depuis longtemps de comtés et de baronnies pour le grand nombre de nominations qui avaient lieu [3]. Christine, pendant son

[1] L'ancien impôt du bétail.

[2] *Conditional forbattring* et *provisional conditions forbattring*, termes qui n'ont aucun sens. (Voyez les *Archives du royaume*, page 1653.)

[3] Voyez *Handlingar till Skandin. historien*, tome XX, page 314.

règne, a augmenté la chambre des nobles de huit comtes, vingt-quatre barons, et quatre cent vingt-huit nobles de nouvelle création. On comptait au nombre de ces derniers le tailleur de la cour, John Holm, qui prit l'orgueilleux nom de *Leyonkrona* [1]; il fut nommé en même temps intendant de la cour. C'était un homme riche, mais il fut obligé de quitter son emploi lorsque le baron Clas Baner refusa de servir avec lui : « C'est de cette époque, dit un récit du temps [2], que date la décadence des bonnes et anciennes mœurs. » La jeunesse commença à vouloir prendre le pas sur la vieillesse. La religion fut traitée avec une indifférence et une légèreté jusqu'alors inconnues. Quelques-uns crurent faire preuve d'esprit en ridiculisant la piété, et s'ils mettaient le pied dans le temple, ce n'était que pour la forme. Sur la fin, la reine elle-même en vint à ce point : « L'orgueil était le trait dominant du caractère de la jeune reine ; les plaisirs du vin et de la débauche étaient des coutumes qu'avait laissées la guerre de trente ans et qui étaient venues de l'Allemagne. Il s'y mêla une galanterie chevaleresque qui donna une teinte de noble gaieté à la vie. Les dames étaient les divinités du jour. » L'envoyé de Cromwell, Whitelocke, qui conclut au nom du protecteur, en 1654, une alliance avec la Suède, vit avec horreur, pendant le séjour de la cour à Upsala, de jeunes seigneurs se livrer au désordre un dimanche et finir par boire, à genoux sur la place publique, à la santé de la reine [3]. Tout le temps se passait en fêtes et en ballets, dans lesquels la reine dansait elle-même, en courses (*ringränningar*) [4]. Il s'écoulait des mois sans que la reine assemblât le conseil ; elle disait qu'elle croyait voir le diable quand les secrétaires d'État lui apportaient des papiers à signer. La cour était remplie de danseurs, de chanteurs et de comédiens [5]. Des

[1] *Couronne de lion.* Ce fut par suite de cette sottise que Charles XI défendit de prendre le nom de *Couronne* ou d'introduire une couronne dans ses armes sans la permission du roi.

[2] *Handlingar till Skand. historien*, tome IX, page 100.

[3] Voyez Whitelocke's Daybook, relativement à son ambassade.

[4] « Nous sommes tellement absorbés par les ballets et les courses, qu'il nous est impossible de nous occuper de quelque chose de sérieux. » (Voyez *Skand. handlingar*, tome XX, page 322.) — L'ordre d'Amaront fut créé, en 1653, pour quinze personnes des deux sexes, avec la devise : « *Dolce nella memoria.* » Pimentelli fut le premier chevalier de cet ordre. On a cru voir dans le nom de l'ordre une allusion à celui du lieu de sa naissance, Amarante, en Portugal.

[5] « Nous attendons une vingtaine d'Italiens qui nous arrivent par le Danemark,

jésuites prirent ce déguisement pour s'insinuer auprès de la reine et travaillèrent à sa conversion. Celui qui en vint à bout était un nouveau favori, don Antonio Pimentelli, homme doué de qualités éminemment aimables, qui arriva en Suède, comme ambassadeur d'Espagne, en 1652. Il vivait dans l'intimité la plus étroite avec la reine, habitait le château et passait avec elle une partie des nuits, jusqu'à trois et quatre heures du matin. Cette nouvelle faveur fut partagée par le comte de Tott, beau jeune homme, récemment revenu de ses voyages, et qui fut fait sénateur par la reine, à l'âge de vingt-trois ans [1]. Elle le voulait faire duc, parce qu'il descendait par sa mère du roi Eric XIV. Cette nomination n'eut pas lieu, à cause qu'Oxenstjerna et Brahe, à qui la reine offrait la même dignité, la refusèrent. La jalousie excita les plaintes de La Gardie ; il dénoua le comte de Tott, l'écuyer de la cour baron de Steinberg [2] et le baron Schlippenbach, comme ayant dit que la reine l'accusait d'infidélité et de malversation. Tous trois déclarèrent en sa présence ses allégations calomnieuses, sans qu'il osât leur en demander raison. Christine ne put jamais lui pardonner, et toute sa vie elle ne parla de lui qu'avec mépris. La prodigalité produisit ses effets accoutumés : deux fois la cuisine de la reine avait été fermée par défaut d'argent. Ce n'était pas la peine, dans un tel état de choses, de renouveler les ordonnances relatives à la balance des recettes et des dépenses, ni de faire faire au vieux chancelier, en 1653, le travail pénible d'un aperçu sur l'administration financière du royaume. Le mécontentement du pays était parvenu à un point dangereux : « Ne venez pas ici, écrivait la mère de La Gardie à son fils, de son comté en Westrogothie, le 7 mars 1653 ; sur toute la route, les paysans sont en sédition, et à Blixberg, celui qui travaille à la corvée et se distingue par sa grande barbe rouge, a dit que le peuple n'attendait qu'une occasion pour massacrer tous les nobles [3]. » Charles-Gustave, qu'on avait complétement oublié, mais qui avait l'œil ouvert sur les événements, écrivit qu'il n'osait aller visiter son père, parce que le peuple se rassemblait partout sur les

la plupart comédiens, danseurs et musiciens. » (Voyez *Skand. handl.*, tome XX.)

[1] Le sénat comptait quarante-six membres.

[2] Steinberg avait gagné les bonnes grâces de la reine en lui sauvant la vie, lorsqu'en visitant la flotte, le 14 mai, elle tomba à la mer avec l'amiral Flemming. D'autres disent qu'elle fut sauvée par l'amiral Wachtmeister.

[3] Voyez *Skand. handl.*, tome XVI, page 372.

chemins, et accourait dès qu'il se montrait, pour lui demander son appui dans ces temps difficiles[1].

Le 11 février 1654, la reine convoqua le sénat à Upsala et lui communiqua sa résolution, irrévocablement arrêtée, de disposer de sa couronne pour la mettre sur la tête du prince héréditaire. On lui fit les objections habituelles. Le chancelier du royaume lui dit à la fin : « Si cela doit arriver, le plus tôt sera le mieux » Les états furent aussi convoqués à Upsala pour le 21 mai. Christine employa l'intervalle qui s'écoula jusqu'à cette époque, pour convenir avec Charles-Gustave, par l'intermédiaire de Herman Fleming et de Stjernhök, de l'apanage qui lui serait accordé pour l'avenir. Les états lui donnèrent les îles de Gothland, d'Öland et d'Osel, la ville et le château de Norrköping, Wolgast, avec plusieurs possessions en Poméranie, Poel et Neukloster, près de Wismar, donnant un revenu de 240,000 thalers. On ne tint pas compte des dotations dont était grevé cet apanage, ce qui donna lieu à des explications très chaudes entre le sénat et la reine. Dans ses terres, elle avait droit de nommer des gouverneurs, des préfets et d'autres employés, ainsi que des curés dans les paroisses où leur nomination appartenait à la couronne; mais ces derniers devaient être Suédois et de la communion protestante. Elle et ses employés jugeaient en première et en seconde instance : quant à elle-même, elle ne devait compte à personne de ses actions. Le riksdrots, comte Pierre Brahe, rapporte ainsi les circonstances de l'abdication[2] : « Le 6 juin, au matin, la reine fit sa renonciation. C'était un acte bien déplorable. La reine sortit de sa chambre, la couronne sur la tête, le globe et le sceptre dans la main, vêtue du manteau du couronnement sur une robe de soie blanche. Elle fit un discours auquel Schering-Rosenhane répondit en termes appropriés à la circonstance. Puis la reine déposa l'un après l'autre les attributs de la royauté, descendit du trône, s'adressa au prince héréditaire, qui devait être couronné immédiatement roi de Suède, lui recommandant les intérêts du pays, glissant un mot d'éloge pour chaque état et en particulier pour ses tuteurs; elle lui donna des conseils d'un ton tou-

[1] « Ayant quelque scrupule de traverser, par le temps qui court, le pays pour y être accablé de questions et de propositions du menu peuple, qui me cherche partout » (Charles-Gustave à son père, le 14 mars 1652.) Le vieux comte palatin Jean-Casimir mourut au château de Stegeborg, le 6 juin 1652.

[2] Journal du comte Pierre Brahe, page 92.

chant et solennel. Sa majesté avait fini : elle parlait bien et avec facilité ; plusieurs fois son émotion avait été sur le point de se trahir par des larmes. Des hommes et des femmes ne purent retenir les leurs lorsqu'elle dit que sa famille et son règne allaient s'éteindre avant que Dieu y eût mis un terme. Elle était belle comme un ange. Le roi répondit avec dignité et reconnaissance. Elle voulait qu'il montât de suite sur les degrés du trône, mais il s'y refusa. On quitta la salle ; Christina voulut suivre le roi dans sa chambre : il n'y consentit pas, et l'accompagna. A deux heures après midi, Charles-Gustave fut couronné. Il était à cheval ainsi que les sénateurs qui l'accompagnaient[1]. Le jour suivant, Christine quitta Upsala et ne s'arrêta que quelques jours à Stockholm, où elle se confessa publiquement. Douze vaisseaux de guerre avaient été équipés et l'attendaient à Kalmar pour la transporter en Allemagne; mais elle prit la route d'Halmstad et passa le Sund. Quatre Suédois seulement la suivirent : elle avait congédié les autres. Parvenue à un petit ruisseau qui servait alors de frontière entre le Danemarck et la Norwége, elle descendit de voiture et sauta sur la rive opposée en disant : « Enfin je suis libre et hors des frontières de la Suède, où j'espère bien ne jamais rentrer[2]. »

Christine disparut ainsi comme un météore, de l'horizon politique de la Suède. Axel Oxenstjerna descendit bientôt après dans la tombe[3] en soupirant : « C'est cependant la fille du grand Gustave ! » Ce qu'on apprit d'elle plus tard, sa conversion d'abord secrète, puis publique à la foi catholique[4], acheva de la rendre tout à fait étrangère à son ancienne patrie. Elle la visita cependant en 1660 et en 1667 ; elle renouvela ses prétentions et son abdication, comme en 1668 elle se présenta à l'élection pour la couronne de Pologne. Il serait aussi impossible que futile d'expliquer les motifs de la conduite de Christine. Les savants de l'Europe continuèrent seuls à se reconnaître volontairement ses sujets. Les écrits qu'elle nous a laissés consistent en grande partie en pensées et en maximes : ils prouvent que dans un âge avancé, elle conserva une âme ardente et impétueuse, qui cherchait en tout

[1] La reine avait fait emballer les tapis et les meubles, de sorte qu'on fut obligé d'emprunter tout ce qui était nécessaire pour le couronnement de Charles-Gustave.

[2] Voyez Arkenholtz, tome I, page 420.

[3] Le 28 août 1654.

[4] L'abjuration eut lieu à Bruxelles, le 24 décembre 1654, et la conversion à la foi catholique, à Inspruch, le 3 novembre 1655.

ce qu'il y avait de plus élevé et de plus épineux, et qui cependant finit par se soumettre à sa destinée. Elle a payé de sa renommée le mépris qu'elle montra pour les vertus de son sexe [1] ; elle valait cependant mieux que sa renommée.

[1] Frédéric de Raumer, dans son *Histoire de l'Europe*, depuis la fin du quinzième siècle, a prouvé, par le peu de lignes qu'il a consacrées à Christine, qu'il aime le scandale, et il l'a trop prodigué dans son récit pour que nous essayions de le réfuter.

HISTOIRE DE SUÈDE

DEPUIS 1654 JUSQU'A 1809

CHAPITRE PREMIER.

Éducation de Charles X Gustave, son mariage. — Différends avec Brême. — Guerre de Pologne; alliance avec le grand électeur. — L'Autriche se déclare pour la Pologne.

Charles X Gustave, comme nous l'avons vu, était fils de Jean-Casimir, comte palatin de Kleeburg, et de Catherine, fille de Charles IX et sœur de Gustave-Adolphe. Son père vivait en Suède, éloigné de ses possessions, pour être à l'abri de la guerre de trente ans, qui commençait alors à étendre ses ravages sur les fertiles contrées de l'empire, et à atteindre la liberté de conscience des protestants. Il jouissait de toute la confiance de son beau-frère, qui lui remit d'abord la direction des finances du royaume et ensuite celle de la guerre. La princesse Catherine était douée de brillantes qualités et entourée de l'affection du peuple. Leur fils naquit le 24 novembre 1622, au château de Nykoping. Le grand Gustave avait le pressentiment des destinées futures du jeune prince. Un jour qu'il le tenait entre ses bras, il dit à sa sœur : « Cet enfant montera un jour sur mon trône. » Il passa ses premières années avec ses parents à Skenäs ou à Stegeborg, et termina ses études sous les plus habiles maîtres à Upsala, dans la maison et sous la surveillance de l'archevêque Lenœus. En 1638 il fit un voyage en France par le Danemarck et la Hollande, et il rentra dans sa patrie en 1642.

La guerre de trente ans était encore loin d'être terminée. Les armes de la Suède avaient reçu un coup funeste par la mort du célèbre Baner; mais Torstenson, qui le remplaça, le surpassa bientôt par ses victoires, et par la rapidité avec laquelle il porta la guerre au cœur de l'Allemagne, aux extrémités de la péninsule cimbrique, et, de là, sur les bords du Danube. Charles-Gustave l'accompagnait : ce fut sous ce grand maître qu'il fit ses premières armes; il assista à la bataille de Jankou, où il eut ses habits percés de balles. A son retour en Suède, la reine l'envoya comme généralissime en Allemagne; mais la paix qui survint ne lui permit pas de donner l'essor à son ambition guerrière : il resta cependant deux ans dans l'empire pour régler les intérêts de l'armée, composée en partie d'étrangers et qui devait être licenciée.

Il aspirait à la couronne de Gustave-Adolphe, en épousant sa fille : elle lui avait promis sa main dans les jours de leur enfance ; mais elle oublia cet engagement, ce qui ne l'empêcha pas toutefois de lui ouvrir le chemin du trône en le faisant nommer prince héréditaire. Les grands de Suède et le sénat en particulier, y compris Oxenstjerna, n'aimaient pas la maison de Deux-Ponts : soit dans des vues d'ambition, soit par amour pour les souvenirs de Gustave-Adolphe, ils eussent voulu que Christine perpétuât sa race en se mariant. Charles-Gustave, à son retour, vit cette malveillance s'accroître à mesure qu'il paraissait approcher du but de ses espérances; d'un autre côté, il craignait d'être enveloppé dans le mécontentement qu'excitaient les extravagances du règne de Christine, ou d'éveiller les soupçons de cette princesse : il se retira donc, loin de la cour, loin de toute intrigue, dans une île de la Baltique, se livrant à l'agriculture, à l'étude et à l'intimité de quelques amis, parmi lesquels nous remarquons surtout le général Wirz, qui devait prendre une place si honorable dans les guerres qui suivirent. Ce fut au château de Borgholm, dont l'île d'Öland a conservé de si belles ruines, à quatre lieues du continent suédois, qu'il passa de son propre aveu les plus heureuses années de sa vie. Ce fut là que Christine l'envoya chercher pour lui donner son sa main, mais sa couronne. Il la reçut avec l'effusion de reconnaissance qui était dans la nature de sa grande âme et dont il lui donna des preuves, même avant qu'elle quittât son royaume. Elle avait élevé son écuyer Steinberg à la dignité de comte. La haute noblesse refusa de reconnaître celle distinction que Steinberg n'avait méritée par aucun service

signalé et qu'il ne devait qu'à la faveur. Charles-Gustave fit dire à la noblesse, qui était sur le point de prêter entre ses mains le serment de fidélité, qu'il ne le recevrait qu'après qu'elle aurait rempli le dernier vœu de celle qui venait de descendre du trône. Cet acte révélait dans le jeune roi la fermeté qu'il devait déployer à un si haut degré dans le cours orageux de son règne. La noblesse ne tarda pas à céder.

Le royaume dont Charles-Gustave prenait le gouvernement avait imprimé le respect aux puissances étrangères, par les victoires qu'il avait remportées pendant la guerre de trente ans et la crainte que ses guerriers inspiraient encore, mais il était aussi l'objet de leur haine et de leur jalousie. A l'intérieur, le trésor était épuisé et les châteaux royaux tellement démeublés que Charles-Gustave fut obligé d'emprunter ce qui était nécessaire à son couronnement et à ses noces. Il est vrai que les accessions de territoires dues à la paix de Westphalie avaient accru les revenus; mais la prodigalité et le faste de Christine avaient tout absorbé, et les domaines aliénés en dotation, avaient privé la couronne des moyens légaux de pourvoir aux besoins de l'État, sans imposer au peuple de nouvelles contributions. Ce qu'il y avait de plus fâcheux était l'esprit de discorde qui commençait à fermenter dans les états et à s'agiter d'un bout du royaume à l'autre. Ce furent ces dissensions, que Christine avait, pour ainsi dire, soulevées elle-même, qui la portèrent peut-être à précipiter son abdication. Nous avons vu comment l'opposition s'était formée contre l'administration d'Axel Oxenstjerna; dans son principe elle s'élevait moins du sein des états rotariers que du corps de la noblesse, qui s'était ralliée autour de la maison palatine. La plupart des nobles, jaloux de la puissance des anciens sénateurs et des membres de la régence, excitaient les états roturiers contre ces derniers pour leur imposer; mais les hommes de l'opposition roturière ne voulurent entrer dans la lutte que par les brèches que la noblesse ouvrit dans ses propres rangs. Dans tous les temps, l'ambition de cette caste a fait naître dans son sein des divisions qui ont causé la ruine de sa puissance. Il est vrai que nous n'en voyons pas les suites pendant le règne de Christine ni même pendant celui de Charles-Gustave; mais treute ans suffirent pour les faire éclore. — Ainsi Charles-Gustave fut ceint d'un diadème dont la faiblesse se cachait sous l'éclat qui l'entourait.

Charles-Gustave employa les premiers temps de son règne à faire sa tournée dans les provinces du royaume, à chercher une épouse

qui assurât l'hérédité du pouvoir dans sa famille, et resserrât les liens qui l'unissaient à la nation; il donna celle dernière commission à Laurent von der Linde. Son choix se fixa sur Hedwig-Eléonore, fille du duc de Holstein-Gottorp. Les noces furent célébrées à Stockholm, le 24 octobre 1654, avec une telle simplicité que Christine ne put s'empêcher de se moquer de la pauvreté d'une cour où elle avait brillé avec tant d'éclat. Hedwig était belle, mais elle ne se distinguait point par les qualités de l'esprit; encore celles qu'elle avait reçues de la nature n'avaient-elles pas même été développées par une éducation soignée.

Les affaires de la ville de Brême réclamèrent d'abord l'attention sérieuse du roi, car elles pouvaient amener une rupture avec l'empire. Depuis qu'elle avait été cédée à la Suède par la paix de Westphalie, elle n'avait pas cessé d'être un sujet de contestations, qui vers la fin du règne de Christine prirent un caractère grave. Les Suédois demandèrent que la ville prêtât serment de fidélité. Son sénat, jadis libre, aujourd'hui impérial, le refusa avec modération et dignité; il s'appuyait sur ses libertés : « Quoique cédée à la Suède, la ville appartenait encore à l'empire, et elle devait conserver tous ses privilèges, même sous la domination suédoise. » Cette question intéressait toute l'Allemagne. D'abord les princes et les États de l'empire se montrèrent jaloux qu'un État étranger possédât tant de terres, tant de cités florissantes dans leur pays; puis il leur importait que la liberté des villes situées aux embouchures des principaux fleuves de l'Allemagne ne fût pas trop comprimée par une influence étrangère. L'empereur et plusieurs États intervinrent par leur médiation, et cherchèrent à lui donner plus de poids en l'appuyant de celle de la Hollande et du protecteur d'Angleterre, dont ils réclamèrent l'assistance; mais les Suédois, habitués à tout décider par le sort des armes, n'avaient confiance qu'en elles. Konigsmark, le plus fameux partisan de la guerre de trente ans, commandait les troupes suédoises dans ces contrées; il occupa le plat pays, s'empara de Vegesach, port de Brême, et de Burg, citadelle assez forte, et établit des forts partout, de sorte qu'il dominait le Weser, l'entrée de la mer et le commerce, qu'il gênait de toutes manières pour amener à composition les bourgeois de la ville, qui vivaient de leur industrie et de leur trafic. Mais l'amour de la liberté, soutenu par toutes les menées des ennemis de la Suède, triomphe dans la ville menacée. On voulut opposer la force à la force,

en risque de succomber avec gloire, plutôt que d'accepter le joug ; on reprit les places perdues pendant que l'empereur portait les plaintes les plus énergiques à la cour de Suède. Il paraît que Königsmark avait des ordres secrets de Christine, car on éprouva une grande sensation en Suède lorsque les événements y furent connus, et que les déclarations de l'empereur furent communiquées au sénat. Axel Oxenstjerna déclara hautement que tout lui était inconnu [1]. Tel était l'état des choses en Allemagne à l'instant où Charles-Gustave monta sur le trône. Occupé d'autres projets, il souhaitait que cette affaire ne s'envenimât pas davantage, et ne rallumât pas des contestations qui l'obligeraient à diviser ses forces ; d'un autre côté, il ne voulait pas avoir l'air de céder à une petite ville qui avait fait éprouver un échec à ses armes : Königsmark reprit Burg ; sur tous les points s'avançaient de la Suède des forces imposantes commandées par des capitaines tels que Charles-Gustave Wrangel et Köngsmark. Mais, tout en paraissant ne compter que sur ses armes, il envoya Schering-Rosenhane en Allemagne. Le diplomate était chargé de traiter avec la ville ; mais pour pallier le but réel de son voyage, le roi lui confia d'autres missions. Brême, abandonnée à la fin par ceux en qui elle avait mis sa confiance, craignant surtout que le secours que lui avaient promis les Hollandais ne se fît trop attendre, perdit courage à mesure que le danger de la guerre devenait plus imminent : elle saisit l'occasion de négocier, et, à la fin, elle signa à Stade un traité par lequel la question principale fut ajournée ; mais la ville s'engagea à rendre hommage à Charles-Gustave comme elle avait fait envers le dernier archiduc, en 1637, sans cependant céder de ses prétentions et de ses droits [2]. Elle promit de ne prêter la main à aucune entreprise contre la Suède ; il était convenu, au contraire, qu'on s'aiderait réciproquement. La nomination du bailli [3] appartenait au roi, qui restituait les biens et les terres que la ville avait dans le duché. Charles-Gustave se montra très-mécontent de ce traité, et surtout de Königsmark, à qui il reprocha d'avoir été trop complaisant, ce qui n'était cependant point dans son caractère. Il est à présumer que ce mécontentement était plus apparent que réel. Ainsi fut résolue cette grave ques-

[1] Voyez *Index liberæ imper. civitatis Bremensis*, in-4°, Brême 1654.

[2] Deux camériers prêtèrent le serment de fidélité au roi, au nom du magistrat et de la bourgeoisie, le 8 décembre 1654.

[3] *Stadt vogt*.

tion, qu'on regardait comme une étincelle qui pouvait allumer une guerre générale.

Les mesures peu politiques que Christine avait prises dans les derniers jours de son règne, probablement pour plaire à l'Espagne, lui avaient attiré des embarras avec le ministre du Portugal. Charles-Gustave, par la médiation de l'ambassadeur français, empêcha l'envoyé de cette puissance de quitter Stockholm, en promettant que les relations amicales entre les deux couronnes ne seraient pas rompues, du moins de son côté. Mais il rechercha principalement l'amitié de l'Angleterre, et celle de l'homme que la révolution avait porté à la tête des affaires de ce royaume. De son côté, celui-ci, qui connaissait par son ambassadeur Whitelocke le caractère entreprenant du nouveau roi de Suède, ne tarda pas à nouer des relations avec lui, quoique ce prince menaçât de soumettre tout le Nord[1]. A la même époque, le comte Schlippenbach fut envoyé en Allemagne pour dissiper tous les soupçons que les affaires de Brême avaient pu faire naître.

Charles-Gustave prit donc, comme nous l'avons vu, les rênes du gouvernement sous de mauvais auspices; mais au milieu des embarras intérieurs et extérieurs, sa conduite fut celle d'un grand homme. Gustave-Adolphe avait laissé plusieurs problèmes sans solution, tant au dedans qu'au dehors : Charles-Gustave se sentit appelé à les résoudre. Dans cette intention rien ne lui parut plus à propos que de donner à la Suède ses frontières naturelles. Pour cette grande entreprise, il comptait moins sur les ressources de son génie, que sur la bravoure de son peuple, que la pensée d'une nouvelle guerre ne paraissait pas effrayer. On mit sur le compte de la paix tous les embarras intérieurs : on craignait de voir s'éteindre l'esprit belliqueux de la nation et la discipline sévère à laquelle les soldats étaient habitués. Accoutumés à vaincre et à vivre aux dépens des vaincus, soldats, officiers et généraux appelaient la guerre de tous leurs vœux. De nombreux enrôlements se firent en Allemagne, tandis qu'on concentrait des troupes en Livonie et qu'on approvisionnait les forteresses. Là commandait Gustave Horn, qui avait su faire ses préparatifs avec tant de prudence, qu'il n'avait pas même éveillé l'attention des Russes. Arwid Wittenberg, qui avait blanchi sous les armes, fut envoyé en Poméranie avec mission de prendre le commandement. Pour faire face à toutes

[1] Hume, tome X, page 264.

ces dépenses, on eut recours aux emprunts; mais une vigoureuse impulsion partie de l'intérieur fixa bientôt les conditions extérieures. Tous ces armements inspirèrent des craintes à l'étranger; on était étonné qu'ils pussent se faire sans le secours de la France. En Suède on n'était pas d'accord sur le point où il fallait d'abord se jeter. Devait-on attaquer le Danemarck? Une guerre contre la Russie n'était pas dans l'opinion de l'armée, car il y avait de ce côté plus d'obstacles à vaincre que de gloire et de profit à recueillir; on jugea plus sage d'observer les mouvements de la Russie que de l'attaquer. Une guerre contre le Danemarck n'était pas pour le moment dans la pensée du roi; il penchait plus encore pour une invasion en Pologne, dont le souverain avait eu l'imprudence de protester, par son ministre Canaziles, contre l'avénement au trône de Charles-Gustave. D'ailleurs les discordes qui déchiraient cette malheureuse contrée promettaient une conquête facile. Attaquée déjà par les Cosaques et par les Russes, comment était-il possible qu'elle pût résister à un nouvel ennemi, le plus redoutable de ce temps par ses grands capitaines et par ses victoires? Lorsque le roi communiqua sa résolution au sénat, elle rencontra moins d'opposition qu'on n'eût dû s'y attendre. Le sénat espérait par là détourner l'attention publique du besoin des grandes réformes, et surtout de la revendication des terres à la couronne, ce qui, dans la position critique où se trouvait l'État, menaçait prochainement la noblesse.

Lorsque la nouvelle de ces armements et de leur destination parvint en Pologne, on résolut de tout faire pour conjurer l'orage. On envoya en Suède une ambassade à la tête de laquelle était Morstein; mais les pleins pouvoirs n'ayant pas été trouvés parfaitement en règle, on envoya une seconde députation formée du comte Leczinski et d'Alexandre Naruschevitz. Mais elle ne fut pas plus heureuse que la première. Ces deux seigneurs trouvèrent le roi près de s'embarquer, et ils ne purent obtenir de lui qu'un délai de cinq jours, qu'ils lui firent demander par le ministre français. Les envoyés ne pouvaient plus avoir de doutes sur les desseins de Gustave. Le comte Leczinski dit que la situation de la Pologne n'était pas si désespérée qu'elle fût réduite à accepter toutes les conditions de l'agresseur. Le seul point sur lequel on tomba d'accord fut la reprise des négociations à Stettin. Le corps que Wittenberg avait rassemblé sous les murs de cette ville s'élevait à dix-sept mille hommes, soutenus d'une artillerie composée

de vingt canons de gros calibre, et de soixante de calibre inférieur : il avait ordre, si l'occasion se présentait, de passer, même sans la permission de l'électeur, sur les possessions de Poméranie pour entrer en Pologne ; mais il ne devait rien entreprendre avant l'arrivée du roi. Le 16 juillet 1655, Wittenberg leva son camp ; après six jours de marche, il arriva sur les frontières de la république. Il avait été approvisionné, en payant, par les paysans du Brandenbourg, et avait maintenu une discipline qui lui valut des éloges, même de la part de ses ennemis. Le roi de Pologne ne s'était pas attendu à une attaque aussi brusque ; il expédia des courriers à toutes les cours et jusqu'à celles du sultan et du kan de la Crimée pour implorer leur secours. A peine les armes suédoises avaient-elles brillé sur les frontières, que les mécontents se montrèrent. Le passage des défilés de Notez, qui étaient capables d'une forte résistance, fut en quelque sorte livré par Opalinski et Grundsinski, vayvodes de Kalisch et Posen, pour se venger de leur roi, dont ils croyaient avoir à se plaindre. Un Polonais, Radzejowski, que le sort avait banni de sa patrie, et qui portait une haine implacable à Jean-Casimir, était l'instrument dont se servaient les Suédois pour se faire des amis et des partisans. L'avenir prouva cependant que ce traître agissait moins dans l'intérêt de Charles-Gustave que dans le sien propre ; ce roi le fit arrêter l'année suivante pour avoir intrigué contre lui. Conduit en Suède, Radzejowski expia au château de Westerås, dans une captivité qui dura jusqu'à la fin de la guerre, la faute qu'il avait commise. Opalinski et Grundsinski, tout en jurant fidélité au roi, recommandaient les palatinats de Posen et de Kalisch à la protection du vainqueur. Toutes les places fortes furent occupées par les troupes suédoises, et tous les domaines et revenus de la couronne furent mis à la disposition du roi. On promit aux habitants la liberté du culte, la jouissance de leurs anciennes lois, et l'exemption absolue pour la noblesse de toutes contributions. Toute l'armée polonaise, rassemblée dans la grande Pologne, et qui comptait vingt mille combattants, se dispersa ou déposa les armes [1] ; quelques soldats entrèrent même au service de la Suède. Les principales villes ouvrirent presque sans résistance leurs portes aux Suédois. La terreur était si grande à Varsovie que la reine se sauva à Cracovie avec les trésors de l'État, de sorte que si Wittenberg avait marché sur la

[1] Puffendorf l'évalue à 15,000 hommes.

capitale, il s'en serait emparé sans coup férir. Peut-être craignait-il de s'avancer trop dans le pays, ou ne voulut-il pas dérober à son maître la gloire de cette conquête.

Charles-Gustave avait hâté autant qu'il l'avait pu son départ de Stockholm, qu'il ne devait plus revoir. Il remit l'administration intérieure au sénat, et tout ce qui avait rapport à celle de la guerre au vieux Gustave Horn, qui avait été rappelé de la Livonie, dont la défense avait été confiée à sa grande expérience. Aucun ministre étranger ne le suivit; il redoutait leur présence ou leurs intrigues, et il les retint à Stockholm, sous prétexte que son absence ne durerait que trois mois. Ce fut le 9 juillet qu'il s'embarqua, suivi de neuf régiments d'élite. La flotte jeta l'ancre le 15 juillet à Wolgast, d'où il ne tarda pas à se rendre à son armée, où sa présence eut pour effet de faire reconnaître son autorité par un grand nombre de nobles. Il donna ses premiers soins au rétablissement de la discipline, qui s'était beaucoup relâchée; mais il n'y put réussir malgré les punitions les plus sévères. Toute l'armée suédoise se réunit à Kolo pour passer la Warta. Jean-Casimir se trouvait dans le plus grand embarras, pressé de tous côtés, ne trouvant ni force ni conseil en lui-même, et ne se fiant pas à d'autres. Il expédia un nouvel envoyé auprès de Charles-Gustave : c'était Christophe Przemski, vieux et brave guerrier qui avait servi Gustave-Adolphe. Avec l'éloquente franchise d'un soldat, il tenta de déterminer le roi à la paix; mais toutes ses propositions furent repoussées, et Jean-Casimir ne vit d'autre moyen de salut que de se réfugier à Cracovie. Son ennemi entra sans résistance à Varsovie, le 30 août. Plus de cent canons et un butin immense furent le prix des marches rapides et fatigantes des Suédois. Les bourgeois furent désarmés et chargés de fortes contributions. La capitale ne retint pas longtemps Charles-Gustave; il ne voulait pas laisser à ses ennemis le temps de revenir de la terreur qui les avait frappés. Il réunit ses forces à celles de Wittenberg, qui poursuivit les débris de l'armée polonaise sur le chemin de Cracovie, où il arriva presque en même temps que celle-ci. Cette ancienne capitale de la Pologne, mal fortifiée, encombrée de fuyards et de soldats, ne pouvait résister longtemps, après que les Polonais eurent été battus presque sur tous les points, en rase campagne. Le camp et les bagages de l'armée ennemie tombèrent aux mains des Suédois; et Jean-Casimir, ne voyant aucune sûreté pour lui non plus que pour son épouse, aban-

donna son royaume et se retira dans la principauté d'Oppeln en Silésie : elle avait été engagée par l'empereur Ferdinand au roi Vladislaus, en 1645, pour une somme d'argent que celui-ci avait prêtée. Les généraux qui commandaient à Cracovie, n'osant s'y défendre, ouvrirent des négociations qui amenèrent la reddition de la place. L'histoire de cette ville était en quelque sorte la plus noble page de celle de Pologne : imposante par son antiquité, et parce que les rois y étaient couronnés et y avaient leurs tombeaux, elle semblait devoir entraîner le reste du pays dans sa propre destinée. Les succès de Charles-Gustave épouvantaient d'autant plus les vaincus, qu'ils étaient plus rapides ; mais aussi cette fortune arma les puissances dont elle réveilla les craintes. Les Polonais ne trouvèrent pas d'autre ressource que de se soumettre. Les soldats qui gardaient les frontières et qui, en 1562, avaient reçu de Sigismond le quart des revenus de la couronne, ce qui leur fit donner le nom de *quartiones*, conclurent avec le roi une convention en vertu de laquelle ils se mettaient à son service, et recevaient la confirmation de leurs priviléges. Lorsque le roi les passa en revue, ils formaient un corps de 5,385 hommes. Les troupes de Potocki et de Landskorouski, fortes de 11,000 hommes, qui avaient jusqu'alors combattu les Cosaques, suivirent cet exemple. Les palatinats de Kiow et de la Russie rouge déposèrent aussi les armes, et se jetèrent dans les bras de Charles-Gustave en lui prêtant le serment de fidélité. Les provinces rivalisèrent d'ardeur à déposer leurs hommages aux pieds de leur nouveau maître, qui chercha à attirer principalement les grands dans ses intérêts en répandant sur eux ses largesses, aux dépens de leur patrie. En même temps que Wittenberg était entré dans la grande Pologne, un autre corps d'armée envahissait la Lithuanie du côté de la Livonie : c'étaient les troupes que Gustave Horn avait rassemblées ; elles étaient commandées par Gustave-Adolphe Lewenhaupt, guerrier qui s'était formé à la fin de la guerre de trente ans, jusqu'à l'arrivée de Magnus de La Gardie, beau-frère du roi, qui, en qualité de son lieutenant, devait avoir la direction de la guerre. Par son activité et la rapidité de ses mouvements, il s'était emparé le 1er juillet de Dunaburg, point d'une grande importance pour les opérations dans ces contrées. En entrant en Lithuanie, une collision avec les Russes devenait inévitable, car leurs armes ravageaient cette partie de la république, où elles dominaient. Ces peuples, suivant leur coutume, s'étaient conduits en

véritables barbares. Les habitants étaient au désespoir, et les Suédois, quoique venant en ennemis, furent regardés par eux comme des sauveurs. Les princes Radziwil, d'une famille puissante par ses possessions dans le grand-duché, furent les premiers à saluer les Suédois comme leurs libérateurs et à traiter avec eux ; ils reconnurent la souveraineté de la Suède, et les citadelles de Birsen, de Bauske et de Polangen furent occupées par ses troupes. De La Gardie, suivant ses instructions, devait tenter tous les moyens pour porter la population à la soumission ; il devait, si la noblesse refusait d'embrasser le parti du roi, essayer de soulever les paysans contre leurs maîtres. En même temps on chargea les juifs commerçants, dont le pays était inondé, et qui étaient en rapports journaliers avec les nobles, de les amener à une négociation ; mais les Suédois avaient à peine fait leur apparition que les dispositions changèrent, et, malgré tous ces efforts et la reconnaissance de la suzeraineté de la Suède par les États, ainsi que la probabilité d'une nouvelle attaque de la part des Russes, l'agitation était à son comble, parce que le patriotisme faisait taire dans les Polonais la crainte des dangers de tous genres dont ils étaient environnés. Un grand nombre de nobles refusèrent d'entrer en relation avec les nouveaux conquérants ; et les généraux suédois firent bientôt la triste expérience qu'il était plus difficile de conserver la Pologne que de la conquérir. La religion était aussi une pierre d'achoppement : le clergé voyait le catholicisme en danger si un roi protestant montait sur l'ancien trône des Piast ; il excitait le peuple à périr les armes à la main, plutôt que d'abandonner la religion de ses pères à la merci du vainqueur. Il faut ajouter que les forces que les Suédois avaient amenées étaient trop faibles pour occuper un si vaste pays. On ne tarda pas à en être convaincu, car sur les derrières de l'armée se formèrent des bandes qui coupèrent les communications et mirent bientôt les troupes suédoises en péril. On sentait la nécessité d'envoyer des renforts sur tous les points pour faire rentrer les insurgés dans l'obéissance. La guerre prit une autre physionomie : les attaques partielles remplacèrent les combats décisifs et les batailles rangées ; il en résulta un plus grand acharnement. De part et d'autre on commit des actes de cruauté dont l'humanité doit rougir [1]. Si les Suédois se trouvaient isolés, ils étaient taillés en pièces : ainsi périt le landgrave

[1] Voyez les *Mémoires de Terlon*.

de Hesse (*Eschwegen*) au service de la Suède : il devait se rendre de Posen au camp du roi.

Le séjour de Charles-Gustave à Cracovie fut de courte durée. Après avoir réglé les affaires les plus importantes, il se rendit à Varsovie, et de là, au bout de quelques jours, sur les bords de la Baltique, en Prusse. Il est à croire que son ambition visait à la possession de cette province lorsqu'il entreprit la guerre contre Jean-Casimir ; mais la rapidité de ses succès lui fit négliger la prudence, et la facilité avec laquelle il avait triomphé, lui inspira l'idée de mettre la couronne de Pologne sur sa tête. Cependant le caractère que commençait à prendre la guerre devait annoncer à Charles-Gustave que cette couronne sur son front serait bien chancelante. Il travailla à l'affermir. Mais pour conserver ses communications avec la Suède, il fallait être maître de la Prusse, et la conquête de ce pays dépendait de celle de Dantzig, ville puissante par son commerce et sa position : elle dominait l'embouchure de la Vistule, et elle avait résisté à tous les efforts de Gustave-Adolphe ; elle faisait tout le commerce de la Pologne. Quand ils virent la flotte suédoise devant son port et une armée dans la campagne, ses habitants coururent aux armes et appelèrent les Hollandais à leur secours. Ce ne fut pas seulement l'attitude que prit cette ville qui exigea la présence du roi sur les bords de la Baltique, ce fut encore celle de l'électeur de Brandenbourg, de ce grand électeur qui devint plus tard le véritable fondateur de la grandeur prussienne. Le voisinage du roi de Suède l'inquiétait ; il voyait clairement que ce monarque cherchait à arrondir ses Etats, et qu'il avait à cœur la possession de la Prusse, pour dominer sur la Baltique. De son côté, Charles-Gustave avait bien jugé son rival de gloire ; il écrivait à un de ses ministres : « *C'est un jeune aigle à qui il faut couper les ailes pour modérer son vol.* » Charles-Gustave, avant la guerre, avait déjà offert à l'électeur Frédéric Guillaume, un traité d'alliance que celui-ci ne refusa pas d'abord, parce qu'il espérait se débarrasser de la suzeraineté de la Pologne qu'il exerçait comme possesseur de la Prusse. Pour prix de cette alliance, il demandait l'évêché d'Ermland et quelques districts dans la Lithuanie ; mais en même temps qu'il traitait à ce sujet avec Charles-Gustave, il conclut une autre alliance avec la Hollande (27 juillet) pour s'opposer à tous les projets qui auraient pour but de rompre l'équilibre du Nord. La Hollande envoya des secours en hommes et en matériel. Lorsque la nouvelle

des succès inattendus de Charles-Gustave arriva à La Haye, la république se hâta de mettre le traité à exécution, au grand mécontentement du roi [1]. Il vit bientôt que l'électeur, encore trop faible pour l'attaquer immédiatement, n'attendait que l'issue de la campagne pour se déclarer, et qu'il se déciderait pour celui qui lui offrirait les plus grands avantages. Ainsi il n'était pas étonnant que les soupçons de part et d'autre allassent toujours croissant. Frédéric-Guillaume hésita; la Hollande se plaignit de son irrésolution [2]: mais plus près du danger, il le mesurait mieux que les marchands hollandais, qui ne donnaient que leur or. Il était à Kœnigsberg, à l'extrémité orientale de la Prusse; ses forces étaient imposantes, et, à en croire les récits du temps, il avait autour de lui vingt-huit mille soldats et des officiers tels qu'un Dörflinger, un Schwerin, etc [3]. Il négocia avec les États de la Prusse polonaise pour une alliance qui fut à la fin conclue, le 11 novembre. Les deux parties contractantes s'engagèrent à ne faire aucune paix que simultanément; les États mirent quatre mille hommes à la disposition et sous les ordres de l'électeur : ils entretenaient celles de ses troupes qui étaient dans leur pays. Une des conditions était aussi de prier le roi de Suède de retirer son armée, et, en cas de refus, d'opposer les armes à la violence. Le roi de Pologne approuva cette conduite des États de la Prusse polonaise; il flatta Frédéric-Guillaume de la promesse de le délivrer du vasselage où il était vis-à-vis de la république. Mais l'activité du grand électeur ne s'arrêta pas là; il intervint comme médiateur entre le czar et Jean-Casimir. Il voulait amener le premier à une alliance avec lui et à la paix avec le dernier. Le roi de Suède suivait avec une grande attention toutes les démarches de son adversaire : aucune ne lui échappa. Pendant que sa flotte bloquait Dantzig, après avoir débarqué les renforts qu'elle avait amenés de Suède, il rassembla toutes ses forces pour marcher contre le grand électeur. Il fit sa jonction avec La Gardie; celui-ci avait sept mille quartianes. Tout céda sur son passage. Strasbourg se rendit à la première sommation; Thorn reçut garnison suédoise, le 24 novembre, et Elbing, qui penchait pour la Suède depuis Gustave-Adolphe, ne tarda pas de suivre cet exemple. Dantzig seule tenait ferme. La partie de la Prusse appartenant au Branden-

[1] Voyez *Lettres de Jean de Witt*, pages 383, 386.
[2] Puffendorf, *Historia Frederici Wilhelmi*, page 210.
[3] Voyez *Theatrum europæum*, tome VII, page 866.

bourg ne fut pas épargnée cette fois. Ayant une foi complète dans sa fortune et dans ses forces, Charles-Gustave ne crut pas devoir ménager un prince qui travaillait si ouvertement contre ses intérêts. La position du grand électeur commençait à empirer. Toute l'armée suédoise approchait : aguerrie, el confiante en ses chefs et en son roi, elle était supérieure par le nombre et l'expérience. L'électeur, qui s'était reposé jusqu'ici sur ses propres forces, qui n'avait pu se figurer que Charles-Gustave se portât en si peu de temps du pied des Karpathes jusqu'au Passarge, ne vit bientôt de moyen de salut que dans les négociations : il envoya message sur message pour fléchir le caractère altier de Charles-Gustave ; mais les envoyés furent reçus avec un orgueil insultant. Charles répondit que ce ne serait qu'à Konigsberg qu'il consentirait à traiter avec Frédéric-Guillaume. Charles-Gustave voulait que Frédéric-Guillaume reçût la Prusse comme un fief de la Suède, ainsi qu'il la tenait de la Pologne ; mais c'était précisément ce qui répugnait à la fierté de l'électeur. Le roi approchait, et l'électeur était sur le point d'être enfermé dans Konigsberg et de manquer de vivres. Les avant-postes en étaient déjà aux mains, et Frédéric n'avait guère qu'à céder au plus fort. Le 7 janvier 1656, le traité fut signé. Le roi devait évacuer la Prusse brandenbourgeoise en vingt-quatre jours ; l'électeur promettait de son côté d'évacuer immédiatement la Prusse polonaise avec toutes ses troupes. L'électeur recevrait à l'avenir de la Suède l'investiture qu'il recevait de la Pologne. Toutes les fois que le roi de Suède aurait la guerre à cause des acquisitions qu'il ferait dans la Pologne, l'électeur s'obligeait de lui fournir mille fantassins et cinq cents cavaliers entretenus à ses frais. Les revenus des douanes étaient partagés entre la Suède et le Brandenbourg. Après la conclusion de ce traité, l'électeur visita le roi, qui était à Bartenstein ; ils y restèrent ensemble cinq jours sans que ces deux princes, travaillant chacun à fonder la puissance de ses Etats, se rapprochassent. Ce traité avec le Brandenbourg enleva tout espoir aux Polonais, de ce côté. Charles-Gustave songeait déjà à se faire couronner roi de Pologne [1], fortune à laquelle il ne s'attendait pas en entrant en campagne. Mais ses brillants succès, en excitant la jalousie des autres cours, ne firent qu'augmenter l'ardeur de tous les catholiques pour arracher la Pologne aux mains d'un prince protestant. De jour en jour, l'oppression qui

[1] Voyez Puffendorf, pages 108, 133.

résultat de la guerre, la levée des contributions et l'orgueil des vainqueurs faisaient croître la haine des Polonais. La discipline ne suffisait pas pour contenir des guerriers dont la plupart étaient mercenaires, et qui s'étaient rangés sous les étendards de la Suède dans l'espoir de faire fortune. Les chefs eux-mêmes ne laissèrent pas échapper l'occasion de s'enrichir, et, en cela, ils suivaient l'exemple du roi, qui entretenait la guerre par la guerre, et qui tirait des vaincus tous les moyens d'exécuter ses plans. Le séjour du roi dans la Prusse avec toutes ses forces avait donné aux Polonais le temps de se reconnaître, de se lier plus étroitement et de préparer une insurrection générale. Jean-Casimir appela même les Tatares de Crimée au secours de son trône ébranlé. Mais les menaces de l'Autriche furent plus puissantes que ces hordes. Les sénateurs polonais, qui étaient restés fidèles à l'infortuné Jean, tenièrent par tous les moyens d'obtenir du secours de Ferdinand III : on lui promit en retour la couronne de Pologne pour lui et ses descendants. Jamais la maison de Habsbourg ne fut indifférente à l'accroissement de la puissance de ses membres ; mais il n'était pas dans le caractère de Ferdinand d'entrer de suite et ouvertement dans la lice : malgré tous les efforts des Polonais, il retarda l'éclat d'une rupture.

Les insurgés, dans une conférence tenue à Tyskovicz, le 29 décembre, déclarèrent le roi de Suède ennemi de la république, parce qu'il avait violé ses promesses, et ils abandonnèrent son parti, résolus de le combattre partout, et jurent de ne déposer les armes qu'après l'avoir vaincu. Stanislaus Potocki, Christophe Teskievicz, et Stanislaus Landskovinski étaient les chefs de la confédération. Leur manifeste appelait tous les Polonais aux armes, et le roi Jean-Casimir se présenta en personne pour ranimer leur courage. Varsovie étant au pouvoir des Suédois, on établit le siége du gouvernement à Lemberg. Pendant que ces événements se passaient en Pologne et faisaient présager aux Suédois une lutte longue et acharnée, le roi poursuivait le cours de ses succès dans la Prusse polonaise ; les villes lui ouvraient leurs portes l'une après l'autre : Stum, Marienbourg, Slockan avaient reçu des garnisons suédoises, et toute la Prusse fut soumise, à l'exception de Dantzig. Charles, appréciant le prix du temps, et jugeant que la tempête était sur le point d'éclater en Pologne, résolut d'étouffer l'insurrection dans son principe. On était au milieu de l'hiver, qui était rude ; les chemins étaient mauvais et les vivres rares ; mais rien

ne put l'arrêter. Il rassembla ses troupes à Thorn, pour pénétrer dans l'intérieur du pays, et surtout pour écraser Czarnecki, qui lui avait déjà fait essuyer plusieurs pertes. Ce Polonais était un dangereux partisan : il tombait à l'improviste sur les corps détachés des Suédois, et lorsqu'il se sentait le plus faible, il savait toujours éviter l'ennemi, de sorte que jusque-là on n'avait pu l'atteindre. Le 7 février, le roi passa la Vistule sur la glace. Czarnecki était à Colombo avec douze mille hommes; il fut attaqué, et après un combat très-court, pendant lequel la terre fut jonchée de cadavres, il chercha son salut dans la fuite. Mais cette victoire affaiblit Gustave, loin de lui donner plus de force; car elle l'entraîna trop avant dans la Pologne, et les Polonais qu'il comptait encore dans les rangs de son armée saisissaient toutes les occasions de les quitter. Ainsi après cette grande victoire remportée sur Czarnecki, le roi se vit abandonné de Koniecpolski, de Wiesnowicki et de Sobieski. Il poussa jusqu'à Lublin. Son général Douglas tâcha de surprendre Zamoisk; mais la constance du comte Zamoiski, qui y commandait, l'obligea de renoncer à un siége que la saison rendait impossible. Le dessein de Charles-Gustave était de prendre ses quartiers d'hiver dans les environs de Jaroslav, où l'abondance régnait encore; mais partout où les Suédois paraissaient, le peuple s'ameutait, et chaque détachement envoyé pour chercher des fourrages, avait à combattre des rassemblements. Les soldats que la fatigue ou la maladie retardaient, étaient impitoyablement massacrés; le camp du roi lui-même n'était pas à l'abri des attaques de l'infatigable Czarnecki. L'armée suédoise s'affaiblissait par des pertes journalières, tandis qu'elle voyait celle de ses ennemis s'accroître de moment en moment. Dans ces fâcheuses conjonctures, le roi résolut d'effectuer sa retraite (12 mars); mais il rencontra des difficultés inouïes, surtout par le mauvais état des chemins. Il se vit dans la nécessité de brûler une partie de ses bagages, enveloppés par l'ennemi, qui évitait tout engagement sérieux. L'armée était sur le point de perdre courage; elle n'était soutenue que par la présence du roi, et la part qu'il prenait à tous les dangers et à toutes les fatigues. Les quartianes, qui avaient d'abord combattu à côté des Suédois, avaient peu à peu déserté leurs rangs, et, lorsque le mouvement de retraite commença, ils avaient presque tous abandonné les drapeaux du roi. Cette légèreté, ou plutôt cette trahison, ranima l'acharnement des Suédois, et la guerre prit une allure qui fit prévoir qu'elle ne se terminerait que par l'anéantissement de l'un des partis.

Charles-Gustave, à son entrée en Pologne, se voyant reçu à bras ouverts par la noblesse mécontente, avait mis une trop grande confiance dans ses promesses et ses serments. Mais sa conduite dans le malheur répara la faute qu'il avait commise. Parmi les grands Polonais qu'il avait particulièrement honorés de son amitié, était le prince Sapieha, qui sut jusqu'au dernier moment se maintenir dans les bonnes grâces du roi : pour prix de tant de confiance, ce Polonais souple et rusé ne songeait qu'à perdre Charles-Gustave par de perfides conseils. Le 19 mars, il quitta subitement le camp avec les siens. Ce fut alors que Charles-Gustave vit qu'il ne devait se fier qu'à lui-même. Il jugea la position d'autant plus périlleuse, que Sapieha connaissait tous ses projets et toutes ses ressources. Mais plus le danger devenait imminent, plus le génie de ce conquérant s'élevait à la hauteur des circonstances. Il ne cacha pas à ses officiers les dangers qui les entouraient : tous furent convaincus qu'ils n'avaient de salut à attendre que de leur épée ; ils se préparèrent en conséquence à recevoir l'ennemi. Un des traits saillants du caractère de la nation polonaise, c'est de se laisser entraîner aux illusions et aux espérances exagérées ; aussi avant d'avoir vaincu l'armée suédoise, les Polonais avaient-ils publié sa perte et la mort du roi. Il est vrai que la position de celui-ci était telle que les plus courageux commençaient à désespérer. L'armée était enfermée entre la Vistule et un de ses bras appelé le San ; mais au moment où les Polonais la croyaient perdue, le roi força le passage précisément au point de jonction de ces fleuves, s'empara du camp des Lithuaniens (25 mars), où il fit un grand butin, et après des combats sans nombre, des fatigues inouïes, qui ne peuvent être appréciées que par ceux qui ont fait une campagne d'hiver en Pologne, il arriva le 5 avril à Varsovie. Cette retraite miraculeuse anéantit tous les projets de ses ennemis, et révéla le véritable génie guerrier du roi, génie qui se manifestait moins dans des calculs préparés avant les événements, que dans l'heureuse témérité qui le faisait triompher des situations les plus désespérées.

Charles-Gustave, en entreprenant cette guerre, avait eu en vue la possession de la Prusse et des ports qui garnissaient la Baltique de ce côté. Les succès merveilleux qui avaient couronné ses premières entreprises, avaient exalté son ambition jusqu'à lui inspirer, comme nous l'avons dit, l'idée de déposer Jean-Casimir et de s'emparer de sa couronne. Il voyait maintenant que bien loin que ses rêves pussent

se réaliser, la guerre, au contraire, menaçait de traîner en longueur et pouvait causer un embrasement général. Son armée, diminuée par la campagne de l'hiver, avait besoin de renforts; l'état des choses en Prusse, et surtout les nouvelles négociations avec l'électeur de Brandenbourg, réclamaient aussi sa présence dans ces contrées. Il laissa le commandement des troupes à son frère le duc Adolphe-Jean et partit pour la Prusse. Le conseil de Frédéric-Guillaume était partagé en deux opinions contraires : l'une voulait qu'on rompît avec la Suède, l'autre qu'on tirât avantage de sa position pour former une alliance avec elle. Charles-Gustave chercha par tous les moyens à engager ce prince à faire une invasion dans la Podlachie; il lui offrait pour prix de son intervention la couronne de la grande Pologne[1]. La conduite de Frédéric-Guillaume lui avait attiré la haine de l'empereur et des Polonais, et la méfiance fondée des Russes et des Hollandais. Le grand électeur vit bien que si les Polonais pouvaient sortir vainqueurs de la lutte, leur vengeance retomberait sur lui; le parti le plus prudent pour lui était donc de s'attacher franchement à la Suède, d'autant plus que cette puissance lui offrait des avantages qu'il n'aurait pu espérer dans aucune autre circonstance. Charles-Gustave n'hésita pas à satisfaire à toutes ses prétentions; il déclara nettement que l'alliance de la Suède et du Brandenbourg était une condition de leur existence, et que la destinée de l'électeur suivrait nécessairement la sienne; il proposait un partage, qui s'est effectué un siècle plus tard, pour le malheur de l'Europe : il voulait en donner une partie à la Russie, une autre au prince de Transylvanie, et une troisième à l'électeur. Ce traité entre la Suède et le Brandenbourg fut conclu à Marienbourg, le 15 juin. La direction de la guerre fut laissée au roi. L'électeur devait fournir un contingent de 4,000 hommes, moitié cavalerie et moitié infanterie; il promit par un article séparé de soutenir les Suédois avec toutes ses forces, et de ne pas rappeler ses troupes de l'armée royale avant la fin de l'année. On lui céda les palatinats de Posen, de Kalisch, de Leuschitz et de Siradz.

Pendant que ces importantes négociations se traitaient en Prusse, les Suédois étaient réduits à leurs propres forces en Pologne. Il est vrai que le duc Adolphe-Jean battit les Polonais commandés par Czarnecki, à Gnesne (27 avril), et arrêta pour un temps leurs excur-

[1] Lettre de Charles-Gustave à Érik Oxenstjerna en date du 12 février 1656.

sions; mais il ne put rien faire d'essentiel, ni même sauver Varsovie, qui avait été assiégée après la retraite de l'armée. Wittenberg commandait en personne dans cette ville, et quoique la place fût mal fortifiée et manquât de moulins, la garnison se défendit vaillamment. Toutes les forces polonaises se trouvèrent, comme à un rendez-vous, sous les murs de la capitale; le roi de Pologne y était. Wittenberg fut forcé de capituler (2 juin) après avoir repoussé plusieurs assauts. On laissa aux Suédois la liberté de se retirer, mais on exigea des mercenaires la promesse de ne pas servir pendant un mois contre la Pologne. Ces conditions ne furent pas observées : à peine put-on sauver la vie du maréchal Wittenberg, dont la noblesse polonaise demandait la tête. Il fut emmené à Zamosk, en violation de la capitulation, sous prétexte de protéger ses jours, qui étaient menacés. Charles-Gustave brûlait d'impatience de rencontrer toutes les forces de son ennemi, pour les écraser d'un seul coup. Dès que la Vistule et le Bug, dont les eaux avaient débordé, furent rentrés dans leur lit, il jeta des ponts sur ces fleuves. L'électeur arriva avec son armée le 14 juillet. On tint un conseil de guerre, à la suite duquel on résolut de passer le Bug à Nowadwor et la Vistule à Sacroczin pour livrer une bataille sous les murs de Varsovie. Les Polonais, renforcés de l'armée lithuanienne et des Tatares de Crimée, comptaient 40 à 50 mille hommes. Les Suédois et les Brandenbourgeois n'en avaient que 16,000[1]; mais ils étaient, principalement les Suédois, bien aguerris, et habitués aux combats et aux dangers. Les deux peuples combattirent sous les yeux de leurs princes, qui les animaient par leur exemple. L'aile droite était commandée par le roi, qui avait sous ses ordres son frère, Robert Douglas, Henri Horn, le comte palatin, Philippe de Sulzbach et le margrave de Bade; l'aile gauche était formée de Brandebourgeois et commandée par Wrangel, sous les ordres de l'électeur. Le comte Frédéric de Waldeck était à la tête de la cavalerie, et était soutenu par les colonels Tott, Böttiger et Camberg. Une partie de l'infanterie de l'électeur était placée au centre, qui avait pour chef le général d'artillerie Sparre. L'aile droite se mit d'abord en mouvement; elle avait à sa droite la Vistule, et à sa gauche un bois qui la séparait du camp ennemi; le terrain qu'on avait à parcourir était très-étroit. Les Polonais s'étaient rangés en bataille devant

[1] 28,000, suivant les auteurs polonais.

leur camp ; mais ils furent bientôt refoulés dans leurs retranchements par l'avant-garde de Wrangel : celui-ci, s'étant trop avancé, était sur le point d'être coupé par l'ennemi, posté derrière le bois, lorsque le roi qui le craignait, envoya Douglas à son secours. Douglas arriva à temps pour empêcher l'ennemi de tomber sur le flanc de Wrangel. L'obscurité mit fin au combat. Le roi prit position en face du camp ennemi, de sorte que l'aile droite s'étendait jusqu'à la Vistule, et la gauche s'appuyait sur le bois. Le jour commençait à peine à poindre (15 juillet) que les deux princes envoyèrent reconnaître la position de l'ennemi et la nature du terrain. Ils jugèrent l'attaque de front presque impossible ; il leur parut nécessaire d'occuper une colline près du bois. L'électeur exécuta cette manœuvre, non sans difficulté, de sorte que le bois le protégeait par derrière. Le roi conserva sa position. L'infanterie était entre le bois et le fleuve ; elle était soutenue par la cavalerie. Pendant que l'armée alliée opérait ces mouvements, les Polonais et les Tatares avancèrent pour prendre l'électeur en flanc et attaquer les Suédois par derrière, du côté du bois, mais ils furent repoussés vigoureusement par Charles-Gustave, qui avait conservé sa position et qui avait envoyé des renforts à l'électeur. Le roi avait le dessein de replier son aile droite derrière la gauche, sur la plaine ; mais l'ennemi paraissait vouloir engager une attaque générale, et il fut obligé de suivre ce mouvement. Vers midi, les Polonais et une nuée de Tatares se jetèrent sur les Brandenbourgeois, tandis que l'armée polonaise attaquait l'aile commandée par le roi. Ils furent également malheureux dans ces deux tentatives. Ce moment d'avantage fut employé par le roi pour développer son ordre de bataille et repousser une nouvelle attaque. Les Tatares qui avaient voulu le prendre par derrière furent repoussés dans les marais, où il en périt un grand nombre. Déjà les Suédois et les Brandenbourgeois s'avançaient pour enlever le camp, déjà l'attaque était livrée, lorsque la nuit vint mettre au combat un terme auquel on ne paraissait disposé ni d'un côté ni de l'autre. Les troupes restèrent sous les armes jusqu'au jour, qu'elles attendirent avec impatience pour savoir à qui restait le prix de tant d'efforts. L'électeur s'empara de l'artillerie de l'ennemi, dont l'aile gauche se sauva en passant le pont de bateaux qui établissait la communication entre les deux rives de la Vistule, abandonnant au vainqueur tout le matériel du camp. Le malheureux Jean-Casimir fit dans cette journée tout ce que son devoir lui imposait pour ranimer le

courage de ses soldats : il ramena par ses prières et son exemple les Polonais dans la mêlée ; mais la fermeté de leurs adversaires affaiblit cet impétueux effort, qui fit bientôt place à une déroute générale. Ce combat de trois jours, sous un soleil brûlant, avait harassé les alliés, ce qui ne leur permit pas de poursuivre leurs avantages ; ils ne purent même entrer que le jour suivant dans la capitale. Telle fut la bataille de trois jours de Varsovie, si célèbre dans les annales de Pologne.

Cette victoire et la prise de la capitale réhabilitèrent la gloire militaire des Suédois, sans rien décider néanmoins de l'issue de la guerre. Il est vrai que les Polonais avaient laissé plusieurs milliers des leurs sur le champ de bataille, et qu'ils avaient perdu les cinquante pièces qui composaient toute leur artillerie ; mais ils pouvaient facilement rallier leurs troupes en déroute, et la défaite qu'ils venaient d'essuyer ne leur avait rien fait perdre de leur ardeur. Jean-Casimir s'était retiré à Zamoisk, Charles-Gustave le voulait poursuivre, mais l'électeur ne fut pas de cet avis : il avait acquis assez de gloire et ne voulait pas s'éloigner davantage de la Prusse ; en conséquence il se retira. Cette séparation fit perdre tout le fruit qu'on pouvait retirer de la victoire. Le roi se vit forcé de suivre l'exemple de son allié : après avoir démoli toutes les fortifications de Varsovie, il concentra sur la Narew toutes ses troupes répandues depuis Thorn jusqu'à Pultusk ; il garda Lovicz sur la gauche, et Cracovie fut défendue vaillamment par le brave général Wirz. Depuis ce moment Charles-Gustave renonça à ses projets de conquête dans l'intérieur de la Pologne, et dirigea tous ses efforts vers la conservation de la Prusse polonaise, qui avait été le premier but de la guerre. La possession de Dantzig était nécessaire pour consolider cette conquête, et l'électeur avait promis son assistance au roi pour atteindre ce but ; mais à l'instant décisif il s'éleva des difficultés qui contraignirent Charles-Gustave à mettre le blocus devant la ville au lieu d'un siége régulier. Il devint de plus en plus évident que l'électeur n'avait rien autre chose à cœur que ses propres intérêts, et que loin de vouloir servir ceux de son allié, il ne cherchait qu'à l'affaiblir et à gagner du temps. Il trouva une nouvelle occasion d'exagérer encore ses prétentions, dans la position de Charles-Gustave, devenue plus critique par l'invasion des Russes en Livonie. Des négociations s'ouvrirent entre les deux princes. Le traité de Labiau [1], qui fonda la grandeur de la maison de Hohen-

[1] 0 novembre 1656.

zollern, en fut la suite. L'ancienne alliance de Marienbourg fut renouvelée, mais la Suède renonça à son droit de suzeraineté sur la Prusse brandenbourgeoise. Les deux parties contractantes s'engagèrent à ne signer aucun traité de paix l'une sans l'autre. Les revenus des douanes des ports de la Prusse ducale, qui devaient être partagés entre la Suède et le Brandenbourg, furent cédés à celui-ci moyennant la somme de 12,000 thalers que l'électeur devait payer. Ces avantages ne stimulèrent cependant pas l'activité de Frédéric-Guillaume: il excita, au contraire, dans le cœur de Charles-Gustave de violents soupçons que l'électeur négociait secrètement avec ses ennemis.

Le danger de Dantzig appelait les forces de Jean-Casimir sur les bords de la Baltique. Débarrassé de la présence des Suédois dans l'intérieur de ses États, rien ne l'empêchait de se porter au secours de cette ville; elle avait plus d'importance que tout le reste de la Prusse, pour la Pologne, qui exportait par là toutes les productions de son sol. La ville, de son côté, ne pouvait qu'être extrêmement attachée aux Polonais, à qui elle était liée par les plus intimes relations, et par un commerce auquel elle devait ses richesses et son état florissant. En attendant le secours de Jean-Casimir, elle s'était armée et avait levé des soldats; elle avait réclamé l'assistance de la Hollande, avec laquelle elle faisait un grand commerce. Des menaces et des armements, on en était venu aux faits. Une flotte suédoise avait bloqué le port de Dantzig en 1655; mais en 1656, des vaisseaux hollandais, commandés par les célèbres amiraux Opdam et Tromp, étaient venus dans ces parages pour protéger le commerce de la ville. Charles-Gustave, comme nous venons de le dire, trop faible pour en faire le siége, l'était trop aussi pour empêcher Jean-Casimir d'y faire son entrée solennelle, et son armée de camper dans les environs [1]. Les deux armées n'étaient séparées que par la Vistule, et Charles espérait en venir aux mains avec les Polonais, dès qu'il pourrait passer le fleuve,

[1] Dantzig, par sa fidélité, avait attiré sur elle toute la colère du roi de Suède : il fit rompre les digues du Dantziger-Werder et produisit ainsi de grandes inondations, auxquelles les habitants ne pouvaient remedier, parce que les canons de Weichselhaupt, occupé par les Suédois, empêchaient leurs travaux. Les tentatives que fit Charles pour obstruer le fleuve ou changer son cours furent encore plus nuisibles aux intérêts de la ville; on fit couler à fond dix vaisseaux remplis de sable et de pierres. Mais la nature brava l'art et les efforts des hommes : les flots entraînèrent tous ces obstacles et continuèrent de rouler dans leur lit jusqu'à la mer.

que la saison avait fait déborder. Le passage s'effectua à Mewe, dans la nuit du 27 décembre; mais à peine les Suédois avaient-ils franchi la barrière qui les séparait de l'ennemi, que Czarnecki se retira en toute hâte dans la Poméranie antérieure (*Hinter-Pommern*), et de là dans la grande Pologne. Il menaça le territoire de Brandenbourg pour se venger sur l'électeur; mais Charles-Gustave, qui suivait ses mouvements, le prévint. Cependant la position du roi devenait plus alarmante: il était attaqué par la Russie, et indirectement par l'empereur, le Danemarck prenait un air menaçant, et il ne pouvait tirer aucun argent de la Suède. La France était la seule puissance dont il pût attendre quelque appui; mais la France, voyant ses affaires un peu embrouillées, s'abstint de toute démarche, pour ne pas laisser croire aux ennemis de Charles-Gustave qu'il avait un besoin pressant de la paix. Celle-ci était d'autant plus difficile à fixer, que l'Autriche travaillait à l'écarter, et que Charles-Gustave, apprenant les mouvements du prince Rakotzi et le mécontentement de quelques grands contre Jean-Casimir, tâchait de son côté de traîner les négociations en longueur.

George II Rakotzi, prince de Transylvanie, dominait sur un riche et fertile pays; sa politique adroite avait donné une tournure avantageuse à ses relations avec la Porte Ottomane. La considération dont il jouissait en Europe était telle, que son amitié fut recherchée par plusieurs princes. Il avait un grand défaut, c'était une ambition démesurée, qui ternissait toutes ses qualités. Lorsqu'il félicita Charles-Gustave de son avénement au trône, disant que *la Pologne n'avait rien à espérer de lui*, il prouva qu'il connaissait déjà les projets hostiles du roi contre cet État et qu'il les approuvait. Charles-Gustave le comprit; il envoya au prince un émissaire [1] pour lui faire part de ses desseins sur la Pologne et, en même temps, étudier l'état de la Transylvanie. Ainsi on avait déjà entamé des communications amicales avant que les Suédois eussent pénétré au cœur de la république. Dans l'enivrement de ses premiers triomphes, Charles-Gustave avait négligé l'alliance de Rakotzi; mais lorsqu'il vit la guerre se prolonger au delà de ses prévisions, il lui envoya Sternbach et Welling, chargés d'offrir à l'ambition du prince, la Podolie et quelques districts de la Gallicie pour prix d'une alliance avec leur maître. Ils étaient autorisés à pro-

1 Gotthard-Welling.

mettre à son fils plusieurs territoires, et à son premier ministre des récompenses assez considérables [1]; mais ces offres parurent peu attrayantes à une ambition qui ne visait pas à moins qu'à la couronne. Charles-Gustave n'aurait pas hésité à favoriser ce plan [2] s'il n'eût été contraire aux intérêts de la Suède et du Brandenbourg. Les négociateurs suédois lui offrirent, outre l'Ukraine tout entière, les deux rives de la Vistule, depuis le palatinat de Sanotz jusqu'à la Podlachie, avec le titre de roi. Mais ses exigences croissaient à proportion des concessions qu'on lui faisait; les envoyés suédois ne se montraient pas non plus difficiles à tout accorder, parce que la possession des provinces sur lesquelles il insistait dépendait encore du sort des armes [3]. Enfin il voulait que les Suédois lui cédassent aussi la ville de Cracovie. Charles-Gustave ordonna à ses envoyés d'accéder à tout, pourvu que l'alliance se conclût. — Le prince avait d'abord hésité à se déclarer: les chances de la guerre, le bruit que Riga était assiégé par les Russes et que les affaires des Suédois n'étaient généralement pas en bon état lui donnaient à penser; mais son ambition l'emporta sur toutes les considérations. Les prières de sa mère et celles de son épouse, les représentations de ses ministres, les menaces de l'Autriche, rien ne put le dissuader de prendre part à une guerre qui était au-dessus des forces de la Transylvanie: le traité fut signé avec la Suède. Avant même que la ratification du roi fût arrivée, le prince se mit en campagne avec 20,000 hommes, auxquels devaient se réunir 15,000 Cosaques et 6,000 Valaques. Rempli de confiance dans ses forces, il commença ses opérations sans suivre les sages conseils du roi; il négligea de se concerter avec le sultan, dont il était vassal, et il laissa voir assez clairement qu'il ne voulait employer le roi de Suède que comme un instrument propre à l'exécution de ses projets particuliers. Dans son manifeste, il déclara que les états lui avaient offert la couronne; qu'il venait avec son armée pour mettre fin à l'état de dissolution dans lequel se trouvait le royaume et y rétablir la paix. Cependant son armée était moins faite pour la guerre que pour la représentation. Lorsqu'elle se mit en marche, elle croyait qu'une cou-

[1] Jean Kemeny. On lui promit des terres en Pologne et une pension sur les salines de Cracovie.

[2] Août 1656.

[3] « Quæ principi concedebantur talia erant, ut a Suecis teneri non possent. » (Puffendorf, page 203.)

ronne attendait son chef et que des fêtes et des manifestations d'allégresse la dédommageraient des fatigues de la route [1]; transportée par ses rêves, elle franchit les montagnes qui séparent la Transylvanie de la Pologne. Les premières villes se rendirent sans résistance; mais Jaroslav et Lemberg refusèrent d'ouvrir leurs portes, et là les illusions commencèrent à se dissiper. Cependant la confiance du prince était encore si grande, qu'il ne songea pas à prévenir de son arrivée, Charles-Gustave, qui était rempli d'inquiétude sur son compte, et qui le pria de se tenir sur ses gardes. Rakotzi ne couvrit pas sa marche; il laissait tout sans défense derrière lui, même les défilés des montagnes, de sorte qu'on pouvait facilement lui couper toute retraite. A cette imprudence, il faut ajouter de graves altercations qui éclatèrent dès le commencement de la marche entre les troupes de Transylvanie et les Cosaques. Charles-Gustave, à la nouvelle de son approche, prit toutes ses mesures pour marcher à sa rencontre. Il laissa son frère, le prince Adolphe-Jean, en Prusse, comme gouverneur de ce pays; il avança à la tête de 7,000 hommes, l'élite de son armée, y compris 3,000 Brandenbourgeois, pour se réunir au prince. Petricov fut pris. Rakotzi était entré dans Cracovie, et, suivi du général Wirtz, il alla trouver le roi au château de Czristopora, où les deux armées firent leur jonction. Mais le roi s'aperçut bientôt que ses nouveaux alliés, loin de lui être utiles, ne feraient que l'embarrasser: un lièvre ou une autre bête venait-elle à paraître dans les immenses plaines où campaient les deux armées, aussitôt les Transylvaniens de rompre leurs rangs et de courir par compagnies à la poursuite de l'animal, ce qui excita un grand scandale chez les soldats suédois, habitués à une discipline sévère. Charles-Gustave désirait que ses alliés se chargeassent au moins de garder Cracovie, parce qu'il n'avait pas trop de toutes ses troupes. Mais ceux-là, déjà harassés par les premières fatigues, se souvinrent des bons vins et du bon pain de leur patrie, qu'ils auraient voulu n'avoir jamais quittée. L'insouciance, l'ignorance et l'inexpérience s'opposaient à l'ensemble des opérations; ils eurent besoin de trois jours pour passer la Vistule, et l'attaque projetée contre l'armée polonaise ne put avoir lieu. L'armée de Rakotzi, forte en nombre, composée d'hommes d'une taille élevée et imposante, avait si peu de confiance en elle-même qu'elle n'osait

[1] Voyez *Mémoires de Terlon*, tome I, page 23.

s'éloigner des Suédois. Les Polonais, en évitant tout combat, avaient l'espoir d'épuiser leurs ennemis par la fatigue. Sapieha et Polocki, poursuivis par le roi, et Czarnecki par le comte de Waldeck, ne purent être atteints. Les Polonais fuyaient avec plus de rapidité que les Suédois n'en mettaient à les poursuivre. Ces marches produisirent cependant plusieurs avantages. Brzesc, la place la plus importante de la Lithuanie, vit tout à coup les Suédois et les Transylvaniens sous ses murs. La terreur s'empara de la garnison, qui mit bas les armes et livra aux Suédois d'immenses magasins de subsistances et de munitions [1]. La ville fut donnée aux Transylvaniens. Ce fut là que Gustave reçut la première nouvelle de l'attaque des Danois contre Brême, ce qui rendit pire sa position et l'obligea de penser à la défense de ses propres Etats et à opérer sa retraite. Il ne tarda pas à en avertir le prince de Transylvanie. Le nouvel empereur Léopold, qui avait succédé à Ferdinand III, s'était lié avec la Pologne en lui promettant un secours de dix-sept mille hommes, à condition qu'il occuperait les villes de Cracovie, de Posen et de Thorn. L'électeur de Brandenbourg avait pris part avec le roi de Danemarck dans cet arrangement contre la Suède. Rakotzi, qui avait rêvé une couronne, se vit subitement tombé dans un abîme d'où il ne pouvait sortir. Triste exemple que celui d'un prince qui, aveuglé par son ambition, s'était jeté dans une entreprise dont il n'avait pas mesuré l'étendue, et qui manquait, pour la mener à fin, d'intelligence et de moyens. La nouvelle que Charles-Gustave allait le quitter, le frappa comme un coup de foudre. Voyant son embarras, le roi lui proposa d'attaquer de concert les Lithuaniens et les Polonais, qui étaient réunis, pendant qu'il enverrait Charles-Gustave Wrangel contre le roi de Danemarck. Ce projet parut trop aventureux au prince; il préféra les négociations aux dangers du combat. Charles-Gustave se sépara donc de Rakotzi et se rendit à Thorn [2]. L'armée suédoise livra tout aux flammes sur son passage. On

[1] Terlon, tome I, page 48

[2] Rakotzi, voyant les Suédois faire les préparatifs de leur retraite, les accusait, les larmes aux yeux, de perfidie. Charles-Gustave avait cependant fait pour lui tout ce qui était possible. Un prince ne doit s'en prendre qu'à lui si, sur la foi d'un allié, il se jette dans une entreprise au-dessus de ses forces. Les Suédois cherchaient à lui donner plus de constance; mais il avait adopté un plan malheureux. En restant sur la rive gauche de la Vistule, il se ménageait une retraite; mais son irrésolution attestait son peu d'énergie. Il suivit les Cosaques, qui l'entraînèrent dans la Volhynie, quoiqu'il fût averti que les Polonais, commandés par Lubomerski, s'avançaient

voulait faire de ce pays un désert et garantir ainsi les frontières de la Prusse. De grandes cruautés furent commises : les circonstances avaient détruit la discipline. Le roi prit en haine un pays qui avait trompé ses espérances : des femmes honnêtes, des filles de nobles furent enlevées ; des couvents et des églises furent pillés, et les religieuses livrées à la brutalité des soldats [1]. Cette marche se fit avec une rapidité extrême, parce que le roi craignait d'être coupé par les Autrichiens et les Danois.

L'Autriche, la Pologne et le Danemarck s'étaient engagés à ne pas déposer les armes avant que les Suédois fussent chassés de l'Allemagne et rejetés au delà de la Baltique. Le concours de l'électeur de Brandenbourg était nécessaire pour l'exécution de ce plan ; mais l'électeur chercha à gagner du temps, ne voulant se déclarer que lorsqu'il jugerait le moment opportun. Sous prétexte que son alliance avec la Suède ne l'engageait que pour la défense de la Prusse, il rappela les troupes qu'il avait dans l'armée suédoise. Mais à toutes les bassesses de cet ennemi masqué, Charles-Gustave opposa une loyauté dont l'histoire lui a tenu compte : il le laissa libre d'entrer en négociations même avec ses ennemis, pour éloigner de ses États les désastres de la guerre, s'il le jugeait convenable à ses intérêts et sans compromettre son honneur. Les efforts de la France pour le retenir dans son alliance avec la Suède, échouèrent moins par inhabileté de la part des négociateurs suédois, que parce que l'électeur

pour envahir la Transylvanie. Le désordre s'était introduit dans son armée. Les Transylvaniens, les Hongrois, les Valaques quittèrent par masses leurs drapeaux et cherchèrent à regagner leurs foyers. Tous les généraux polonais réunis l'atteignirent à Mindzyboe sur le Bug. Le prince, encore supérieur en nombre, voulait livrer bataille ; mais, dans ce moment décisif, les Cosaques l'abandonnèrent traîtreusement, les Moldaves et les Transylvains suivirent cet exemple, et Rakotzi n'eut d'autre ressource que la voie des négociations. Mais ses offres furent repoussées par l'impétueux Czarnecki, avec cette insolence que les barbares emploient contre le plus faible, et il fut obligé d'en passer par les conditions du vainqueur. Il devait faire amende honorable au roi de Pologne, restituer Cracovie et Brzesc, ainsi que tout ce qu'il avait pris dans la république, donner aux généraux polonais 200,000 florins et à l'armée un million. Entouré de ses grands, il retourna en toute hâte, et par les chemins les plus courts, dans sa principauté ; mais son armée fut attaquée par les Tatares, 11,000 hommes furent traînés en esclavage ; 8,000 à peine revirent le sol de la patrie. Telle fut l'issue d'une entreprise qui, mieux conduite, eût pu amener les plus heureux résultats, et qui fut une source de malheurs pour Rakotzi, et à la fin lui coûta la vie.

[1] Voyez *Mémoires de Terlon*.

n'avait d'autre mobile que son intérêt particulier [1] et que ses ministres étaient gagnés par l'or de l'Autriche. La possibilité en perspective d'arrondir ses possessions par la Poméranie suédoise, leva tous les obstacles qui pouvaient empêcher l'électeur de rompre avec la Suède, et le 19 septembre fut signée à Welau la convention qui annulait la traité d'alliance de Frédéric-Guillaume avec Gustave. On fit courir le bruit que ce n'était qu'un *armistice* [2].

Le roi confia à son frère Adolphe-Jean les affaires de la Prusse et le chargea de faire au roi de Pologne des propositions de paix, dans lesquelles n'étaient compris ni l'Autriche ni le Danemarck. Mais la ligue formidable qui venait de se former contre la Suède rendit les Polonais arrogants, et quoiqu'ils ne visent qu'avec peine les Autrichiens dans leur pays, ils ne voulurent pas entendre parler de paix particulière. Jean-Casimir regardait comme une honte d'abandonner le Danemarck, qui venait de s'armer contre la Suède dans l'intérêt de la Pologne. Les négociations furent rompues et tout fut remis à la décision des armes. L'électeur, en se séparant de la Suède, se ha avec le Danemarck pour conjurer la vengeance de Charles-Gustave, à laquelle il s'attendait avec raison. Cette négociation fut conduite avec le plus grand secret. Ces deux puissances tombèrent d'accord de ne pas mettre bas les armes qu'on n'eût fait droit à leurs prétentions. L'électeur, en particulier, prit l'engagement d'attaquer le plus tôt possible la Poméranie.

Les Autrichiens commencèrent les hostilités contre la Suède, par la prise de Cracovie. La garnison, composée en majorité de Transylvaniens, fut transférée en Hongrie ; mais le général Wirz, dont la bravoure excita l'admiration de ses ennemis eux-mêmes, se jeta dans le château avec 3,000 Suédois. On lui accorda la retraite avec les honneurs de la guerre ; mais craignant qu'on ne lui réservât le sort que Wittenberg avait subi à Varsovie, il n'ouvrit les portes qu'après que le roi de Pologne, les grands qui l'accompagnaient et le général Hatzfeld, commandant les troupes autrichiennes, eurent donné leur parole que les conditions seraient religieusement observées. Escorté par les Autrichiens, il quitta Cracovie, emmenant tous ses bagages et

[1] Voyez *Mémoires de Terlon*.

[2] L'électeur promit de mettre une armée de 6,000 hommes à la disposition de Jean-Casimir.

treize canons [1]. Sa bonne tenue et la conduite loyale des troupes allemandes paralysèrent les desseins perfides de Czarnecki, et il arriva sans pertes à Stettin. Mais l'occupation de Cracovie par les Autrichiens devint bientôt un sujet de discorde entre eux et les Polonais, qui, tout enorgueillis du désastre de Rakotzi et de la retraite des Suédois, se croyaient déjà hors de danger; aussi Montecuculi, à la tête de 6,000 hommes, que la cour de Vienne envoya en Prusse, reçut-il l'ordre de ne s'engager dans aucun siége, et de tenir toujours ses troupes réunies : ce fut pour cela que, prenant pour prétexte la rigueur de la saison, il refusa de mettre le siége devant Thorn, malgré les instances des Polonais.

[1] Le 31 août

CHAPITRE II.

Guerre de Russie. — Première guerre avec le Danemarck ; guerre en Allemagne. — Affaires de Courlande. — Paix de Roskild ; seconde guerre avec le Danemarck. — Guerre en Pologne ; négociations. — Mort du roi. — État de la Suède à l'intérieur.

La Suède n'avait rien négligé pour conserver la paix qui existait entre elle et la Russie depuis 1617. Le nouveau roi, en notifiant au czar Alexis son avénement au trône, lui avait exprimé le désir de vivre en bonne intelligence avec lui ; cependant, comme les frontières de la Livonie étaient souvent inquiétées par les troupes légères des deux États belligérants, le roi avait ordonné la formation d'un corps destiné à faire respecter le territoire de son royaume. Quand la guerre avec la Pologne éclata, le roi fit connaître au czar les causes qui l'obligeaient à prendre les armes et à traverser la Baltique ; il envoya même une ambassade à Moskou pour déjouer les intrigues de l'Autriche. Les succès qui avaient couronné les armes de la Russie contre les Polonais, les rendirent aussi impérieux qu'ils avaient été jadis souples et humbles : ils se croyaient déjà en état d'enlever aux Suédois les provinces baignées par la Baltique. Bientôt on apprit que les Russes, au mépris des traités existants, en usaient envers les marchands suédois avec plus de dureté et de barbarie qu'ils n'auraient pu le faire en temps de guerre, et qu'ils s'occupaient plus que jamais des préparatifs hostiles. L'accueil fait à l'ambassade suédoise à Moskou, prouva que le czar avait quelques projets contre son voisin ; les propositions relatives à un partage de la Pologne furent rejetées. Charles-Gustave ordonna au comte Magnus de La Gardie, qui commandait dans ces contrées, de ne pas irriter les Russes, mais d'étendre aussi loin qu'il lui serait possible les frontières de la Suède. Les Russes, de leur côté, cherchèrent à empêcher l'alliance de ce royaume avec le Brandenbourg. Toutefois rien ne faisait présager dans les premiers

mois de 1656 que la bonne intelligence entre le czar et Charles-Gustave pourrait être troublée. Celui-ci chercha toujours à la maintenir aux dépens de la Pologne; mais lorsque sa fortune commença de décliner, le czar ne fit plus mystère de ses projets. Chacun de son côté mettait en avant ses griefs. Ces contestations aboutirent à une déclaration de guerre de la part de la Russie. La situation des Russes n'était pas brillante. Alexis n'avait aucune expérience de la guerre; il n'avait ni vieilles troupes, ni argent; le mécontentement fermentait parmi le peuple, et les officiers étrangers, redoutant la colère de ces barbares, n'osaient employer la sévérité pour le maintien de la discipline. La position des Suédois sur les bords de la Duna n'offrait pas de grandes chances de succès. De La Gardie, qui y commandait, figurait mieux dans les salons que sur les champs de bataille; aucune action d'éclat ne lui donnait le droit de prétendre à la confiance des soldats. L'élite des troupes livoniennes était en Prusse; la défense de la Livonie était confiée à des hommes de nouvelle levée. Là aussi on manquait d'argent; les forteresses n'étaient pas en état de soutenir un siége en règle, en sorte que les habitants attendaient dans une cruelle anxiété, l'invasion des Russes. Dans ces conjonctures difficiles, une révolte qui éclata contre les troupes suédoises en Lithuanie mit le comble aux dangers qui les entouraient. Elles étaient disséminées dans des cantonnements épars, au milieu de ces vastes contrées : attaquées inopinément, elles furent presque entièrement détruites. Le mal était moins grand au fond pour la perte des hommes, que par le fâcheux effet produit sur l'opinion. De La Gardie rallia les débris de ses troupes et marcha contre les rebelles, qui furent défaits; ceux qui ne tombèrent pas sous le fer des Suédois se sauvèrent sur le territoire de la Russie, où l'on n'osa les poursuivre. La haine qu'on éprouvait en Livonie pour tout ce qui portait le nom de Suédois, était poussée si loin, que la tentative qu'ils firent pour affranchir les paysans n'eut aucun effet. De La Gardie fut contraint par les Russes d'abandonner la Lithuanie pour défendre la Livonie. On les laissait dévaster la campagne, parce qu'on se trouvait dans l'impossibilité de leur offrir la bataille. Ils dirigèrent leurs premières attaques contre la Carélie, l'Esthonie et l'Ingrie. Les Russes, n'épargnant personne, répandaient la terreur partout où ils paraissaient. Enfin un corps suédois se forma, et les habitants, dans leur désespoir, se joignirent à lui. Lewenhaupt, en Finlande, et Gustave Horn, en Ingrie, firent des démonstrations si

énergiques, que les Russes détruisirent les fortifications qu'ils avaient élevées et se retirèrent dans leurs foyers. Mais la guerre ne fit que changer de théâtre ; elle fut transportée dans les plaines fertiles de la Livonie. Le czar avait rassemblé dans les environs de Smolensk une armée qui comptait, au dire des Russes, 100,000 combattants. La place de Dunabourg, dont les fortifications n'étaient pas encore achevées, fut emportée malgré la bravoure des assiégés ; mais des milliers de Russes avaient succombé. Cependant les ennemis étaient en si grand nombre que les soldats suédois furent saisis d'une terreur que tous les efforts des officiers ne purent dissiper. Les 20 et 21 août, l'armée russe parut devant Riga. De La Gardie commandait cette place ; il était secondé par le major général Helmfeld, officier expérimenté. La garnison, y compris les bourgeois, s'élevait à cinq mille hommes ; on ne manquait pas d'approvisionnements, mais d'argent. Les faubourgs furent brûlés et la place fut attaquée vigoureusement. Le courage des assiégés fut ranimé par l'arrivée du régiment de Königsmark, et par la nouvelle que Douglas approchait à la tête de 5,000 cavaliers. Les sorties que firent les Suédois furent toujours heureuses. Le czar, irrité de la longue résistance qu'on lui opposait, et effrayé par de sinistres présages (l'image de saint Nicolas avait été brisée par un boulet de canon), leva le siége, le 5 octobre, après avoir perdu 14,000 hommes, et suivant les Polonais 40,000.

Les Russes se dédommagèrent de cet échec par la prise de Dorpat, qu'ils tenaient assiégé depuis longtemps. Ce fut de ce point central que sortirent les détachements qui dévastèrent impitoyablement la Livonie. Les cruautés dont ils se souillèrent pendant cette campagne sont tellement révoltantes, qu'on peut croire à peine qu'elles ont été commises par des chrétiens [1]. Un rapprochement s'opéra entre la Pologne et la Russie par la médiation de l'Autriche. On conclut d'abord un armistice en vertu duquel la Russie conservait tout ce qu'elle avait conquis. Charles-Gustave fit de vains efforts pour se débarrasser de cet ennemi par des négociations : elles ne conduisirent à aucun résultat. Cependant la peste qui décima l'armée suédoise n'épargna pas celle du czar, en sorte que l'entreprise qu'il avait dessein de conduire lui-même, échona, quoiqu'un autre corps venu de Weskor se fût avancé jusque sous les murs de Narva. Le czar, qui

[1] Voyez *Theatrum europæum*, tome VII, page 982.

avait espéré pousser les affaires en Livonie comme en Pologne, se voyant trompé dans son attente, désira la cessation des hostilités, surtout depuis la conclusion de la première paix entre la Suède et le Danemarck. Enfin le 1er décembre 1658 on signa, à Willisaari, un armistice de trois ans.

Charles-Gustave, en entreprenant la guerre avec la Pologne, avait l'espoir que le Danemarck resterait tranquille spectateur des événements; ses relations avec cette puissance étaient des plus amicales. Le roi Frédéric III, outre qu'il n'avait pas le caractère belliqueux, dépendait du sénat et de la noblesse, qui dans leur intérêt devaient s'opposer de tout leur pouvoir à une guerre qui ne pouvait qu'accroître l'autorité du roi. Le Danemarck manquait de soldats aguerris et de capitaines; le peuple, engourdi par une longue paix, était sans ambition et abhorrait la guerre. Mais si les Danois n'avaient pas la force de nuire à leurs voisins, ils n'en avaient pas moins la volonté, car ils étaient, comme toujours, jaloux des Suédois, et tout moyen leur paraissait bon s'il avait pour résultat de multiplier les embarras dans lesquels se trouvaient ces derniers. Les premiers armements de la Suède avaient inspiré de grandes craintes aux Danois, et ils virent avec plaisir ses armées s'enfoncer dans le centre de la Pologne. Charles-Gustave leur avait demandé de fermer la Baltique, et ils parurent d'abord se prêter à ce dessein, lorsque le bruit courut qu'une flotte hollandaise devait entrer dans le Sund, et qu'on armait dans ses ports. Gustave fit des remontrances à La Haye; mais il y a tout lieu de croire que le ministre danois poussait à l'envoi de cette flotte: elle se présenta en effet au mois de juillet 1655. Le roi de Suède n'avait jamais cessé de suspecter la bonne foi des Danois; il avait dans son résident Durell un homme parfaitement instruit, et qui lui mandait exactement tout ce qui se faisait en Danemarck.

Après la grande victoire de Varsovie, Charles-Gustave avait déjà renvoyé en Suède une partie de sa cavalerie, afin que son royaume ne fût pas dépourvu de défense en cas d'attaque [1]. Les Hollandais, craignant la prépondérance de la Suède dans la Baltique, firent agir tous les ressorts pour exciter le Danemarck à la guerre: leur ministre, Conrad de Bennugen, un des ennemis les plus implacables de la Suède à cette époque, se trouvait toujours là où il était question d'ex-

[1] Voyez Puffendorf, page 162.

citer à la guerre contre elle; il outre-passait même ses instructions. On avait d'autant moins de confiance dans les assurances de paix des Danois, qu'on savait parfaitement qu'ils se déclareraient, aussitôt que les affaires de la Pologne prendraient une mauvaise tournure. De faux bruits furent pour eux un motif de rompre plus tôt qu'ils n'avaient résolu. Une flotte hollandaise qui parut dans les premiers jours de juin 1656 fut reçue avec de vives acclamations. Charles-Gustave hésita d'abord sur le parti qu'il avait à prendre. Devait-il porter les premiers coups à son ennemi? devait-il l'attendre? Il se détermina à se tenir prêt à tout événement, et il laissa aux Danois tout l'odieux de la rupture. Au mois de février 1657, Frédéric convoqua une diète à Odense en Fionie pour décider la question de paix ou de guerre. La majorité était pour la paix : on n'avait aucun motif de rompre avec la Suède; mais un parti, à la tête duquel était le grand maître de la cour, Gersdorf, voulait la guerre pour agrandir le pouvoir royal [1]. On allégua toutes sortes de prétextes, on traça les tableaux les plus brillants d'un succès qu'on annonçait comme certain. Le mécontentement fermentait dans le duché de Brême et dans le Halland, et ce ne fut que sur de vagues soupçons qu'on résolut d'entreprendre une guerre qui devait entraîner le Danemarck au bord de l'abîme. On déploya dans les arsenaux et dans le port de Copenhague une activité inaccoutumée. Charles-Gustave, pour conserver la paix, avait ordonné à son résident de céder sur tous les points, sans compromettre toutefois la dignité nationale; mais plus il faisait pour apaiser les haines ou dissiper les préventions, plus les Danois se montraient intraitables: ils avaient oublié leurs derniers désastres, et se croyaient assurés d'un triomphe qui en effacerait la tache. Les Danois commencèrent les hostilités dans le Sund en s'emparant de trois vaisseaux suédois chargés de sel. Sur ces entrefaites, le ministre de Suède quitta Copenhague : alors parut le manifeste du roi de Danemarck. Si la Suède ne pouvait donner de motifs plausibles de celle qu'elle faisait à la Pologne, le Danemarck n'en avait pas davantage à alléguer contre la Suède; un de ses principaux griefs roulait sur la protection qu'on avait accordée au malheureux Corfitz Ulfeld. Les premières opérations des Danois prouvèrent qu'ils n'étaient que des apprentis dans l'art de la guerre; au lieu de porter leurs

[1] *Vita Frederici-Wilhelmi*, page 292.

forces au cœur de la Suède, ou d'arrêter la marche de Gustave en prenant position dans la Poméranie, ils firent une invasion dans le pays de Brême pour s'opposer aux enrôlements qu'y faisaient les Suédois, et s'emparer de ces contrées qu'ils trouvaient à leur convenance. Pour gagner la confiance des habitants, ils observèrent une discipline sévère, ils abolirent tous les impôts, promirent l'exemption de toute espèce de contributions, et offrirent de grands avantages à la ville de Brême. D'un autre côté ils marchèrent contre Wismar, et Frédéric s'embarqua sur sa flotte pour attaquer son adversaire, par mer, parce qu'il croyait que ce dernier cherchait à repasser la Baltique; mais arrivé à la rade de Dantzig, il apprit que Charles-Gustave s'approchait de Holstein à marches forcées[1].

A peine eut-on reçu en Pologne la nouvelle de l'ouverture des hostilités par le Danemarck, que le roi de Suède résolut de rejeter sur ce pays tout le poids de la guerre. Jamais peut-être un roi ne s'est trouvé dans une situation plus désespérée. Entouré d'ennemis, abandonné de ses alliés, il ne conservait aucune espérance de secours. En vain négocia-t-il avec Cromwell pour des subsides; Cromwell tenait trop à l'argent pour le sacrifier par simple obligeance : il ne demandait pas moins que la possession de Brême pour quelques centaines de mille livres sterling. La France seule avança 200,000 thalers; mais cette somme n'était pas suffisante pour faire face à tous les besoins : les fatigues avaient épuisé l'armée, qui manquait de tout. Cependant, au milieu de ces circonstances, le roi ne perdit pas courage. Avant de quitter la Prusse, où il laissa son frère, il exhorta les siens à la constance, et leur promit de revenir bientôt. Il avait juré la perte du Danemarck, et destiné le trône de ce pays à son beau-père le duc de Holstein-Gottorp, car il craignait que les autres puissances ne lui permissent pas de soumettre ce royaume à la Suède; mais il avait résolu de renfermer dans ses frontières la Norwége, la Scanie, le Blekiug et le Halland. Il offrit aux Hambourgeois contre des secours en argent, la citadelle de Gluckstad, qui gênait leur commerce. Ses soldats, quoique mal vêtus, annonçaient par leur attitude tout ce qu'on pouvait attendre d'eux; ils quittèrent avec joie la Pologne pour se rendre dans de plus riches contrées. Les Danois n'avaient pris aucune des fortes positions que leur offrait le nord de l'Allemagne, et, dès le 23 juillet, l'armée de Charles-Gustave entrait dans le Holstein ayant

[1] Voyez *Theatrum europæum*.

même que Frédéric fût de retour de son excursion. L'amiral Charles-Gustave Wrangel reprit bientôt le pays de Brême et dispersa les troupes danoises, qui entrèrent presque toutes au service de la Suède. Chaque désastre de l'ennemi accroissait ainsi les forces de Charles-Gustave. Le feld-maréchal Bilde, qui avait le commandement, se retira vers le Jutland et se jeta dans Fredericsodde, forteresse nouvellement bâtie, bien approvisionnée et munie d'une forte garnison. Gustave résolut d'en faire le siége; mais pour cacher son dessein, il se rendit d'abord de l'armée à Wismar et de là en Poméranie. La flotte suédoise avait quitté les ports : elle comptait vingt-six vaisseaux de guerre et vingt vaisseaux marchands armés; elle était commandée par l'amiral Bjelkenstjerna. Comme les Danois évitaient le combat, elle entra dans le port de Wismar, où elle débarqua les troupes qu'elle avait à bord. Les attroupements des paysans dans le Jutland furent dispersés par la cavalerie de Wrangel. Pendant que tout se préparait ainsi pour une guerre acharnée, il emporta d'assaut Fredericsodde, le boulevard du Danemarck : sept régiments et des provisions de toute espèce tombèrent aux mains du vainqueur. Le feld-maréchal Bilde, blessé et fait prisonnier, mourut quelques jours après celle journée funeste au Danemarck. Ainsi un des plus beaux faits d'armes couronna la fin de la campagne de 1657. Les Suédois, pour se reposer de tant de fatigues, prirent leurs quartiers d'hiver dans le Jutland ; mais l'incessante activité du roi ne laissa pas jouir ses troupes d'un long repos. Son saint dépendait du prompt dénoûment de cette guerre, avant que la masse de ses ennemis vînt l'assaillir ; son projet était de se transporter sur les îles danoises, et là de contraindre son ennemi à la paix. Wrangel ralliait tous ses navires dans les ports qui garnissent les côtes orientales du Holstein et du Jutland. Dans ce moment la nature vint en aide au roi de Suède : on entrait dans l'hiver de 1658, l'un des plus rodes que l'on connaisse. Le roi conçut l'idée de profiter du pont de glace que la rigueur de la saison offrait à son audace à travers la mer. Il se rendit de Wismar en Holstein pour se concerter avec ses généraux. On remarquait à sa suite ce célèbre Danois Corfitz Ulfeld, que d'infâmes intrigues avaient chassé de sa patrie, et qui, dès le règne de Christine, avait offert ses services à la Suède : cet homme remarquable, jadis un des plus fermes appuis de Christian IV, dont il avait épousé la fille, guida Charles X Gustave par ses conseils. Connaissant à fond la position de son pays, personne mieux que lui ne pouvait

indiquer où l'attaque était facile. A son arrivée dans le Holstein, le roi tint un conseil de guerre ; on y résolut d'envahir la Fionie. L'armée réunie entre Colding et Hadersleben, le long de la côte, n'attendait que le signal. Le 30 janvier elle traversa le petit Belt, qui, quoique étroit, gèle rarement à cause du courant des eaux, et où l'on n'avait jamais vu passer un homme, moins encore une armée. Le point de réunion était la petite île de Brandsö. A la tête de l'aile droite étaient le margrave de Bade et Clas Tott, mais l'amiral Wrangel la commandait en chef ; Fabien Berends dirigeait la gauche sous les ordres du roi. La marche se fit avec une grande prudence : les cavaliers conduisaient leurs chevaux par la bride ; les canons suivaient à grande distance ; enfin l'on passa le courant. Tous les bagages restèrent à Schleswig. De l'autre côté étaient les Danois, commandés, pendant la maladie de Gydenlow, par un colonel Jöns, autrefois au service de la Suède. Ils avaient pris une position avantageuse : une de leurs ailes s'appuyait sur la mer, l'autre sur un bois. Le roi, dévoré d'impatience, n'attendit pas l'arrivée de son infanterie ; il résolut de combattre avec sa cavalerie seule et tourna l'ennemi. Le combat ne fut pas long : sur 5,000 Danois, un très-petit nombre parvint à se sauver dans les îles, où ils répandirent partout la terreur et la consternation. Le roi trouva à Odense, capitale de la Fionie, soixante canons, et y fit prisonniers cinq sénateurs danois. L'île de Langeland tomba au pouvoir de Berends ; celle de Laaland fut prise par le duc de Weimar et par le colonel Ascheberg. Nyborg, place forte sur la côte de Fionie, à deux milles de Sprogö, petite île au milieu du grand Belt, en face de Corsör, tomba aussi au pouvoir des Suédois ; Charles-Gustave y rassembla ses généraux et leur proposa de poursuivre leur marche. Il est vrai que le froid n'avait pas encore diminué, et que son intensité pouvait faire supposer que la glace était solide ; le pain et le vin gelaient même dans le traîneau du roi [1]. Il avait fait sonder la glace par un des meilleurs officiers de l'armée, Dalberg, qui était maréchal de camp lorsqu'il termina sa carrière au service de sa patrie. Celui-ci lui avait assuré qu'on pouvait traverser sans danger avec une armée de 300,000 hommes. Le roi était encore à Odense, en train de souper, lorsqu'il reçut cette importante nouvelle. Sa résolution était prise, et ces mots : « Mon frère Frédéric, nous allons maintenant nous

[1] Voyez les *Mémoires de Terlon*.

entretenir en bon suédois, » prouvent qu'elle était inébranlable. A neuf heures du soir il était dans son traîneau pour se rendre à Nyborg, où il arriva à quatre heures du matin. Les généraux, immédiatement convoqués, furent frappés de terreur par le projet du roi. Wrangel, le plus téméraire dans les entreprises les plus hasardeuses, prit la parole. Il représenta au roi que c'était la dernière armée qui restât au pays; que le passage était tellement périlleux que les plus braves reculeraient, moins à cause du danger qu'il présentait, qu'à cause de la responsabilité qui pèserait sur eux en cas de malheur. Cette entreprise paraissait insensée même à Ulfeld, dont la vengeance cependant avait des ailes: il prouva que dans l'espace de quatre siècles il n'y avait pas d'exemple qu'un seul homme eût effectué le passage que le roi voulait tenter avec toute une armée et une pesante artillerie. Le roi parut ébranlé pour un moment; mais après avoir pesé toutes les circonstances, même les plus légères, il s'affermit dans sa première résolution. Le chevalier Meadow était chargé des intérêts de l'Angleterre à la cour de Copenhague; il avait dépêché au roi une lettre, pour offrir sa médiation, par un paysan qui avait traversé la glace. Aussitôt qu'il eut répondu à la lettre, il se rendit le soir même, accompagné de toute sa cavalerie [1], de Nyborg à Svendborg; il envoya quelques détachements pour s'assurer de la force de la glace: ceux-ci allèrent en droite ligne à l'île de Seeland et revinrent avec quelques paysans qu'ils avaient pris pour attester la vérité du fait. Le roi donna l'ordre de se mettre en marche. Dans beaucoup d'endroits il y avait un pied d'eau sur la glace: personne n'était sûr que le premier pas ne le ferait pas tomber dans l'abîme; mais, chose inouïe, sans éprouver ni retard ni accident, la grand Belt fut franchi sur une longueur de douze milles, et dès le 12 février les drapeaux suédois flottèrent sur le château de Wordingborg, dans l'île de Seeland. Une consternation générale frappa tous les esprits; on se réfugia en foule à Copenhague, qui n'était pas préparée à une résistance sérieuse. La paix parut le seul moyen de salut. Charles-Gustave avançait, et déjà son quartier général était à Kioge, sur le Sund, à quatre milles de Copenhague. Une neige extrêmement abondante était tombée, à l'abaissement de la température, ce qui empêcha Gustave de commencer de suite les travaux du siége. S'il obtenait *cette belle fiancée, qui méritait bien le sacrifice d'une danse sanglante*, comme il avait coutume de dire, il

[1] Le 5 janvier.

recevrait pour dot la Norwége et le Danemarck, c'est-à-dire la couronne du Nord [1]. Cependant Copenhague ne pouvait tenir longtemps.

Les malheurs qui frappaient coup sur coup le Danemarck avaient éteint l'ardeur belliqueuse, même chez les plus ardents partisans de la guerre; ils désiraient la paix à tout prix; l'Angleterre et la France la voulaient aussi, mais pour faire marcher le grand guerrier dans leurs intérêts contre la puissance de Habsbourg. Charles-Gustave n'était pas éloigné de la paix; mais il rejeta la proposition d'un congrès: il voulait une paix séparée, et il nomma pour ses plénipotentiaires Sten Bjelke et Corfitz Ulfeld. Frédéric, dans son infortune, était disposé à tout sacrifier. Gerstorf et Scheele furent autorisés à entamer des négociations et à demander un armistice; mais le roi déclara que les négociations n'arrêteraient pas la marche de son armée, et il donna, en présence même de ces envoyés, l'ordre de la poursuivre. Des troupes suédoises commandées par Stenbock avaient aussi envahi la Scanie, et pris position entre les villes de Landskrona et d'Helsingborg, sur les bords du Sund. — Un de ses généraux, Clas Tott, offrait au roi, s'il voulait lui confier 4,000 cavaliers, de prendre la capitale par un coup de main; mais il paraît que le roi ne connaissait pas l'état de stupeur où était plongée cette ville, ou qu'il préférait la paix à sa conquête, car il refusa. Les négociations s'ouvrirent à Tollstrop, village à deux milles de Copenhague; elles furent continuées à Roskild, où le traité fut signé le 26 février. La Suède reçut le Halland, le Bleking, la Scanie, le Bohus, le Trondheim en Norwége et l'île de Bornholm. Le Danemarck entretint 2,000 cavaliers au service de la Suède, et restitua à Corfitz Ulfeld et à son épouse, la malheureuse et célèbre comtesse Eléonore Monk, tous leurs domaines séquestrés. Trois jours après la signature du traité de paix, Frédéric III invita son heureux adversaire à une entrevue dans son château de Fredericksborg. La belle reine Sophie-Amélie y déploya toute la finesse de son esprit; mais lorsqu'au milieu des fumées du vin, elle proposa à Charles-Gustave de donner Trondheim au jeune prince Christian, il répondit fièrement que le roi de Suède actuel n'était pas Magnus Smek (Caresseur [2]). Gustave, pendant les deux

[1] Voyez Stanley, *The history of the late war in Denmarch*, Londres, 1670, page 7.

[2] Ce fut ce roi qui donna au Danemarck les provinces du Halland, de la Scanie et du Bleking.

jours qu'il resta dans ce château, y puisa tant d'éclaircissements qu'il lui prit envie de recommencer la guerre [1]. Ceux qui l'accompagnaient crurent remarquer que les Danois eux-mêmes n'attendaient qu'une occasion pour rompre la paix que l'épée leur avait dictée. Le roi entra dans son royaume entouré d'une auréole de gloire, et apportant une paix plus avantageuse qu'aucons de ses prédécesseurs n'avait pu obtenir. Maintenant la royaume avait des proportions convenables, et qui assuraient sa tranquillité pour l'avenir.

Pendant que le roi opérait son glorieux passage sur les glaces, l'Autriche et le Brandenbourg firent une alliance offensive contre la Suède. L'Autriche devait mettre en campagne 6,000 hommes et le Brandenbourg 3,000, moitié cavalerie, moitié infanterie; mais pendant qu'on négociait, l'épée de Charles-Gustave avait déjà tout décidé et anéanti tous ces projets. Comme il avait échoué dans toutes ses tentatives pour gagner l'électeur, il prit la résolution de diriger toutes ses forces sur le Brandenbourg, et de l'attaquer ainsi au cœur de ses Etats. Déjà Wrangel avait rassemblé toutes les troupes à Oldesloe, sous prétexte de les conduire en Poméranie, mais en effet pour pénétrer dans le pays de Magdebourg et dans l'Altenmarkt. Ce plan, approuvé par les états [2] de Suède, à Gothenbourg, recevait un commencement d'exécution, lorsque de nouveaux événements survinrent. Le Brandenbourg était en danger de succomber au choc des événements, et ce fut le hasard, plus que la bravoure ou la sagesse humaine, qui le sauva.

Il restait beaucoup de questions à résoudre dans le traité de Roskild. Coyet et Sten Bjelke furent envoyés à Copenhague pour aplanir les difficultés. Ils étaient chargés de proposer une union étroite entre la Suède et le Danemarck pour assurer la liberté de la Baltique, et surtout d'essayer de gagner Conrad Van Benningen, ministre de Hollande à Copenhague. Les premières plaintes élevées par les paysans danois, avaient pour objet l'oppression exercée par les troupes suédoises dans l'île de Seeland, dans le Jutland et dans le Holstein : leur conduite, disaient-ils, était injuste, car elles demandaient, même après la paix, à être entretenues par le pays et à toucher des contributions. Il est difficile de démêler la vérité dans le labyrinthe des

[1] Voyez Terlon, tome I, page 111.
[2] *Ibid.*, page 118.

versions différentes. Beaucoup de gens prétendent que le roi, en se rendant chez son beau-père dans le Holstein, se repentait de n'avoir pas tiré un meilleur parti des avantages que la fortune lui avait donnés sur le Danemarck, et qu'il chercha l'occasion de rompre la paix pour écraser complétement ce pays [1]. La vérité est que le roi favorisa beaucoup son beau-père le duc Frédéric III de Holstein-Gottorp, et que celui-ci était en hostilité ouverte avec le Danemarck. A la suite de la paix de Roskild, ce royaume perdit sa suzeraineté sur le Holstein; mais d'autres disputes s'élevèrent sur des choses de peu d'importance, il est vrai, mais suffisantes pour retenir encore les troupes suédoises dans les provinces du Danemarck. Chaque minute doit être précieuse quand il s'agit de rétablir l'ordre dans un État troublé; mais ce royaume oublia cette règle de politique, et s'abandonna trop aux conseils de Van Benningen. Une autre circonstance contribua à augmenter les embarras. Un ancien membre de la société suédoise pour les établissements sur la côte de Guinée avait attaqué une colonie suédoise et s'en était rendu maître : il arriva chargé de butin à Glockstad, après la paix. Les Suédois demandèrent son arrestation et la saisie de son vaisseau ; mais il se sauva à Emden avec une grande partie de sa cargaison. Ils réclamèrent alors une indemnité du Danemarck. Le refus que Charles éprouva fit une grande impression sur son esprit ; il résolut de tenter encore une fois la fortune contre les Danois. Il avait fait une visite à son beau-père, dans le Holstein, et se trouvait à Kiel, port sur la Baltique, lorsque le ministre danois Owe Juel y arriva. Ayant appris que le roi attendait toute sa flotte, ce fidèle serviteur quitta immédiatement la ville et se rendit en hâte auprès de Frédéric, pour l'avertir du danger qui le menaçait. Les Danois, craignant une nouvelle rupture, étaient disposés à accorder toutes les réparations qu'on exigerait d'eux, mais il était trop tard. Charles-Gustave prit prétexte de la non-exécution de certains articles, pour envahir le territoire de son ennemi, acte qu'il considéra comme une continuation de la guerre à laquelle la paix de Roskild avait mis fin. L'armée suédoise campa dans les environs de Kiel. On fit courir le bruit d'un débarquement qui serait tenté vers la Prusse pour porter secours à Thorn, qui était assiégé. Le roi fit appeler le ministre Terlon, de Copenhague, pour s'entretenir avec lui des affaires

[1] Voyez Terlon, page 119.

de la Pologne ; mais c'était en réalité pour le soustraire aux dangers d'un siége. Wrangel avait reçu l'ordre de veiller si bien sur Seeland, que le roi de Danemarck ne pût s'échapper ni en Norwège ni à Lubeck; tout d'ailleurs avait été préparé pour que les Hollandais ne pussent amener du secours qu'après le coup porté. Il est probable que cette entreprise aurait pleinement réussi si l'on eût suivi le premier plan du roi, qui consistait à mettre à la voile pour Copenhague, à en forcer l'entrée et à y jeter une garnison ; mais ce projet parut trop hasardeux à ces guerriers qui jusque-là s'étaient jetés tête baissée dans les entreprises les plus téméraires. Le roi débarqua à Corsor avec neuf ou dix mille hommes, et laissa aux habitants de Copenhague le temps de se remettre de leur première terreur. A Ringsted, petite ville à sept milles danois de cette capitale, Gustave rencontra une ambassade de Frédéric III ; elle lui exprima l'étonnement que causait à son maître cette attaque imprévue. Le roi chercha à justifier cette invasion par les difficultés que les Danois faisaient d'exécuter les conditions de la paix et par les trames secrètes qu'ils ourdissaient contre la Suède. Il essaya de corrompre les envoyés Hök et Schede ; il leur fit dire qu'il devait leur être indifférent que leur roi s'appelât Frédéric ou Charles, expression légère dans tous les cas, mais bien plus légère encore dans la bouche d'un roi. Il est à plaindre dans l'instant du danger, le monarque qui n'a pas l'affection de son peuple : celui-ci devient méprisable lorsqu'il change de maître comme un troupeau change de berger. Les Danois répondirent comme de braves gens : « Nous allons mourir avec notre roi : loin de nous la honte de l'abandonner dans le malheur ! » Un découragement général s'empara des âmes, à Copenhague ; les paysans qui y arrivèrent en masse exagérèrent le nombre des ennemis. Frédéric rejeta le conseil de prendre la fuite, résolu qu'il était à s'ensevelir sous les débris de son trône ; et il prouva par sa conduite que les ressources d'un roi sont immenses quand il ne s'abandonne pas lui-même. Gersdorf, un des auteurs de la première guerre, exhorta les bourgeois à défendre leurs maisons ; on fit les promesses les plus flatteuses à cette classe de citoyens, aux étudiants et aux paysans. Tous déclarèrent qu'ils étaient prêts à supporter tous les maux plutôt que le joug de l'étranger. Van Beuningen promit du secours : il monta un vaisseau et partit pour la Hollande afin d'en hâter l'expédition. Néanmoins tout aurait été probablement perdu, si Gustave, au lieu de faire un siége régulier, avait tenté l'assaut ; car

tous les points n'étaient pas garnis, et les remparts presque en ruines n'étaient défendus que par un fossé sec. Charles divisa aussi ses forces pour prendre Kronoborg : cette conquête était importante ; mais elle ne valait pas celle de la capitale. Kronoborg, après une courte défense, se rendit à Charles-Gustave Wrangel ; en revanche le siége de Copenhague n'avançait pas. Les travaux étaient difficiles sur un terrain marécageux ; cependant on parvint à détourner l'eau qui alimentait la ville. La pluie, qui tomba en abondance, y suppléa. Les bourgeois supportèrent toutes les fatigues et toutes les privations, d'autant plus volontiers, qu'ils ne faisaient que suivre l'exemple du roi. Ils firent plusieurs sorties heureuses, dans l'une desquelles Gustave, le comte palatin et Wrangel n'échappèrent au danger d'être faits prisonniers que par la bravoure du colonel Leyonhjelm. Charles-Gustave, qui avait entrepris cette expédition dans la persuasion qu'elle ne pouvait manquer de réussir, vit toutes ses illusions se dissiper. Frédéric montra une grandeur d'âme, une constance qui étonnèrent d'autant plus qu'on ne soupçonnait pas ces qualités en lui. Charles-Gustave n'avait rien épargné pour empêcher la Hollande de se déclarer en faveur du Danemarck : il renouvela à cette puissance les assurances de son amitié, et les promesses les plus solennelles d'accorder aux vaisseaux hollandais la liberté de passage dans le Sund, ainsi que d'autres faveurs dans ses vastes possessions, pour entraîner l'avarice de ces marchands ; il fit distribuer des présents à La Haye par son envoyé, pour une valeur de 20,000 thalers, et mettre en liberté des vaisseaux hollandais arrêtés dans le Sund, évalués à quatre millions, tout cela pour éviter un conflit avec cette république. Mais la fidélité d'un Danois anéantit toutes ses espérances de ce côté, ce fut Christophe Gabel, secrétaire intime du cabinet du roi. Envoyé à Kiel, auprès du roi de Suède, il fut congédié avec les promesses les plus formelles d'une paix durable. Ses affaires l'ayant conduit à Hambourg, il y apprit la rupture. Sans attendre ni ordres ni instructions, il partit de suite pour la Hollande [1]. De concert avec le ministre danois, il pressa l'armement ; il obtint un emprunt de trois millions de florins, et deux mille hommes s'embarquèrent pour aller renforcer la garnison de la capitale. Aucune puissance ne prit parti pour la Suède : il paraît même que la France et l'Angleterre virent avec

[1] Voyez Terlon, page 134.

plaisir la Hollande entrer en lice pour mettre des bornes à l'ambition de Charles-Gustave. Une des plus belles flottes qui eussent jusque-là quitté les côtes de la Hollande appareilla le 7 octobre : elle comptait trente-cinq voiles ; elle était commandée par tout ce que la marine avait de plus illustre, Opdam, Pinter Flores et Witte Wittens. Quatorze jours après elle était dans le Sund, et fut forcée par les vents contraires de jeter l'ancre à quelque distance de Kronoborg. L'arrivée de cette flotte consterna le roi de Suède. Un conseil de guerre fut de suite assemblé. L'amiral Wrangel proposa de profiter de l'avantage du vent pour aller à la rencontre de l'ennemi et lui livrer bataille. Si cette opinion eût prévalu, il est à croire que les Hollandais auraient été obligés de regagner la pleine mer, ou tout au moins que le secours qu'ils apportaient aurait été retardé. Le roi se repentit, mais trop tard, de n'avoir pas suivi ce conseil. Copenhague était au comble de la détresse ; l'espérance de secours soutenait seule son courage. — Le 9 novembre la flotte hollandaise passa le Sund. La flotte suédoise, forte de quarante vaisseaux, soutenue par les batteries de Helsingborg et de Kronoborg, attendait l'attaque. Les Suédois voulurent conserver sur mer la supériorité et la gloire qu'ils avaient acquises sur terre, par le gain de tant de batailles. Le roi, sa sœur, la reine et toute la cour furent témoins à Kronoborg d'un des combats les plus terribles qui se soient livrés dans ces eaux. Le vent, qui favorisait l'ennemi, ne permit pas aux Suédois de suivre ses manœuvres. Wrangel, dont le pavillon flottait sur le vaisseau *Victoria*, fut le premier qui fut assailli et entouré de plusieurs navires ennemis ; son gouvernail fut abattu, et il fut contraint de se retirer sous les canons de Kronoborg. Bjelkenstjerna et Witten s'attaquèrent encore avec plus de rage. Le vaisseau du dernier fut tellement maltraité qu'il ne put plus longtemps tenir la mer. L'amiral hollandais fut tué ; peu de temps après les amiraux Gersson (Hollandais au service de Suède) et Bjelkenstjerna furent mis hors de combat : les autres vaisseaux étaient aux prises avec un acharnement incroyable. Le vaisseau amiral hollandais était sur le point de couler bas ; séparé du reste de la flotte, il aurait été pris et la victoire serait peut-être restée aux Suédois, si un autre Wrangel, commandant huit vaisseaux de guerre et qui était sous l'île de Hven, eût fait son devoir et se fût hâté de prendre part à cette glorieuse affaire. L'issue était incertaine ; on avait également souffert des deux côtés. Les Hollandais avaient perdu

leurs deux amiraux et plusieurs officiers supérieurs; mais les Suédois déployèrent sans succès le plus grand courage : ils ne purent empêcher le secours, qui arrivait aux Danois, de pénétrer à Copenhague. Les Hollandais entrèrent dans ce port, tandis que les Suédois se rendaient à Landskrona en Scanie, vis-à-vis de Copenhague, pour se ravitailler. Les Danois et les Hollandais cherchèrent à incendier la flotte suédoise, et à l'empêcher de sortir, en coulant bas quelques vaisseaux devant le port. Dans cette circonstance la bravoure de Charles-Gustave lui fit courir un danger imminent. Il sortait du port de Landskrona pour observer la flotte ennemie; un épais brouillard s'étendit sur la mer. Le roi et ses compagnons entendirent parler sans apercevoir aucun vaisseau. Le brouillard s'étant dissipé tout à coup, ils s'aperçurent qu'ils étaient tout près des Hollandais. Ils eurent le bonheur de rentrer au port sans avoir été atteints par les innombrables boulets qu'on dirigea contre leur navire. Gustave fut obligé de changer en blocus le siége de Copenhague; il se mit dans un camp retranché et coupa toutes les communications de la capitale avec la campagne. Tous les points importants de Fionie et de Seeland furent fortifiés pour empêcher les ennemis d'y faire des descentes. Le roi ne savait s'il devait rompre avec les Hollandais ou prendre la voie des négociations. Ceux-ci voulaient établir un certain équilibre dans le Nord et poser le traité de Brömsebro comme base de la paix dans ces contrées; mais l'Angleterre et la France demandèrent l'exécution de celui de Roskild, à l'exception de l'article qui excluait les flottes étrangères de la Baltique. Les remontrances énergiques de l'Angleterre empêchèrent la Hollande d'envoyer d'autres secours au Danemarck. Charles essaya de semer la discorde entre ces deux puissances; mais la mort d'Olivier Cromwell, qui eut lieu précisément à l'époque où il se glissait de l'aigreur dans les rapports diplomatiques, empêcha peut-être une fâcheuse explosion. Cependant son fils Richard (on croit que ce fut à l'instigation de la France) résolut d'envoyer une flotte commandée par l'amiral Montagu; mais il avait pour instruction de n'assister les Suédois que dans le cas où le Danemarck refuserait d'accepter la médiation de l'Angleterre pour la paix. Charles-Gustave vit qu'en de telles circonstances, il ne devait compter que sur lui-même et qu'il devenait nécessaire de frapper un grand coup pour écarter tous les embarras qui paraissaient devoir l'écraser; c'est pourquoi il se décida à livrer l'assaut à Copenhague dans la nuit du 11 au

12 février. Les Suédois, revêtus de chemises blanches sur leurs cuirasses, et coiffés de chapeaux de la même couleur, pour n'être point aperçus dans la neige qui couvrait la terre, se mirent en marche au cri de : « *Dieu avec nous !* » Ils se dirigèrent du côté de l'ouest, où la glace facilitait l'attaque [1]. Conduits par Delwig et Fersen, ils vinrent à bout, malgré le feu des remparts, d'attacher les échelles. Il en monta plusieurs qui, n'étant pas soutenus, furent victimes de leur courage. Après des efforts inouïs, Charles fut obligé de commander la retraite. Les chefs les plus braves avaient perdu la vie, et plus de 2,000 morts couvraient la terre. Les Danois, protégés par leurs remparts, n'avaient souffert presque aucune perte. Charles-Gustave fit dans cette circonstance la triste expérience qu'un moment perdu ne peut se réparer. En compensation, il s'empara de presque toutes les îles danoises, et la flotte ennemie, qui était sortie de Copenhague et avait été enfermée dans le golfe de Flensburg, ne fut sauvée que par l'arrivée de la flotte hollandaise, commandée par Opdam. Le danger dans lequel le Danemarck était tombé de nouveau, et la présence des Hollandais dans la Baltique, déterminèrent le grand électeur à agir ; il proposa à Montecuculi de réunir leurs forces. Il paraît que la France favorisa cette démarche par jalousie contre les projets ambitieux du roi de Suède. Les alliés marchèrent sur le Holstein : le roi y avait laissé le comte de Waldeck et le comte palatin de Sulzbach, à la tête de 8,000 cavaliers, avec ordre de se défendre jusqu'à la dernière extrémité, et, dans le cas où ils seraient obligés de plier devant les forces supérieures des assaillants, de se retirer dans la citadelle de Fredericsodde, où ils trouveraient tout en abondance. Le roi de Suède espérait que les alliés, quoique plus forts que les Suédois, seraient bientôt dans la nécessité de se retirer faute de vivres. Les Polonais qui avaient pris le château de Kolding, pillèrent le pays d'une manière si révoltante, que l'électeur pria Jean-Casimir de les faire rappeler [2]. Les alliés prirent leurs quartiers d'hiver dans le Jutland, et les Suédois gardèrent Fredericsodde. Pour y être plus en sûreté, ils avaient ravagé tous les environs à plusieurs milles de distance ; mais comme ce lieu était insalubre, des maladies contagieuses qui survinrent emportèrent les soldats par grandes masses, ce qui détermina

[1] Voyez *Histoire de Suède*, par Ruhs, tome V, page 112.
[2] Voyez Puffendorf, *Vita Fred.-Wilh.*, page 387.

Wrangel à abandonner la ville. Il mina les fortifications et se retira en Fionie avec ses troupes. L'électeur voulait attaquer cette île; mais les Hollandais lui refusèrent leur concours. Il se hasarda alors à tenter une descente à ses risques et périls, et réunit dans ce but tous les navires qu'il put trouver dans les ports du Holstein et du Jutland; mais cette expédition échoua avant d'avoir reçu un commencement d'exécution.

Ce ne fut pas seulement dans les îles danoises et sur la péninsule cimbrique que la guerre se faisait sentir; elle éclata aussi à l'extrémité de la Norwége. Les habitants de la province de Trondheim, cédée à la Suède par la paix de Roskild, se révoltèrent. Leur mécontentement avait été provoqué par une levée de soldats qu'on avait formés en régiments et transportés en Prusse, loin de leurs foyers et de leurs montagnes. Rien d'aussi insupportable pour l'homme libre que le joug militaire, et la jeunesse norwégienne, habituée à la mer, ne pouvait se plaire sous le harnais. En outre, le gouvernement suédois avait commis l'imprudence de frapper d'un impôt onéreux la pêche de stockfisch, qui est une des branches les plus essentielles de l'industrie de ces contrées. Le roi envoya des troupes, stationnées dans le Jutland, au secours de la garnison de Trondheim : mais elles furent arrêtées par les paysans dans les défilés des hautes montagnes qui séparent les deux pays. Le commandant suédois, assiégé dans la citadelle, par les habitants, avait été forcé de capituler, et, au milieu des embarras où la Suède était alors engagée, on ne pouvait songer à reprendre cette possession. Les mêmes causes de mécontentement qui avaient fait naître la révolte de Trondheim armèrent la population de l'île de Bornholm, dans la Baltique. De tout temps jaloux de leurs priviléges, et jouissant, sous la domination danoise, d'une liberté assez étendue, ces insulaires crurent qu'on y attentait en enrôlant leurs fils et leurs parents comme soldats. Ils s'insurgèrent pour recouvrer leurs droits, bravant la flotte suédoise qui sillonnait les eaux de la Baltique. On se défit du gouverneur; la château de Hammerfest fut assiégé, et la garnison, frappée d'une terreur panique, mit bas les armes devant une troupe mal organisée de paysans et de bourgeois.

La flotte anglaise arriva dans le même temps : elle s'étendait depuis l'entrée du Sund jusqu'aux côtes élevées de l'île de Hven. Son aspect ranima l'espérance dans le cœur des Suédois et découragea leurs ennemis; mais toute incertitude s'évanouit quand on connut les instruc-

tions dont l'amiral anglais était chargé. Non-seulement la flotte anglaise ne devait pas servir d'instrument à l'ambition de Charles-Gustave, mais encore elle venait pour s'opposer à ses prétentions. L'Angleterre voulait l'exécution de la paix de Roskild, ni plus ni moins. Les négociations continuèrent à Londres. Là Charles-Gustave avait proposé de partager le Danemarck comme il avait fait autrefois pour la Pologne ; mais cette proposition fut rejetée. Pendant ces lenteurs éclata la révolution qui brisa la pouvoir de Richard Cromwell, et détourna pour quelque temps l'attention des Anglais des affaires extérieures. Le parlement ne se crut pas lié par les promesses du protecteur. La Hollande gagna plus d'influence dans les affaires du Nord ; elle conseilla au roi d'accepter les conditions de la paix de Roskild, excepté dans ce qui touchait les îles de Hven et de Bornholm et la province de Trondheim, qui devaient rester au Danemarck. Mazarin signifia au roi d'adhérer à ces conditions, à moins qu'il ne voulût avoir aussi la France contre lui.

L'Angleterre, la France et la Hollande déterminèrent les conditions sans consulter les parties belligérantes. Cette manière despotique d'agir excita naturellement un grand mécontentement. Le roi du Danemarck déclara qu'il se ferait plutôt ensevelir sous les ruines de son royaume, que de souscrire à une telle paix. Sur ces entrefaites, les Hollandais envoyèrent une flotte nouvelle, sous les ordres du célèbre Ruyter, qui stationna entre les îles de Lessö et d'Anholt. A la même époque arriva aussi une ambassade hollandaise, composée de Slingeland et de Pierre Hubert, qui avaient toujours paru portés pour les intérêts du roi de Suède ; aussi furent-ils bien reçus par lui. Mais Frédéric était plus que jamais opposé à ces projets pacifiques. Une ambassade anglaise à la tête de laquelle était Algernon-Sidney, ce martyr remarquable des opinions républicaines, joignit ses efforts à ceux des envoyés hollandais. On signa le premier traité de La Haye[1], où il fut arrêté que la paix serait rétablie dans le Nord, et que celui des rois qui ne l'accepterait pas y serait contraint par la force des armes. Quelques modifications furent introduites dans le traité de Roskild : ainsi la province de Trondheim fut rendue au Danemarck. Les Hollandais y étaient intéressés, parce qu'ils faisaient un grand commerce avec ces contrées, d'où ils tiraient beaucoup de matelots

[1] 14 juillet.

pour leur marine, et dont les revenus, presque en totalité, se trouvaient engagés à leurs négociants. Rien ne révolta l'esprit hautain du roi de Suède comme les menaces qu'on employa pour lui imposer. Il reçut avec honneur les ministres de France et d'Angleterre, sans rejeter tout à fait leurs propositions; mais celles que présentèrent les Hollandais ne furent pas acceptées. Il ne voulait dépendre que de lui-même, et disait aux plénipotentiaires étrangers, lorsqu'ils lui présentèrent en commun le projet d'une nouvelle réconciliation : « Comptent sur la force de vos flottes, vous élaborez des projets, mais je les couperai avec mon épée. » Cependant Frédéric, plus politique que Charles-Gustave, consentit à adhérer à la paix aux conditions posées par les puissances, dans la persuasion que son ennemi ne l'accepterait pas. Charles, voyant que ses efforts pour gagner le parlement étaient vains, se détermina à traiter, et les négociations avec le Danemarck commencèrent le 25 août; mais elles furent presque aussitôt rompues. La flotte anglaise quitta le Sund et les Hollandais y restèrent maîtres. Malgré les conférences diplomatiques, on ne déposa pas les armes. Les Danois furent repoussés dans des tentatives qu'ils firent sur Ystad en Scanie et sur Kiöge dans l'île de Seeland; la descente des alliés dans la Fionie fut plus heureuse. Charles-Gustave n'avait pas plutôt eu vent de leur dessein, qu'il s'était rendu en toute hâte en Seeland : il voulait surtout sauver l'armée qui se trouvait dans cette île, et qui comptait 1,000 fantassins et 4,000 cavaliers : c'étaient des troupes d'élite; elles avaient à leur tête le comte palatin de Sulzbach. Il avait l'ordre de mettre une forte garnison à Nyborg et de se retirer en Seeland, mais les vaisseaux hollandais qui couvraient le grand Belt s'y opposèrent. Les Suédois, attaqués le 14 novembre près de Nyborg par des forces supérieures, furent battus; 2,000 restèrent sur le champ de bataille et 3,000 furent faits prisonniers. Les chefs Sulzbach et Stenbock se sauvèrent sur une petite nacelle et revinrent sans armée. Charles-Gustave tâcha de se consoler en pensant à la bravoure déployée par ses troupes, et à l'inconstance de la fortune.

La reprise de la Fionie remonta le moral des Danois : ils voulurent porter la guerre dans l'île de Seeland, mais l'amiral Ruyter, qui avait seul déterminé la victoire en leur faveur, refusa sa coopération. Le roi expédia à ses ministres l'ordre d'accepter le traité de Roskild; il envoya Coyet, diplomate consommé, en Hollande, et Björnklo en

France ; lui-même se rendit en Suède pour assister à la diète qu'il avait convoquée à Gothenbourg.

Les possessions suédoises en Allemagne ne furent pas à l'abri du fléau de la guerre. Stettin, assiégé par les impériaux, fut vaillamment défendu par Wirz, qui, après avoir reçu des renforts de Charles-Gustave Wrangel, contraignit les assaillants à la retraite. La Poméranie fut envahie par les Brandenbourgeois,qui, repoussés devant Gripswald, s'emparèrent de Demmin, place forte sur le Peene. Ces irruptions dans les possessions suédoises en Allemagne étaient autant de violations de la paix de Westphalie. Charles-Gustave en appela à la garantie de la France, et Mazarin déclara à l'électeur que son roi ne souffrirait pas la plus légère infraction à cette paix. Tel était l'état des affaires de la Suède, en Allemagne et en Danemarck, sur la fin de l'année 1659.

La Courlande était gouvernée depuis 1642 par le duc Jacques, prince qui aurait honoré le trône par ses belles qualités. Il avait épousé la sœur du grand électeur. Tous ses vœux tendaient à rendre ses sujets heureux, et à s'affranchir de la dépendance de la Pologne. Jusqu'à la guerre avec ce dernier pays, les Suédois avaient fidèlement observé les traités en vigueur ; mais à cette époque, Charles-Gustave voulut que ce prince reconnût la suzeraineté de la Suède. Le duc refusa et prêta néanmoins 50,000 thalers à Charles-Gustave. Cependant celui-ci suspectait la politique du duc : il le croyait en rapport avec le czar et l'accusait d'avoir excité les Russes à lui faire la guerre ; mais il désirait d'autant plus vivement gagner le duc à ses intérêts, que sa position était désespérée en Pologne. De La Gardie lui fit les offres les plus brillantes ; mais il était plus qu'évident que Charles-Gustave était un maître plus exigeant que le roi de Pologne, et que la domination de la Suède coûterait cher à un pays aussi faible que la Courlande. Lorsque l'électeur eut rompu avec la Suède et qu'il eut même fait cause commune avec ses ennemis, Charles-Gustave ne crut avoir aucune raison d'épargner le duc Jacques. Douglas, général suédois, entra dans ses Etats, s'empara par surprise de la résidence du duc, le fit prisonnier, ainsi que son épouse, et les envoya d'abord à Riga, puis à Ivanogorod ; mais loin que cette sévérité de Charles-Gustave améliorât sa position, l'occupation de la Courlande fut pour les armes suédoises une source de malheurs. Les nobles courlandais, exaspérés, les combattirent partout et se joignirent aux Lithuaniens.

En Pologne, Thorn, la dernière place forte qu'occupaient les Suédois, se rendit par capitulation après un long siége et une glorieuse résistance. Benoît Oxenstjerna y commandait; il avait arrêté pendant plusieurs mois toutes les forces de la Pologne et des impériaux (40,000 hommes), et, lorsqu'il sortit de la place, il ne lui restait que 300 hommes, tant il avait perdu de monde pendant le siége. Le prince Adolphe-Jean commandait en Prusse; mais comme on le laissa sans secours, il quitta, de dépit, son commandement et se rendit en Poméranie. Dans cet état de choses, le roi désirait faire la paix avec la Pologne, qui paraissait n'en être pas éloignée non plus. Le roi avait choisi pour commissaires *ad hoc* Gyllenklo, Schlippenbach et De La Gardie : ils se rendirent à Dantzig et de là au couvent d'Oliva, dans le voisinage de cette ville, et les négociations commencèrent.

Nous avons dit que Charles-Gustave avait convoqué les états à Gothenbourg : c'était pour les exciter à redoubler d'efforts, car ce n'était qu'en mettant sur pied des forces imposantes qu'on pouvait obtenir une paix honorable. Les débats étaient presque terminés, les états avaient accordé de nouveaux secours en hommes et en argent, lorsque le roi, qui s'était exposé pendant la guerre aux plus grands dangers et aux plus grandes fatigues, et dont l'âme, d'ailleurs, était combattue par des sentiments opposés, la crainte, l'espérance, les chagrins et la joie, fut atteint tout à coup d'une maladie dont les symptômes ne présentèrent d'abord rien d'alarmant; elle paraissait même perdre de sa force, lorsqu'elle prit, par l'ignorance du médecin, un caractère grave. La fièvre, en redoublant d'intensité, enleva toutes les forces au malade, qui sentit que sa fin approchait. Il fit mander les grands de son royaume : ils parurent devant lui, accablés sous le poids de la douleur. Charles leur adressa des paroles de consolation, et les pria de pourvoir au salut de la patrie en lui procurant la paix. Rempli de sentiments chrétiens, il se prépara à la mort, qu'il n'avait jamais redoutée, et mourut, comme il avait vécu, en grand roi. Dans ses derniers instants, il se fit lire son testament, s'occupa de quelques affaires importantes, récompensa quelques serviteurs fidèles, puis il parut tranquille, et il expira dans les bras du maréchal Oxenstjerna et du comte Nicolas Brahe, en prononçant ces mots : « Que Dieu me soit miséricordieux! » Il avait ordonné par son testament que l'éducation de son fils et la tutelle fussent confiées

à la reine et aux grands dignitaires de l'État. Son épouse devait présider le sénat, ou elle aurait deux voix. Il avait élevé son frère Adolphe-Jean à la dignité de *riksmarsk* et au grade de généralissime des armées. Pierre Brahe était nommé drots, Charles-Gustave Wrangel général en chef, Magnus-Gabriel de La Gardie chancelier du royaume, et Henri Fleming trésorier. Le sénat devait être consulté pour toutes les affaires d'un intérêt général. Au cas où la reine viendrait à mourir ou à contracter de nouveaux liens, la présidence avec deux voix écherrait au prince Adolphe, à qui le roi avait signifié la défense de quitter les frontières du royaume. Mais le frère du roi n'était pas aimé : sa conduite insolente envers ses créanciers, qu'il battait au lieu de les payer, lui avait aliéné tous les cœurs. La violence de son caractère détermina ses propres enfants à abandonner sa maison sans vouloir y rentrer. Une haine implacable s'était élevée entre lui et son beau-frère. Il avait si peu d'ordre, qu'à sa mort il ne laissa pas de quoi payer les frais de son enterrement. Ces considérations engagèrent donc les états, peu de jours après la mort du roi, à déclarer le testament nul, par la raison que le roi, en le faisant, n'avait pas l'usage de ses facultés, et la duc fut exclu de la tutelle.

Le sénat, par ses conseils, avait contribué à déterminer le roi à entreprendre la guerre de Pologne, car c'était le seul moyen d'empêcher l'entière restitution à la couronne des dotations faites par les gouvernements précédents. Sans cette mesure, il était pourtant impossible de rétablir l'ordre dans les finances. De concert avec les états, le roi avait commencé à la mettre à exécution; mais les guerres qui remplirent sa courte carrière l'empêchèrent de résoudre cette question importante pour la tranquillité future de la Suède. Les moyens employés dans une affaire d'un intérêt aussi grave n'étaient guère qu'une formalité, ce qui convenait parfaitement aux intérêts de la noblesse.

Charles mourut au même âge que le grand Gustave. La mort en le frappant anéantit le vaste projet de la formation d'un empire dans le Nord. Les Suédois le représentent comme un des plus grands hommes qui aient porté la couronne : une bravoure à toute épreuve, le coup d'œil d'un aigle, une résolution inébranlable, une connaissance profonde des hommes et des choses, telles étaient les qualités qui le distinguaient. Il avait appris l'art de la guerre sous Torstenson;

il lui ressembla pour la rapidité des opérations. Il connaissait le prix du moment, et peut-être sa perte fut-elle une des plus grandes que la Suède ait faites : lui seul avait pu réunir en faisceau les branches trop divergentes du pouvoir ; lui seul avait pu donner de la vigueur à l'administration intérieure. Une restitution des dotations se serait opérée avec plus de justice sous son règne, et n'aurait pas éveillé les haines qu'elle produisit sous Charles XI, ni préparé les malheurs qui éclatèrent sous Charles XII.

CHAPITRE III.

Charles XI. — Régence. — Négociations et paix avec le Danemarck, le Brandenbourg et la Pologne. — Éducation du roi.

Charles XI était né au château de Stockholm, le 24 novembre 1655, et n'avait guère plus de quatre ans lorsqu'il perdit son père. Les états conférèrent aux soins de la reine douairière et du sénat, la direction de la guerre et des négociations. Le vœu général était pour la paix, mais une paix honorable : on accorda les impôts nécessaires et la levée des soldats. Nous avons nommé les plénipotentiaires de la Suède chargés de traiter à Oliva [1] ; la Pologne y était représentée par Jean de Leszno, le comte Lubomirski, le chancelier du royaume Nicolaus Prazmovski, Christian Pac, Moistein, Rey et Gninsky ; l'empereur par le comte Collowrath et le baron Lisola, et le Brandenbourg par Howerbech, Somnitz et Ostaw ; le chancelier Felkersam y était pour le duc de Courlande ; la France était médiatrice, et son ministre, Lombres, y déploya une grande habileté pour concilier tant d'intérêts opposés. Après des négociations qui durèrent quatre mois, la paix [2] fut signée, le 3 mai. Le roi de Pologne renonça à toutes ses prétentions sur la Suède, l'Esthonie et Ösel, et les frontières de Suède furent reconnues jusqu'aux bords de la Duna. Le duc de Courlande devait être rétabli dans son duché. La Suède restitua Marienbourg, Slumm et Elbing. Les conditions avec l'Autriche et le Brandenbourg étaient telles, que la guerre ne leur avait produit aucun avantage, sinon que les obligations contractées par l'électeur dans les traités de Königsberg, de Marienbourg et de Labiau furent annulées. Les négociations avec le Danemarck ne furent pas interrompues. Le ministre français n'eut

[1] Benoît Oxenstjerna assista aussi à ce congrès en qualité de ministre.

[2] La reine de Pologne avait puissamment contribué à porter son époux à faire la paix à tout prix.

pas plutôt appris la mort du roi qu'il engagea les autres ministres, médiateurs comme lui, à redoubler d'efforts. La paix avec le Danemarck fut conclue le 6 juin sur les bases de celles de Roskild. Trondheim et Bornholm restèrent au pouvoir des Danois. Les négociations avec la Russie se firent à Kardis, sur les frontières de l'Esthonie et de la Livonie : elles traînèrent beaucoup en longueur : mais elles amenèrent à la fin une paix solide [1], assise sur celle de Stolbova.

La guerre se trouvait ainsi éteinte; mais il restait encore à régler des questions non moins graves. Les fonctions de la nouvelle régence devaient durer longtemps, et celle régence était faible. Magnus-Gabriel de La Gardie occupait la place qu'Axel Oxenstjerna avait remplie avec tant d'honneur. Les divisions qui existaient dans la noblesse devinrent plus profondes; déjà se dessinaient les partis qui préparaient sourdement le despotisme. La reine manquait de qualités éminentes : elle n'avait point de volonté à elle et ne savait pas faire prévaloir son autorité. Le drols Pierre Brahe, consommé dans les affaires, était déjà chargé d'années : religieux, intelligent, ennemi des innovations, il avait un grand esprit d'ordre et d'économie. Le marsk Lars Kagg, vieillard qui avait blanchi sous les armes, était tellement ignorant qu'il savait à peine écrire son nom. L'amiral Charles-Gustave Wrangel, un des plus grands capitaines de son temps, probe, d'une grande résolution, ferme, plus propre aux combats qu'aux intrigues de cabinet, était riche et libéral ; mais ses dépenses ne dépassaient pas ses revenus. Magnus de La Gardie connaissait mieux l'art de représenter et de se concilier les cœurs; mais il manquait de profondeur, d'intelligence et de force de caractère, qualités indispensables pour régner : il donnait dans une libéralité extravagante. Gustave Bonde parlait peu, mais il était profondément versé dans les affaires de finance.

La diète se réunit au mois de septembre. Fleming, qui avait été aussi nommé dignitaire par le testament du roi, fut exclu par la noblesse, parce qu'il avait opéré le commencement de restitution des domaines qui eut lieu en 1655 et qu'on avait trouvé dans la cassette du roi le projet d'une semblable restitution des dotations faites au profit de la couronne. Gustave Bonde fut nommé, à sa place, trésorier du royaume. Le nombre des sénateurs fut porté à quarante.

[1] Le 2 juillet 1661.

On ajouta un sixième collége, celui des mines et du commerce, à ceux qui existaient déjà.

L'éducation du jeune roi fut tout à fait négligée; mais Charles XI est un exemple de cette vérité, que des dispositions naturelles, extraordinaires, une éducation distinguée, des connaissances variées ne sont pas nécessaires pour occuper la place la plus élevée; mais que le sentiment de sa propre dignité, une valeur éprouvée, un jugement droit, un bon cœur, font souvent les meilleurs rois pour le peuple. Il paraît que ce fut à dessein que les tuteurs le laissèrent user ses premières années dans une complète ignorance: de cette manière on pensait qu'il resterait toujours sous leur dépendance, et ne leur ferait rendre jamais un compte sévère de leur administration. Il est présumable du moins que telle était la pensée des plus puissants tuteurs, comme de La Gardie. Cette négligence doit être attribuée aussi en partie à la reine, qui aimait son enfant outre mesure et était satisfaite pourvu qu'il se portât bien: « Ses frères, disait-elle, n'avaient rien appris et n'en étaient pas moins de bons princes. » Il avait pour gouverneur Christian Horn, homme sans capacité, et pour précepteur Fygrelius, savant professeur d'Upsala, anobli sous le nom de Gripenhjelm: il se plaignait de ce que le jeune prince aimait mieux les exercices du corps que l'étude. Charles était entouré de jeunes gens qui pliaient toutes leurs volontés à la sienne, probablement pour la dominer un jour. Ils lui inspiraient de la haine contre le sénat; ils lui persuadèrent que les fonds publics étaient mal administrés, et que les membres de la régence n'étaient pas désintéressés. A l'âge de vingt ans, lorsqu'il se rendit à l'armée de Scanie, il ne savait encore ni lire ni écrire. Les suppliques qu'on lui adressait le mettaient dans un embarras terrible; il pâlissait et rougissait tour à tour: « J'ai appris à la guerre, disait-il souvent, ce que les autres y oublient généralement, à lire et à écrire. »

On vit bientôt que la grande âme d'Axel Oxenstjerna manquait à la régence, ce sage ministre qui savait concilier les espérances et les prétentions de tous les partis. La discorde se mit entre les grands, les tuteurs, le sénat et la noblesse, qui en recueillirent plus tard les fruits les plus amers. Quoique le royaume eût besoin d'une longue paix pour se remettre de tant de sacrifices, la guerre avait beaucoup de partisans; ils la croyaient utile pour écarter leurs adversaires, se rendre eux-mêmes indispensables et faire leur fortune. Dans de telles

circonstances, les questions d'alliance sont des questions vitales, et ce fut avec ce caractère qu'elles se présentèrent dans les partis qui divisaient la régence et le sénat. La France d'un côté, et l'Autriche avec des puissances maritimes de l'autre, cherchèrent à les gagner à force d'argent, car la Suède était déjà regardée comme à vendre en Europe. Des revirements subits de systèmes s'opéraient sur un signe des chefs de partis, attentifs à la marche des événements. On entendait un langage démocratique; on démontrait que la Suède devait retirer des sommes énormes de l'étranger, sans avoir besoin de tirer l'épée. Une alliance avait été signée le 24 septembre 1661, à Fontainebleau, pour dix ans. La Suède, dans un article secret, s'engageait à envoyer 10,000 hommes en Pologne, en échange d'une somme de 480,000 thalers. On était sur le point d'entreprendre cette imprudente expédition, lorsque le comte Oxenstjerna l'empêcha par sa vigoureuse opposition. On soegeait aussi à déclarer la guerre à la Russie; ce projet fut également abandonné à cause de la résistance qu'il rencontra. De La Gardie était partisan avoué des Français; mais il se formait dans le sénat un parti tout contraire [1]. L'insolence du ministre français, qui avait dit que la Suède devait danser comme un canlen suisse lorsque la France battait les tambours, avait suscité beaucoup d'ennemis à cette puissance. Ce parti fut cause que la Suède accéda aux mesures prises par l'Angleterre, la Hollande et l'empire, pour mettre des bornes à l'ambition de Louis XIV. La paix signée à Aix-la-Chapelle fut le résultat de cette accession. Le ministre de France à Stockholm, à cette époque, était Pomponne; aussitôt que la Suède se fut déclarée, il quitta la capitale. Louis XIV était très-mécontent; mais il parvint bientôt, par ses intrigues et par son argent, à reprendre son ancienne influence en Suède. Le tableau de ces temps est triste. On pouvait tout avoir à Stockholm pour de l'argent : les finances étaient épuisées. La reine douairière ne put échapper aux soupçons d'avoir accepté l'argent des Hollandais. Les forteresses qui couvraient les frontières étaient mal entretenues; tout était en désordre, et l'armée éprouvait un dénûment auquel on n'aurait pas dû s'attendre après tant de guerres glorieuses. Les ministres accrédités auprès des cours étrangères n'étaient pas payés; les paysans étaient maltraités et trompés par les prévôts, comme le

[1] Les sénateurs Sten Bjelke, Cannt Kurk, Clas Rålamb, Bjôrnklo.

prouvent les plaintes qu'ils firent entendre plus tard. Le roi commençait à montrer et à développer son caractère : son penchant pour la chasse, pour les chevaux et, en général, pour tous les exercices du corps, se fortifiait avec les années. Au nombre de ses favoris, on remarque les frères Gyllenstjerna et Hans Wachtmeister, qui jouèrent plus tard un rôle si important; ils n'épargnèrent rien pour rendre de La Gardie odieux à leur maître. Celui-ci avait d'abord conçu une haute idée de la capacité de cet homme d'État; mais de La Gardie ne tarda pas à la détruire lui-même par son imprudence. A la diète (décembre 1672), Charles XI prit les rênes du gouvernement : il était alors âgé de dix-sept ans. La régence présenta un compte que le jeune roi accepta, malgré les conseils de ses favoris. Plusieurs hommes nouveaux se présentèrent sur la scène et acquirent la confiance du roi. Nous nous contenterons, quant à présent, de nommer Lindskôld, fils d'un bourgmestre d'une petite ville d'Ostrogothie, homme de capacité à qui le roi confia d'importantes missions qu'il remplit toujours avec distinction.

Charles monta sur le trône à l'époque où Louis XIV avait mûri ses projets ambitieux. Ce monarque n'avait rien épargné pour gagner la cour de Suède. Il avait contre lui un fort parti, dans lequel on distinguait Björnklo, à qui se joignirent Benoît Oxenstjerna, les Gyllenstjerna et plusieurs autres seigneurs; mais tous les conseils de la sagesse et de la prudence durent se taire devant la puissance de l'or. De La Gardie appuya les efforts des ministres français, avec tant d'ardeur et de succès, qu'une alliance défensive fut conclue avec la France au mois d'avril 1672. La Suède, dans le cas où quelque État d'Allemagne agirait contre le roi de France, s'engagea à envoyer des troupes en Poméranie et à Brême. La France payait annuellement à la Suède 480,000 thalers, et en cas de guerre 600,000. Cette alliance eut des suites funestes, en entraînant la guerre avec le Danemarck et avec l'Allemagne. Il est vrai que la Suède fit quelques tentatives pour la prévenir; mais ses avances paraissaient toujours suspectes, parce qu'on la regardait comme liée par l'argent de la France. Convaincue de l'inutilité de ses démarches, elle se détermina à l'exécution du traité. Le roi, par suite de l'éducation qu'il avait reçue, avait grande envie d'essayer ses forces dans une guerre : l'expérience ne lui avait pas encore fait sentir le prix de la paix. Plusieurs grands d'ailleurs poussèrent le prince, dans l'espoir qu'il trouverait la mort dans les combats.

Mais on manquait de tout pour faire la guerre : on se trouvait hors d'état d'équiper une flotte ; les soldats n'étaient pas exercés ; la Suède ne pouvait être prête à temps pour favoriser les projets de la France. Cependant Charles-Gustave Wrangel fut nommé général en chef en Allemagne. Mais ce grand capitaine n'était plus ce qu'il avait été : brisé par les fatigues et retenu dans son lit, il refusa une mission dont le poids pouvait l'accabler ; toutefois le roi l'obligea de s'en charger, lui donnant pour le seconder le général Helmfelt, guerrier distingué, mais qui, favori de La Gardie, était d'un parti opposé au sien. Ce dernier quitta l'armée avant qu'elle entrât en campagne, et il fut remplacé par Mardefelt, qu'on soupçonnait d'être en relations intimes avec le Brandebourg. Quoique les troupes fussent rassemblées, on avait peur de rompre. La France promit d'augmenter les subsides ; mais elle avertit qu'elle les retirerait, si les Suédois se tenaient l'arme au bras pendant qu'on se battait aux bords du Rhin. Alors Wrangel reçut l'ordre d'agir ; il entra dans les Marches, sous prétexte de rétablir la paix entre l'électeur et la France et s'annonçant comme ami. Wrangel avait promis de maintenir une discipline sévère ; mais les habitants n'ayant rien voulu donner, les soldats commencèrent à se livrer à des excès plus violents que ceux qu'on reprochait à la guerre de trente ans : les récoltes furent détruites, les bestiaux tués et les villes dépeuplées ; la plupart des habitants se réfugièrent en Pologne. L'électeur se plaignit amèrement d'une telle conduite. L'Angleterre, le Danemarck, la Hollande commençaient à s'armer ; l'empire se déclara aussi pour l'électeur. Celui-ci se battait contre la France, lorsqu'il reçut la nouvelle de l'invasion des Suédois dans ses Etats. Il se retira immédiatement en Franconie avec ses troupes, pour les faire reposer, et voler ensuite à la défense de son territoire. Il arriva si inopinément, qu'il trouva les Suédois dispersés le long du Hawel. Il n'avait guère que de la cavalerie avec lui, tant sa marche avait été rapide. Les Suédois furent surpris à Ratenau, et obligés d'accepter le combat à Fehrbellin [1], dans une position désavantageuse. Leur général n'était pas présent ; la division régnait parmi les chefs, et le frère de Wrangel, qui prit le commandement, n'était pas en état de le remplacer : ils furent défaits et eurent 1,500 hommes tués plutôt en fuyant qu'en combattant. Cet échec fut une grande tache imprimée

[1] Le 18 juin 1675.

à la gloire de la Suède, et devint pour ses ennemis le signal de l'attaque.

Les états s'assemblèrent à Upsala dans le mois d'août. Ils manifestèrent un grand mécontentement, non-seulement au sujet de la guerre et des désastres qui en étaient la suite, mais encore à cause de l'état dans lequel la régence avait remis le royaume au jeune roi, à la suite d'une paix de quatorze ans, qui n'avait été interrompue que par l'armement destiné contre la ville de Brême [1] en 1666. Ils demandèrent que les comptes de la régence fussent vérifiés par un comité nommé à cet effet et dont les paysans seraient exclus. Le roi y consentit, non sans faire quelque difficulté. Cette première démarche n'annonçait pas seulement la chute de Magnus de La Gardie; elle était encore le prélude des attaques qui devaient bientôt miner la puissance et la fortune de la noblesse. — Le jeune Charles fut couronné à Upsala, au mois d'octobre.

Pendant que ces discussions troublaient la Suède, l'Allemagne faisait les préparatifs d'une guerre formidable, dans l'intention manifeste de chasser les Suédois de son territoire. La Suède fut déclarée ennemie de l'empire. Le Danemarck et Lunebourg levèrent l'étendard de la guerre; l'évêque de Münster lui-même osa tirer l'épée: réuni aux troupes brandenbourgeoises, il s'empara de la ville de Stade (15 août 1676). Le grand électeur dirigea toutes ses forces contre la Poméranie après la victoire qu'il venait de remporter à Fehrbellin; Christian V, de Danemarck, se joignit à lui, après avoir signé à Dobberan (le 25 septembre 1675) un traité par lequel ils se partageaient d'avance leurs futures conquêtes [2]. Ils entrèrent en Poméranie et menacèrent Stralsund; mais ils furent bientôt obligés d'opérer leur retraite. Christian marcha sur Wismar, dont il s'empara malgré une résistance vigoureuse [3].

Lorsqu'on apprit le désastre que Wrangel avait essuyé dans le Brandenbourg, on arma la flotte, chargée de 10,000 hommes, pour renforcer l'armée dans ces contrées; mais, soit qu'elle eût été retenue par les vents contraires ou qu'elle eût éprouvé des retards par l'inha-

[1] Cet armement, qui compromit l'autorité de la Suède dans ses possessions allemandes, coûta à l'État plus de deux millions. Wrangel, qui avait même bombardé la ville de Brême, fut contraint de se retirer devant les menaces de l'empire.

[2] Une alliance formelle remplaça ce traité le 23 décembre 1676.

[3] Le 13 décembre 1675.

bileté des amiraux, elle n'arriva pas à sa destination. Des maladies éclatèrent dans les équipages et les moissonnèrent. Le grand amiral Stenbock, fut appelé plus tard à rendre compte de sa conduite dans cette circonstance ; il perdit sa place, et fut condamné à payer les frais de l'expédition. Ces malheurs contribuèrent à la supériorité des ennemis de la Suède en Allemagne, et, malgré toute l'habileté de Komgsmark, qui avait remplacé Wrangel dans le commandement, il ne fut pas possible de tenir tête aux forces des alliés. L'électeur s'empara des petites forteresses dont la Poméranie était alors hérissée ; il assiégea Stettin, qui, après un long siége, ouvrit enfin ses portes [1]. Les Danois occupèrent toute l'île de Rügen ; ils en furent bientôt chassés par Königsmark, mais ils la reprirent concurremment avec les Brandenbourgeois. Königsmark, obligé de se jeter dans la forteresse de Stralsund, y fut assiégé, et une partie de la ville brûlée par le bombardement. Elle capitula le 15 octobre, et les Suédois en sortirent avec les honneurs de la guerre. Toute la Poméranie était donc perdue, et des braves guerriers qui avaient défendu ces possessions, bien peu seulement devaient revoir leur patrie ; presque tous périrent dans la Baltique, près de Bornholm, avec l'artillerie, les archives et le butin recueilli dans tant de campagnes : 600 survécurent à ces désastres et rentrèrent en Suède. Une invasion en Prusse, tentée par Henri Horn, à la tête de 16,000 hommes, du côté de la Livonie, ne fut pas plus heureuse. Cette armée fut battue et presque détruite en entier : 2,500 à peine revirent leurs foyers.

Cependant l'orage le plus menaçant grondait du côté du Danemark ; un grand mécontentement fermentait dans les provinces nouvellement acquises, et la régence n'avait su se concilier ni la confiance de la noblesse ni celle des paysans. La Scanie surtout était un foyer d'irritation, et l'on n'y attendait que l'arrivée d'une armée danoise, pour prouver qu'un attachement cimenté par une réunion de quatre siècles ne se brise point d'un simple traité. La Suède avait tout fait pour prévenir une rupture. Le roi était fiancé à la sœur de Christian V, Ulrique-Eléonore : on y envoya plusieurs ambassades. Christian fit sa déclaration de guerre le 2 septembre 1675 ; la flotte danoise, réunie aux vaisseaux de guerre hollandais, parut dans la Baltique. Le gouverneur de Norwége, Gyldenlow, pénétra en Suède pen-

[1] Le 14 décembre 1677.

dant que l'amiral N. Juel s'emparait de Gothland [1], battait complétement la flotte suédoise en vue de l'île d'Oland [2], et que l'armée danoise, forte de 16,000 hommes, opérait une descente en Scanie. Helsingborg et Landskrona se rendirent, et les paysans, se formant en guérillas sous le nom de *snapphanar* [3], unirent leurs efforts à ceux des Danois pour se soustraire à la domination suédoise. Christian envoya un de ses généraux, Duncam, pour prendre Halmstad, capitale du Halland, pendant qu'il mettait lui-même le siége devant Christianstad.

Charles XI ne pouvait se mesurer en rase campagne avec les forces supérieures des Danois, avant d'avoir reçu les renforts qui accouraient de tous les coins du royaume; cependant, secondé par d'habiles généraux, parmi lesquels nous citerons préférablement Ascheberg et Dalberg, il résolut de mettre à profit les fautes de ses ennemis. A peine eut-il été informé de l'expédition de Duncam, qu'il marcha à sa rencontre à travers les montagnes qui, séparant le Småland de la Scanie, étendent leurs ramifications jusqu'à la mer et, semblables à une muraille, forment, sous le nom de *Hallandsås*, la frontière de la Scanie et du Halland. La marche du roi fut si rapide et si secrète, que les Danois ne la soupçonnèrent pas avant de l'avoir vu s'avancer contre eux en bon ordre. La bataille se livra le 17 août, près de Halmstad, presque sur la rive du Catégat. De tous les Danois, il ne se sauva pas trente hommes; ils furent tués ou faits prisonniers avec leurs chefs. La joie qu'occasionna cette victoire fut tempérée par la nouvelle que Christianstad avait été pris d'assaut par les Danois. Toutefois cette bataille avait empêché la jonction de l'armée norwégienne et de celle des Danois qui était en Scanie; elle eut aussi pour effet de ranimer le courage abattu des Suédois.

Charles, après sa victoire, se retira dans le Småland; mais il n'eut pas plutôt reçu des renforts qu'il entra en Scanie. Les deux armées campèrent en face l'une de l'autre; une rivière seulement les séparait. Comme les paysans n'étaient pas portés pour les Suédois, la disette se fit sentir de plus en plus dans le camp de ces derniers. Dans ces circonstances, le roi, suivant le conseil de Jean Gyllenstjerna, aima

[1] Le 29 avril 1676.
[2] Le 1er juin.
[3] De là est venu probablement en France le mot de *chenapan*, qui en style vulgaire signifie *brigand*, *bandit*, etc.

mieux livrer bataille que battre en retraite. Le plan de Charles XI était très-vicieux: heureusement pour lui, ses adversaires commirent encore de plus grandes fautes. Une action meurtrière[1] s'engagea dans les plaines de Lund, petite ville remarquable aujourd'hui par son université. Le roi commandait en personne; il avait sous ses ordres Ascheberg et Helmfelt. La mêlée fut sanglante : 10,000 hommes y perdirent la vie. Les Danois se retirèrent pendant la nuit, abandonnant à leurs ennemis leur camp et leur artillerie. Mais cette victoire ne rendit pas les Suédois maîtres de la Scanie. Les Danois se rallièrent bientôt sous le canon de Landskrona et assiégèrent Malmo. Cette place fut défendue avec bravoure par Fabien Fersen. Christian, après avoir livré un assaut, dans lequel il perdit près de 4,000 hommes, chercha de nouveau un asile à Landskrona (1677).

Sur mer, les Danois réussissaient beaucoup mieux. Leur flotte était commandée par Juel, un de leurs marins les plus remarquables, à la hauteur de Rostock, il défit la division de Gothenberg, dirigée par l'amiral Sjöblad, qu'il fit prisonnier. Henri Horn fut encore plus malheureux : ayant sous ses ordres la grande flotte, il perdit vingt-deux vaisseaux dans le combat naval livré dans le golfe de Kiöge. Les Hollandais, commandés par Tromp, s'étant réunis à Juel, les Suédois éprouvèrent encore des pertes considérables qui ne leur permirent plus de tenir la mer. La campagne de 1678, en Scanie, n'offre de remarquable que le combat de Landskrona (14 juillet), dont le succès fut douteux, bien que les Suédois s'attribuassent l'honneur de cette journée, parce qu'ils étaient restés maîtres du terrain après avoir pris plusieurs canons. Sur les frontières de la Norwége, Gyldenlöw s'empara de Marstrand. Magnus de La Gardie se laissa surprendre non loin d'Uddevalla, et perdit les bagages et son artillerie. Ce désastre lui enleva le reste de faveur qu'il conservait encore auprès du roi.

Au milieu des embarras de la guerre, Charles XI convoqua les états à Halmstad. La session de la diète dura depuis le 3 jusqu'au 20 février ; elle fut très-orageuse, quoique les députés ne fussent pas en grand nombre. Toutes les attaques tombèrent sur le comte de La Gardie, à qui on attribuait tous les malheurs : il était l'auteur de l'alliance française, de la décadence et de l'anéantis-

[1] Le 14 décembre 1676.

sement des finances. On ne pouvait sortir du mauvais pas où l'on était engagé : tous les appointements étaient arriérés : personne n'avait de ressources contre les plus pressants besoins. Le Halland et la Scanie, devenus le théâtre de la guerre, eurent beaucoup à souffrir. Cependant, quelque lourds que fussent les impôts qui pesaient sur le peuple, la diète vota de nouvelles levées d'hommes et de nouvelles contributions; du reste, elle se prononça avec énergie pour une meilleure administration financière. Pendant que les états étaient assemblés, les Suédois poussaient avec vigueur le siége de Christianstad, qui se rendit le 4 août. La guerre, qui durait depuis trois ans, avait épuisé le Danemarck et la Suède, sans avantages bien positifs pour aucun de ces deux Etats. Mais les alliés s'étant dispersés à la suite des négociations de Nimègue et ayant conclu des traités de paix séparés, Christian se vit dans l'impossibilité de continuer la guerre avec ses seules forces. Ne pouvant conserver la Scanie, il voulut qu'elle fût un désert avant d'être à son ennemi : il incendia Lund et engagea les habitants de cette ville à venir s'établir dans l'île riante et fertile de Seeland, où il serait pourvu à leurs besoins.

Les négociations de Nimègue, sans avoir produit les résultats qu'on en attendait, donnèrent au moins l'occasion de traiter séparément. Ainsi la Suède et la Hollande se réconcilièrent en 1678, et, par l'influence et la bonne foi de la France, l'empereur, par la paix conclue le 5 février 1679, déclara que la Suède devait être réintégré dans ses possessions d'Allemagne. Le grand électeur fit tous ses efforts pour en empêcher l'exécution ; mais la présence d'une armée française dans le pays de Clèves lui fit signer la paix avec la Suède, à Saint-Germain en Laye[1], et il ne garda de toutes ses conquêtes, qu'un petit territoire de l'autre côté de l'Oder. Ainsi isolé de tous ses alliés, le Danemarck était trop faible pour résister à la Suède : plutôt que de se soumettre aux propositions de la France, il traita directement avec son ennemi, sous la médiation de la Saxe. Les négociations s'ouvrirent à Lund, le 19 juin, et se terminèrent le 26 septembre. On restitua de part et d'autre ce qu'on avait conquis. La Suède sortait donc plus honorablement qu'elle ne devait s'y attendre, d'une guerre commencée avec imprudence et conduite sans calcul. On doit cet hommage à la mémoire de Louis XIV, que ce fut à sa haute politique

[1] Le 29 juin.

que la Suède dût cette heureuse issue, sans laquelle elle aurait perdu, du moins en Allemagne, le fruit des victoires du grand Gustave-Adolphe et de ses habiles capitaines.

Jeune, sans expérience, dépourvu des connaissances que les jeunes gens possèdent généralement à cet âge, Charles XI avait fait preuve dans cette guerre d'un courage incontestable et d'une haute intelligence. Il avait supporté toutes les fatigues de la guerre, et il s'était, pour ainsi dire, formé à régner, au milieu du carnage : il avait vu les maux de la guerre dans toute leur horreur et la misère de toute une génération. Il paraît que ces souvenirs ne s'effacèrent pas de sa mémoire, car ce fut à partir de cette époque qu'il renonça entièrement à tout projet de conquête.

La paix était conclue, il est vrai, mais les embarras se compliquaient à l'intérieur. La guerre avait coûté cinquante millions ; on y avait perdu quarante vaisseaux de guerre et plus de 100,000 hommes. Les provinces que la Suède recouvra étaient appauvries, la Scanie n'était plus qu'un désert ; les chenapans continuèrent encore leurs déprédations plusieurs années après la guerre, malgré les peines sévères qui les menaçaient. Mais Charles se mit à l'œuvre pour guérir les maux causés par la guerre et améliorer l'administration. En effet, quelques années lui suffirent pour rendre à son royaume la force et le bien-être à l'intérieur, et l'estime de l'étranger.

La guerre terminée, sa première pensée fut de se marier, pour fixer l'hérédité dans sa maison. Nous avons déjà vu qu'il était fiancé à Ulrique-Eléonore, princesse danoise, mais que la guerre avait retardé la célébration des noces. Ses favoris voulurent le contrarier dans son choix; mais il tint ferme, et le mariage se consomma. L'histoire n'a qu'une opinion sur le caractère d'Ulrique-Eléonore. Ses excellentes qualités, sa bonté jointe à un esprit pénétrant, eurent bientôt fait taire les préventions haineuses que lui avaient attirées, de la part des Suédois, son origine danoise. Pendant la guerre, elle avait secouru les soldats suédois que le sort des armes avait plongés dans la captivité; aussi le bruit de ses vertus s'était-il répandu dans les provinces les plus reculées du royaume, avant que son mariage l'eût conduite en Suède. Cependant elle ne fut pas heureuse. Charles XI était d'un naturel froid, et il préférait, au dire du ministre français Courtin, l'entretien d'un guerrier, à la société des plus belles femmes de la capitale ; son cœur paraissait fermé aux sentiments tendres : il ne dînait jamais

avec sa femme, qui consacrait tous son temps à l'éducation de ses enfants, à la lecture ou a des pratiques de charité. La mère du roi n'était pas étrangère à cette indifférence de son fils; elle détestait la cour danoise et tout ce qui en sortait, et son esprit était trop borné pour qu'elle pût calculer les suites malheureuses d'une si étrange conduite.

Les états furent convoqués de nouveau au mois de juillet 1680; tous les yeux étaient fixés sur eux, car une tempête menaçait le sénat et la noblesse. Le projet d'un examen de la conduite des anciens sénateurs était déjà arrêté, surtout par un des favoris du roi, Jean Gyllenstjerna. Comme il fut pour ainsi dire le créateur des mesures adoptées par son maître, mesures qui ont rendu ce règne si remarquable, nous allons tracer son portrait. Jean Gyllenstjerna était le type de l'ancien caractère sauvage des Suédois; il en tirait vanité. Sa taille était colossale, sa force herculéenne, sa figure et ses manières également repoussantes, son âme rusée et vindicative. Comme il avait du reste de la vigueur, de la capacité, de l'intégrité, il offrait un amalgame de qualités opposées. Ennemi des abstractions, son esprit positif était cependant imbu de préjugés, tant sur les personnes que sur les causes premières. Fier de sa noblesse, plus qu'aucun autre de son temps, il professait le plus grand mépris pour les grands. Un nouveau système politique, applicable aux affaires extérieures de la Suède, avait germé dans sa tête; mais ce système se trouve plus souvent cité que développé: il était basé sur la nécessité de faire du tout le nord scandinave un tout politique, et, par conséquent, de conclure une alliance avec le Danemarck, jusqu'à ce que la Suède trouvât l'occasion de s'emparer de la Norwège, suivant l'opinion de Charles X Gustave; de rendre la Suède puissance maritime plutôt que continentale, et, pour cela, de choisir Carlscrone pour station de la grande flotte; d'affranchir la Suède de tout subside, en créant une flotte imposante et permanente. Mais Gyllenstjerna ne put voir la réalisation de ses projets; il mourut le 12 juillet 1680, empoisonné, suivant certains bruits.

Le roi avait pris tous ses arrangements pour écarter de la diète les nobles les plus puissants. Le Gardie n'osa s'y présenter. Königsmark, puissant par sa fortune et par sa réputation du grand capitaine, fut retenu en Poméranie par une mission du gouvernement. Les favoris du roi, Hans et Axel Wachtmeister, dominèrent ainsi d'autant plus facilement la noblesse, que le grand maréchal de la diète Clas Fleming

travaillait, comme l'avait fait son père, à la restitution des dotations à la couronne. Les états roturiers étaient dévoués au roi. Le roi proposa quelques questions à résoudre, par exemple : Jusqu'à quel point un roi majeur doit obéir à la constitution ; à quel degré le sénat doit-il participer à son gouvernement ; comment le sénat est-il intermédiaire entre le prince et les états ? »

Dès le 9 décembre, les états déclarèrent que le roi n'était pas lié par la constitution, et qu'ainsi le pouvoir royal devenait une dictature que l'on confiait pour le moment au roi. L'essence même de cette dictature s'opposait à ce qu'elle fût perpétuelle, et comme elle sortait des limites du droit, elle devait d'autant plus se renfermer dans celles de l'équité. Ce fut dans cette circonstance que Charles XI commit une grande faute, car lui qui établissait des règles pour tout, en Suède, n'en voulut point reconnaître pour son autorité. — Tout fut décidé suivant les vues de la cour. La réduction ou restitution des domaines fut résolue, ainsi que l'équipement de la flotte, pour laquelle on accorda beaucoup de contributions. Une commission composée de trente-six membres fut nommée pour examiner l'administration de la régence. Le 15 mai 1682, cette commission publia son arrêt, suivant lequel les membres de la régence étaient déclarés responsables de tous les actes de leur administration, et étaient condamnés à une indemnité envers la couronne. Cet arrêt fut sanctionné par la diète suivante (1682), on consomma de cette manière ce qu'on n'avait été qu'ébauché en 1680.

A cette diète, les paysans, secrètement excités, se plaignirent avec aigreur de la noblesse, parce qu'elle ne voulait pas consentir à l'établissement d'une armée permanente ; ils y ajoutèrent qu'ils étaient prêts à se soumettre entièrement à la volonté du roi. Les trois états roturiers s'étaient coalisés ; ils demandèrent énergiquement la restitution des domaines à la couronne (réduction), et le roi leur en fit ses remercîments. Les sénateurs furent accusés pour toutes les expressions qui, dans les actes du gouvernement, étaient contraires au pouvoir absolu, et surtout pour avoir cassé le testament de Charles X Gustave. Ehrensten, qui avait écrit les dernières dispositions de ce grand roi, assura que le prince les avait signées en pleine raison, et que le sénat les avait acceptées avant sa mort. Le roi se plaignit, les larmes aux yeux, des termes sévères qu'on avait employés en parlant de son père. Tous ceux qui avaient pris part à l'annulation du testament furent déclarés, par une disposition particulière, criminels et

parjures. Charles XI s'avançait ainsi pas à pas vers son but, et le décret de la diète répondit à ses vœux ; il fut décidé que les femmes elles-mêmes, à défaut d'héritiers mâles, monteraient sur le trône. Le roi avait obtenu ce qu'il avait tant désiré, un pouvoir presque absolu, qu'il chercha à affermir de plus en plus ; cependant il ne lui fut publiquement offert que quatre ans avant sa mort (1693), lorsque les états déclarèrent qu'il n'était responsable de ses actes que devant Dieu. Les professeurs des universités reçurent l'ordre d'enseigner aux étudiants la doctrine du pouvoir absolu ; le roi ne s'entoura que de personnes de basse extraction et qui s'étaient élevées par leurs talents[1] ; les cinq grandes dignités du royaume restèrent vacantes. Le sénat se réunit rarement ; le roi confia à chacun des membres, des commissions particulières : ils furent nommés conseillers royaux ; les membres des états reçurent la même qualification. Que les prétentions du sénat fussent abaissées, ce n'était que justice ; mais que le roi le privât de toute influence, c'était la faute la plus grave de son gouvernement. Nous pensons avec les anciens que le salut des États repose sur les conseils des meilleurs citoyens[2]. Le sénat, quoi qu'on puisse dire de ses prétentions exagérées, avait une institution nationale, fondée sur la loi et sur la constitution suédoises. Charles XI en la supprimant, plutôt encore en fait que par l'expression, a été plus loin qu'il ne pensait lui-même, et que ne le prévoyaient ses conseillers, partisans du despotisme : le règne de son fils en est une preuve. Qui avait le droit d'élever la voix au nom du pays quand les états s'en furent dépouillés pour humilier le sénat? — Charles XII trouva la nation silencieuse ; mais une haine implacable bouillonnait sous cette apparence tranquille.

Nous avons vu que les finances étaient dans l'état le plus déplorable : la dette s'élevait à la fin de la guerre jusqu'à 100 tonneaux d'or, et la couronne avait perdu tout crédit. Une réforme radicale pouvait seule prévenir la ruine totale de l'État ; pour l'opérer il n'y avait que deux moyens : le premier était l'augmentation des revenus par la restitution des domaines constitués en dotations[3] et le rem-

[1] Nous nous contenterons de citer Ehrensten, Gyldenstolpe, Lindskiöld, Gyllenborg, Piper, Dalberg, etc.

[2] « Certe in optimorum consiliis posita est civitatum salus. » (Cicero, *de Republica*, lib. 1, cap. 31.)

[3] Ce que les Suédois appellent *réduction* (restitution), les Français l'ont nommé

boursement des sommes dérobées à la couronne ; le second consistait à rétablir un ordre sévère dans l'administration des deniers de l'État. La restitution, mesure aussi légitime que nécessaire, fut le fait le plus décisif du règne de Charles XI ; elle était demandée d'une commune voix par le peuple et par le roi, et cette voix est plus puissante que celle des intérêts particuliers. Adoptée à la diète de 1655, elle n'avait pu être mise à exécution par suite des manœuvres de la noblesse : une commission, espèce de chambre ardente composée de douze membres, fut chargée de la faire exécuter. On demanda la restitution des hemmans, d'après leur nature et leur situation, sans égard pour la manière dont la couronne les avait aliénés [1]. On peut encore reprocher à Charles XI d'avoir fait exécuter cette importante réforme comme une affaire de parti. Il la reçut de l'opposition noble contre la régence et le sénat, et il la laissa aux mains d'un autre parti, celui de la cour, formé des hommes nouveaux qui élevèrent leur propre fortune sur la ruine de celle de leurs adversaires. C'étaient les aristocrates futurs, aujourd'hui ultra-royalistes, qui avaient juré fidélité au drapeau du despotisme, moyen le plus sûr de se faire valoir, pour des mérites roturiers. L'influence du *pouvoir absolu* sur les restitutions des biens de l'État ajouta aux souffrances que ces restitutions ne pouvaient manquer d'occasionner, car on admit en principe que le pouvoir ne connaissait point de bornes : c'était un grand vice dans une affaire qui laissait déjà tant de place à l'arbitraire. Charles X, dans son premier projet de réduction, avait évité cet écueil. Charles XI fit de la réduction, dans son application, un instrument de persécution. — Les plus riches familles se trouvèrent tout à coup appauvries.

La réduction se fit dans les provinces conquises, mais surtout dans l'Esthonie et la Livonie, avec une rigueur qui révolta la noblesse. Hastfer en était gouverneur : c'était un homme dur et intéressé ; il avait commencé à s'attirer l'animadversion des populations, en prêtant la main à l'abolition de l'ancienne constitution du pays. Là, comme en Suède, la noblesse tomba dans une grande pauvreté. On envoya

révolution de 1680, et ils n'ont pas tort, parce que cet événement bouleversa toutes les fortunes.

[1] Les grandes mines, telles que Fahlun, Sala, Danemora, etc. C'était la seconde restitution qui avait lieu en Suède ; Gustave Ier avait fait la première en prenant à l'Église tout ce qu'elle avait reçu depuis des siècles. Ces mêmes propriétés, qui étaient tombées entre les mains de la noblesse sous forme de dotations, furent restituées pour la seconde fois.

des députés en Suède ; parmi eux se trouvait Jean-Reinhold Patkull, qui termina si misérablement sa carrière sous le règne de Charles XII. Il avait le cœur noble et courageux ; mais il était mal vu du gouverneur, parce qu'il avait informé le roi que les places étaient mal pourvues. Ni les prières ni les plaintes touchantes ne purent adoucir le soit rigoureux qui avait frappé les familles nobles de ces provinces ; les députés épuisèrent tous les moyens. Enfin pénétrés de la conscience de la justice de leur cause, ils tinrent un langage qui en était digne. Patkull surtout se distingua dans cette circonstance. Ils furent arrêtés et condamnés à mort ; Patkull s'échappa et combattit constamment, depuis, contre Charles XI et son fils.

La réduction avait fourni à la couronne les moyens d'organiser l'armée. Cette organisation coûta moins au peuple en Suède que dans les autres pays, et le système suivi par Charles XI a poussé de si profondes racines qu'il a bravé l'effort du temps. Nous avons vu que l'armée se levait par conscription ou par enrôlement ; les diètes déterminèrent le mode de cette conscription : on prenait généralement un paysan sur dix dans les hemmans taxés, et un sur vingt seulement dans les hemmans exempts. L'équipement des cavaliers était à la charge de la noblesse. Plusieurs régiments, il est vrai, portèrent le nom des provinces d'où ils étaient tirés et où certains hemmans et certaines rentes étaient assignés à leur entretien ; mais il n'existait pas de règlement fixe à cet égard : tout était livré à l'arbitraire, et les abus, par conséquent, étaient nombreux. Charles XI fit faire aux paysans des contrats par lesquels ils s'engagèrent à tenir sur pied un certain nombre de soldats, à condition que leurs fils seraient exemptés de la conscription. Deux hemmans devaient fournir un soldat, qui recevait des appointements, des habits et une cabane avec un lambeau de terre et un petit jardin : il ne pouvait rien demander aux paysans pour le temps qu'il était en campagne ; s'il périssait à la guerre, il devait être immédiatement remplacé par un autre. Les hemmans qui entretenaient des cavaliers étaient appelés *rusthäll* (terre équipant un cavalier) et ceux qui fournissaient des fantassins *rotar* (terres tenues de mettre sur pied un fantassin). Les hemmans voisins, groupés par 125, formaient une compagnie. Les officiers et les sous-officiers avaient leurs *boställen* (demeures) dans les cantons où séjournaient leurs compagnies ; la couronne forma ces *boställen* des hemmans, dans lesquels elle était rentrée par la *réduction*. Les préfectures de Kalmar

et du Bleking fournissaient des marins au lieu de soldats. Cette organisation de l'armée est propre à la Suède et n'existe que dans ce pays; elle a pour but de faire des soldats, en temps de paix, des citoyens laborieux. Cette manière d'équiper et d'armer les soldats est aussi la moins coûteuse : on lui donne, en Suède le nom de *indelningswerket* (travail de répartition). Le roi compléta cette institution en fondant à Vadstena un refuge pour les vieux soldats ; des revenus considérables furent affectés à cet établissement [1].

Dans le nouveau système adopté par Charles XI pour affermir la puissance de la Suède, entrait aussi le dessein d'équiper une grande flotte. Mais on s'apperçut, pendant les guerres avec le Danemarck, que le port de Stockholm n'offrait pas tous les avantages qu'on pouvait désirer pour que des vaisseaux agissent librement : d'abord les glaces ne se rompent que très-tard dans ces parages resserrés; puis il fallait plusieurs vents pour prendre la mer, ce qui retardait la marche des navires, tandis que la flotte du Danemarck se montrait toujours un mois plus tôt dans la Baltique. On fonda donc Carlscrone, dans l'île de Trossö, sur les côtes du Bleking. L'amiral Hans Wachtmeister présida aux travaux d'établissement de la flotte. Les vaisseaux pouvaient facilement sortir du port, et ils se trouvaient dans le voisinage du Danemarck, dont la marine à cette époque était la plus forte de la Baltique, non-seulement par le nombre de ses bâtiments, mais aussi par le talent des officiers qui les commandaient. On établit dans la ville nouvelle des chantiers, des foyers pour les ancres et des magasins de toute espèce ; on lança annuellement à la mer six ou sept vaisseaux, et, à la mort du roi, la flotte était plus nombreuse et les équipages mieux exercés qu'ils ne l'avaient jamais été.

L'attention du roi ne se porta pas seulement sur les moyens de défense du pays, mais encore elle embrassa toutes les branches d'administration qui pouvaient contribuer à la prospérité du royaume : il favorisa le commerce et l'industrie. Les mines prirent un nouvel essor par les nouveaux procédés qu'y introduisit Grill. Le célèbre Christophe Polhem fit adopter de notables améliorations dans l'exploitation de celles de Falun. Celles de Sala produisirent annuellement 4,000 livres d'argent; mais les mines de cuivre du Kopparberg ou de Falun étaient les plus productives : on en tirait 10,000 *skiffunds* (skeppund). Les

[1] En 1673, l'armée suédoise comptait 16,000 cavaliers et 38,000 fantassins.

mines de fer furent divisées en sept districts ; chacun d'eux eut ses juges. Celles de Danemora produisaient 40,000 *skiffunds* en barres. On ouvrit l'alunière d'Andrarum en Scanie, et l'on découvrit des houillières à Höganäs, près de Helsingborg.

Le comptoir d'État fut créé en 1680 ; il fut chargé de l'administration de toutes les affaires financières du royaume. Le roi veillait lui-même à ce que les dépenses ne dépassassent pas les recettes. Dès le temps de sa minorité, la banque avait reçu l'organisation qu'elle a toujours conservée depuis.

L'université de Lund, en Scanie, avait été fondée en 1666 pour empêcher la jeunesse des provinces nouvellement acquises de se rendre à Copenhague. Elle est aujourd'hui la seconde du royaume ; mais elle a toujours été moins favorisée que celle d'Upsala, quoiqu'elle n'ait jamais manqué de professeurs éclairés[1]. La guerre avec le Danemarck faillit ruiner cette université dès sa naissance. Plusieurs professeurs la quittèrent ; d'autres, qui s'étaient montrés partisans de l'ennemi, furent obligés de se réfugier en Danemarck. Cependant à la paix les cours furent repris. Le *collegium medicum* (1688) le bureau de géodésie (1683), l'Académie des antiquités (*Antiquitets akademien*) datent du même règne. Quoique les facultés de Charles XI n'eussent pas été développées par l'éducation, il n'en estimait pas moins les lettres et les arts. L'histoire de la guerre de trente ans, celle de Charles-Gustave, par Puffendorf, ainsi que la *Suecia antiqua et hodierna* de Dalberg, furent imprimées aux frais du gouvernement. Parmi les savants de cette époque, Urbain Hjärne et les deux Rudbeck père et fils se distinguèrent, le premier dans la médecine, et les deux autres dans la botanique et dans les sciences naturelles ; G. Stjernhielm se fit un nom par ses poésies, Ornhjelm, Hadorph et Verelius s'appliquèrent avec succès à l'archéologie. Les beaux-arts fleurirent sous la protection de la reine douairière. La peinture put s'enorgueillir des Lembke et des Klöcher (celui ci fut anobli sous le nom d'Ehrenstrale), et l'architecture, d'un Nicodème Tessin.

La politique de la Suède se modifia après la paix de Lund et celle

[1] Les professeurs les plus remarquables de l'université de Lund depuis sa fondation ont été . Puffendorf, Nehrman, Stobæus, Sven Lagerbring, Rosenblad, Retzius, Nordberg, Florman, Jean Lundblad, E. Fries, E. Z. Munk de Rosenschöld, Nilsson, Tegner et Agardt, les deux derniers étant nommés évêques ont laissé un vide que personne n'a pu remplacer.

de Fontainebleau. Le roi se retira de l'alliance avec la France, alliance que les Suédois regardaient comme cause de leur désastre, et il en conclut une avec la Hollande, l'empereur et l'Espagne (1683). Louis XIV, mécontent, envoya une flotte dans le Sund; mais elle ne fit rien, et lorsque la France attaqua de nouveau la Hollande, la Suède envoya 6,000 hommes au secours de la dernière puissance. Benoît Oxenstjerna était premier ministre, c'était lui qui dirigeait les affaires étrangères; il s'acquit une grande réputation comme homme d'État: jamais la Suède n'avait été aussi considérée au dehors, aussi forte au dedans. Les puissances, dans leurs différends, recherchaient sa médiation pour y mettre un terme: Charles XI prit le rôle de modérateur à la paix de Ryswik.

Quoique la Suède eût acquis de l'influence au dehors par l'acquisition des provinces d'outre-mer, le caractère suédois conserva son empreinte primitive. Les grands n'avaient point perdu toute la rudesse des mœurs antiques; mais ils montraient plus d'aménité, plus de raffinement dans leur manière de vivre. Charles XI préférait les courses de bagues (*ringränning*) à tous les autres amusements. Les jeux de paume avaient une maison royale; ils y étaient démontrés par des professeurs. C'est dans les ordonnances de 1665 qu'il s'agit pour la première fois de comédiens, de danseurs et de jongleurs. Les jouissances de la table occupaient toujours le premier rang dans les goûts de la nation: le jour de l'enterrement de Charles-Gustave, le dîner dura depuis neuf heures jusqu'à deux. On manquait encore dans la conversation de cette politesse exquise qui répand un si grand charme sur les rapports de société. Jean Gyllenstjerna, dont nous avons esquissé le portrait, avait tellement les femmes en aversion, qu'invité un jour par Christian V durant son ambassade, il quitta la table parce que le service n'était fait que par des femmes. Un noble, le baron G. Skytte, qui exerçait la piraterie, prit un vaisseau hollandais et massacra tout l'équipage pour que l'auteur du crime restât inconnu: toutefois cet acte de barbarie ne demeura pas impuni, car Skytte et ses complices furent arrêtés et fusillés.

Des préjugés sans nombre et une superstition insensée aveuglaient tous les esprits. Il y a dans la nature des contrées septentrionales quelque chose de sombre, de silencieux, de mélancolique qui ne se concilie que trop avec les idées d'apparitions surnaturelles et d'intervention des esprits. Cette croyance se répandit comme une épidémie

dans le siècle de Charles XI ; les hommes les plus considérés et les plus instruits en furent imbus. Jamais, durant les temps d'ignorance et de barbarie, il n'avait été porté plus d'accusations de sorcellerie et d'enchantements. En 1668, vingt-trois personnes furent condamnées pour ce fait, dans la Dalécarlie seulement, et plusieurs eurent la tête tranchée ; dans l'Angermanie, soixante et onze personnes subirent aussi la peine capitale. Un professeur du gymnase d'Hernösand s'imagina même avoir été dans l'enfer (*blakulla*). Cette manie régnait à Stockholm en 1675. Souvent les personnes les plus estimables étaient accusées de pratiques de sorcellerie, et le moindre résultat de ces imputations était de perdre dans l'opinion ceux qui en devenaient l'objet ; les prisons étaient pleines des victimes de cette folie. Une commission spéciale fut établie en 1676, et beaucoup de personnes jusque-là respectables succombèrent à une sorte d'aliénation déterminée par les poursuites judiciaires. A la fin il s'introduisit tant de confusion dans les témoignages, que les juges les moins exercés finirent par ouvrir les yeux. Il était trop tard malheureusement pour réparer tout le mal qui s'était fait ; du moins les enquêtes cessèrent.

Malgré l'absolutisme de ce règne, la Suède reprit ses forces ; une nouvelle ère de bonheur commençait à luire pour elle : les plaies de la guerre étaient cicatrisées, et le peuple recueillait les fruits des grandes actions de ses rois. Ce fut à cette époque que Charles XI, après six mois d'une cruelle maladie, fut enlevé à ses sujets, le 9 avril 1697, à la fleur de son âge, tandis qu'il s'occupait tout entier de leur bonheur.

Ce prince était d'une taille moyenne. Sa santé fut robuste pendant sa jeunesse. Une chute de cheval l'avait rendu boiteux. Il avait les épaules larges, le nez bien fait, le menton pointu, le teint coloré, le front élevé, les mains fortes et les pieds petits ; il avait les cheveux bruns, et il y tenait tellement que malgré l'usage où l'on était alors de porter des perruques, il ne s'y soumit que lorsque sa chevelure commença de grisonner ; il avait les yeux bleus, le regard doux et séduisant. Il était habile dans les exercices du corps, excepté dans la danse. Adroit cavalier, il supportait sans fatigue les plus longues routes ; il faisait souvent jusqu'à trente et quarante lieues à cheval, dans un jour : c'était toujours de cette manière qu'il visitait les provinces, accompagné d'une suite peu nombreuse, examinant la situation de ses sujets et la conduite de ses employés. Il fut le premier et

le dernier roi qui se soit rendu à Tornea le jour de la Saint-Jean pour jouir du spectacle du soleil, qui ce jour-là reste vingt-quatre heures sur l'horizon. Il s'exprimait avec peu de facilité, mais sa mémoire était excellente. Il aimait la paix, et il fit tout pour la conserver. Il était naturellement économe, et cette qualité se développa surtout durant ses guerres avec le Danemarck, lorsque le royaume était sur le bord du précipice. A sa mort, la dette nationale était éteinte; 1,049,000 thalers garnissaient les caisses du trésor public pour les affaires courantes, et le trésor secret renfermait soixante tonneaux d'or (environ 6,000,000 de thalers). Les prodiges nés de l'ordre, de la fermeté, de l'économie de ce prince méritent l'admiration de la postérité : ce fut un bel exemple pour ses successeurs. Les principes en matière de finance doivent être très-simples; l'économie d'un État ne diffère pas de celle d'un particulier. L'ordre introduit dans l'administration des deniers publics ramena, la confiance, et, malgré la rigueur de quelques mesures, le crédit ne s'affaiblit que momentanément. Charles XI portait toujours une longue épée; il défendit à ses officiers d'en porter de courtes, suivant l'usage français. Il n'aimait pas les liqueurs fortes; mais lorsqu'il assistait à un banquet, il n'était pas le dernier à vider son verre. Dans sa conversation, il était expansif et détestait la ruse. Dans ses voyages en Dalécarlie, il assista aux fêtes populaires et dansa plus d'une fois avec les simples paysannes. Souvent il embrassait ceux qui le venaient voir, leur serrait la main ou les frappait sur l'épaule; malgré tout cela, il n'était pas facile de pénétrer dans le fond de sa pensée. Son tempérament était irascible : il lui arrivait souvent de tirer l'épée contre ses amis les plus intimes; mais une fois sa colère passée, il ne les aimait pas moins qu'auparavant. Un jour qu'il s'était pris de querelle avec le sénateur Liewen, il ouvrit brusquement la porte et commanda aux trabans de faire feu sur le chien. Les trabans tombèrent aux genoux du roi, qui se promenait dans la chambre et qui se tourna vers Liewen en lui disant : « Pardonnez-moi, mon ami; » puis il lui fit toutes sortes d'excuses en présence des gardes. Il était pieux, et lisait chaque jour quelque fragment des saintes Écritures; il faisait assidûment ses prières à genoux. Il dormait peu et se levait régulièrement à quatre heures du matin; il donnait audience à tous ceux qui réclamaient cette faveur. Quatre de ses fils moururent en bas âge.

CHAPITRE IV.

Charles XII. — Sa naissance, son éducation. — Avénement au trône. — Guerre avec le Danemarck. — Paix de Travendal. — Guerre avec la Pologne. — Guerre avec la Russie. — Bataille de Narva.

Charles XII naquit le 17 juin 1682. Ses premières années furent guidées par sa mère, qui chercha surtout à lui inspirer des sentiments religieux. Il eut pour gouverneur le comte Lindskold, ami du roi, et, après la mort de celui-ci, Polus, et pour précepteur le professeur André Norkopensis, anobli sous le nom de Nordenhjelm. Charles XI avait déjà fait un testament en 1682, à la suite d'une fracture au pied ; il y traçait la manière dont le royaume devait être gouverné dans le cas où il viendrait à mourir : la régence se composerait de la reine, avec deux voix, et de cinq sénateurs [1]. La mort de la reine fit changer ces dispositions. Le roi, qui veillait si activement aux intérêts de l'État, ne donna pas moins de soins à l'éducation de son fils. Entre autres instructions que reçut son précepteur, il lui était enjoint de nourrir son élève des préceptes de la religion chrétienne et de l'Écriture sainte, et de lui faire faire assidûment ses prières. Le jeune prince fut instruit de tout ce qui concernait le pays sur lequel il était destiné à régner un jour. Il apprit les langues vivantes ; mais quoiqu'il pût s'exprimer facilement en français, il ne voulut jamais faire usage de cet idiome : il avait sans doute hérité de l'aversion que son père avait pour lui : « S'il me vient des ministres français, disait-il, il faut qu'ils apprennent le suédois, car je trouve ma langue aussi belle que le roi de France peut trouver la sienne. » Il s'exprimait avec facilité en latin, et l'employait souvent dans ses conférences avec les envoyés étrangers. Il était passionné pour les mathématiques, et il y

[1] Le comte Benoît Oxenstjerna, Christophe Gyllenstjerna, Fabian Wrede, Nils Gyllenstolpe, Laurent Wallenstedt.

fit des progrès : il manquait, suivant lui, quelque chose à quiconque n'avait pas approfondi cette science. Il excellait dans tous les exercices du corps ; il avait à peine douze ans, qu'il tua un ours d'un seul coup. La chasse la plus dangereuse de ces animaux, celle où on les prend vivants, était pour lui un amusement qu'il préférait à tout. Quand il montait à cheval, il était rare qu'il ne commît pas quelque grave imprudence ; aussi sa témérité lui causa-t-elle plusieurs accidents. Dès son enfance, il montra une opiniâtreté qui résistait à tous les efforts tentés pour la dompter. Dès l'âge de sept ans, il exprima des opinions auxquelles il resta fidèle toute sa vie : « Il faut être doux comme un mouton avec ses amis, se montrer actif, courageux, être comme un lion contre ses ennemis. »

Lorsque Charles XI termina sa carrière, son fils n'avait que quinze ans. Les États, qui n'avaient pas oublié les malheurs dont la minorité du feu roi avait été l'origine, redoutaient une régence plus encore que l'inexpérience du jeune prince ; c'est pourquoi Charles XII fut déclaré majeur avant l'âge prescrit dans le testament de son père.

Les premiers moments de son règne révélèrent à ses sujets la nature de ce caractère qui devait à la fin le précipiter dans un abîme de malheurs, sa prédilection quelquefois aveugle pour des favoris, et cette volonté de fer que rien ne pouvait ébranler. Tous les efforts de la France pour acquérir de l'influence en Suède pendant le règne de Charles XI avaient échoué ; à peine eut-il fermé les yeux qu'elle renouvela ses tentatives, dans le même but. Benoît Oxenstjerna, qui était à la tête des affaires étrangères, s'éleva avec chaleur, dans le sénat, contre cette alliance ; mais le jeune roi répondit sèchement : « Est-ce que je n'ai pas exprimé la volonté de m'unir étroitement avec cette puissance ? » Le ministre essaya d'éclairer l'esprit de son maître ; mais celui-ci lui imposa silence. — C'était déjà un pas dangereux, fait par les états, de confier un pouvoir absolu à l'inexpérience d'un prince d'une constance inébranlable, il est vrai, mais d'un esprit prévenu. Charles parcourut sa carrière d'une manière glorieuse comme homme et comme roi, quoiqu'il ait commis des fautes graves comme homme d'État et comme capitaine. Des guerres meurtrières ensanglantèrent son règne, et il les conduisit en véritable chevalier, sans consulter le bien de ses États. Il croyait sa cause juste, et il plaçait ses intérêts au-dessus de toutes les exigences de la politique ; il comptait d'ailleurs sur le secours immédiat de Dieu, et en effet il

put croire, pendant la première moitié de sa glorieuse carrière, que ce secours ne lui avait point manqué. Mais quelles que soient les charges qui pèsent sur sa vie publique, toujours est-il qu'il a constamment agi en héros, et pensé en roi. Sa nature le poussait invinciblement vers tout ce qui paraissait grand et magnanime; son âme s'enflammait, et il enchaînait à son sort son peuple et ses soldats, habitués de bonne heure aux souffrances et à la fatigue.

L'Europe, à l'occident, était en armes depuis 1688 : l'ambition de Louis XIV et l'inhumanité déployée par Louvois, avaient fait naître les germes d'une guerre nouvelle. Charles XI avait fait de vains efforts pour l'étouffer; mais à la fin, les parties belligérantes, épuisées de fatigues, acceptèrent la médiation qu'il leur offrait. Les négociations s'ouvrirent à Ryswik. Il n'eut pas la satisfaction de voir la conclusion de la paix; cependant sa mort n'apporta aucun changement dans l'objet des conférences. La politique française voulait surtout diviser les alliés, et elle réussit. Avant l'arrivée de l'ambassadeur suédois, les puissances maritimes s'étaient déjà séparées et avaient traité isolément avec la France. L'empereur et l'empire furent obligés de suivre l'impulsion, de sorte que la médiation de la Suède ne fut guère que pour la forme; elle n'eut aucune influence sur les conditions du traité, quoiqu'on ait reproché à un des plénipotentiaires suédois d'avoir vendu Strasbourg. Les Deux-Ponts, principauté d'Allemagne, d'où sortait la maison régnante de Suède, furent restitués, mais dans un état de dévastation déplorable. Par le nouveau traité d'alliance [1] que la France conclut avec la Suède par l'entremise de son ambassadeur d'Avaux, qui avait gagné le favori de Charles XII (Piper), traité qui devait durer dix ans, chaque État se garantissait réciproquement ses possessions. Quelques semaines auparavant, la Suède s'était également alliée [2] avec la Hollande et l'Angleterre pour le maintien de la paix. Ces deux traités avec des puissances dont les intérêts étaient tout opposés n'apportaient en réalité aucun avantage à la Suède : on ne pouvait jamais compter sur l'appui de Louis XIV, à cause des grands projets dont il était occupé pour son propre compte; la Hollande ne voyait que ses avantages particuliers, et les regards de l'Angleterre se tournaient vers l'occident plus que vers le nord.

[1] Le 9 juillet 1698.
[2] Le 14 mai 1698.

Mais avant d'entrer dans le récit des événements qui vont suivre, jetons un coup d'œil sur les États voisins de la Suède et sur les princes contemporains de Charles XII. Les principes de Frédéric Ier, successeur du grand électeur, ne faisaient craindre de sa part aucune entreprise hostile contre ta royaume. Il avait ajouté à la puissance et à la grandeur de sa maison en prenant le titre de roi, titre confirmé par les puissances continentales. La guerre répugnait à sa politique pacifique, et le ministre brandenbourgeois lui-même parut embrasser les intérêts de la Suède [1]. Les trônes du Nord avaient changé de maîtres presque en même temps. Un nouvel esprit se manifestait. On voit surgir en tous lieux la passion de la gloire et l'ambition des agrandissements. Pierre Ier, débarrassé des intrigues de sa sœur et de la séditieuse arrogance des strélits, avait résolu d'introduire en Russie la civilisation européenne ; mais pour mettre ses sujets en contact avec ceux des autres États européens, et pour faciliter les relations commerciales de son pays avec ces derniers, il fallait qu'il étendît ses possessions jusqu'à la mer ; il lui fallait un port dans la mer Noire, et un dans la Baltique. Mais pour produire ces améliorations dont il cherchait à doter la Russie, il voulut tout voir, tout examiner par lui-même : tel fut le but des voyages qu'il entreprit. Ce fut alors qu'il passa par Riga, où commandait le vieux maréchal Dalberg. Quoiqu'il se fût présenté incognito, il s'irrita de n'y avoir pas été reçu convenablement, et ce fut par la suite un prétexte de guerre. Mais Charles, qui tenait à conserver ses rapports d'amitié avec la Russie, envoya à l'empereur, en 1699, une ambassade, qui, entre autres présents, lui offrit trois cents canons de fer. La réception fut aussi amicale que de coutume ; le czar se montra bienveillant envers les Suédois, jusqu'à ce qu'un malheureux accident eut menacé d'amener une rupture. Le maréchal de l'ambassade suédoise, Rank, et le président de Brandenbourg, Cizelski, en vinrent aux mains dans un repas, et le dernier fut blessé. Le czar exigea que le coupable lui fût livré, et le maréchal, jeté dans une prison, y trouva la mort. Il aurait fallu dans cette circonstance déployer de la fermeté, et les envoyés suédois par leur excessive prudence compromirent la dignité de leur nation et le caractère sacré dont ils étaient revêtus. Cependant, le 18 novembre, le czar confirma les anciens traités et fit au roi de

[1] Voyez *Patkulls Berichte*, tome II, page 240.

Suède des protestations d'amitié sincère, pour l'avenir ; mais on ne reconnut que trop tôt la futilité de ces assurances amicales, et le peu d'effet qu'avait produit sur l'âme de Pierre une ambassade dispendieuse.—Frédéric-Auguste de Saxe, après la mort de Jean Sobieski, l'avait emporté sur tous ses rivaux, et il s'était fait élire roi de Pologne. La Suède était mécontente de cette élection ; elle eût préféré voir cette couronne sur la tête du prince de Conti ou sur celle d'un rejeton des anciennes races royales. Les *pacta conventa* obligèrent le roi de Pologne à faire restituer les provinces perdues dans les guerres précédentes ; mais cette restitution, qui ne s'entendait que des contrées dont les Turcs s'étaient emparés, Frédéric-Auguste l'appliqua aux possessions suédoises de la Livonie. Ce prince n'avait encore qualité saillante ; il était toujours dirigé par une influence étrangère, quoique brûlant du désir d'être regardé comme un grand prince. La paix de Carlowitz avait assuré l'exécution des *pacta conventa* ; mais pour prévenir des troubles intérieurs, occuper les Polonais et les séduire, il n'y avait pas de meilleur moyen que de faire une guerre honorable et avantageuse. Cette pensée de rendre à son royaume les frontières qu'il avait eues à une époque le plus brillante flattait l'orgueil du roi ; il lui parut facile d'arracher la Livonie des mains d'un jeune homme, en profitant de l'exaspération des esprits justement irrités par les mesures prises pour la restitution des biens nobiliaires, à la couronne. Frédéric-Auguste fut donc le véritable auteur de la guerre du Nord, qui devait le ravager pendant dix-huit ans. Patkull, animé par la haine qu'il avait juré à Charles XI et à sa dynastie, l'affermissait dans ses idées. Ce fut Frédéric qui appela aux armes le roi de Danemarck et le czar. Les premières manifestations de Pierre ne furent guère que l'effet d'un accès de colère et d'un mouvement irréfléchi sans portée el sans but ; mais elles ne tardèrent pas à devenir menaçantes. Cependant l'idée d'une guerre contre la Suède déplaisait aux Polonais, qui n'y voyaient qu'un plan conçu dans le but d'attenter à leurs priviléges ; mais suivant le projet de Patkull, on devait y entraîner la république sans qu'elle s'en doutât ; il espérait surprendre Riga, dont on avait négligé les fortifications, quoique cette place fût commandée par un des plus vaillants capitaines de la Suède[1] et appeler aux armes la noblesse de Livonie. Le ministre du Charles XII, à Varsovie, était le lieutenant général Wellingh. Il y fut reçu avec de

[1] Voyez Patkull, tome II, page 240.

grandes marques de distinction, pendant que le sénateur polonais François Goletzki se rendait à Stockholm à l'effet de complimenter le roi, et d'arranger les différends qui pouvaient exister entre les deux nations; mais pendant ces manifestations extérieures, Patkul et le général Carlowitz étaient arrivés à Moscou. Leur séjour dans cette capitale fut tenu si secret que l'ambassade suédoise n'en fut pas avertie, et le traité fut signé le 21 novembre. La guerre contre la Suède était décidée; mais le czar ne voulait pas commencer les hostilités avant d'avoir terminé ses différends avec les Turcs. Il devait envahir l'Ingrie et la Carélie pendant que le roi de Pologne se jetterait sur la Livonie. Le Danemarck ne pouvait oublier ses anciens malheurs; il portait une haine implacable à son voisin, et la chute de la Suède était l'objet constant de sa politique. Les liens qui unissaient la maison régnante de Suède et le duc de Holstein, s'étaient encore resserrés par le mariage du duc Frédéric avec Hedwig-Sophie, celle des sœurs de Charles XII que ce monarque aimait le plus. Le duc se rendit en Suède, où il fut nommé généralissime. Se fiant sur l'appui de son beau-frère, il se mit à construire des forts sur les frontières du Holstein et des États danois. Il en résulta que les troupes danoises entrèrent dans le duché et détruisirent les forts, et que les Suédois se portèrent sur la même point. Avant l'alliance de la Pologne et de la Russie, Christian V avait déjà conclu, le 24 mars 1698, avec Auguste, un traité secret par lequel ce roi s'engageait à fournir au danois un secours de 8,000 hommes; plus tard, le ministre danois, Paul Heins, adhéra au nom de son maître, aux conventions que venaient de signer Patkul et Carlowitz. Mais Christian V mourut au milieu de ces intrigues hostiles, et eut pour successeur Frédéric IV, en qui la jeunesse excitait l'ardeur de se distinguer par de brillants exploits. Il se lia étroitement avec le czar et le roi de Pologne, de sorte que le traité entre ces monarques se changea bientôt en une alliance offensive et défensive dont le but était d'ouvrir la Baltique à la Russie et de reprendre sur la Suède les provinces que ses précédentes victoires lui avaient procurées. La Suède, sans cependant regarder la guerre comme aussi imminente, renouvela avec l'Angleterre et la Hollande le traité de La Haye, le 23 janvier 1700, pour dix-huit ans. L'intégrité des territoires était garantie, et il était stipulé, dans un article secret, que pour ce qui regardait le Holstein, on s'en tiendrait à l'observation de la convention d'Altona.

Tandis qu'on ne pensait à rien moins qu'à la guerre, en Suède, et que le jeune roi se livrait, avec toute la fougue de son âge, à la chasse de l'ours et à des amusements qui n'annonçaient nullement un conquérant et un grand guerrier, tout au dehors faisait présager une conflagration qui devait finir par anéantir la puissance de la Suède dans le Nord, et mettre le sceptre de la Baltique dans des mains barbares et plus à craindre pour l'Europe. Ce fut le Danemark qui se présenta le premier dans l'arène. Frédéric se plaignit à toutes les cours de l'Europe de l'appui que le duc de Holstein trouvait auprès de Charles XII. Les Danois envahirent le Holstein, levant partout des contributions et prenant des forts; puis ils mirent le siége devant Tönningen. Cette brusque attaque était une violation des droits de l'empire; mais on s'embarrassait peu au fond de justice ou d'injustice : on ne cherchait qu'à compromettre la Suède. A la même époque, les armements de Frédéric-Auguste commencèrent à éveiller les soupçons du vieux Dalberg, lui-même, à Riga. La tentative du prince sur cette place échoua, parce que le général saxon manquait de cette résolution qui décide souvent du sort de la guerre. Ce qu'il y avait de plus évident, c'était que rien ne pouvait justifier les hostilités.

Le sénat suédois assemblé reçut des frontières des nouvelles alarmantes; l'approche du danger le jeta dans la consternation. Un roi jeune, tout entier à ses amusements, n'était pas fait pour rassurer ces sages conseillers de la couronne. Au milieu de la stupeur générale, le roi prit la parole : « Dieu me guidera, dit-il; je vais finir avec l'un de mes ennemis, puis avec l'autre. Jamais je n'entreprendrai une guerre injuste; jamais je ne ferai la paix avant d'avoir réduit mes ennemis à demander merci. » A partir de ce moment le jeune prince changea de conduite et se voua exclusivement aux soins que réclamait la position critique du pays et la sienne. Le premier coup devait être porté au Danemarck; c'était encore l'ennemi qu'on redoutait le plus. Des troupes suédoises allèrent se réunir à celles de la Hollande et du Hanovre pour courir au secours de Tönningen, qui était près de se rendre. Une flotte hollandaise, commandée par l'amiral allemand, et une flotte anglaise, sous les ordres de l'amiral Rooke, quittèrent les ports de la Hollande et de l'Angleterre et se dirigèrent vers le Sund. La flotte suédoise, forte de trente-huit vaisseaux, fit sa jonction avec les deux autres, et leurs voiles couvraient pour ainsi dire tout le détroit. Charles XII, après avoir visité les fron-

lières de la Norwége, s'embarqua avec 12,000 hommes rassemblés en Scanie pour faire une descente en Seeland, et contraindre Frédéric IV à la paix jusque sous les canons de sa capitale. Le débarquement s'opéra sans difficulté ; le roi s'était jeté lui-même à l'eau pour conduire les siens au rivage ennemi : il investit aussitôt Copenhague, et il se préparait à en faire le siége lorsque la nouvelle de la paix de Travendal vint mettre fin aux hostilités. Le Holstein fut évacué par les Danois ; les flottes alliées se retirèrent, et, dans les premiers jours de septembre, il ne restait pas un seul soldat suédois dans l'île de Seeland. Charles, satisfait d'avoir fait triompher une cause juste, ne songea pas à ses propres intérêts.

Les fléaux de la guerre venaient de se dissiper avant d'avoir éclaté sur les fertiles plaines de Seeland ; il n'en fut pas de même sur les bords de la Duna. Auguste avait pris lui-même le commandement de son armée : elle était formée en grande partie de Saxons, car la république ne voulut pas la guerre avec la Suède. Le prince avait sous ses ordres Patkull, qui, par sa naissance et les liaisons qu'il entretenait en Livonie, devait attirer après lui toute la noblesse de ce pays. Il passa la Duna et marcha sur Riga, qu'il bombarda pendant plusieurs jours ; mais à peine eut-il appris la descente de Charles XII en Seeland, et la fin des hostilités, qu'il leva subitement le siége. La crainte était le mobile de cette résolution instantanée. Depuis la paix du Danemarck, il ne se fiait plus aux seules forces de la Russie ; il chercha la médiation de la France et de l'Angleterre, sans cependant rendre les places dont il s'était emparé. Mais Charles ne voulut pas déposer les armes ; il répondit à la cour de Versailles qu'il n'avait pas foi aux paroles du roi de Pologne, et qu'il ne voulait pas se voir joué encore une fois. L'expérience prouva qu'il avait bien jugé son adversaire, car à peine Pierre 1er eut-il envahi l'Ingrie et conduit ses troupes devant Narva, qu'Auguste assiégea Kockenhusen, dont il s'empara après un siége de trois jours. Après cet exploit il quitta l'armée et se rendit à Varsovie.

Tout en faisant ses préparatifs de guerre, Pierre 1er protestait de ses dispositions pacifiques : au moment même où il s'avançait contre Narva à la tête de 100,000 hommes, son ministre Chilkow se rendait en Seeland, au camp de Charles, et lui parlait de son maître comme de son plus fidèle ami. Mais la marche des événements était plus prompte que celle des troupes. Charles XII avait déjà terminé sa

première campagne et sa première guerre; une partie de ses soldats rentra en Scanie au commencement de septembre, et ce ne fut que le 19 du même mois que l'avant-garde de l'armée russe se présenta devant Narva. L'artillerie venait de Pleskov, et la direction du siége fut confiée au général Allart, officier du génie au service de la Saxe. A la première nouvelle que Charles en reçut, il fit embarquer les régiments qui venaient de Seeland; il arriva lui-même à la rade de Pernau le 17 octobre. Charles brûlait du désir de sauver Narva. La défense de cette place se trouvait confiée à un descendant de la famille Horn, qui avait déjà fourni tant de grands guerriers à la Suède. Le roi n'avait que 5,000 fantassins, 3,000 cavaliers et 37 canons; il fut sourd à toutes les représentations qu'on lui fit sur la supériorité des forces de l'ennemi et sur la nécessité d'attendre des secours : « Dieu soutiendra la justice de notre cause, » fut sa seule réponse. Le 28 novembre, Charles s'empara des défilés de Pihäjocki, qu'occupait Schermetoff, un des meilleurs généraux russes, et deux jours après, le bruit du canon annonçait à la garnison de Narva que l'armée suédoise avançait. Pierre Ier, cédant à une sorte de pressentiment, avait quitté le camp la veille de la bataille et abandonné son armée à son sort dans le moment le plus décisif; il laissa le commandement au duc de Croy, qui avait servi avec distinction dans les armées de l'empereur. Des masses imposantes et une artillerie formidable garnissaient son camp, également fort par la nature et par l'art. Néanmoins, Charles résolut d'aller chercher l'ennemi derrière ses retranchements : son ardeur belliqueuse remplissait ses guerriers de confiance et d'enthousiasme. Le général Welling commandait l'aile droite, et le général Renskiold l'aile gauche : là était Charles, car il espérait que l'engagement serait plus vif sur ce point, et qu'il pourrait y rencontrer Pierre. Le signal de l'attaque fut donné à deux heures après midi. Le vent chassait la neige au visage des Russes, qui en étaient aveuglés, et en un instant l'aile gauche des Suédois eut franchi les fossés. Une terreur panique saisit les Russes; la confusion se mit dans leurs rangs, et ils cherchèrent leur salut dans la fuite. Un pont jeté sur le fleuve de Narava se rompit : un grand nombre trouvèrent la mort dans les flots; les autres se retranchèrent derrière des barricades élevées avec des chariots, et s'y défendirent jusqu'à ce que les ténèbres couvrissent la terre. Charles était encore hors du retranchement avec ses cavaliers : ne pouvant résister à la fougue qui le poussait

dans la mêlée, il voulut franchir un fossé qui le retenait; mais il tomba dans la boue avec son cheval, et ce fut à grand'peine qu'il parvint à s'en tirer. Il revint avec une seule botte et sans épée, auprès de ses troupes. L'autre aile, qui pressait également l'ennemi, pénétra dans le retranchement, et à la brune, le roi occupait une position qui le mettait à l'abri de toute surprise : il s'était emparé d'une colline qui commandait tout le camp ennemi. L'aile droite des Russes étai coupée; ils demandèrent à se rendre, et l'on eut beaucoup de peine à empêcher les Suédois de continuer le carnage. La nuit suivante, le général Wilde, autre chef russe, capitula aussi. 18,000 ennemis avaient trouvé la mort dans le combat; tous leurs généraux furent faits prisonniers. Les bagages, les canons et un grand nombre de drapeaux furent le prix de cette victoire, qui peut être comparée aux plus beaux faits d'armes des temps anciens et modernes : une petite armée de 8,000 hommes en avait vaincu 80,000, commandés par des officiers habiles, et défendus par des retranchements et une puissante artillerie. Le nombre des prisonniers était si grand, que Charles, ne sachant qu'en faire, leur permit de retourner dans leurs foyers après les avoir désarmés. Le soir, les forces des vainqueurs étaient épuisées; les soldats et les chevaux n'avaient presque rien mangé depuis plusieurs jours, et il n'y avait plus ni poudre ni plomb. Mais cette victoire, dont le bruit retentit dans toute l'Europe, fut un triomphe funeste pour les armes suédoises, car il apprit à Charles XII à mépriser son ennemi, et quel ennemi! le plus redoutable pour la Suède. Combien étaient plus nobles cette fermeté de Pierre I[er] fondant Pétersbourg pendant que le monarque suédois poursuivait ses victoires en Pologne, et cette sagesse qui convertissait pour lui en leçons profitables toutes les opérations de son rival.

Les avantages résultant de cette étonnante victoire furent presque nuls pour la Suède, qui avait assez de gloire militaire; car les prisonniers russes rentrés dans leurs foyers reprirent les armes, et Charles XII était trop faible pour poursuivre l'ennemi sur son propre territoire. Les Suédois établirent leurs quartiers d'hiver en Livonie, pendant que Pierre était à Moscou, ranimant le courage abattu des siens, et ordonnant la fonte des cloches pour en faire des canons, et remplacer ainsi ceux qu'il avait perdus.

CHAPITRE V.

Passage de la Duna. — Bataille de Clissow. — Diètes de Sandomir et de Lublin. — Bataille de Pultusk. — Prise de Thorn. — Diète de Varsovie. — Destitution d'Auguste. — Élection de Stanislas Leczinski. — Invasion en Saxe. — Paix d'Altranstadt. — Patkull. — Adam Lewenhaupt. — Bataille de Lesno. — Mazeppa. — Campagne d'hiver de 1708 et 1709. — Bataille de Pultava. — Retraite de l'armée. — Fuite de Charles XII en Turquie. — Capitulation de l'armée suédoise. — Guerre avec la Saxe et le Danemarck. — Magnus Stenbock. — Bataille d'Helsingborg. — Bataille de Gadebusch. — Capitulation de Tönningen. — Guerre avec le Hanovre. — Retour de Charles XII. — Perte des possessions allemandes. — Göritz. — Négociations. — État financier de la Suède. — Campagne de Norwége. — Mort et caractère de Charles XII

Toutes les pensées de Charles XII se dirigèrent alors vers la Pologne. Auguste avait craint pour ses États héréditaires lorsqu'il déclara à la diète de Ratisbonne que les hostilités ne concernaient pas l'empire, et qu'il demanda en même temps l'assistance des états. C'était une demande injuste, car il n'avait attaqué la Suède qu'avec les troupes saxonnes. L'orage grondait en Pologne : tous les mécontents jetèrent les yeux sur le roi de Suède ; tous les palatinats pressèrent Auguste de renvoyer les troupes étrangères et de terminer la guerre. Il n'avait plus d'espoir que dans le czar, avec lequel il eut, à Birsen (février 1701), une entrevue où les deux souverains échangèrent de nouvelles assurances de bonne intelligence. Cependant le danger devenait pressant, et ce n'étaient pas des négociations, c'étaient des soldats qu'il fallait ; aussi Auguste reçut-il de Pierre, à la suite de cette entrevue, de l'argent et des troupes. Le duc de Repnin, à la tête de dix-neuf régiments d'infanterie russe, se réunit aux Saxons, sous le commandement du maréchal Steinau. Les Suédois, de leur côté, se mirent en mouvement aussitôt que leurs renforts furent arrivés et se dirigèrent vers la Duna. Les Saxons s'étendirent le long de l'autre rive, faisant mine de vouloir défendre le passage du fleuve. La Courlande fut occupée par les Suédois, qui trouvèrent dans la ca-

pitale de ce pays des moyens abondants de subsistance. Ils n'éprouvèrent de difficultés que pour le passage de la Duna; il s'effectua cependant, sous la conduite du vieux Dalberg, le 20 juin 1701, et les Saxons, repoussés sur tous les points, abandonnèrent leur artillerie et leur camp aux vainqueurs. Bientôt toute la Livonie, à l'exception de Dunamunde, fut délivrée des ennemis, qui se retirèrent en Lithuanie et dans la Prusse polonaise. La république protesta de nouveau à Charles XII qu'elle n'était pour rien dans la guerre, et le pria de ne pas violer son territoire. Charles répondit que le seul moyen d'arrêter la marche de son armée victorieuse c'était de déposer Auguste, qui menaçait de détruire les priviléges et les libertés du pays. Il n'entendait aucun autre accommodement; ni les conseils de ses amis ni l'expérience du passé ne purent le persuader : l'exemple de son aïeul Charles X Gustave, qui, malgré ses brillants faits d'armes, avait vu sa fortune échouer en Pologne, les avertissements salutaires contenus dans une lettre touchante écrite, à son lit de mort, par le vieux Benoît Oxenstjerna, ce sage ministre du règne précédent, rien ne put triompher de l'inébranlable résolution du roi. Les grands de Pologne, toujours en querelle entre eux, eurent à peine appris son arrivée sur les frontières, que ceux qui étaient mécontents d'Auguste accoururent pour implorer son appui. Les Sapieha, descendants de celui qui avait trahi Charles-Gustave, reçurent du roi l'assurance de son appui. Alors Auguste vit tout le danger qu'il avait attiré sur sa tête. Son esprit troublé ne lui laissait point de ressource pour conjurer l'orage; il s'adressa à tous les rois, implorant leur secours ou leur médiation : prince voluptueux, il jugeait les autres d'après ses propres penchants, il espérait gagner son jeune ennemi par l'entremise d'une des plus belles femmes de sa cour. Aurore Kœnigsmark fut reçue dans le camp suédois avec les égards dus à son sexe; mais elle ne put obtenir audience de Charles. Auguste, voyant échouer toutes ses tentatives de réconciliation, fut obligé de nouveau de recourir aux armes, qui seules pouvaient sauver sa couronne. La république envoya aussi des plénipotentiaires au vainqueur pour demander la paix; mais on ne leur laissa pour alternative que la guerre ou le choix d'un autre roi : c'était là le prélude de cette guerre de Pologne qui devait ensanglanter, pendant huit ans, ce malheureux pays. Charles XII avança et prit Varsovie. Auguste se retira à Cracovie avec ceux qui voulurent suivre sa mauvaise fortune; là, il attendit les renforts qui lui arrivaient

de la Saxe par tous les chemins de la Silésie, déterminé à ne pas succomber, ou moins sans gloire. Charles de son côté n'attendait que les troupes qui lui amenaient Magnus Stenbock et Mörner, pour poursuivre ses succès : elles arrivèrent, et les deux armées se trouvèrent en présence entre l'ancienne capitale de la Pologne et la nouvelle; elles se rencontrèrent le 20 juillet 1702. Les Suédois ne comptaient que 12,000 combattants rangés sur deux lignes; les Saxons avaient choisi une forte position, protégée de tous côtés par des collines et des marais. Charles commandait en personne; Auguste avait sous ses ordres Fleming, Schulenburg Steinau et Beust. Charles attaqua les hauteurs, défendues par une formidable artillerie, et sans s'inquiéter des mouvements des Saxons, il se mit à l'aile gauche, qui donnait la première. Les Polonais, rompus par l'impétuosité du premier choc, prirent la fuite, ce qui décida presque, dès ce premier moment, du sort de la bataille. Le beau-frère de Charles, le duc de Holstein, fut tué par un boulet de canon. La cavalerie saxonne, commandée par Fleming, fit plus de résistance; cependant, malgré sa supériorité numérique, elle fut obligée de céder. L'infanterie fut mise en désordre par le major général Posse. Le maréchal Steinau, à la tête de l'aile gauche, avait essayé de tourner les Suédois, et ce mouvement fut exécuté, mais il échoua par la présence d'esprit et la bravoure de ces derniers. Les Saxons furent aussi entraînés dans la déroute, qui devint générale, et ceux qui échappèrent par la fuite trouvèrent la mort dans les marais. Le combat avait duré cinq heures. Les Suédois s'emparèrent du camp ennemi, où ils trouvèrent des provisions en abondance, et où ils firent un riche butin. Charles, poursuivant sa victoire, était dès le 10 août aux portes de Cracovie. Là, il reçut de la Poméranie un renfort de 12,000 hommes de troupes fraîches. Le séjour des Suédois était à charge au pays : ils observaient une discipline sévère; mais ils exigeaient impitoyablement des vivres et des contributions. Les villes et les bourgades qui s'y refusèrent furent livrées aux flammes : on maltraitait surtout celles qui appartenaient au roi Auguste. Le plan de Charles était de faire la guerre aux frais de la Pologne; il voulait réduire les habitants au point de *pouvoir les rouler entre ses doigts*. Il ordonna à ses généraux de se conduire *à la manière des impériaux*, et il était rempli de joie quand il parvenait à extorquer de fortes sommes. Le mécontentement, la haine des partis et la peur firent que beaucoup de personnes se soumirent. Mais un

état violent ne peut être de longue durée : les hommes qui n'obéissent qu'à la contrainte saisissent avec empressement la première occasion de rompre leurs liens, et le caractère polonais était alors, comme il est encore aujourd'hui, si variable, qu'au moindre souffle des vents contraires, leurs opinions changeaient, et qu'ils ne se faisaient pas scrupule de rompre la foi jurée. Dans une diète orageuse, tenue par Auguste à Sandomir, la république lui avait promis de le soutenir, si Charles rejetait les propositions d'une paix honorable. Tous les partisans de la Suède furent déclarés traîtres à la patrie. Une autre diète se réunit, sous la protection des armes suédoises, en opposition à celle de Sandomir. Auguste offrit à Charles de déclarer la guerre à la Russie, et une indemnité de 6 millions pour les frais de la guerre; mais, ni ces offres ni les prières de sa sœur, la duchesse de Holstein, qu'il aimait tant, ni les sages conseils de son ministre Piper ne furent capables d'ébranler sa résolution. Charles, exigeant la déposition de son ennemi, était satisfait que la république n'acceptât pas les conditions qu'il dictait, parce qu'alors il pouvait faire à sa guise et guerroyer ainsi pendant plusieurs années, en satisfaisant son goût pour les aventures et les dangers que lui offraient les combats, les forêts et les marais de la Pologne. Une nouvelle diète fut convoquée à Lublin, par Auguste, au mois de janvier 1703. Il espérait n'y voir que ses plus zélés partisans; mais son désappointement fut grand quand il aperçut le cardinal primat du royaume, qui passait pour un des partisans de la Suède. Auguste parla du czar et des Russes comme de ses meilleurs auxiliaires contre son implacable adversaire; mais la présence de ces étrangers était tellement contraire au vœu de la nation, que cette insinuation fut vivement combattue. De tout temps, les Russes et les Polonais, quoique sortis d'une même souche, ont été antipathiques. Cependant toutes les résolutions qu'on prit n'éloignèrent pas Charles, qui était dans le cœur du pays. Les Saxons, commandés par le maréchal Steinau, furent battus encore une fois à Pultusk. Cette victoire ouvrit la route de Thorn. Cette ville, forte par sa position, fut prise après un siège de près de deux mois, et ce succès consolida la prépondérance des Suédois, du moins dans ces contrées. Renskold, l'un des plus célèbres généraux de Charles XII, s'empara en même temps de Posen, qui était d'une grande importance comme place d'armes. Avant de faire prendre à ses troupes leurs quartiers d'hiver dans la Prusse polonaise et dans l'Ermeland,

Charles s'empara d'Elbing, place forte et bon port sur la Baltique ; lui-même séjourna à Heilsberg, en vue de lever des contributions sur le pays, et de faire de nouveaux enrôlements pour l'ouverture de la campagne de 1704.

Le cardinal primat avait invité tous les palatinats à une diète qui devait s'ouvrir à Varsovie le 20 juin 1704, parce que Charles avait déclaré qu'il voulait traiter de la paix sous la médiation de la république. L'assemblée était nombreuse ; les négociations qu'Auguste avait entamées avec le roi de Suède furent présentées comme des preuves évidentes que ce roi voulait attenter aux libertés de la Pologne ; des plaintes multipliées contre le gouvernement saxon se firent entendre, et les choses prirent bientôt une tournure qui prouva que le rétablissement de la paix n'était que le prétexte, et la destitution le véritable motif de la convocation. Les confédérés déclarèrent qu'Auguste ne pouvait plus être toléré comme roi de Pologne, et ils lui signifièrent qu'ils ne voulaient plus lui obéir. Le trône fut déclaré vacant. Auguste, abandonné de tous, à l'exception des Russes, qui commençaient à craindre d'être seuls à combattre le lion, se jeta à corps perdu dans les bras de son allié, qui lui fournit les moyens de mettre sur pied une nouvelle armée.

Auguste craignait surtout de trouver des rivaux dangereux dans les fils de Jean Sobieski, ce grand roi dont les exploits brillants avaient entouré le trône de Pologne de ses dernières gloires. Pour se débarrasser de cette crainte, il les surprit, non loin de Breslau, sur le territoire de l'empereur, et les emmena prisonniers à Leipzig. Cet acte de violence souleva tous les esprits contre Auguste. Non-seulement on porta plainte à l'empereur, mais l'Europe entière regarda cette conduite comme une perfidie. Le nombre des ennemis du roi s'accroissait considérablement dans les hautes familles. Lubomirski, homme puissant, se déclara pour la confédération de Varsovie, et Dantzig y donna son adhésion. Cette confédération dépêcha le comte Stanislas Leczinski, vayvode de Posen, auprès de Charles pour lui demander sa protection. Cet homme avait un esprit profond et une grande expérience des hommes ; il fit impression sur le roi et gagna son amitié. Le jeune prince Alexandre Sobieski était assez sage pour ne pas aspirer à la couronne. L'argent gagna beaucoup de voix au prince de Conti ; mais Charles, qui dominait toutes les décisions, ne voulait point d'un Français, quoiqu'il évitât soigneusement de laisser

percer sa répugnance : il voulait que le trône de Pologne fût occupé par un Polonais. Dans cette grave question, le vainqueur ne prit conseil que de lui-même, et son choix tomba sur Stanislas. Le cardinal primat chercha à retarder l'élection; mais elle se consomma le 13 juillet, sous l'influence des armes suédoises. La confédération de Sandomir se déclara contre cette élection. Le pape désapprouva la déposition d'Auguste et appela à Rome le cardinal primat. Celui ci, sur son refus de s'y présenter, fut immédiatement privé de toutes ses dignités ecclésiastiques (juillet 1705) ; mais la confédération prit le prélat sous sa protection en refusant de se soumettre à la volonté de Rome.

La Pologne offrait à cette époque un tableau déchirant. Auguste avait confisqué tous les biens de ses adversaires; des bandes appartenant aux deux partis parcouraient la campagne, assouvissant leur vengeance dans le sang de leurs adversaires et dans le pillage de leurs propriétés. Charles était impitoyable pour ceux qui s'opposaient à ses desseins. Les paysans abandonnèrent leurs maisons et se réfugièrent dans l'épaisseur des forêts, de sorte que les Suédois ne se procuraient des vivres que par les juifs, qu'attirait l'appât du gain. Auguste avait reçu des renforts des Russes; on devait donc s'attendre au combat décisif après lequel Charles soupirait. Il se rendit en Gallicie et emporta Lemberg d'assaut. Mais cette excursion, qui n'avait aucun but politique ni stratégique, lui coûta cher. Il avait laissé à Varsovie, auprès de Stanislas, un petit corps suédois commandé par un brave guerrier, Arvid Horn, qui devint sous le règne suivant un des plus éminents chefs de parti. Auguste saisit ce moment de l'absence de Charles pour porter un coup vigoureux à son rival Stanislas. Avançant à marches forcées, il fut sur le point de surprendre ce dernier dans sa capitale; Horn, trop faible, fut obligé de se rendre. Ce coup de main détruisit la confédération de Varsovie : les partisans d'Auguste reprirent courage; Lubomirski embrassa même de nouveau son parti. Charles, après être resté quelque temps dans la Pologne orientale, revint sur ses pas pour reprendre Varsovie. Tout cédait sur son passage : les Saxons abandonnèrent, sans la défendre, la rive gauche de la Vistule, et les Suédois passèrent ce fleuve sans obstacle; mais malgré la diligence que Charles mit à les poursuivre, il ne put les atteindre, et Schulenburg, qui les commandait, se sauva par la Silésie en traversant l'Oder. Ainsi se termina la campagne de 1704. L'armée suédoise prit ses quartiers

d'hiver dans la grande Pologne. Il devenait de plus en plus évident qu'on voulait pénétrer en Saxe. Auguste lui-même paraissait abattu; il avait fait la triste expérience de l'inconstance de la fortune el de la nation à la tête de laquelle il était placé; car à peine s'était-il éloigné, que la puissante maison de Polocki se jeta dans la confédération de Varsovie, et que les palatinats de Sandomir et de Cracovie reconnurent Stanislas. Une nouvelle diète avait été convoquée dans la capitale: on déclara hautement qu'elle devait achever l'œuvre commencée par la première. Charles avait laissé à Varsovie le général Nieroth. Les Saxons voulurent encore une fois tenter le sort des armes et surtout imposer aux nobles, qui étaient convoqués; mais cette tentative échoua complètement, et leur général, Patkoul, fut même fait prisonnier.

Il manquait encore un acte solennel à l'élection de Stanislas, c'était celui de son couronnement: il eut lieu à Varsovie, le 24 septembre. Charles avait voulu y assister en personne. La paix fut alors signée avec la Suède, le 28 novembre, sans que le vainqueur prit un pouce de terre de la république; loin de là, il offrit à la Pologne de continuer la guerre contre le czar jusqu'à ce qu'elle eût recouvré les provinces qu'elle avait perdues dans les guerres précédentes.

Mais avant de poursuivre le récit des événements qui préparèrent la paix d'Altranstadt, jetons un coup d'œil sur ce qui se passait dans les possessions suédoises sur la Baltique. Un seul coup avait abattu, à Narva, les forces réunies de Pierre Ier, et ce désastre avait fait naître en lui le désir de terminer par des négociations, la guerre qu'il venait d'entamer: tout en continuant ses préparatifs de guerre, il sollicitait la médiation de la Hollande. Mais Charles n'était pas moins animé du désir de la vengeance contre le czar que contre le roi de Pologne. La bataille de Narva avait enflé son orgueil; il se contenta de laisser de faibles corps pour couvrir les frontières de la Livonie, de l'Esthonie et de l'Ingrie, tandis qu'il s'enfonçait en Pologne avec son armée. Le défaut d'officiers supérieurs habiles dans ces contrées ne permettait pas aux Suédois de diriger avec avantage les opérations de la défense. Le dernier exploit de Dalberg avait été le passage de la Duna. Charles-Adam Lewenhaupt avait à lutter contre des jalousies rivales et n'était pas encore connu. Il faut ajouter à cela une mesure prise par le gouvernement suédois, et qui mécontenta les populations de ces contrées et facilita les opérations des Russes, c'était la prohibition

des exportations de blé. Le numéraire devint plus rare, et les ennemis, lorsqu'ils parurent, trouvèrent des approvisionnements considérables. Les Russes choisissaient de préférence l'hiver pour faire leurs incursions. Le pays, coupé par de nombreuses rivières, offrait pendant l'été plus d'avantage pour la défense ; mais lorsque le froid avait jeté des ponts naturels sur les lacs, les rivières et les marais, on pouvait entrer facilement de tous les côtés. Les Suédois, faibles en nombre, furent battus partiellement ; les forteresses et les villes tombaient l'une après l'autre au pouvoir du czar. Dorpt et Noteborg furent pour lui des conquêtes importantes. Cette dernière place, surtout, située à l'embouchure de la Neva, dans le lac Ladoga, était la clef de l'Ingrie et de la Finlande. Les Russes poussèrent jusqu'aux portes de Narva, et Pierre avait une telle confiance dans l'avenir qu'il fonda Pétersbourg au milieu des incertitudes de la guerre. Il agissait lentement, mais sûrement. Après la prise de Dorpt, après l'anéantissement de la flotte suédoise sur le lac de Peipus, après la prise de Narva, qu'il emporta d'assaut, le czar fonda encore Cronstadt, dans l'île de Retosari. Lewenhaupt seul, à la tête d'un petit corps, l'inquiétait : non-seulement il occupait Riga, mais il était aussi maître de la Courlande et de la Duna. Ayant assuré ses derrières par la prise des places que nous venons de nommer, Pierre résolut d'attaquer ce général, qui était alors sur les frontières de la Lithuanie. Il s'annonça, dans une proclamation, comme venant au secours des Polonais contre les Suédois, et il invita les premiers à rompre avec ceux-ci. S'il réussissait à écraser ce corps, tout le pays depuis le golfe de la Finlande jusqu'à la Courlande était à lui, et Charles était privé de ses ressources. Mais la victoire que Lewenhaupt remporta à Gemauerthof, le 26 juillet 1705, sur 20,000 Russes, commandés par le prince Scheremetof, fit évanouir ce projet. Toutefois le général suédois, trop faible pour poursuivre ses avantages, se vit obligé de se retirer sous le canon de Riga.

Les Russes concentrèrent des forces imposantes à Grodno, sous les ordres du maréchal Ogilvi ; ils avaient pour but de soutenir Auguste en Pologne. Cette circonstance réveilla Charles, et il accourut dans l'hiver le plus rigoureux. Les deux armées s'observèrent pendant quelque temps ; puis Ogilvi se retira brusquement sur la Volhynie pour gagner le Dniéper. Il avait perdu à Grodno, par les maladies et par la disette, près de la moitié de son armée. Charles le poursuivit ; mais il fut arrêté dans sa marche par les marais de la Polésie. Il se

reporta alors sur la Volhynie, où il trouva de nombreux approvisionnements ; mais l'ennemi avait disparu. Après avoir fait reposer son armée dans ces riches contrées, il se rapprocha de la Vistule et fit sa jonction avec Renskôld[1], à Striekourie. Ce général avait décidé le sort de la campagne par une victoire éclatante pendant que son roi observait les Russes. Auguste était en marche pour se réunir à l'armée saxonne, que commandait le célèbre Schulenburg. Renskôld, pour empêcher cette jonction, résolut de livrer bataille. L'engagement eut lieu en effet à Frauenstadt, le 14 février. Les Suédois n'avaient que huit ou neuf mille hommes. Les forces des ennemis étaient bien supérieures ; cependant la victoire que Renskold gagna fut tellement complète, que tous ceux qui échappèrent au glaive furent faits prisonniers. Le camp et l'artillerie furent le prix du succès. Auguste, après cette défaite, n'eut d'autre ressource que de se jeter dans Cracovie, qu'il fortifia, pour s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité.

Comme les campagnes de Charles XII avaient manqué jusqu'alors de suite et de plan, il n'avait rien fait qui pût être utile à ses États ; loin de là, les ressentiments qu'il s'attira de la part de ses ennemis, entraînèrent la dévastation de ses provinces et la prise de ses places. Une certaine gloire entoura son nom ; mais il n'en entre plus avant dans l'examen de ses faits d'armes, il semble avoir plutôt couru les aventures, comme les chevaliers d'un autre temps, qu'agi en capitaine prévoyant et en roi chargé du sort d'une nation entière. Il avait donné à Stanislas la couronne de Pologne ; les Saxons avaient évacué le territoire de la république, à l'exception de quelques places fortes ; mais Auguste était encore roi légitime aux yeux de toute l'Europe. Il fallait donc obtenir de lui qu'il renonçât au trône. Pour atteindre ce but, une invasion en Saxe devenait nécessaire. Elle ne pouvait se faire que sur le territoire de l'empereur ; mais Charles XII courait, en l'entreprenant, le danger de s'attirer la guerre avec tout l'empire. Ce fut en vain que Piper, son ministre, lui fit envisager ces résultats, qu'il lui mit sous les yeux la Livonie, l'Esthonie et l'Ingrie en flammes : Charles le voulait. Il laissa Mardafelt[2] en Pologne avec une petite

[1] Le 17 août 1706.

[2] Mardefelt était instruit de la marche des négociations aussi bien par Auguste que par son roi. Il avait pris position à Kalisch ; mais s'il eût suivi les conseils de la prudence, il se serait retiré à Posen. Auguste s'était réuni à toutes les forces russes sous Menzikof. Le premier voulait éviter le combat ; celui-ci le demandait

armée qui paraissait suffisante, avec l'aide des partisans de Stanislas, pour se défendre contre ceux d'Auguste. Lui-même, à la tête de 20,000 fantassins et de 15,000 cavaliers, les premiers guerriers du monde, au dire même de ses ennemis, traversa en hâte la Silésie et l'Oder, à Steinau, et passa l'Elbe le 16 septembre. Cette marche avait d'abord inspiré à la Hollande et à l'Angleterre la crainte que le roi ne vînt se joindre aux Français; mais cette inquiétude se dissipa à mesure que son caractère se développa. Les Saxons se retiraient sur tous les points. Le gouvernement de Dresde ordonna même à la population de se soumettre; Charles prit ses quartiers à Altranstadt et fit cantonner son armée dans les plaines de Leipzig. Le danger qui menaçait Auguste, au cœur de ses États héréditaires, le força de recourir à la voie des négociations. Elles furent conduites secrètement. La seule condition imposée à Auguste fut d'abdiquer le pouvoir. La paix fut signée le 25 septembre. Auguste renonça au trône et ne se réserva que le droit de porter le titre de roi sa vie durant. On l'obligea de mettre en liberté les princes de Sobieski, et de livrer les Russes qui étaient en Saxe ainsi que ce malheureux Patkull qui, en qualité de ministre du czar, résidait à sa cour. Charles et son armée devaient rester en Saxe jusqu'à l'entière exécution de ce traité.

Mais pendant son séjour dans cet électorat, Charles eut des preuves non équivoques que la conduite d'Auguste était très suspecte. Il ne crut pas possible de se fier à lui, et résolut de le mettre hors d'état de lui nuire, en levant d'énormes contributions dans le pays, et en réglant lui-même le mode de perception; il recruta en même temps de nouvelles troupes. Sa réputation d'héroïsme, le succès de ses armes et la solde élevée qu'il offrait, attirèrent sous ses drapeaux une foule de jeunes gens de tous les cercles de l'Allemagne. De tous les ennemis de Charles et de la Suède, Patkull était certainement le plus dangereux. S'il était venu à bout de ses projets et qu'il eût trouvé un appui plus solide, la guerre aurait pris une autre tournure. Mais malgré tous les obstacles qu'il rencontra sur sa route, il fit preuve d'un grand talent dans l'organisation de l'armée russe. Toutefois la hauteur de son caractère et sa franchise, qui n'épargnait personne, lui attirèrent beaucoup d'ennemis. Son intégrité et le besoin qu'on avait de lui

avec instance. Mardefelt fut cerné, attaqué et fait prisonnier après une défense désespérée.

empêchèrent seuls sa disgrâce. Il avait vu la bassesse et l'incapacité des ministres saxons, et il les avait dénoncés à leur maître : de là la haine implacable que lui portait la cour d'Auguste. Pendant que celui-ci était à Grodno, où il agissait de concert avec les Russes contre Charles, Patkull fut arrêté, la nuit du 19 au 20 décembre 1705, et emmené à Sonnenstein. On donna pour prétexte qu'il négociait, suivant les ordres du czar, pour mettre les régiments russes qui étaient en Saxe aux gages de l'Autriche. Le prince de Gallizin, ministre de Russie, et celui d'Autriche, le comte Stratmann, firent les plus énergiques protestations; mais le cabinet de Saxe avoua que regardant Patkull comme le plus grand obstacle à la conclusion d'une paix, qu'il voulait à tout prix, il avait espéré obtenir de meilleures conditions en le livrant à la vengeance des Suédois. Imhof et Pfingsten, qui négociaient pour la paix, étaient des ennemis acharnés de Patkull, et l'on dit que ce furent eux-mêmes qui proposèrent à Charles de le livrer. Pendant qu'on traitait, on le fit transférer à Kœnigstein. Il fallait être aussi dépourvu de caractère et de sentiments nobles, que l'était Auguste, pour ne pas mettre Patkull en liberté, à la première nouvelle des négociations, au lieu de le laisser traiter indignement par ses ministres contre tout droit des gens. Le czar se plaignit auprès de toutes les cours; mais que pouvait-on obtenir, par médiation, d'un prince tel que Charles XII? Le malheureux Patkull fut remis le 8 avril 1707 au général suédois Meyerfeld. Les Suédois l'emmenèrent à leur suite, et le 10 octobre il fut exécuté à Casimir d'une façon cruelle. Le défaut de magnanimité dans cette circonstance est une tache sur l'histoire de Charles; mais une tache ineffaçable est celle que cette affaire imprima sur Auguste et ses ministres.

Stanislas fut reconnu par toutes les puissances, excepté par la Hollande. Le duc de Marlborough s'était rendu lui-même au camp suédois, en Saxe, pour gagner le comte de Piper et empêcher la Suède de se mêler des affaires des alliés contre la France. Le moment était décisif : il ne dépendait que du roi de mettre un terme à la guerre et de passer dans l'opinion publique, qui ne se fonde que sur de grands exploits ou d'éminentes qualités, pour l'arbitre du Nord et de l'Europe entière; mais il perdit par une opiniâtreté impardonnable tout le fruit qu'il aurait pu recueillir de sa bravoure et des faveurs de la fortune. C'est à ce malheureux défaut que la Suède dut sa décadence et le czar la hauteur où il parvint et où la postérité l'admire. Deux favoris,

Piper et Renskold, circonvenaient le roi comme de mauvais génies. Charles paraissait également attaché à l'un et à l'autre ; cependant un abîme de haine et de jalousie séparait ces deux hommes. Ce que Piper voulait ou désirait était rejeté par Renskold, qui se rendait ainsi cher et indispensable au roi ; car les conseils de Piper étaient ceux d'un sage et grand ministre, tandis que ceux de Renskold ne tendaient qu'à développer chez son maître, à un plus haut degré, la hardiesse et la témérité. Ce dernier ne s'occupait jamais des difficultés d'une entreprise ; il n'en jugeait que par l'événement. L'armée se divisa également en deux partis, qui se rattachèrent l'un à Piper, l'autre à Renskold, car les guerriers les plus intrépides voyaient avec douleur les plus chers intérêts de la patrie sacrifiés à des courses aventureuses.

Pendant que le roi dictait à Auguste des lois en Saxe, les Russes se rendaient maîtres de la Pologne. Ils traitèrent les partisans de Charles et de Stanislas avec la cruauté des barbares. Cependant l'approche de l'armée suédoise ne leur permit pas de prolonger leur séjour. Leur rage redoubla, et ils pillèrent les palais des grands pour orner Moscou et les autres grandes villes de l'empire. Pierre fit tous ses efforts pour entretenir la discorde intérieure, qui a toujours caractérisé la nation polonaise depuis l'instant où elle prit rang parmi les États, jusqu'à celui où elle en a été effacée. Son but était de la mettre hors d'état de soutenir efficacement la Suède dans la lutte à mort qui allait s'engager entre lui et Charles. La France, qui voulait la fin de la guerre dans le Nord, employa, sur la demande du czar, sa médiation à l'effet de conclure la paix et de pouvoir disposer des forces de la Suède. Mais Charles songeait moins que jamais à suspendre les hostilités. Lorsqu'il quitta la Saxe, au mois d'août 1707, son armée comptait 8,450 cavaliers, 19,200 fantassins et 16,000 dragons, en tout 44,000 combattants animés des dispositions les plus guerrières. Ce fut le 20 septembre qu'ils entrèrent sur le territoire de la Pologne. Partout les Russes se retiraient devant eux. De grandes difficultés s'opposaient à ce qu'on pût rendre décisive la guerre avec la Russie. Le seul moyen d'y parvenir aurait été de laisser à Stanislas le temps de former une armée, d'entrer en Livonie, d'en chasser les Russes, de reprendre les places fortes dont ils s'étaient emparés et d'avancer sur Moscou par Pleskov. Il paraît que tel était le projet de Charles XII. Gyllenkrok, officier du génie d'un rare mérite, avait l'ordre de se

procurer des cartes et des plans de Pleskov. Dans les premiers jours de 1708, les Suédois passèrent la Vistule sur la glace et envahirent la Masure. Les paysans, qui s'étaient attroupés dans les forêts, ne purent arrêter leur marche. Le roi poursuivit sans relâche l'ennemi jusqu'à Smorgonie, sur la Vilia, sans cependant l'atteindre. L'armée prit la direction de Minsk. Les Russes, en battant en retraite, rendirent les chemins impraticables, brûlaient ou pillaient tout ce qui pouvait être à l'usage de ceux qui les poursuivaient. On ne manqua cependant pas de vivres, car les soldats découvrirent des approvisionnements enfouis dans la terre. Après avoir séjourné cinq semaines à Smorgonie, Charles se rendit à Radochkowitsch, où il resta trois mois. L'armée était campée sur les rives de la Bérésina ; la faiblesse de la population dans ces contrées forçait l'armée à s'étendre, au point qu'il fallut huit jours pour la rassembler. Les Russes occupaient les bords de la Duna, depuis Polotzk jusqu'à Witepsk, et ceux du Dniéper jusqu'à Mohilew. Le 17 mai (1708), le roi commença ses opérations et passa, avec tous ses régiments, la Bérésina, qui de nos jours a acquis une si triste célébrité dans la retraite des Français. Après une marche pénible, il arriva à Holofzin. Là, les Russes paraissaient l'attendre dans un camp retranché ; mais ils ne surent tirer profit ni de la supériorité de leurs forces, ni de leur artillerie, ni des autres avantages que leur offrait la nature marécageuse du terrain : ils furent comme frappés de terreur lorsque Charles et ses soldats les attaquèrent (14 juin), et ils lâchèrent pied honteusement. Le roi marcha sur Mohilew, et, pour la première fois, les drapeaux suédois flottèrent sur les bords du Dniéper. Les plus courageux de l'armée suédoise eux-mêmes, voyant que ce fleuve n'était pas encore le terme de leur marche, s'abandonnèrent à de sinistres pressentiments : la disette commençait déjà à se faire sentir ; mais Charles poursuivit sa route à travers les plus grandes difficultés, et arriva aux frontières de l'ancienne Russie, à une journée de marche seulement de Smolensk. Le roi avait conçu le projet de faire crouler un vaste empire, et il n'avait aucun plan arrêté. Il avait cependant affaire à un prince qui calculait tout. Il se laissa entraîner par son ardeur pour les aventures téméraires et les exploits hasardeux. Le profond mépris qu'il portait aux Russes le remplissait de l'espoir de terminer la guerre avec eux en peu de temps. Malheureusement il ne manquait pas de flatteurs qui l'entretenaient dans cette espérance. Le général Sparre convoitait le gouvernement de Moscou ; il disait

qu'une prophétie l'avait promis, il y avait nombre d'années, à l'un des membres de sa famille. Charles lui-même croyait qu'il fallait tout tenter pendant que la fortune lui souriait[1]. Cependant tous ceux qui lui étaient sincèrement attachés et qui osaient exprimer leur avis, tâchaient de le détourner de marcher sur Moscou. L'armée qui l'entourait était la fleur des forces du royaume, et il ne fallait pas la conduire à une destruction presque inévitable : car Moscou était la ville sacrée de l'empire, et les Russes, retranchés sur tous les points, dévastant tout, et coupant la retraite à Charles, devaient finir par détruire son armée. Dans de telles conjonctures, Charles demanda conseil à Gyllenkrok et lui avoua qu'il n'avait aucun plan. Ce général lui conseilla de se retirer sur la Duna, pour se mettre en communication avec ses provinces; mais le roi se décida à entrer dans la Sévérie : l'alliance qu'il venait de conclure avec Mazeppa fut la cause de cette résolution. Ce hetman des Cosaques, digne successeur de Chmielnizki, vit bientôt que les projets de Pierre ne tendaient pas à moins qu'à l'anéantissement des priviléges de son peuple, et que leur seule garantie était l'affaiblissement de la puissance de l'empire russe. Rien n'était au-dessus de son courage, et il voulait que le peuple lui dût la liberté. Tandis qu'il gagnait à force d'or les favoris de Pierre, il offrait (en 1707) son amitié à Stanislas et lui annonçait sa rupture avec la Russie[2].

Lewenhaupt, qui commandait les corps rassemblés sur les bords de la Duna, avait reçu l'ordre de se joindre à la grande armée campée sur les rives de la Bérésina. La marche ne pouvait s'opérer que lentement à cause des immenses convois de vivres et de munitions qui accompagnaient les troupes.

Pierre et ses généraux, prévoyant que la guerre se prolongerait si cette division arrivait à sa destination, résolurent de l'anéantir. L'empereur se jeta avec toute son armée entre Charles et le corps de Lewenhaupt, et le roi, au lieu d'attendre son général ou d'aller à sa rencontre, fut poussé par la fatalité à s'avancer vers la Sévérie. En vain Piper et Gyllenkrok lui firent les observations les plus concluantes : Renskold, ce mauvais génie de Charles XII et l'ennemi de Lewenhaupt, paraissait vouloir amener un désastre et fit prévaloir son

[1] « Il faut tout oser tant que la fortune ne nous abandonne pas, » disait Charles à Gyllenkrok.

[2] Voyez Ruhs, *Geschichte von Schweden*.

avis, qui était de ne pas attendre. Ainsi Charles, sous prétexte que l'armée manquerait de vivres, décampa, oubliant que Lewenhaupt traînait à sa suite trois mille voitures chargées d'approvisionnements. Celui-ci, qui n'avait que onze mille hommes, abandonné à ses propres forces, fut bientôt enveloppé par l'armée russe, commandée par Pierre lui-même, et qui comptait 60,000 combattants. Il avait passé heureusement le Dniéper et était parvenu à Lesna, à deux milles de Propoisk. Ses dépêches, adressées au roi, furent saisies par l'ennemi, et l'armée de Charles, au lieu d'aller à sa rencontre, s'éloigna à marches forcées. Lewenhaupt fut attaqué le 28 septembre. Après des efforts inouïs, il resta maître du champ de bataille ; mais pour sauver son armée, il fut forcé de sacrifier son bagage : il brûla toutes les voitures et donna les chevaux aux fantassins. Ce brave général parvint en Sévérie avec sur corps d'armée, traversa un pays inconnu, luttant contre les fatigues et les privations, et enfin se réunit aux troupes du roi, le 10 octobre. De ses onze mille hommes, il n'en ramenait que six mille ; quinze cents s'étaient détachés du corps et retirés aux bords de la Duna. Cette retraite, semblable à celle de Xénophon, a immortalisé le nom de Lewenhaupt ; mais le succès dont être attribué en grande partie à l'inhabileté des Russes. Pour récompense, le héros reçut un froid accueil de Charles XII.

La perte des convois dont Lewenhaupt était chargé ne fut pas la seule. Le général Lagerkrona avait été envoyé pour prendre Staradubb, le principal défilé qui conduit dans l'Ukraine ; il devait établir aussi des magasins. Ce général était redevable de son avancement à la faveur : il ne l'avait mérité par aucun service. Il fit de grandes fautes, et les Russes le prévinrent. Cet événement et le malheur qui avait frappé la division de Lewenhaupt remplirent l'âme de Charles XII de tristes pressentiments : il semblait que la lumière était sur le point de l'éclairer sur sa véritable position ; aussi les malheurs se succédèrent-ils. Baturin, capitale de Mazeppa, bien approvisionnée, fut emportée d'assaut et livrée aux flammes par les Russes. Charles, malgré sa diligence, arriva trop tard. Cette perte irréparable fut la source de tous les désastres qui survinrent. Le sort de Mazeppa, réuni aux Suédois, fut celui qui attendait ses alliés.

Les Russes se conduisirent dans les possessions des Cosaques et particulièrement dans celles du hetman, avec une froide barbarie. Mazeppa, pour ne pas perdre tous ses biens, persuada au roi, sur la

fin de l'année 1708, au moment où un rude hiver commençait à sévir, de se mettre en marche pour occuper Hadisch sur la Sula. Les troupes, qui furent obligées de bivaquer, souffrirent cruellement de la rigueur du froid dans ces steppes immenses, où aucun arbre, aucune colline ne les abritaient contre la violence des vents. Plus de quatre mille hommes périrent par le froid; les autres portèrent longtemps les traces des fatigues qu'ils avaient essuyées. Cependant, arrivés près de Sula, les soldats trouvèrent des quartiers passables; mais le roi, livré à son obstination inflexible, et poussé à vouloir tenter l'impossible, décampa de nouveau le 28 décembre. Les Russes se retirèrent, ne laissant après eux qu'un désert. Charles prit position à Hadschas; son ardeur belliqueuse n'aspirait qu'aux combats. Il voulait prendre Weprik, qui n'était qu'une bicoque. Cette place, comme toutes celles de l'Ukraine, n'était pas tenable: elle se serait rendue sans résistance à la première tentative d'un siége régulier; mais le commandant, sommé de la livrer, refusa. Charles, irrité, ordonna l'assaut, qui fut donné le 18 janvier en plein jour; mais les assaillants furent repoussés; les Russes avaient jeté sur les remparts de l'eau qui avait gelé. Tous les officiers intelligents avaient prévu cette issue. Cette témérité coûta à l'armée plus de mille hommes tués sans compter un grand nombre de blessés, parmi lesquels une foule d'officiers courageux et distingués. Le soir même, le commandant capitula. Charles attaqua ses adversaires partout où il les trouva, les chassa de l'Ukraine, et poursuivit les Russes jusqu'au Donz et à ses propres frontières. Il dévasta tout le pays; il fit halte à Kolomak: « Vite, vite, Gyllenkrok, dit-il, demandez le chemin de l'Asie. » Frappé de stupeur à l'annonce d'une telle résolution, le général lui fit observer que cette partie du monde était encore éloignée et située dans une autre direction: « Mazeppa, répondit le roi, m'a cependant assuré qu'elle n'était pas si éloignée. Il nous y faut aller pour que nous puissions dire un jour que nous avons touché le sol de l'Asie. » Gyllenkrok regarda ces paroles comme une plaisanterie, et c'était cependant un parti pris. Charles XII ne donna l'ordre de se mettre en route qu'après que Mazeppa lui eut assuré que ce qu'il venait de lui dire n'était qu'un propos auquel il n'attachait aucune importance.

Charles établit ses quartiers à Budissin; son armée campa le long de la Workala et du Psol, dans une contrée étroite et sillonnée de

cours d'eau. Les Suédois étaient pour ainsi dire entourés d'ennemis. Les Russes ne laissèrent échapper aucune occasion de les attaquer et portaient des coups funestes à leurs détachements isolés. Toute perte était sensible, quelque légère qu'elle fût, parce qu'on ne pouvait espérer aucun secours. Les Suédois étaient si éloignés de leur patrie, qu'ils ne comptaient plus la revoir ; ils avaient beaucoup souffert du froid pendant l'hiver, et le printemps ne paraissait leur apporter aucun soulagement. Cependant les soldats ne faisaient pas entendre la moindre plainte. Le débordement des rivières convertit le pays en un grand lac : les difficultés des chemins étaient extrêmes ; les hommes et les chevaux périssaient en grand nombre. La disette vint se joindre à ces calamités, car les habitants avaient quitté leurs maisons à l'approche des Suédois.

Mazeppa avait fait tous ses efforts pour attacher ses Cosaques au sort de ces derniers, et les Saporages se réunirent à eux ; on trouva ainsi des moyens de subsistance. Au centre de la position occupée par les Suédois était Pultava. Le roi voulait s'emparer de cette place, qui comptait quatre cents hommes de garnison ; mais ayant été repoussé à Wiprek, il résolut d'en faire le siége régulier. Mais les moyens lui manquaient pour cela, et les généraux étaient d'avis de livrer l'assaut. Renskold ne manqua pas de se ranger à l'opinion de son maître, et le 12 mai on ouvrit les tranchées. Charles employa à ces travaux les Saporages, qui ne convenaient pas pour cela, et qui en exprimèrent hautement leur mécontentement. Il s'ensuivit que non-seulement les Cosaques, mais les Towarzes ou Valaques, qui formaient un régiment de troupes légères, organisées par Magnus Stenbock, quittèrent presque tous l'armée suédoise. Le roi, selon sa coutume, s'exposa aux plus grands dangers : les soldats, découragés, dirent qu'il cherchait la mort, parce qu'on le voyait toujours là ou elle moissonnait le plus de monde. Piper le conjura de lever le siége, qui coûtait trop de sang, et de se retirer vers le Dnéper pour être plus près de la Pologne ; mais Charles ne voulait pas entendre parler de retraite. Les Russes étaient de l'autre côté du Worksla ; ils parvinrent à faire entrer des renforts et des vivres dans la citadelle assiégée, tandis que la disette se faisait sentir dans le camp des Suédois. Les Russes qui étaient au pouvoir de Charles XII furent rendus à la liberté. Des redoutes formidables furent élevées sur la rive opposée du Worksla pour en protéger le passage et couvrir la

retraite en cas de malheur. Tout annonçait qu'on avait le projet d'attaquer l'armée suédoise, déjà très-affaiblie. Des détachements isolés tâchèrent de traverser le fleuve, mais ils furent repoussés (28 juillet). Charles commandait en personne; ce fut dans cette circonstance qu'il fut blessé. Un peu pâle, mais calme comme il l'était toujours, il dit à Lewenhaupt : « Ce n'est qu'au pied : la balle y a pénétré ; je vais l'extraire par une incision, ce sera plaisir à voir. » Il continua à visiter les travaux avant de se faire panser. Cependant la blessure était plus grave qu'il ne l'avait supposé : il ne lui fut pas possible de remonter à cheval. Sa répugnance pour toute espèce de remède le mit pendant quelques jours en danger. Les Russes, informés de cet accident, parurent se préparer pour quelque grande entreprise et inquiétèrent sans relâche les Suédois, qui se défendirent mal, parce qu'ils se sentaient découragés, ne voyant aucun terme à leurs fatigues ; ils manquaient d'ailleurs de poudre et de plomb. La poudre s'était détériorée dans la longueur du trajet ; elle ne portait pas la balle à trente pas. D'un autre côté le mauvais temps avait rendu la retraite presque impossible. Toutes ces circonstances, qui semblaient commander impérieusement au roi d'éviter le combat, ne firent aucune impression sur son esprit obstiné. Le commandement en chef fut donné à Renskold, courtisan servile, capitaine sans expérience et sans talent, d'un caractère rude et emporté. Charles, déterminé à livrer bataille, fixa le jour : c'était le 10 juillet.

La veille au soir, les généraux et les colonels furent convoqués pour recevoir les ordres. Les Suédois occupaient la position la plus désavantageuse : la force de l'armée consistait en cavalerie, et les aspérités du sol s'opposaient à ses mouvements. Les Russes s'étaient fortement retranchés, et les Suédois furent obligés de se ranger en ordre de bataille sous les canons de l'ennemi. Le maréchal Renskold avait perdu complétement la tête ; il ne donnait aucun ordre précis ; il insultait tous ceux qui l'approchaient, et la moindre observation excitait sa colère. L'infanterie se mit en mouvement avant l'arrivée de la cavalerie. Renskold envoyait officier sur officier pour la faire avancer. Quant à l'artillerie, elle était encore avec les bagages. Les Suédois attaquèrent les redoutes ; plusieurs furent enlevées. Mais le désordre se mit dans l'infanterie, qui, se trouvant séparée de la cavalerie, déposa les armes. Cependant l'attaque avait été si vigoureuse, que les Russes commençaient à plier, lorsque remarquant la confu-

sion qui régnait dans les rangs ennemis, ils reprirent courage. Ce fut alors que le roi, qui se faisait porter dans un brancard, ordonna un mouvement qui déplut à Renskôld et pour lequel celui ci lui fit des reproches. Charles avait ordonné à Lewenhaupt de commencer l'attaque avec l'infanterie, qui ne s'élevait qu'à 4,000 hommes, tandis que celle des Russes était cinq fois plus nombreuse, et défendue par 132 pièces d'artillerie. Malgré cet avantage, les Russes cédèrent du terrain. Mais n'étant pas soutenus à temps par leur cavalerie, les Suédois furent rompus; leur aile gauche prit la fuite sans qu'il fût possible de la rallier. Le roi, étendu sur son brancard, se fit porter au milieu du feu le plus meurtrier afin de stimuler ses guerriers. Son brancard ayant été percé d'un boulet, il monta à cheval. La cavalerie, sous les ordres du général Creutz, n'ayant point non plus d'ordres précis, fut mise en désordre; mais elle reforma ses escadrons, attaqua de nouveau et repoussa la cavalerie russe. Mais comme elle agissait sans accord avec l'infanterie, elle ne put profiter de ses avantages. Renskôld, désespérant du succès, en proie à la perplexité et sourd à tous les avertissements, erra sur le champ de bataille jusqu'à ce qu'il fût fait prisonnier. Piper, aussi séparé de l'armée, se rendit à Pultava pour ne pas tomber dans les mains des Cosaques et des Katmouks. Les restes de l'armée suédoise se replièrent sur les bagages, où se rallièrent aussi les troupes qui étaient devant la place. Le roi eut son cheval tué sous lui, et il ne dut son salut qu'au dévouement du colonel de ses trabans, Hierta, qui, quoique blessé lui-même, lui donna le sien. Charles paraissait surtout sensible au sort de Renskold. Le conseil que lui donna Lewenhaupt de brûler les bagages, d'en donner tes chevaux à l'infanterie et de se retirer, fut rejeté. Rien n'avait été prévu pour le cas d'une défaite; sans cela, cette journée eût été moins funeste, car les Suédois ne perdirent que 4,000 hommes; 16,000 exécutèrent leur retraite en bon ordre tout le long du Workslа. Les Russes les suivaient lentement, comptant bien que la fatigue, le découragement et le défaut de vivres les obligeraient dans peu à se rendre. Cependant tes Suédois arrivèrent au confluent du Wolksla et du Dniéper, à l'endroit où leurs caux réunies coulent rapidement sur une largeur d'un quart de mille. Les bords du fleuve n'offraient guère qu'un vaste marais; l'armée campa dans une vallée entourée de collines. On n'avait ni barques pour traverser l'eau, ni bois pour construire un pont. Les liens de la discipline se relâchèrent;

la présence même du roi, du roi vaincu, il est vrai, n'avait plus de puissance : le prestige était dissipé. La situation était désespérée ; toute chance de salut paraissait anéantie. Charles voulait vivre et mourir avec ses soldats. Il s'attendait à tout, si un dernier combat ne lui ouvrait un chemin ; mais à la fin il se laissa gagner par les instances de Lewenhaupt et de Creutz, qui le décidèrent à traverser le fleuve, après que Mazeppa l'eut passé avec ses officiers et leurs femmes. Il n'était si frêle nacelle, si mince morceau de bois auxquels on ne se confiât pour atteindre l'autre rive. Deux mille environ passèrent de cette manière. Mais sur la rive opposée, on ne trouva qu'un désert, une de ces steppes immenses, qui n'offrait d'abri ni contre les vents ni contre les ardeurs du soleil ; les Tatares y faisaient paître leurs bestiaux. On n'y trouva que quelque gibier assez rare et du bois pour faire du feu ; la plupart des soldats furent réduits à se nourrir de chair de cheval. Après trois jours de marche, Charles parvint aux bords du Boug, et il réclama des secours du pacha qui commandait à Oczakow, pour continuer son voyage. Celui-ci fit des difficultés. Le roi dépêcha des envoyés en Crimée et à Constantinople, et se dirigea vers Bender, situé sur les bords du Dniester. La route devint moins pénible à travers la Tatarie d'Akerman, le long des côtes de la mer Noire, car les Suédois s'étaient pourvus de moyens de subsistance à Oczakow, et ils n'avaient plus besoin de précipiter leur marche. Ils arrivèrent à Bender le 1er août et campèrent à un mille de la ville. Le sérasquier reçut Charles XII avec tout le respect dû à son rang, à ses malheurs et à la haute renommée qui avait publié ses exploits ; il lui donna tous les secours que sa position exigeait.

Le sort de l'armée que Charles avait confiée au comte Adam Lewenhaupt ne fut pas douteux un seul instant. Le projet de pénétrer en Crimée était inexécutable. Tous les liens de subordination étaient rompus. Le nouveau général, un des plus habiles capitaines de l'armée, était à peine connu des troupes. Il s'était distingué sur les bords de la Duna ; mais depuis son arrivée à l'armée, on l'avait éloigné du conseil du roi, malgré son incontestable capacité. Il n'y fut admis que lorsque les malheurs de la campagne eurent rendu son concours nécessaire ; mais il était trop tard, et le mal était presque irréparable. D'ailleurs les soldats ne lui accordaient pas une grande confiance. Quoique habile capitaine, il ne possédait pas cette force d'âme qui est au-dessus de l'adversité, cette fécondité de ressources qui se déploie

avec plus d'énergie sur le penchant d'un abîme, et c'était un tel homme qu'il eût fallu pour faire revivre l'espérance des guerriers. Au lieu de prendre un parti décisif, il consulta ses officiers. Tout à coup les Russes parurent, l'enveloppèrent et le sommèrent de se rendre. Les officiers, complétement démoralisés, dirent qu'ils ne pouvaient compter sur les soldats; ils ajoutèrent qu'il n'y avait pas 6,000 hommes sous les armes. La capitulation fut donc résolue. Quand le moment fut venu de l'exécuter et que la brillante cavalerie suédoise, à laquelle rien jusque-là n'avait pu résister, fut sur le point de déposer les armes, Lewenhaupt, à sa grande surprise, trouva qu'elle s'élevait encore à 15,000 combattants. L'ennemi, qui tremblait qu'un nouveau combat ne s'engageât, était encore plus étonné que lui du succès qu'il venait de remporter sans tirer un coup de canon [1]. Le caractère des soldats ne se démentit pas. Lorsqu'on demanda, avant la capitulation, à un régiment d'Albedyhl, composé de vieux soldats, s'il se croyait capable de combattre l'ennemi, sa réponse fut fière et digne de ceux qui avaient fait leur apprentissage sous un capitaine aussi intrépide que Charles XII : « Autrefois, dirent-ils, on ne nous adressait que ces mots : « En avant ! » Aujourd'hui on nous demande des conseils. Nous ne pouvons pas répondre de ce qui peut arriver ; mais ce que nous savons, c'est qu'on n'aura rien à nous reprocher. » Le nombre des prisonniers était d'environ 15,000, dont 5,000 malades ou blessés. La force de la Suède s'éteignit avec cette dernière armée, que les trésors de la Saxe avaient rendue si formidable. Peu de ces guerriers ont revu le foyer de leurs pères : comme les Polonais de nos jours, ils furent dispersés dans les immenses déserts de la Russie, et un grand nombre furent transportés jusqu'aux contrées glaciales de cet empire.

La bataille de Pultava fut comme un signal donné à tous les ennemis de la Suède, qui jusque-là s'était défendue contre eux avec avantage. Le Danemarck et la Saxe ne tardèrent pas à se déclarer. Plus tard, la Suède fut accablée par la Prusse et le Hanovre. La constance de Charles XII était à l'épreuve de tous les coups de la fortune : tous désespéraient, excepté lui. Il n'avait d'autre allié que l'intérêt que lui portait le peuple. Il engagea Stanislas à ne pas perdre courage. Sa constance dans le malheur attira l'admiration du monde; il montra une volonté de fer. On dit qu'il ne fit la guerre que pour

[1] Voyez le *Plutarque suédois*, par J.-F. de Lundblad, 7e livraison.

se défendre. La précipitation que tous mirent à se jeter sur la dépouille du lion, fit naître en sa faveur de nouvelles sympathies. La nouvelle de la funeste journée de Pultava frappa de stupeur tout le peuple suédois. Du palais jusqu'à la chaumière, le deuil fut général; il n'y avait pas une famille qui n'eût à pleurer la perte d'un de ses membres. Ce deuil devint encore plus profond par le bruit qui se répandit de la mort du roi; on dit même que c'était un faux Charles qui avait paru en Turquie.

Le projet de Charles était d'entraîner le sultan dans une guerre contre la Russie; il espérait rétablir ses affaires à l'aide des Osmanlis. L'idée de rentrer vaincu et sans armée dans son royaume, qu'il avait quitté avec l'élite de ses guerriers, répugnait à son orgueil; il résolut de rester parmi les infidèles tant que sa fortune n'aurait point changé. En vain l'empereur lui offrit le libre passage par ses États; en vain la Hollande lui proposa-t-elle de le ramener sur ses vaisseaux: il passa cinq ans en Turquie, et tandis qu'il perdait ce temps précieux, la ruine de sa puissance se consommait.

Pierre I[er] sut profiter des faveurs inattendues de la fortune pour donner plus d'étendue et d'ensemble à ses conceptions. Peut-être pourrait-on dire que les résultats qu'il obtint ne doivent être attribués ni à son mérite, ni à celui de ses généraux, ni à la bravoure de ses soldats; mais ce qu'on peut affirmer, c'est qu'il tira parti des circonstances. Auguste ne fut pas plutôt informé des désastres de Pultava qu'il rompit la paix d'Altranstadt; ses anciens partisans relevèrent la tête, et il prit de nouveau le parti de recourir aux armes. Nous avons dit que Charles avait laissé un corps d'armée en Pologne pour soutenir Stanislas. Celui-ci, renforcé de nouvelles troupes de la Poméranie, était assez fort pour tenir tête à son concurrent. Un brave officier, Krassow, était général en chef de ce corps; mais craignant d'aventurer dans les batailles les dernières ressources de son pays, il résolut de se retirer en Poméranie. Ainsi Stanislas resta exposé aux attaques des Russes d'un côté et à celles des Saxons de l'autre. Varsovie tomba aux mains des partisans d'Auguste. Le 10 août 1710, Auguste lui-même eut une entrevue avec Pierre I[er], qui de là se rendit à Marienwerder pour conférer avec le roi de Prusse. Le czar sentait qu'il pouvait devenir l'arbitre du Nord, et l'entrée triomphale qu'il fit à Moscou, traînant à sa suite les guerriers de Charles XII, annonçait les orgueilleuses espérances dont son âme était pleine. Il dirigea

lontes ses forces vers la Baltique. Le général Lubecker commandait encore en Finlande, malgré les preuves patentes d'incapacité qu'il avait données dans la campagne de 1708, où il devait détruire Pétersbourg et tous les établissements russes sur la Neva et les bords de la Baltique. Le czar y pénétra pour opérer une diversion en faveur des Danois, qui attaquaient la Scanie; il prit Wiborg et Kexholm, et toutes les places du pays tombèrent successivement en son pouvoir, car on avait négligé d'y faire des préparatifs de défense. Le comte Nieroth remplaça Lubecker; mais il manquait de troupes, et ses opérations se bornèrent à des excursions isolées où le courage suédois brillait encore de son ancien éclat. L'école de Charles XII ne ressemblait point à celle de Gustave-Adolphe; elle fit des soldats intrépides, mais elle ne produisit aucun grand capitaine. Les armées suédoises, qu'on pouvait compter parmi les meilleures de cette époque, avaient bien dans leurs rangs un comte Lewenhaupt, vainqueur de Lesna, et un comte Magnus Stenbock; mais ils s'étaient formés l'un et l'autre à l'école des alliés. En 1710, la Suède se vit enlever la Livonie, l'Esthonie et la Carélie, ainsi que Riga et Elbing en Prusse. La peste qui vint s'ajouter à ces malheurs augmenta la confiance des Russes et la consternation des Suédois.

Le Danemarck et la Saxe rompirent la paix presque en même temps. Frédéric IV méditait cette rupture, et Patkull, de son vivant, y avait constamment travaillé. Patkull avait gagné la comtesse de Viereck, maîtresse du roi; mais elle mourut trop tôt pour servir ses desseins. Frédéric avait considérablement élevé l'effectif de ses troupes, qui s'étaient aguerries dans les campagnes du prince Eugène, auxquelles elles avaient pris part; quand ses préparatifs furent faits, il déclara la guerre, le 9 novembre 1709. Dans ce périlleux moment où la Suède était menacée d'une double invasion, du côté de la Norwége et en Scanie, le sénat convoqua un comité des états; ce comité consentit à accorder non-seulement de nouvelles troupes, mais aussi de l'argent. Cependant la peste entravait beaucoup les armements : à Stockholm seulement, depuis le mois d'août 1710 jusqu'au mois de février suivant, elle moissonna plus de 30,000 hommes, c'est-à-dire la moitié de la population. Le comte Magnus Stenbock, qui commandait en Scanie en qualité de gouverneur général, disposa tout pour la défense, tandis qu'une armée de 18,000 hommes, sous les ordres du comte Revenllau, qui avait été au service de l'Autriche,

se rassemblait sur les rivages opposés de Seeland pour faire une descente en Scanie : elle s'opéra le 1er novembre entre une bourgade, Râ, habitée par des pêcheurs, et la ville de Helsingborg. Toute la plate campagne tomba aux mains des assaillants ; les places fortes seules résistèrent : ils poussèrent jusqu'à Carlshamn et menacèrent Carlscrone, où stationnait la grande flotte. La Suède paraissait sur la pente du précipice. Stenbock fit un appel au patriotisme des habitants : on courut aux armes. Cet intrépide général rallia sous ses drapeaux 7 à 8,000 paysans qu'il dressa lui-même au maniement des armes : ils en manquaient ainsi que d'habits, ce qui n'empêcha pas Stenbock de pousser en avant. Ayant reçu des renforts, il marcha à la rencontre de l'ennemi, au mois de février 1710. Son armée, composée de dix régiments d'infanterie et de neuf régiments de cavalerie, était presque entièrement formée de recrues. Les Danois se retirèrent. L'habile capitaine ne négligea aucune occasion d'exalter le courage des Suédois par ses paroles et par des escarmouches où ils eurent le dessus. L'ennemi, qui avait reculé autant qu'il avait pu et jusqu'aux rivages du Sund, se retrancha dans une position que Stenbock attaqua le 11 mars : il avait 6,000 hommes d'infanterie et 8,000 de cavalerie. Avant la bataille, il parcourut les rangs, et il plaça dans la réserve tous ceux dont le visage annonçait la frayeur ; à ceux qui étaient peu habiles dans le maniement des armes, il recommanda de couper les brides des chevaux des cavaliers ennemis. La bataille fut meurtrière, et jamais peut-être l'acharnement n'avait été si grand entre ces deux nations qu'aurait dû rapprocher une communauté de mœurs, d'origine et de langage. Les Danois avaient donné aux soldats de Stenbock le sobriquet *d'enfants de paysans* (*bondedrängar*) ; mais Stenbock, l'homme du peuple, les avait électrisés, et le carnage fut d'autant plus impitoyable, que l'habillement des Suédois avait servi de sujet de raillerie à leurs ennemis : 4,000 Danois tués et 3,000 blessés couvrirent le champ de bataille ; 3,000 furent faits prisonniers. La perte des Suédois s'éleva à 2,800 tant morts que blessés. Trois jours après, il ne restait pas un Danois en Suède ; ils quittèrent ses rivages avec tant de hâte qu'ils égorgèrent 6,000 chevaux qu'ils ne pouvaient transporter au delà du Sund. Telle fut l'issue d'une expédition que les Danois avaient entreprise sous les plus heureux auspices et qui devait réussir, suivant toutes les probabilités ; mais il est rare que la mauvaise foi et la perfidie aient un

plein succès, et aucun peuple ne doit désespérer de ses destinées quand il s'agit de repousser une agression injuste.

Cette victoire rappelait l'ancienne gloire militaire de la Suède ; elle aurait été même d'un grand poids dans les négociations, si l'absence du roi ne lui avait fait perdre les fruits qu'on en devait attendre. L'armée suédoise se trouvait dans l'état le plus déplorable ; elle souffrait d'un dénûment presque complet, et comme le pays était presque épuisé, on ne pouvait qu'à grand'peine se procurer les choses les plus nécessaires. Les soldats étaient retombés dans le découragement et les paysans dans le désespoir. Toutes les mesures qu'on prit se ressentaient de l'absence de Charles XII. Cependant Stenbock, par son activité infatigable, vint à bout de mettre la Suède méridionale dans un état de défense convenable, et d'élever ses forces à 20,000 hommes.

Pour éloigner la guerre des possessions suédoises en Allemagne, l'empereur, la reine d'Angleterre, la Hollande et l'électorat de Brunswick-Lunebourg les prirent sous leur protection, à condition que l'armée suédoise qui était en Poméranie sous les ordres du général Krassow ne ferait aucun mouvement. Le traité de neutralité fut signé à La Haye, le 10 mars 1710. La régence de Suède y donna son adhésion ; mais Charles XII ne le ratifia pas, parce qu'il était contraire aux intérêts de la Suède. Ses ennemis ne voulaient que paralyser cette armée qui faisait la principale force du royaume. L'année suivante, les alliés entrèrent en Poméranie. Les généraux suédois résolurent de borner leurs opérations à la défense des places fortes, et notamment de Stralsund et de Stettin. L'invasion en Poméranie échoua cette année (1711) ; le roi de Danemarck ne put pas même s'emparer de Wismar. Cependant les Russes restèrent pour bloquer Stralsund et observer Stettin.

Charles attendit à Bender l'effet des armements de la Turquie : la guerre éclata enfin entre les deux empires, et les Russes, commandés par Pierre Ier, se mirent sur les bords du Pruth, par l'imprudence de leurs généraux, dans une situation plus périlleuse que ne l'était celle de Charles XII à Pultava. Si le grand vizir, gagné par l'argent de Pierre, n'avait consenti à la paix, celui-ci serait tombé avec toute son armée au pouvoir des Turcs. Ce ne fut qu'après la signature du traité que Charles XII arriva à leur camp : il eut alors la douleur de voir que le moment de rétablir ses affaires était perdu

pour toujours. Ne comptant plus dès lors sur un secours sérieux de la part du sultan, il manifesta l'intention de partir, si la Porte voulait lui en fournir les moyens. Il fut retardé par les pourparlers qu'amena cette proposition, et surtout par le refus d'Auguste de lui accorder le passage sur les terres de Pologne.

L'union des généraux suédois était nécessaire pour sauver les provinces allemandes ; mais au milieu de ces désastres, la jalousie du maréchal Gyllenstjerna contre Stenbock entrava toutes les mesures d'une exécution hardie. Le roi avait promu le vainqueur de Hetsingborg au grade de général en chef de l'armée qui devait être transportée en Poméranie ; mais ce témoignage d'une insigne faveur accrut le nombre de ses envieux, qui redoublèrent d'activité pour lui susciter des obstacles. Il paraît qu'une partie du sénat comptait sur la chute du roi pour rétablir l'ancienne constitution. Stenbock se rendit en personne à Stockholm, et ses paroles entraînantes et persuasives amenèrent les commerçants et d'autres habitants à donner sur les revenus de l'année 1713, des avances qui rendirent possible l'armement de la flotte. Cependant on perdit Brême, Stade capitula ; le czar et Auguste étaient rentrés en Poméranie pour y assiéger les villes fortes; la flotte danoise croisait dans la Baltique. Le transport des troupes offrait donc des difficultés sans nombre. Cependant 10,000 fantassins et 1,800 cavaliers débarquèrent heureusement sur les côtes de Rugen ; mais les vaisseaux qui portaient une grande partie des approvisionnements pour la campagne, furent pris ou détruits par les Danois. Ce malheur jeta Stenbock dans un grand embarras : il avait tout contre lui. Malgré tous ces obstacles, il entra dans le Mecklenbourg pour attaquer le roi de Danemarck, qui appela à son secours le czar et Auguste; mais avant que ceux-ci arrivassent, les Danois furent complétement battus à Gadebusch, le 20 décembre. Leur position entre des fleuves et des marais offrait tous les avantages. Les Suédois étaient au nombre d'environ 12,000 ; leur artillerie était bien servie. Les Danois eurent 3,000 morts et 4,000 prisonniers. On pouvait tirer un grand parti de cette victoire pour rehausser l'éclat des armes suédoises ; mais on ne le fit pas. Au lieu de marcher contre les Russes, Stenbock entra dans le Holstein ; il incendia la ville d'Altona dans la nuit du 9 janvier 1713, ce qui a laissé sur sa mémoire une tache ineffaçable : cette cruauté, qui souleva tous les cœurs d'indignation contre les Suédois, excita l'horreur des

soldats mêmes qui en avaient été l'instrument. Depuis ce moment, le malheur parut poursuivre aussi ce général : il ne put s'opposer à la jonction de plusieurs corps, qui venaient des îles, avec la grande armée. Celle-ci comptait à la fin 46,000 hommes avec 86 canons, qui cernaient de toutes parts les Suédois : ils étaient encore 11,000; ils se jetèrent dans la citadelle de Tönningen, lieu insalubre où les maladies ne tardèrent pas à s'introduire. Le 16 mai 1714, cette armée sur laquelle reposaient toutes les espérances de la Suède fut obligée de capituler. Stenbock lui-même fut arrêté et traité, contre le droit des gens, d'une manière qui n'honore pas la mémoire de Frédéric IV.

Après la perte de cette armée, on ne pouvait songer à défendre les provinces allemandes; la Suède ne pouvait sortir de l'abîme où elle était plongée. Elle avait entraîné après elle la maison de Holstein, que le Danemarck s'efforça d'écraser. Elle eut dans la Prusse un ennemi de plus. L'incendie d'Altona servit de prétexte pour les représailles : Gartz et Wolgast furent brûlés par les Russes; d'autres villes craignirent le même sort. L'assassinat et la dévastation marquaient tous les pas des vainqueurs; il régnait une misère impossible à décrire. Cependant la forteresse de Stralsund, bien défendue par Düker, tenait encore, et, sur la fin de l'année 1714, la disette contraignit les alliés à la retraite.

Les Suédois n'étaient pas moins malheureux en défendant la Finlande. Nous avons dit que la défense de ce pays avait été remise à un homme incapable, à Lubecker. Sa conduite fut telle qu'il fut traduit devant un conseil de guerre, à Stockholm, pour en rendre compte, il fut remplacé par Armfelt, général hardi et actif; mais celui-ci, ne recevant aucun renfort de la Suède et réduit aux forces du duché, se retira vers l'extrémité des frontières de l'Ostrobothnie (1714). A la fin, le sénat, jugeant qu'il était impossible de conserver ce pays, ordonna à Armfelt de rentrer en Suède. Les troupes revinrent en partie par mer, en partie par Tornea. Les Russes occupèrent tout le pays; leurs ravages s'étendirent jusqu'à la Westrobothnie et jusqu'au séjour glacé des Lapons. On laissa les paysans se défendre comme ils purent. Armfelt était à Gêfle, attendant l'ennemi s'il lui prenait envie d'y faire une descente. La nature elle-même paraissait conjurée avec un ennemi sauvage pour la ruine de ce pays : les provinces devenaient des déserts, la plupart des habitants avaient pris la fuite; le reste

avait succombé presque tout entier à la faim ou sous le fer de l'ennemi. Tout le royaume se sentit saisi de la terreur qu'inspire l'approche d'un conquérant. Les provinces se perdaient une à une : on eût dit qu'il ne dépendait que de la volonté de l'ennemi de porter le dernier coup à la Suède. La jalousie des grands et des généraux s'opposait à l'adoption de mesures énergiques. Charles XII lui-même attribua au sénat cette situation malheureuse. Les dernières ressources étaient épuisées; l'administration achevait de se dissoudre dans toutes ses parties. Une révolution semblait imminente, et on la regardait même comme une ancre de salut. Il existait certainement un parti qui travaillait à détrôner le roi; mais l'amour du peuple pour son héros et la crainte du despotisme des nobles, l'emportèrent sur le sentiment de ses propres souffrances. La position du sénat était bien difficile; il redoutait d'un côté la désapprobation du roi, et de l'autre, le mécontentement du peuple. Il invita la sœur du roi, Ulrique-Éléonore, fiancée au prince Frédéric de Hesse, à faire partie de la régence, et il résolut de convoquer les états. Les délibérations furent très-orageuses. On attribuait tous les désastres à l'absence du roi et à la faiblesse du gouvernement. On voulait acheter la paix à tout prix et proclamer la princesse régente; mais ce projet avorta par l'opposition du parti du roi, à la tête duquel était l'archevêque. Charles, prévenu à temps de la convocation des états, déclara s'opposer à toute délibération qui serait prise. L'assemblée le supplia de revenir en lui traçant une peinture déchirante de l'état du pays. Une question occupait encore les esprits, c'était celle de la succession. On pouvait craindre que le roi ne trouvât tôt ou tard la mort dans quelque expédition téméraire. Gortz, ministre du duc de Holstein, un des hommes les plus extraordinaires de son siècle, fertile en ressources, en projets et en vastes conceptions, intriguait dans l'intérêt du jeune duc, neveu de Charles XII, auquel il était très-attaché, à qui la couronne appartenait de droit et qui avait beaucoup d'amis parmi les nobles et du nombreux partisans dans le peuple. L'union de la princesse Ulrique et du prince héréditaire de Hesse donna naissance à un nouveau parti. Charles avait vu ce mariage d'un mauvais œil : il aurait voulu que la princesse restât fille pour que le jeune duc de Holstein n'eût pas de compétiteur. Le jour où cette union fut célébrée, Charles, qui était revenu à Stralsund, était sombre et plongé dans de graves pensées : « Ce jour, disait-il, enlève la couronne de dessus la tête de ma sœur. »

Nous avons laissé Charles en Turquie, où le sultan chercha par tous les moyens à se débarrasser de cet hôte à charge à son trésor. Le roi avait reçu de fortes sommes pour les frais de son voyage, mais elles avaient été dissipées avant même qu'on en eût fait les premiers préparatifs : il ne demanda plus d'argent. Ces demandes réitérées avaient fait baisser le héros dans l'opinion des Turcs et surtout dans celle du sultan. Le kan des Tatares, gagné par Auguste, persuada à Achmet III que Charles était un prince ingrat. Ainsi prévenu, le sultan lui envoya un ordre de départ ; mais l'orgueil du roi se révolta, et il s'obstina à rester. Il s'était définitivement établi à Bender, où il habitait une maison en pierres qu'il avait fait construire et meubler ; d'autres logements avaient été disposés pour les gens de sa suite ; des barques abritaient ses soldats, et le tout était entouré d'un rempart. Des défenses sévères interdisaient tout trafic avec les Suédois ; pour se procurer des vivres, il leur fallait corrompre les janissaires. Enfermé dans son camp, le roi paraissait désirer qu'un accident, quelque grave qu'il fût, vînt rompre l'uniformité de la vie qu'il menait ; il travailla jour et nuit à ses fortifications, et fit toutes ses dispositions pour le cas d'une attaque. Des courriers arrivaient chaque jour, apportant l'ordre du sultan de faire partir le roi, vivant ou mort. Celui-ci resta sourd aux prières, comme aux menaces. Enfin le 11 février 1714 l'attaque commença. Les janissaires, gagnés par les observations et les présents de Grothusen, un des colonels et des favoris du roi, refusèrent de faire usage de leurs sabres contre leur ami, comme ils l'appelaient. Les jours suivants, ils avancèrent aux cris de *Allah ! Allah !* Les canons tonnèrent ; les Suédois, forcés dans leur retraite, furent pour la plupart faits prisonniers. Un traban et deux de ses domestiques entraînèrent presque de force le roi, qui voulait combattre à découvert. Il trouva sa maison remplie d'Osmanlis et de vingt à trente des siens. Il excita ceux-ci à purger son habitation de ces hôtes importuns, et il donna la preuve du plus brillant courage dans la lutte qui s'engagea ; il se battit dans sa chambre contre trois Turcs. Quoique blessé dans trois endroits, il se défit de ses adversaires. Mais les Turcs avaient mis le feu à la maison, et Charles en se retirant à la chancellerie fut pris et dépouillé. Ce fut le jour remarquable du combat (*calabalique*) de Bender ; plus de soixante hommes furent tués de part et d'autre. Charles XII reçut des Turcs le nom de *Demirbasch* (Tête-de-Fer). Le pacha le traita avec honneur ; seulement on ne lui rendit pas son

épée. Charles fut conduit à Andrinople; on lui assigna pour résidence le château de Demotica. Dans cet excès d'infortune, il conserva la dignité et la fermeté qui conviennent à un roi; il refusa de voir le grand vizir, et se mit au lit, où il resta quarante-trois semaines.

A la fin le ministre français parvint à désarmer la colère du sultan. Il se reprocha son emportement contre un malheureux, un hôte, un roi. Il ne put refuser son admiration au courage héroïque de Charles, et il eût voulu pouvoir réparer ses torts envers lui. Mais une grande hésitation dominait dans toutes les résolutions du sultan : tantôt il voulait la paix, tantôt la guerre; il se détermina enfin pour la paix. Poniatowski et Funk, envoyés du roi auprès du sultan, furent obligés de quitter la capitale. Tous les Suédois perdirent courage; le roi seul conserva sa fermeté. Il était resté si longtemps au lit, qu'il fut, à la fin, saisi d'une fièvre qui dura plusieurs mois. Dans cet état de choses, ceux qui l'accompagnaient étaient bien éloignés de s'attendre au départ. Mais le sénat avait dépêché vers le roi le comte H. H. Liewen pour l'engager à rentrer dans ses États. On ne pouvait choisir, pour une telle mission, une personne plus habile. Honnête, intelligent et courageux, cet homme n'hésita pas à dire au roi, face à face, la vérité sans détour. A cette franchise militaire, il joignait un sel de plaisanterie, que Charles aimait, dont il assaisonnait son langage avec un goût exquis. Liewen fit observer au roi que s'il ne revenait pas, le peuple était dans l'intention de nommer un régent. Les lettres du baron Görtz n'éveillèrent pas moins sérieusement les réflexions du roi, auquel il annonçait qu'on craignait que des troubles n'éclatassent à l'intérieur. A peine l'entrevue fut-elle terminée que le roi voulut partir. Il envoya son favori Grothusen à Constantinople pour se procurer l'argent nécessaire, et, dès le 4 octobre 1715, il était avec sa suite sur la frontière des États autrichiens. Là il se sépara des siens et prit deux officiers avec lui, le baron Rosen et le colonel During. Tous trois avaient des passe-ports sous des noms supposés : le roi était le capitaine Charles Frisch; Rosen, Jean Palm; et During, Jean de Hongrie. Une perruque noire, un chapeau galonné d'or, un habit brun et un manteau bleu rendaient Charles méconnaissable. Ils marchèrent jour et nuit, sans guides. Rosen resta en arrière, During tomba évanoui de son cheval; Charles seul supporta les fatigues. A son grand déplaisir, il lui fallut traverser la Hongrie en voiture; mais à Vienne il monta à cheval avec During. Personne ne devinait

Charles XII dans ce voyage en perruque ; et si quelque soupçon perçait de temps à autre, il suffisait pour le dissiper que le voyageur avalât un verre de vin, car toute l'Europe connaissait jusqu'à ses moindres habitudes, et savait qu'il avait renoncé de bonne heure à l'usage du vin. Les cavaliers avaient parcouru à cheval, en quinze jours, un espace de 280 milles : ils sellaient eux-mêmes leurs montures et leur donnaient le fourrage. Le 22 novembre, à minuit, ils se présentèrent aux portes de Stralsund. Les gardes refusèrent de leur faire ouvrir ; mais sur leurs instances, on avertit le commandant, comte Düker, de l'arrivée de deux voyageurs. Le commandant eut le pressentiment que c'était son maître ; il santa du lit, mais avant qu'il fût habillé, Charles et son compagnon étaient dans sa chambre.

L'arrivée du roi servit à expliquer la conduite tortueuse qu'avait tenue antérieurement le roi de Prusse; car lorsqu'il vit que Charles XII ne voulait entrer dans aucun arrangement pour la cession de Stettin, il se déclara ouvertement pour les alliés et réunit ses troupes aux leurs. Le roi d'Angleterre, George Ier, plutôt dans l'intérêt du Hanovre, dont il était électeur, que dans celui de son royaume, accrut le nombre des ennemis de la Suède en achetant du Danemarck Brême et Verden, dont ils s'étaient emparés. Charles fit pourtant tous ses efforts pour défendre ce qui lui restait de ses possessions d'Allemagne; mais le grand nombre de ses ennemis l'accablait ; les Prussiens finirent par l'assiéger dans Stralsund. Un combat meurtrier fut livré; Charles, comme en toute occasion, y courut les plus grands dangers. Une balle morte l'atteignit à la poitrine. Il tomba sous son cheval ; toute sa bravoure ne lui servit de rien : ses meilleurs officiers, ses plus fidèles amis, tels que Grothusen, Bassevitz, Daldorf et Torsteuson, périrent à ses côtés. Il commanda la retraite. Stralsund fut bombardé; les ouvrages furent enlevés l'un après l'autre : la ville et la citadelle seules tenaient encore. Charles résolut de s'ensevelir sous les ruines. Ce ne fut qu'avec beaucoup de peine que ses officiers obtinrent qu'il se retirât. Il y avait presque impossibilité de traverser la Baltique, qui était déjà couverte de glaces. Le feu tonnant des ennemis ne l'empêcha pas de suivre l'étroit passage qui sépare l'île de Rugen de la Poméranie. Charles montait un yacht : c'était un voyage pénible autant que dangereux. Le roi mit pied à terre à Trelleborg, petite bourgade sur les côtes de Scanie. Il touchait enfin le sol de la patrie après cinq ans d'absence. Que de changements son obstination avait produits

pendant cette longue période ! Il avait quitté son pays florissant au dedans, respecté au dehors, et il le retrouvait saignant de ses pertes et frappé au cœur par tous les maux qui accompagnent une guerre désastreuse !

Stralsund tomba quelques jours après entre les mains de l'ennemi (24 décembre 1715). Wismar éprouva le même sort au mois d'avril 1716. La Suède perdit ainsi le reste de ses possessions en Allemagne.

La crainte seule de voir son autorité méconnue avait ramené Charles dans son royaume, ainsi que nous l'avons dit. Un nouveau personnage parut alors sur la scène : c'était le baron Gortz, homme plus fait pour les grands projets que pour les grandes affaires, aussi fécond en ressources que peu scrupuleux sur les moyens. Ces qualités étaient une bonne fortune pour Charles XII, dans l'extrémité où il se trouvait. Pendant trois ans, ce ministre soutint son système de remèdes violents et travailla à isoler le czar de ses alliés. Ce que M. de Fabrice, ministre du Holstein, avait déjà dit au roi en Turquie de cet homme d'État, lui en avait fait concevoir la plus haute opinion. Il le connaissait personnellement, l'ayant eu à son quartier général lorsqu'il était en Saxe. Gortz lui avait rendu d'excellents services et lui en promettait de plus grands. Une conversation qu'il eut avec le roi à Stralsund suffit pour convaincre celui-ci de ses grandes qualités. Görtz avait un génie vaste et fait pour une époque difficile. La connaissance qu'il avait de tous les États européens, de leurs princes et de leurs ressources, donnait encore plus de poids à ses conceptions ; et certes, il était le seul qui eût la hardiesse et la capacité nécessaires dans une situation aussi affreuse que celle où Charles s'était placé. Cependant Görtz chercha, par tous les moyens, à se soustraire à la dangereuse confiance que Charles plaçait en lui ; il ne céda qu'aux prières réitérées du roi, et ne consentit à se charger de l'immense fardeau des affaires, que pour un an, encore ce ne fut que sous la condition expresse que Charles se prêterait à la paix, et que toutes les négociations tendraient vers ce but. Le plus grand obstacle qui arrêtait le roi, c'était l'état de ses finances, car l'édifice qu'avait élevé son père s'était écroulé : les revenus ne suffisaient plus pour couvrir les dépenses. Le baron de Görtz avait une connaissance approfondie de la nature du crédit, et il fut bientôt au courant de l'état financier du royaume. De grandes difficultés l'attendaient sur cette route : les rapports intimes qui l'unis-

saient au prince en qualité d'ami et de conseiller, non comme serviteur, pouvaient en rendre la solution plus facile ; mais la confiance dont cet étranger fut investi, lui attira la haine et la jalousie des Suédois. Les grands et le sénat, surtout, s'irritèrent de sa manière d'agir tout indépendante, et les fonctionnaires subalternes trouvaient mauvais qu'il attaquât tous les abus. Il était évident qu'il fallait chercher à sortir des embarras du moment : un plan de finances sagement combiné, mais dont le peuple n'apercevrait les résultats avantageux qu'au bout de quelques années, ne pouvait convenir au moment actuel, et si Gortz ne vit pas ses efforts couronnés de succès, c'est que son plan ne fut pas suivi, que la haine des grands et du peuple élevèrent devant lui des obstacles insurmontables, et qu'on donna des interprétations perfides à ses opérations.

Dans la répartition des impôts, Görtz épargna les paysans autant qu'il était en son pouvoir ; mais tous les moyens pour se procurer de l'argent ayant échoués, il fallut recourir à des emprunts forcés, qui devaient être remboursés dans deux ans. Les riches devaient y contribuer, ou facultativement ou par taxation. La banque ayant été affaiblie par la guerre, les députés refusèrent de s'engager pour la couronne. Görtz ne put même se procurer des renseignements exacts sur l'état de cette banque. Le roi avait pensé depuis longtemps à frapper une *monnaie de détresse* ; il pria Görtz d'employer cette mesure. Celui-ci proposa l'émission de petites pièces de cuivre (*myntecken*) dont la valeur intrinsèque équivalait à peine à un sou de France, tandis que la valeur fictive en fut portée à un thaler d'argent. La crainte de contrefaçon en fit changer à chaque instant le poinçon, et l'on veilla soigneusement à ce qu'on n'en introduisît point dans les ports. Elles n'étaient destinées qu'à former le billon du pays, et devaient être échangées, après un certain temps, contre une meilleure monnaie d'argent ; on en devait fabriquer pour une valeur d'un million. Les premières qui parurent portaient une *couronne*, d'où elles tirèrent leur nom. Il en sortit encore de huit sortes, sous différentes dénominations, et quatre étaient sur le point d'être mises en circulation lorsque le roi mourut. Les peines les plus graves étaient appliquées à ceux qui les refusaient. Elles eurent d'abord une heureuse influence sur les affaires, auxquelles elles imprimèrent une grande activité : la flotte fut équipée, des magasins furent ouverts et l'armée fut habillée. Görtz voulait, par une circulation abondante, mettre le

peuple à même de payer ses impôts ; mais dans ce moment important, il quitta la direction des finances pour se charger des négociations extérieures. Son système fut détruit. Le roi employa ces pièces de monnaie comme si elles eussent été véritablement d'argent ; Görtz n'avait jamais songé à en faire un pareil usage. En trois ans, Charles en émit pour 36 millions, dont 18 étaient en circulation. Ce fut à cette époque que Görtz revint et trouva les finances plus délabrées que jamais. Il proposa d'abolir le cours de l'ancienne monnaie en l'échangeant contre de l'argent à titre inférieur. On donna à ces nouvelles pièces le nom de thalers de Görtz (*Gortz-dalrar*). Tout autre argent qu'on trouvait était confisqué au profit de la couronne. Cette violation du droit de propriété attira sur Görtz une haine implacable. Tout le royaume fut traité comme une place assiégée. Cependant l'idée fixe de Görtz était de procurer au pays une paix honorable : muni de pleins pouvoirs, il s'embarqua pour les Pays-Bas ; il voulait opérer une scission entre les ennemis de la Suède, en séparant le czar de l'alliance formée contre elle. Pour les pertes que la Suède avait éprouvées à l'est, elle devait être indemnisée d'un autre côté. Pierre était indisposé contre le Danemarck ; il avait envoyé en Seeland 20,000 hommes, qui, réunis aux forces danoises, devaient faire une descente en Scanie. Mais le roi de Danemarck commençait à craindre les Russes plus encore qu'il ne craignait Charles XII : aucune descente n'eut lieu, et le czar fit revenir ses troupes.

Le roi d'Angleterre avait entre les mains quelques lettres de Görtz, saisies sur mer ; elles lui servirent à accuser leurs auteurs de conspirer contre la sûreté de l'Angleterre : 8,000 Suédois, suivant ces lettres, devaient faire une descente en Écosse et y établir le prétendant. Görtz et le ministre suédois, Gyllenborg, au mépris du droit des gens, furent arrêtés à Arnheim dans les Pays-Bas ; mais ils furent remis en liberté quelque temps après. Lorsque le czar arriva dans ces contrées, Görtz lui fit une visite et obtint de lui la promesse de s'abstenir de toute hostilité pendant trois mois. Görtz entama également des pourparlers avec la Prusse, eut la liberté de passer par ce royaume et arriva en Suède. Lofön, une des îles de l'archipel d'Aland fut choisie pour y placer le siége du congrès. Görtz et Gyllenborg s'y rendirent en qualité de ministres de la Suède, et Pierre Ier y envoya deux plénipotentiaires qui traitèrent avec eux dans le plus grand secret. On convint que le czar garderait toutes ses conquêtes, à l'exception

de la Finlande, et que Charles serait indemnisé par celle de la Norwége. L'armée suédoise de Finlande devait être transportée sur des vaisseaux russes, en Écosse, pour y remettre le prétendant sur le trône. Stanislas remonterait sur celui de la Pologne avec l'aide de la Russie, et les Suédois rentreraient dans leurs provinces d'Allemagne.

Les armements de Charles XII, séparé de ses autres ennemis par la Baltique, ne pouvaient être dirigés que contre le Danemarck. A son retour, il donna l'ordre d'assembler des troupes, et des milliers d'hommes coururent aux armes à l'appel de leur roi bien-aimé. Mais les tristes résultats de cette confiance illimitée en lui-même, qui le distinguait jadis, avaient changé en irrésolution, en versatilité cette hardiesse sans laquelle les grands projets ne peuvent s'exécuter. Une attaque contre la Norwége parut offrir quelque chance de succès ; elle devait s'effectuer sur deux points, par le Bohus et par le Wermland. La campagne s'ouvrit les premiers jours du mois de mars 1716. On s'élança jusqu'à Christiania ; mais n'ayant pu prendre ni Fredericstad ni Frederickshall, le roi fut obligé de se retirer avec son armée, qu'il distribua dans l'intérieur de son royaume. Cette expédition lui coûta 4,000 hommes. La Scanie était menacée ; le roi séjourna à Lund, petite ville de cette province, afin de pouvoir résister à l'attaque des Danois, qu'on attendait. Mais le débarquement n'ayant pas eu lieu, Charles s'occupa exclusivement de la formation d'une nouvelle armée. Ce projet offrait les plus grandes difficultés. Le reste de l'année 1716, toute l'année 1717 et une partie de 1718 furent consacrées aux préparatifs de cette expédition. Pendant que le général Armfelt, à la tête des sept mille hommes de l'armée finlandaise, gagnerait dès le mois de septembre le nord des Alpes norwégiennes, dont les cimes couvertes de neiges éternelles sont presque inaccessibles au voyageur, le roi devait se porter sur Frederickshall pour s'en emparer. Armfelt s'avança en effet vers Trondheim, mais il s'arrêta à ses portes, de sorte qu'il laissa aux Norwégiens le temps de reprendre courage et d'en terminer les fortifications. Ce retard contraria sensiblement le plan du roi, qui, à la tête de dix-huit mille hommes, résolut de s'emparer de Frederickshall par un siége en règle. Ce fut durant les travaux de ce siége que Charles fut assassiné par les siens d'un coup de pistolet, le 11 décembre à dix heures du soir. On le trouva étendu dans la tranchée, le visage tourné du côté de la citadelle, la main sur la garde de son épée, à moitié tirée du fourreau.

La première réflexion que suscite la mort de Charles XII, c'est que la vie de ce héros était une vie usée. Il savait bien lui-même qu'il jouait un jeu désespéré, et il était mieux informé qu'on ne le croyait de ce qui se tramait contre lui; mais il garda toujours le silence sur la certitude morale qu'il avait de sa fin prochaine. Sa répugnance à régler les affaires de sa succession prouve qu'il se savait sans avenir; « Il y aura toujours une tête à qui cette couronne pourra convenir, dit-il ; il m'a été difficile de me faire obéir pendant ma vie, comment pourrais-je espérer qu'on m'obéira après ma mort ? »

Le caractère de Charles se peint dans toutes ses actions privées. Il sera toujours regardé comme un des princes les plus remarquables qui aient régné ; son peuple a conservé de lui un souvenir plein d'enthousiasme. Charles XII était d'une taille avantageuse, bien fait de corps, la tête très-développée, garnie de cheveux peu épais, courts et hérissés sur le sommet ; ses grands yeux brillaient d'un éclat extraordinaire ; il avait une mémoire prodigieuse, beaucoup de pénétration et de présence d'esprit. Il était accessible à tout le monde, poli, invariablement lié à sa parole, inébranlable dans ses résolutions, inaccessible dans ce qu'on appelait la politique du temps, mais méfiant au dernier point, et dégoûtant sous une gaieté excessive les chagrins même les plus cuisants. Jamais prince ne fut plus aimé, aussi respecté de son peuple dans sa prospérité, et ne recueillit autant de marques de commisération et d'obéissance dans ses malheurs. Charles XI, en se faisant roi absolu, n'avait pas laissé de liberté aux états, qui seuls pouvaient donner des avertissements salutaires au souverain, et prévenir de grands malheurs : le conseil du roi était muet, et Charles XII, seul avec lui-même, mais se laissant plus diriger qu'il ne croyait, a succombé dans la lutte. Il ne connaissait à la lettre qu'une justice, celle d'exiger de ses sujets ce qu'il exigeait de lui-même : tout.

CHAPITRE VI.

ULRIQUE-ÉLÉONORE.

Éducation d'Ulrique Éléonore. — Mariage avec Frédéric de Hesse. — Charles-Frédéric, prince de Holstein. — Ulrique Éléonore reine de Suède. — Retraite des troupes suédoises de la Norwége. — Diète de 1719. — Abolition du pouvoir absolu. — Époque de la liberté. — Mort de Görtz. — Paix avec le Hanovre et la Prusse. — Diète de 1720. — Frédéric Ier roi de Suède.

La maison de Charles XI n'avait pas été heureuse. Quatre de ses fils étaient morts en bas âge. Les préjugés de sa grand'mère avaient répandu l'amertume sur son intérieur. La princesse Ulrique-Éléonore fut privée de bonne heure de la surveillance de sa mère. La nature ne l'avait pas très-bien traitée; aussi fut-elle toujours négligée par sa grand'mère, qui lui préférait sa sœur Sophie, mariée au duc régnant de Holstein, son neveu. Elle grandit en nourrissant dans son cœur, contre la maison de sa sœur aînée, une haine qui ne cessa de se produire dans toutes les circonstances pendant tout le cours de sa vie. Le prince Frédéric de Hessel-Cassel demanda sa main en 1711, et les négociations durèrent quatre ans avant que le roi l'accordât. Cette alliance fut la source des intrigues qui s'agitèrent relativement à la succession, après la mort de Charles XII. Le prince Charles-Frédéric, né en 1700, fut le seul fruit de l'union de Frédéric IV, duc de Holstein, tué à la bataille de Clissov, et de Sophie, sœur de Charles XII. Il fut élevé à la cour de Suède : nourri par son père dans l'espoir de monter sur le trône de ce royaume, il fut le favori de la reine douairière; il était généreux, vif et spirituel. Charles XII plaçait dans son cœur sa sœur aînée bien au-dessus d'Ulrique-Éléonore, et cette affection, qu'il transporta de la mère sur le fils, était si profonde qu'il regardait son neveu comme son successeur. En 1714, le sénat,

à l'assemblée des états, s'était prononcé en faveur de la princesse Ulrique-Eléonore, et son nom était devenu le mot de ralliement de l'opposition contre le pouvoir absolu et contre Charles. A la même époque, la succession du Holstein devint en Suède une affaire russe. Görtz avait secrètement sollicité le czar de soutenir les prétentions du jeune duc, et proposé une alliance entre ce prince et la fille du czar, âgée de onze ans; ainsi on posait déjà les bases sur lesquelles on devait construire plus tard. C'est entre le nœud de ce drame et sa péripétie que se trouve compris le dernier acte des guerres et de la vie de Charles XII.

La période qui suivit la mort de ce roi fut une époque de transition. Ces sortes de phases sont souvent signalées par la destruction : ce fut ce qui arriva ici; mais cette destruction fut d'autant plus déplorable et d'autant plus odieuse qu'elle occasionna une plus profonde misère et qu'on ne peut la disculper d'avoir été préméditée. La dernière armée de Charles XII, fruit des ressources extrêmes du pays, fut une puissance qui survécut au héros, terrible par le respect aveugle des soldats pour ce qu'on regardait comme la dernière volonté du roi, tandis que les chefs, comme généralement toutes les classes élevées en Suède, avaient des opinions opposées. Cette armée, par sa retraite précipitée du nord et du sud de la Norwége, fut en proie au froid, à la famine et aux maladies : les approvisionnements avaient été dissipés et les caisses vidées. Si ce malheur peut être attribué en partie au désordre, on ne peut s'empêcher de reconnaître à plusieurs traits un dessein prémédité. On craignait que l'armée ne se déclarât pour le duc de Holstein. On regardait celui-ci comme imbu de la politique de Charles XII et des plans de Gortz. Le jeune duc, que le roi affectionnait particulièrement, se trouvait dans le camp lorsque la balle meurtrière termina la carrière du héros. Le général Duker lui conseilla de se présenter à l'armée. Le prince âgé de dix-huit ans, plongé dans l'abattement et le deuil, et d'un naturel timide que son éducation n'avait pas réformé, n'osa prendre cette résolution, et se perdit ainsi lui-même. Dominé par la crainte, il éloigna Görtz, objet de la haine générale, après avoir permis qu'on arrêtât ce fidèle serviteur : c'est là une tache pour sa mémoire.

Pendant que le duc de Holstein négligeait ainsi l'occasion de saisir la couronne, le prince Frédéric de Hesse ne perdait pas un moment pour le supplanter. Il envoya à Stockholm des officiers qui rappor-

tèrent à son épouse la nouvelle de la mort du roi. Le même soir la princesse Ulrique-Éléonore fit convoquer le sénat et fut saluée reine; mais quoiqu'elle l'eût emporté sur son rival, sa victoire n'était pas encore complète. Elle se considérait comme reine par droit d'hérédité; mais le parti qui l'avait appelée au sénat, en 1714, comme héritière du trône, l'avait fait plutôt par calcul que par conviction. C'était le même parti qui voulait l'abolition de la souveraineté et de l'hérédité, deux idées qu'il regardait comme connexes, parce que c'était en titre de roi héréditaire que Charles XI s'était emparé du pouvoir absolu. Ce sophisme avait servi à rendre odieux à la nation le droit du duc de Holstein. Ulrique-Éléonore se vit donc forcée par les circonstances de chercher un appui auprès des amis de la liberté, mais elle le fit avec une répugnance qui se déguisait mal. Cependant rien ne fut décidé à cet égard, dans le sénat; ce ne fut qu'au moment où l'armée allait prêter serment de fidélité dans les environs d'Uddevalla, qu'on mit pour condition à ce serment l'abolition du pouvoir absolu, car le duc de Holstein avait déjà annoncé qu'il y renonçait. Les yeux toujours fixés sur son compétiteur, Ulrique-Éléonore était obligée d'abandonner une à une toutes ses prétentions.

L'armée que commandait Charles XII s'était retirée jusqu'à Uddevalla : les Norvégiens l'y suivirent. Marstrand fut prise par le fameux Tordenskiöld. Il semblait que dans ces contrées, où commandait Renskiöld, on faisait tout pour faire oublier aux soldats ce qu'ils avaient été. Quant à l'armée d'Armfelt, dans le Nord, elle fut encore plus malheureuse. A la nouvelle de la mort du roi, Armfelt résolut de quitter ces contrées inhospitalières et de franchir les montagnes; mais toute l'armée périt misérablement du froid, pendant cette retraite. Plus de 4,000 hommes tombèrent le second jour de Noël, et de 7,000 soldats il n'en resta que 200.

Ce fut sous ces funestes auspices que s'ouvrit la diète qui avait été convoquée. P. Ribbing, préfet d'une province, fut nommé grand maréchal. Pour obtenir plus de concessions de la reine, on parlait hautement des droits du duc de Holstein, et le sénateur Arvid Horn les rappela à la reine, en plein sénat. Aussi le jour même de l'ouverture des discussions de la diète, la reine déposa son pouvoir en disant que ni elle ni personne n'avait le droit de l'exercer sans l'élection des états. Un mois après, elle remonta sur le trône par suite de l'élection, et elle accepta la constitution qui lui fut présentée. Le gouvernement

était confié à la reine et au sénat. Le pouvoir législatif était exercé par les états. Les décisions du sénat étaient prises à la majorité des suffrages; la reine en avait deux. S'il fallait remplacer un sénateur, la reine choisissait sur les trois candidats proposés par les états. On donne le nom d'*ère de la liberté* à celle qui date de l'acceptation de la constitution de 1719. L'ancienne haine entre la noblesse et les états roturiers se réveilla dans cette diète, et jeta la division dans les esprits.

Görtz fut une des victimes de la mort du roi. Il approchait des frontières de la Norwége, où il se rendait pour avoir une entrevue avec son maître, lorsqu'il fut arrêté et emmené à Stockholm. Plusieurs autres Holsteinois furent incarcérés. Une *commission spéciale*, présidée par le grand maréchal Ribbing, fut nommée pour les juger. Görtz fut condamné à mort et la sentence exécutée, sur les ordres exprès de la reine, malgré l'observation du sénateur comte Cronhjelm, que le jugement n'était pas revêtu des formes légales. Les motifs de l'arrêt portaient que le condamné avait contribué à affaiblir la confiance du roi dans ses sujets; qu'il avait exclu les Suédois des affaires les plus importantes du pays; que son système financier avait été ruineux, et qu'il avait été lui-même une des principales causes de la continuation de la guerre.

Ce qui fixa d'abord l'attention des états, ce fut la nécessité de conclure la paix avec les ennemis qui menaçaient la Suède. Görtz, comme nous l'avons vu, avait déjà suivi des négociations avec la Russie. La mort de Charles XII conduisit le négociateur à l'échafaud, et rompit les conditions stipulées. Le prince Frédéric, qui avait une grande influence sur les affaires, était très-lié avec l'électeur de Hanovre, roi d'Angleterre. La mésintelligence s'était mise entre la Russie et ses alliés : les derniers voulaient maintenir Frédéric de Hesse sur le trône de Suède, tandis que le czar embrassait avec ardeur les intérêts du duc de Holstein. Les négociations avec la Russie marchaient donc lentement, et elles n'empêchèrent pas les Russes de ravager impitoyablement les côtes de la Suède. Chacun de ces États envoya des ministres à Stockholm. Celui de l'Angleterre, Carteret, séduisit le sénat et la reine : son maître gagna plus sous l'apparence de l'amitié que les autres par des menaces de guerre. La Suède céda au Hanovre les principautés de Brême et de Verden, pour un million de thalers, et le cabinet anglais s'engagea à envoyer une flotte dans la Baltique

pour protéger la Suède contre les déprédations des Russes ; mais elle arriva trop tard. Depuis la Westrobothnie jusqu'à Norrkoping, l'incendie des villes maritimes marqua la route que la flotte canonnière russe avait suivie. Les villes d'Östhammar, de Södertelje, de Nyköping et de Norrköping furent consumées par les flammes ; les forêts voisines du rivage furent incendiées. Pierre fit répandre le bruit qu'il avait proposé à la Suède une paix avantageuse, mais qu'elle l'avait refusée. La Suède, qui avait mis sa confiance dans l'Angleterre, fut indignement trompée : à peine la flotte anglaise fut-elle arrivée qu'elle rebroussa chemin. L'influence de la même cour avait fait conclure la paix avec la Prusse. Celle-ci, moyennant deux millions de thalers, reçut Stettin avec tout le territoire de la Poméranie intérieure, que possédait la Suède, ainsi que les îles d'Usedom et de Wollin. Les Danois envahirent le Bohuslän. Dans ces conjonctures, la diète fut convoquée au commencement de 1720.

La noblesse, à qui la constitution conférait le droit d'élire le maréchal de la diète, choisit le célèbre Arvid Horn. Mécontent de la reine, il avait quitté le sénat et vivait dans la retraite. Il s'était fait beaucoup d'amis. On espérait que Horn remédierait à la misère dont le pays souffrait, et qu'il restreindrait le pouvoir royal. La première proposition présentée à la diète avait pour objet de donner le titre de roi au prince Frédéric. Une proposition semblable avait éprouvé une forte résistance à la diète de 1719 ; mais les malheurs qui avaient frappé le pays avaient changé l'opinion : on disait qu'une femme ne pouvait sauver la patrie. Les choses furent conduites avec tant d'adresse que Frédéric fut proclamé roi de Suède, le 24 mars 1720. Il était de la religion réformée ; il embrassa le luthéranisme et accepta les changements qu'on se proposait d'introduire dans la constitution : ils avaient surtout pour objet de lui ôter le pouvoir de destituer les sénateurs et les employés. La reine mourut en 1741, à l'âge de cinquante-trois ans, sans laisser d'enfants. Frédéric paya d'ingratitude l'amour qu'elle lui portait : il entretenait des liaisons coupables avec une dame de la cour, la comtesse Taube. Mais Ulrique-Eléonore possédait la grandeur d'âme héréditaire dans sa famille ; elle aurait dédaigné d'exciter par ses plaintes la commisération de ses sujets : elle gagna plus sûrement leurs cœurs en souffrant en silence.

CHAPITRE VII

MAISON DE HESSE-CASSEL.

Frédéric Ier; sa jeunesse et son arrivée en Suède. — Arvid Horn. — Diète de 1720. — Paix avec le Danemarck et la Russie. — Diète de 1723. — Diète de 1727. — Wellang. — Gyllenborg. — Diète de 1734. — Nouveau code. — Charles-Émile Lewenhaupt. — Tessin. — Diète de 1738. — *Chapeaux* et *bonnets*. — Malcom Sinclair. — Guerre avec la Russie. — Diète de 1743. — Élection du prince royal. — Paix avec la Russie. — Révolte des Dalécarliens. — Institution des ordres royaux. — Mort de Frédéric Ier et son caractère.

Frédéric Ier naquit à Hesse-Cassel, le 17 avril 1676, du landgrave de ce pays et de Marie-Amélie, fille du duc Jacques de Courlande. Il servit avec distinction. Chargé de commandements supérieurs aux batailles de Hochstädt et de Malplaquet, il acquit quelque réputation militaire. Cependant il paraît que Charles XII, obéissant à des pressentiments que les événements ont justifiés, s'était opposé à l'union de ce prince avec sa sœur; ce qu'il y a de certain, c'est qu'aucun sacrifice ne parut trop grand à Frédéric pour arriver au trône. Charles, poussé par sa mauvaise étoile, le nomma généralissime, quoique plus d'une voix l'eût averti du danger. Duker surtout s'efforça de lui faire sentir l'imprudence de cette promotion. L'avenir prouva que Frédéric n'avait pas un cœur suédois. Au lieu de suivre la politique de Görtz pour se débarrasser de son plus dangereux ennemi, Pierre de Russie, et d'accepter la paix honorable dont ce ministre portait le projet lorsqu'il fut arrêté, on rompit les négociations; on se jeta dans les bras de George, plus dangereux encore, parce qu'il était plus perfide. Cette conduite coûta d'abord Brême à la Suède, et prépara la paix honteuse qui fut signée avec la Prusse. Les plans que l'Angleterre avait formés au sujet des affaires intérieures portèrent aussi les fruits qu'on devait attendre d'un gouvernement qui achetait au poids de l'or le succès de ses prétentions.

Un des hommes qui avaient le plus contribué à l'élévation de Frédéric était Arvid Horn. Ce ministre avait tout l'orgueil de l'ancienne aristocratie. Général de Charles XII, il s'était distingué par un courage chevaleresque ; dévoré de passions ardentes, dans un âge avancé, il les masquait sous des dehors agréables, que relevait une taille avantageuse et pleine de dignité. Il se montrait scrupuleusement attaché à la sévérité des anciennes mœurs, et il imposait non-seulement à la cour, mais au peuple, par une conduite digne, qui paraissait naturelle, et par des pratiques extérieures de piété et de bienfaisance. Il était tombé en disgrâce auprès de la reine, et s'était retiré ; il savait bien qu'il resterait éloigné des affaires tant qu'elle tiendrait les rênes de l'État. Le temps ne changea rien aux dispositions d'Ulrique-Éléonore, qui ne savait ni oublier ni pardonner. Le seul moyen pour Horn de recouvrer la puissance, c'était d'élever Frédéric au trône, et de lui lier les mains ; ce fut ce qui arriva à la diète de 1720, où Horn (qui dans les documents de cette époque est nommé l'homme nécessaire) fut appelé par la confiance unanime de la noblesse, à la dignité de maréchal. Comme organe des états, et dans la première ivresse de sa popularité, il alla plus loin peut-être qu'il n'aurait voulu ; on l'entendit dire : « Nous venons de mettre des bornes au pouvoir absolu ; à la diète prochaine, nous mettrons un frein à la licence. » Mais il arriva à cet homme ce qui arrive à tant d'ambitieux qui sacrifient tout à l'œuvre de leur propre grandeur : il finit par être victime.

Dans le cours de cette année fut conclue la paix avec le Danemark (3 juillet), sous la médiation de la France et de l'Angleterre. C'était le seul traité qui ne fut pas désavantageux pour le royaume. Le Danemarck, qui désirait s'allier à la Suède pour s'emparer du Holstein, restitua toutes ses conquêtes, et n'exigea de la Suède que 600,000 thalers, et la renonciation au droit de tonnage du Sund et du Belt.

Une des principales causes qui portèrent la Suède à rompre les négociations entamées avec le czar, malgré le résultat avantageux qu'elles promettaient, c'était l'intérêt que ce prince montrait pour le jeune duc de Holstein. Malheureusement celui-ci avait conservé les habitudes efféminées qu'il devait à l'aveugle tendresse de la reine douairière, qui l'avait élevé. Pierre n'avait pas seulement le dessein de le mettre sur le trône de Suède [1], mais encore on supposait qu'il voulait

[1] Le czar, à Saint-Pétersbourg, but à la santé de Charles XIII.

le placer sur celui de Russie, en lui donnant sa fille bien-aimée. La France elle-même craignait l'accomplissement de ces projets. Mais lorsque le czar eut fait la connaissance personnelle du duc, son œil pénétrant lut dans le cœur de Charles-Frédéric de Holstein, et Pierre se convainquit que ce prince convenait peu à ses plans gigantesques ; il parut hésiter un moment même au sujet du mariage.

Toutefois les fiançailles solennelles de Charles-Frédéric avec Anne de Russie furent célébrées du vivant de l'empereur ; mais Pierre se refroidit pour son gendre futur, et celui-ci de son côté parut d'autant moins disposé à servir les plans de la Russie contre la Suède, qu'il regardait ce dernier pays comme sa patrie. — Dans la paix de Nystad (1721), le czar, pressé par des démonstrations hostiles, sacrifia tout à fait les intérêts du duc. Néanmoins celui-ci recouvra, plus tard, une partie du Holstein par l'intervention de l'empire germanique, et même son fils monta sur le trône de Pierre le Grand, sous le nom de Pierre III ; mais l'abandon de Charles-Frédéric par le czar coûta au gouvernement suédois l'Ingrie, l'Esthonie, la Livonie et la préfecture de Wiborg dans la Finlande. La Russie, il est vrai, s'obligea de payer 2 millions de thalers et à restituer la Finlande ; elle promit en outre de ne se mêler nullement des affaires intérieures de la Suède. Le czar fut plus avantagé qu'il ne s'y attendait. Ainsi cette guerre du Nord fit de la Russie, qui n'avait été jusque-là qu'une puissance asiatique, une grande puissance européenne ; elle lui procura un littoral sur la Baltique, des milliers de prisonniers, et surtout des officiers qui formèrent le noyau d'une armée formidable. La Suède, au contraire, qui naguère pesait d'un si grand poids dans la balance de la politique européenne, ne fut plus désormais que l'instrument subalterne des intrigues de l'étranger.

Les états furent réunis pour la première fois depuis que la paix avait été définitivement établie en 1723. Horn était alors maréchal. Ce fut à cette diète que la noblesse, le clergé et les bourgeois reçurent de nouveaux priviléges. La commission secrète qui devait traiter toutes les affaires avec les puissances étrangères fut aussi établie. Ce fut encore à cette même diète que le duc Charles de Holstein reçut, quoiqu'en termes mesurés et vagues, une sorte d'assurance pour la succession au trône de Suède et, en même temps, une pension annuelle de 25,000 thalers jusqu'à ce qu'il pût prendre possession de Sleswig : par là ce prince, que la cour redoutait tant, se trouva rapproché d'un

degré, du trône pour lequel on chercha des appuis à l'étranger. A cette même époque, la diplomatie des cabinets suivait les négociations qui devaient momentanément partager l'Europe entre les grandes ligues de Vienne et du Hanovre ; on rechercha l'amitié de la Suède. La dernière diète parut avoir fait choix de la ligue de Vienne, dont la cour était étroitement liée à celle de Saint-Pétersbourg, parce que les deux cours impériales s'intéressaient au duc de Holstein. Aussi les partisans de ce prince en Suède firent les plus grands efforts pour rendre décisives les chances de succès qu'offraient les circonstances ; mais ils mirent trop d'ardeur dans leurs manœuvres, et peu de temps après ils échouèrent contre les deux écueils, *l'aversion de la nation pour le parti russe et Horn*. La minorité du sénat, dans la question de succession, modifia ses opinions et imprima le *premier mouvement* aux partis pendant la période de la liberté. On convoqua les états (1726-1727) pour avoir avis sur le choix d'une alliance. Horn devint de nouveau maréchal de la diète.

Ce changement de position devait produire des proscriptions, car c'est ainsi seulement que la masse, qui ne comprend peut-être pas qu'une vérité a triomphé, juge qu'il s'est opéré quelque changement et estime les choses d'après le résultat : ici la victime était désignée d'avance et assez bien choisie. Le vieux comte Maurice Welling avait servi quatre rois de Suède, et était très-considéré à cause de sa finesse et de son expérience diplomatique, il n'était cependant pas aimé. Ses habitudes de prodigalité le jetaient dans de continuels embarras ; on le craignait plus qu'on ne se fiait à lui. On trouva dans ses papiers, au moment de son arrestation, deux lettres qui témoignaient qu'il avait violé la constitution et son serment de sénateur. La procédure qu'on suivit dans cette affaire révéla la déplorable manière dont on entendait traiter les crimes politiques, et fut une répétition de celle qu'on avait adoptée dans le jugement de Görtz. Une commission nommée *ad hoc* condamna l'accusé à mort. Cette peine fut commuée en celle de la prison à perpétuité ; mais le vieillard mourut pendant qu'on le conduisait à sa destination. La corruption, qui s'était partout glissée depuis la mort de Charles XII et à l'élection de Frédéric I[er], jeta audacieusement le masque et fut poussée au plus haut degré, au moyen de fortes sommes que l'Angleterre et la France envoyèrent à Stockholm.

La diète accepta l'alliance du Hanovre. L'argent reçu de cette puis-

sance et du cabinet de Versailles suffit pour rendre un peu de vie aux finances. Les trois années qui s'écoulèrent depuis la diète de 1727 jusqu'à la fin de 1731, furent regardées comme les plus heureuses dont la Suède eût joui depuis longtemps. La paix commençait à cicatriser les plaies que la guerre avait faites; le commerce et la navigation reprirent de l'activité; la monnaie fut améliorée et le nouveau code achevé : on pouvait ainsi la présenter à l'acceptation des états. D'autre part, la langue se perfectionnait, et la meilleure preuve que l'opinion publique s'intéressait à ses progrès, c'est que les états accordèrent un prix à l'auteur anonyme (c'était Olof Dalin) d'une feuille hebdomadaire, *l'Argus suédois*. Cependant l'aristocratie pesait encore sur l'administration; quelques décrets font même pressentir qu'on voulait étendre son influence jusque sur le peuple.

Nous avons vu qu'Arvid Horn était regardé comme le chef des partisans de Hesse-Cassel ou de ceux qui voulaient établir l'hérédité dans cette famille princière. Le chef du parti de Holstein, après 1727, fut le comte Charles Gyllenborg. Ces partis ne devaient pas tarder à se déchirer l'un l'autre. Une scission profonde, qui devait plus tard les diviser sur les questions les plus graves, s'établit d'abord entre eux, pour des objets sans importance, à la diète de 1731, dont Horn fut élu maréchal pour la troisième fois. Le pouvoir du ministre ne reposait donc pas sur une base solide; quel prince d'ailleurs aime à rester volontairement sous la tutelle de son sujet? Gyllenborg n'était pas un homme d'un grand esprit, mais il était rompu aux intrigues de cour : persuadé qu'il ne serait jamais bien vu de la reine, il s'efforça de paralyser son influence sur Frédéric. Ce plan réussit par le moyen de la belle demoiselle de Taube, dont on se servit pour gagner le roi, qui l'épousa même de *la main gauche*, et l'évêque de Westerås, Kalsenius, ne craignit pas de bénir cette union adultère. Le clergé de Suède, à la diète de 1739, crut devoir adresser des remontrances au roi.

La mort du roi de Pologne, Auguste II (1er février 1733), imprima une nouvelle direction à la politique de la France et aux partis en Suède. Peu de temps auparavant, les deux États avaient resserré les nœuds de leur ancienne amitié. Par une des conditions du traité, chacun des deux pays garantissait à l'autre sa *liberté*, condition qui excita vivement le mécontentement de la Russie, car elle s'était réservé la médiation entre la Suède et la Pologne dans le but d'empêcher

Stanislas de remonter sur le trône, quand il deviendrait vacant. La nation polonaise tenait pour ce dernier ; Louis XV, qui avait épousé la fille de Stanislas, le soutenait aussi ; la Russie et l'Autriche au contraire armaient contre lui. La guerre éclata en Europe : on eût dit que le spectre de Charles XII traversait le théâtre de ses anciens exploits ; son souvenir n'était pas de ceux qui s'effacent. Grand nombre de ses généraux et de ses guerriers vivaient encore, le même sang coulait dans leurs veines ; seulement ils montraient moins d'ardeur que cette bouillante jeunesse qui n'avait pas connu les misères de la guerre et qui l'appelait de tous ses vœux : le seul mot de guerre, comme le son du tocsin, la faisait frémir d'impatience ; elle se montrait fatiguée d'un vieux ministre tel que Horn, qui avait pour principal mérite une excessive prudence, et pour unique objet la conservation de la paix. La France promettait de l'argent et la restauration de la puissance de la Suède dans l'état où elle était en Allemagne après la paix de Westphalie et après celle de Stolbovo sur les frontières de l'est. Le roi lui-même se laissa entraîner et convoqua une nouvelle diète (1734) dans laquelle, depuis le mois de mai jusqu'au mois de décembre, la France offrit son alliance et de l'argent, l'Angleterre renchérit sur ces avances, la Russie demanda le renouvellement pour dix ans de l'alliance défensive qu'elle avait signée avec la Suède ; le Danemarck demandait un traité semblable. Le plan de Horn consistait à décliner l'alliance française, et, si cette question était décidée par les états dans un sens contraire, à hérisser les conditions de cette alliance de tant de difficultés que toute tendance belliqueuse fût anéantie. Horn éprouva que l'opinion était contre lui. Son adversaire Gyllenborg mit cette circonstance à profit ; il se sentait appuyé par la jeune noblesse, qui voulait la guerre. Il était tout naturel que Horn embrassant le parti de l'Angleterre et de la Russie, Gyllenborg se tournât vers la France.

Le secrétaire de l'ambassadeur russe s'enfuit et se réfugia chez l'ambassadeur français, Casteja, avec une foule de papiers et plusieurs lettres qui compromettaient Gyllenborg et ses partisans, tous alors attachés ouvertement aux intérêts de la Russie et du duc de Holstein. Gyllenborg, pour parer à cet incident, se rendit en toute hâte à l'ambassade française pour proposer ses services à la France. Le 11 octobre, il avait combattu l'envoi des troupes en Pologne ; le 22 du même mois, dans une conférence entre les députés des états et le

sénat, il tint un autre langage, comme s'il n'eût été que l'écho du baron Görtz. Le major général Charles-Emile Lewenhaupt, si malheureux dans la guerre, maintenant maréchal de la diète, et qui jusque-là avait été du parti de Horn, se jeta dans celui de Gyllenborg. Cette diète fut très-orageuse. L'état des paysans, qui n'était pas représenté dans le *comité secret*, protesta contre toute alliance qui serait formée à son insu, surtout si elle pouvait produire la guerre. Mais plus les paysans et le ministère désiraient le maintien de la paix, plus le parti de la guerre gagnait du terrain dans les grands cercles de la capitale. C'étaient les jeunes officiers de la garde qui donnaient le ton; les dames s'en mêlèrent aussi : celles de la cour proposèrent des toasts pour ou contre la guerre, et ces toasts furent répétés à toutes les tables. Les héroïnes patriotes et leurs admirateurs portèrent des rosettes, des bijoux, des tabatières en forme de *chapeau*, comme symbole de la liberté ; le parti opposé fut appelé celui des *bonnets*. La jeunesse belliqueuse répétait les paroles de l'ambassadeur français, *que, pour la plupart, le ministère suédois était usé et composé de personnes dénuées de courage et de vigueur*. Le comité secret reconnut qu'il était de l'intérêt de la Suède *de tenir à l'amitié de la France, d'appuyer le roi Stanislas et d'abaisser la Russie*. Six mois après la clôture de la diète, l'alliance avec la France fut décidée ; mais la cour de Versailles refusa de la ratifier, parce qu'on avait renouvelé avec la Russie les traités existants, bien que contraires à l'esprit qui avait déterminé l'union de la France et de la Suède. Cette déclaration de la France fut pour ainsi dire le signal de la déclaration de guerre des partis en Suède : une effrayante animosité s'empara des esprits. Les résultats de la diète de 1734 avaient ramené le roi à Horn, et l'avaient éloigné de Gyllenborg, qui en appela à la nation. Les principaux soutiens de son parti étaient Charles-Emile Lewenhaupt et le comte Tessin. Le premier devait à sa bonne foi l'estime publique ; on savait qu'il agissait en honnête homme, même lorsqu'il s'abandonnait sans réserve à l'esprit de parti, tant par l'effet de son caractère exalté, que par suite de son intelligence bornée. Mais une ambition turbulente, une véhémence qui dégénérait souvent en emportement, une opiniâtreté qui touchait à l'obstination, étaient nécessairement des dispositions dangereuses, n'étant pas dirigées par un esprit éclairé. En se séparant du parti de Horn pour s'attacher à celui de Gyllenborg, il avait entraîné la plus grande partie des généraux et des officiers.

Quant à Tessin, il réunissait tant de qualités qu'il ne faut pas s'étonner s'il figura bientôt en première ligne sur la scène. Il se distinguait par un génie profond, actif, fécond en expédients et par un jugement sûr, lorsqu'il ne se laissait pas égarer par son imagination trop active; né orateur, il séduisait les cœurs par son affabilité, sa prévenance et sa popularité. Tel était l'état des choses et la situation des esprits lorsque la diète fut convoquée pour le 15 mai 1738. Tessin en fut nommé maréchal. On avait généralement adopté à cette époque, pour désigner les partis, les noms de *chapeaux* et de *bonnets*. L'alliance avec la France, qui d'abord n'avait pas été ratifiée, fut conclue pour dix ans. La France devait payer à la Suède 300,000 thalers par chacune des trois premières années. Cinq sénateurs, les comtes Bjelke, Bonde, Hrad, Barck et Creutz, tous dévoués à Horn, perdirent leurs dignités; le vieux Horn lui-même, cédant à l'orage, déposa ses fonctions.

Cette diète dura longtemps et fut remarquable par l'acharnement avec lequel les partis se combattirent. On pouvait se croire transporté aux séances les plus tumultueuses d'une diète polonaise lorsque, le 31 janvier et le 7 mars 1739, les épées furent tirées à la chambre des nobles aux cris de : « *Pro patriâ et libertate.* » Les *chapeaux* triomphèrent donc, et le comte Charles Gyllenborg fut mis à la tête du ministère. L'époque que nous allons parcourir se distingue par une vaine ostentation de puissance réunie à la faiblesse, par l'aveuglement joint à l'orgueil, par une animosité stupide qui ne sait pas même haïr. Le parti de la guerre, qui avait pris le dessus, envoya de suite deux régiments en Finlande et Tessin à Paris pour veiller aux intérêts de la Suède. Parmi les instructions que ce diplomate avait reçues, se trouvait celle de conclure une triple alliance entre la Suède, le Danemarck et la France. On devait proposer au Danemarck de partager les provinces qui seraient enlevées aux Russes. Au mois de juin 1738, Malcom Sinclair, major dans la garde, qui avait longtemps séjourné à Constantinople, fut chargé d'une mission secrète auprès du divan; à son retour, il fut lâchement assassiné en Silésie (17 juin 1739) et dépouillé de ses dépêches. On accusa le ministère russe de ce crime, qui produisit une grande exaspération en Suède. On décida immédiatement l'envoi de 6,000 hommes en Finlande (août) sous les ordres du général Buddenbrock : on voulait la guerre *de suite* ou *jamais*. Mais on se jeta dans l'embarras par cette provocation, qu'on ne s'était

pas préparé à soutenir. Le cabinet russe paraissait vouloir éviter la guerre. L'impératrice Anne mourut (octobre 1740); elle avait, à l'exclusion de la princesse Elisabeth, fille de Pierre le Grand, laissé le trône de Russie au fils de sa nièce, enfant de deux mois, qui avait pour tuteur Biron, homme plus haï que craint. Cet enfant, c'était le malheureux Ivan, empereur dès son berceau, déposé presque aussitôt, emprisonné à perpétuité et assassiné à l'âge de vingt-quatre ans. Toutes ces atrocités ne sont pas dans les mœurs européennes, et pourtant ceux qui les ont commises voudront bientôt étendre leur influence sur cette partie du monde civilisé.

Une diète extraordinaire fut convoquée le 4 décembre 1738 pour aviser aux préparatifs de la guerre. Lewenhaupt fut encore maréchal de la diète. L'animosité contre les Russes allait croissant. Un baron, Jean Gyllenstjerna, secrétaire de la chancellerie, accusé de communiquer les actes du gouvernement à la légation russe, fut condamné à mort par une commission des états. Après deux heures d'exposition, il fut transféré à la citadelle de Kalmar, d'où il s'évada. Plusieurs personnes furent impliquées dans cette affaire, entre autres deux anciens sénateurs, Bjelke et Creutz, qui perdirent leurs pensions. Le roi fut entraîné à la guerre par mademoiselle de Taube, et par le parti dominant, qui lui promit de faire admettre à la chambre des nobles les deux fils qu'il avait eus de cette demoiselle, les comtes de Hessenstein. La guerre fut déclarée le 21 juillet 1741. Charles-Émile Lewenhaupt fut nommé général en chef, et quitta le port de Stockholm le 23 août. La Russie s'attendait à cette rupture. Le maréchal Lascy et le général Keith passèrent les frontières avec 10,000 hommes, et livrèrent au général Wrangel, à Willmanstrand, une bataille où celui-ci fut complétement battu, blessé et fait prisonnier. Buddenbrock, qui n'était qu'à dix milles de cet endroit, ne vint pas à son secours. Le général Lewenhaupt arriva après cette malheureuse affaire; il forma son camp sous le canon de Frederiksbamn. Les Russes campèrent à Wiborg; ils restèrent dans cette position jusqu'à l'automne.

Ce fut à cette époque qu'eut lieu la révolution qui plaça Élisabeth sur le trône de Russie. Lewenhaupt, au lieu de profiter de cette occasion pour porter ses forces en Russie, resta dans l'inaction, en vertu d'une convention tacite, faite sur la proposition du ministre français à Saint-Pétersbourg. Lewenhaupt prit ses quartiers dans les environs

de Frederikshamn. Comme il n'y avait pas d'approvisionnements, il se déclara des maladies qui enlevèrent plus de 10,000 soldats. Les Russes attaquèrent au mois de février 1742. L'armée suédoise se retira jusqu'à Helsingfors, sans se défendre. L'ennemi, en faisant un circuit, lui coupa le chemin d'Abo, l'enveloppa complétement et lui offrit une capitulation. Les deux chefs Lewenhaupt et Boddenbrock avaient déjà été appelés à Stockholm pour rendre compte de leur conduite; mais la majorité du conseil de guerre approuva cette capitulation, en vertu de laquelle l'armée suédoise déposa les armes : elle comptait 12,000 combattants; les Russes en avaient 17,000. Les Finnois devaient se retirer dans leurs foyers; les Suédois laissaient leur artillerie et s'en retournaient par mer. La cavalerie, réduite à 1,200 hommes, prit la route de Torneå. Il n'y en eut qu'un bien petit nombre qui revirent leur patrie. Sur 25,000 hommes qui avaient quitté les rivages de la Suède, il en restait à peine 3,000 en état de porter les armes. Toute la Finlande fut obligée de prêter serment de fidélité à l'impératrice.

Une nouvelle diète (1743) se rassembla dans des circonstances bien déplorables pour les *chapeaux*, qui avaient à répondre des résultats de la guerre, et cela devant leurs ennemis, car les *bonnets* étaient alors en majorité. Le baron Ungern von Sternberg, un de leurs chefs, fut nommé maréchal de cette assemblée. On résolut de sacrifier les généraux au mécontentement du peuple, et de faire la paix avec la Russie en élisant un prince agréable à cette puissance. Ce choix tomba sur le duc de Holstein. Trois députés, envoyés à Saint-Pétersbourg, y furent froidement accueillis, et reçurent pour réponse que le duc était déjà destiné au trône de Russie, et qu'il avait embrassé la religion grecque.

Alors le mécontentement fut grand dans les provinces du royaume, surtout dans la Dalécarlie. Les députés des paysans élevèrent de grandes prétentions, et lorsqu'on reçut la réponse de la Russie, ils se déclarèrent pour le prince royal de Danemarck. Les Dalécarliens se révoltèrent et marchèrent sur la capitale, où même ils entrèrent; mais ils furent repoussés par quelques coups de canons chargés à mitraille. Le même jour, on reçut du congrès, réuni pour traiter de la paix à Abo, la nouvelle que la Russie consentait à restituer à la Suède, la Finlande, jusqu'à la rivière de Kymène-Elf, si Adolphe-Frédéric, évêque de Lubeck, était élu prince royal. Cette élection

eut lieu par les nobles, le 23 juin. Buddenbrock et Lewenhaupt, condamnés à mort, furent décapités sur le monticule sablonneux du faubourg du Nord, à Stockholm [1]. On avait pris les dernières résolutions en désespoir de cause. On était profondément pénétré de l'humiliation de recevoir un roi de la Russie comme condition de la paix. Le nouveau prince royal fut reçu à Hambourg par deux sénateurs et arriva à Stockholm le 23 octobre. Le général Durng, un des chefs des *bonnets*, fut envoyé à Saint-Pétersbourg pour complimenter l'impératrice et demander son assistance contre le Danemarck, qui insistait encore sur le droit de son prince royal, comme ayant été élu par les trois états. Il menaçait d'attaquer à la fois la Scanie et le Bohuslän. Pour prévenir l'effet de ces menaces, Élisabeth ordonna au général Keith de traverser la Baltique avec 12,000 hommes. Ils séjournèrent tout l'hiver en Suède, et ne s'en retournèrent qu'au mois de juin 1744. Mais la Suède ne tarda pas à se détacher du système russe; son premier motif fut la démarche du nouveau prince royal auprès de la cour de Berlin pour en obtenir une épouse. Au reste, Adolphe Frédéric n'était pas Russe dans le fond du cœur: c'est ce qui explique son penchant pour les *chapeaux*. Le traité défensif conclu avec la Russie en 1745 augmenta les craintes au lieu de les apaiser. Le prince, craignant pour sa propre indépendance et pour celle de son pays, s'éloigna des puissances, auxquelles il devait la couronne. Nous le voyons quitter le parti anglo-russe, auquel le vieux roi, recherchant ses anciens amis, comme disaient les *bonnets*, s'attacha sincèrement. L'influence de la princesse sur son époux donna plus de consistance au parti français, qui prédominait à la nouvelle cour. Celle-ci, par la naissance du prince Gustave, devint doublement chère à la nation. Ici commence l'époque la plus brillante de la carrière de Tessin. Il était l'âme de tous les plaisirs de la jeune cour, et l'objet de la bienveillance de la spirituelle princesse; on lui donna un témoignage non équivoque de la plus haute confiance en le chargeant de l'éducation de Gustave. Ainsi les *chapeaux* et la France l'emportèrent de nouveau, parce que la nation ne pouvait ni ne voulait croire à la protection de la Russie pour la liberté suédoise. Il n'était donc pas difficile aux *chapeaux* de conserver une position assez avantageuse, malgré la nomination du baron Ungern von Sternberg, un des champions

[1] Le premier, le 16 juillet; le second, le 4 août.

du parti opposé, à la dignité de maréchal de la diète de 1746. L'impératrice, mécontente de ce que le prince royal paraissait embrasser plutôt les intérêts de la France que ceux de la Russie, fit de fortes remontrances par l'entremise de son ambassadeur Korff. Des préparatifs de guerre eurent même lieu dans la Livonie, ce qui détermina l'envoi du sénateur Rosen en Finlande. On adopta pour la défense de cette importante province le projet de 1746; l'exécution de ce plan ne fut entièrement terminée qu'en 1768. On lui doit la fondation de Sveabourg et la création de la flotte canonnière par Ehrenswärd. L'alliance de la Russie fut remplacée par celle de la Prusse, grâce à la médiation de la France, qui avança encore de fortes sommes pour mettre la Suède en état de se défendre. Enfin Elisabeth céda, et son ambassadeur fut rappelé.

Les *bonnets*, dont les théories politiques étaient d'abord purement aristocratiques, cherchèrent à s'appuyer sur le peuple. Par opposition, les *chapeaux* parurent tourner au royalisme. Cette conversion', dont le vieux roi se défia, trompa la jeune cour, qui fonda sur elle des espérances dangereuses. On accusa Tessin de les alimenter pour augmenter son influence; cependant tout ce qu'il fit à cet égard se borna à l'institution de trois *ordres royaux*[1]. Les décorations en furent distribuées dès 1749. Frédéric dans ses derniers jours vit éclater une scission profonde entre la jeune cour et le sénat des *chapeaux*, scission qui, sous Adolphe-Frédéric, devait faire couler le sang.

Frédéric, frappé d'apoplexie en 1748, abandonna presque les affaires, dont il laissa la direction à son successeur et au sénat. Il mourut le 25 mars 1751. Ce prince avait des qualités aimables. Il avait fait preuve plusieurs fois sur les champs de bataille, d'un courage brillant. Son principal défaut était une indolence invincible, qui jointe à une certaine vivacité, imprimait à toute sa conduite un caractère marqué d'hésitation et d'incertitude. Il saisissait et abandonnait avec une égale facilité les projets, les plans, les personnes et les choses, toujours afin de ne gouverner que par son plaisir ou à sa commodité, ou en employant des personnes qui se soumettaient à servir d'instrument à ses desseins, quoiqu'il ne leur cachât pas le mépris qu'elles lui inspiraient. La reine et ses domestiques étaient ses véritables conseil-

[1] Les ordres du *Seraphin*, de l'*Épée* et de l'*Étoile polaire*.

lers ; il craignait plus l'une et obéissait d'avantage aux autres[1]. Son règne fit prospérer le commerce et l'industrie. Il fut secondé surtout à cet égard par un certain *Ahlstromer*. Cet homme, né à Alingsas, s'était formé par les voyages. Il établit des fabriques de draps ; il reçut le domaine de Höjentorp, en Westrogothie, pour y établir des bergeries. On peut regarder ce patriote, devenu plus tard baron, comme le véritable créateur de l'industrie suédoise. En 1731 la compagnie des Indes fut fondée à Gothenbourg ; en 1747 ce fut le comptoir des fers, qui existe encore. L'*Académie des sciences*, instituée sur le plan du grand Linnée, fut ouverte en 1739 ; celles de peinture et de sculpture (1735) est due au comte Tessin. Mais ce qui jette principalement du lustre sur cette époque, c'est le *nouveau code* qui fut présenté aux états et accepté par eux en 1734, et sanctionné par le roi en 1736. On peut y voir la preuve du progrès des lumières que la constitution libre avait répandues dans le royaume.

[1] Frédéric avait épousé en premières noces la princesse Dorothée-Sophie de Brandenbourg

CHAPITRE VIII.

MAISON DE HOLSTEIN-GOTTORP.

Adolphe-Frédéric. — Diète de 1751. — Diète de 1755 et 1756. — Tentative de révolution. — Plusieurs nobles décapités. — Guerre de sept ans. — Diète de 1760 — Diète de 1765. — Diète de 1769. — Mort du roi.

La faveur dont Tessin et le parti des *chapeaux* jouissaient auprès d'Adolphe-Frédéric et de son épouse, commençait à baisser sensiblement vers la fin du règne de Frédéric. Ce parti avait fait entrevoir à la reine un pouvoir plus absolu, mais c'était avant d'être sûr de sa propre influence. A mesure que la reine vit ses espérances s'évanouir, elle se refroidit pour Tessin. On se tourna du côté des *bonnets* pour recruter dans leurs rangs un parti favorable à la cour : ce fut ce parti qui versa son sang en 1756. A peine Adolphe-Frédéric était-il monté sur le trône que, par une note du 9 avril, il demanda aux états quelle était la différence entre les *affaires de l'État*, qui devaient être décidées par la majorité dans le conseil, et les *affaires de cabinet*, dont la décision appartenait exclusivement au roi. Lorsqu'on eut répondu à sa question, il déclara que l'opinion du sénat devrait être considérée comme nulle, si elle n'était validée après examen par sa sanction. Il était appelé à régner, non à souscrire à la volonté du sénat. Ces prétentions provoquèrent des discussions, qui furent agitées en présence du roi et dans lesquelles Tessin prit la parole. La diète de 1751 s'ouvrit le 17 septembre et dura jusqu'au 4 juin de l'année suivante. Le comte Henning Gyllenborg en était maréchal ; mais vu son état de maladie, il fut presque constamment remplacé par le comte Erik Brahe, partisan de la cour, et par le comte Jean-Henri Liewen, chef du parti royaliste. Celui-ci était aussi fait aux intrigues et aussi avare que le premier l'était peu. Ce parti comptait beaucoup d'officiers,

parce que l'héritier du trône avait donné ses soins à l'armée. Les *bonnets* qui en faisaient partie étaient presque tous de faux frères, comme nous le verrons, nourrissant dans le fond du cœur plus de haine contre le pouvoir royal que ne lui en portaient les *chapeaux* dont ils voulaient anéantir l'influence. Adolphe-Frédéric était un bon homme; son épouse avait plus d'esprit que lui: ambitieuse, emportée, sans suite dans sa conduite, elle exerçait sur le roi un pouvoir funeste. Aucun monarque n'était plus fait pour gagner l'amour du peuple, aucun ne l'était moins pour arriver au pouvoir absolu par la force des armes. La cour, blessée à tout propos, ne chercha pas à cacher son irritation.

Dans cette diète, Tessin déposa ses fonctions, et le baron André-Jean de Hopken devint président de la chancellerie, ou premier ministre. La confiance du roi tomba sur le sénateur Lowenhjelm, dont l'apparition dans un parti était toujours un signe heureux et dont l'absence annonçait toujours quelque malheur. La cour se mit de plus en plus en hostilité contre le sénat. Le 15 octobre 1755 s'ouvrit cette diète si remarquable et si sanglante. Le comte Axel Fersen fut nommé maréchal. Le roi exposa tous ses griefs qu'il croyait avoir contre le sénat, qui répondit dès le lendemain; mais la réponse des états n'était pas favorable à l'extension du pouvoir royal. Le premier tumulte vint du côté des paysans, dont les membres se portèrent même à des voies de fait contre leur orateur Olof Hakansson. Une inquiétude générale s'empara de tous les esprits. Les meneurs se tenaient encore cachés sous un voile que les imprudences de la reine soulevèrent en partie. Cependant des accusations furent dirigées contre des gens de basse extraction qui servaient d'instrument dans ces troubles; des arrestations eurent lieu. On forma une *commission des états du royaume* qui devait gagner une malheureuse célébrité. Cette commission ou ce comité avait sa police particulière. On chercha surtout à blesser la cour, et l'on en trouva l'occasion lorsqu'il fut question de l'éducation du prince royal. Tessin, qui était tombé en disgrâce auprès du roi et de la reine, depuis plusieurs années, arriva à la diète. Le comte de Stromberg, vice-gouverneur du prince, en fut écarté ainsi que plusieurs personnes attachées à son service; mais la haine des états s'acharna surtout contre le célèbre poëte Dalin, précepteur du prince, qui, par ses épigrammes, avait ridiculisé plusieurs personnages, surtout dans le clergé, qui ne pouvait lui pardonner.

Une autre affaire qui offensa personnellement la reine n'occasionna pas moins de scandale, et jeta de l'aigreur dans les états et dans l'âme de la princesse. Elle avait reçu en se mariant plusieurs diamants de grande valeur ; elle les engagea à Hambourg pour se faire des partisans parmi les *bonnets*. Une de ses dames vendit le secret aux *chapeaux*. On demanda qu'il fût pris inventaire des diamants de la couronne et de ceux qui avaient été donnés à la reine, à l'occasion de son mariage. La reine refusa de se soumettre à cette investigation ; cependant elle remit ces diamants entre les mains des députés du comité secret le lendemain d'une tentative infructueuse qui avait pour but d'étendre le pouvoir royal. Le plan en avait été conçu par le ministre français dès 1748. La reine l'abandonna d'abord par défiance, car elle avait éprouvé la défection des *chapeaux* avant la mort de Frédéric Ier. Louise-Ulrique chercha cependant à se former un parti parmi ses amis personnels et les militaires. Il paraît que les *bonnets* adoptèrent alors ce même plan, mais ce fut moins pour étendre le pouvoir royal que pour écraser leurs rivaux. Le baron Érik Wrangel, homme de talent, mais plus fait pour intriguer que pour agir, était un des plus actifs. Plus tard la révolution ayant échouée, il s'enfuit en Norwége.

Le comte Hard, colonel et fils du sénateur destitué en 1739, était un des acteurs les plus infatigables de cette révolution : plus guerrier qu'homme de parti, il voulait un pouvoir royal ferme. Les autres qui travaillaient au même but étaient le comte Érik Brahe, chef de la garde à cheval, qui avait aussi l'honneur d'être à la tête de l'entreprise, mais qui possédait plus de courage que de prudence, et le baron Gustave Jacques Horn, homme bienveillant, mais sans force de caractère, et, par là, plus facilement maîtrisé par la princesse, qui était l'âme de toute cette trame. C'était le 21 juin 1756 que le complot fut découvert ; le peuple était déjà en mouvement. Brahe se rendit en hâte auprès du roi, qui était dans son cabinet avec quelques confidents ; il le conjura de monter à cheval. La reine offrit de le suivre et parut prête à partager tous ses dangers. Dans ce moment on reçut avis que tout était éventé et que de fortes patrouilles parcouraient les rues. Ce fut alors que la commission des états commença ses terribles fonctions. Le comte Brahe, le baron Horn, le capitaine Stalsward, Puke et plusieurs officiers inférieurs furent décapités les 23 et 28 juillet. Wrangel s'était déjà sauvé en Norwége et Hard en

Prusse. Cinquante-trois personnes furent condamnées au bannissement, à l'exposition, à la prison et à l'amende. Une nouvelle commission fut organisée pour continuer les poursuites après la diète. Les états décrétèrent que la fête commémorative de la liberté sauvée, serait annuellement célébrée le jour de la Saint-Jean. Mais il était des positions tellement élevées, qu'aucune punition ne pouvait les atteindre et qui n'étaient accessibles qu'aux avertissements : le clergé se chargea d'en adresser à Louise-Ulrique.

Les *chapeaux* étaient à l'apogée de leur puissance : ils avaient humilié l'autorité royale et abattu leurs rivaux. Pour abaisser encore plus la reine, ils prirent la résolution de l'engager dans la guerre de sept ans, dirigée contre son frère. On espérait, dit le comte Fersen, chef du parti dominant, pouvoir recouvrer les provinces perdues ; on ne s'attendait pas à avoir à faire à un autre Alexandre le Grand. La France avançait de l'argent à cet effet ; mais le parti vainqueur fut puni de cette imprudence, la guerre l'écrasa. Le 27 juin 1757 l'ordre fut expédié de transporter 17,000 hommes en Poméranie, où il y en avait déjà 5,000. Cette guerre offre peu d'événements importants, mais un grand nombre de traits honorables pour les armes suédoises ; seulement on ne voyait ni vigueur ni ensemble dans les opérations, et on manquait de chefs habiles : l'école de Charles XII n'avait formé ni laissé de capitaines. Il fut impossible au brave général Hamilton ainsi qu'à Lantinghausen et à Ehrensward d'imprimer à la guerre une direction nouvelle. Tout ce qu'ils firent est compris dans ces paroles de Frédéric le Grand : « Les exploits des Suédois se sont bornés à pénétrer dans la plate campagne lorsqu'ils n'ont pas trouvé de résistance ; mais un faible détachement les forçait à se mettre sur la défensive, et ils se trouvaient trop heureux de pouvoir bivaquer sous le canon de Stralsund [1]. » On ne peut lire sans une profonde admiration les commentaires du nouveau César, ouvrage dont nous avons extrait le passage qui précède. La Prusse fonda sa grandeur sur la conduite d'un prince dont le courage ne se démentit pas pendant sept ans. C'est un de ces souvenirs que le temps ne peut détruire.

La diète fut convoquée (1760) pendant la guerre, et dura vingt mois. Axel Fersen fut encore élevé à la dignité de maréchal. On voulait la paix, car la guerre était contraire aux vœux de la nation. Louise-Ulrique fut priée par le sénat d'entamer les négociations avec son

[1] *Histoire de la guerre de sept ans*

frère, qui déclara qu'il y consentirait, seulement par amour pour elle. Le 22 mai 1762, on signa donc la paix, qui rétablissait le *statu quo*. Le prince royal Gustave n'avait que dix-sept ans lorsqu'il fut proclamé majeur par les états, et qu'il acquit la faculté d'assister aux séances du sénat. Cette guerre porta le dernier coup aux finances de la Suède; leur état devint de jour en jour plus alarmant. La dette nationale était de 600 tonneaux d'or [1]. Cette détresse détermina la convocation d'une diète extraordinaire (1765) où les *bonnets* prirent le dessus. Le baron Rudbeck, homme doux et bien intentionné, mais peu instruit, fut fait maréchal. Les ordonnances les plus importantes furent celles qu'on rendit contre le luxe, et celle qui faisait de la liberté de la presse une loi fondamentale.

Mais les *bonnets* ne furent pas plus tolérants que ne l'avaient été les *chapeaux*. Les employés qui n'appartenaient pas au parti dominant furent en butte à toutes sortes de persécutions, tandis que leurs adversaires pouvaient tout se permettre. La situation intérieure empirait de jour en jour; les plaintes et l'animosité croissaient en proportion. La diète était close à peine qu'une divergence d'opinion s'éleva entre le roi et le sénat. Le roi ayant refusé de signer plusieurs résolutions prises par les états, le sénat ne les en expédia pas moins, malgré tout ce que le roi put dire. Le sénat se mêla même de ce qui regardait l'administration de la cour, qui appartenait exclusivement au prince. Les finances étaient dans une telle pénurie que le roi voulut convoquer les états; mais le sénat s'y opposa. Le prince royal, dans un voyage qu'il fit au district des mines, fut accablé de plaintes; il en fit son rapport au roi. Ce fut alors que celui-ci déclara que si le sénat persistait à s'opposer à la convocation des états, il déposerait sa couronne. Cette résolution produisit une grande consternation. Enfin, après une discussion orageuse, le sénat persévéra dans l'opinion qu'il avait déjà montrée; mais le roi, de son côté, tint ferme dans son projet, et le sénat céda. La diète fut convoquée à Norrköping (1769); le maréchal était Fersen, chef des *chapeaux*. Le roi voulait que tout le sénat l'accompagnât; mais cinq membres de ce corps seulement furent désignés pour assister aux délibérations. A cette date, dix sénateurs furent destitués, parce qu'ils s'étaient opposés à la convocation de la diète, après la demande qu'en avait faite le roi; qu'ils avaient pris le gouvernement au nom du roi, depuis qu'il avait déposé son pouvoir;

[1] Chaque tonneau d'or valait 100,000 thalers.

qu'ils avaient décidé que tout le sénat ne suivrait pas le roi à la diète ; qu'ils avaient manqué de respect envers le roi, et, qu'enfin, ils s'étaient mêlés des élections des députés. La concorde entre les états et le roi ne fut pas troublée tant que la diète se tint à Norrköping ; mais les choses changèrent lorsqu'elle fut transférée à Stockholm. On suivit, relativement aux finances, un système opposé à celui qui avait été adopté à la diète précédente. On devait augmenter l'émission du papier-monnaie et acheter de l'argent pour le déposer à la banque ; il fut permis à celle-ci de faire des prêts sur des gages sûrs. La diète dura neuf mois, jusqu'au 30 janvier 1770. Elle laissa aux uns la conviction que la constitution était mauvaise, et aux autres qu'il fallait laisser les choses s'user d'elles-mêmes : c'était découragement d'une part, espérance de l'autre. Peu de temps après, les princes Gustave et Frédéric entreprirent un voyage à l'étranger.

Le 12 février 1771, Adolphe-Frédéric fut frappé d'apoplexie et mourut dans sa soixante et unième année. La bonté est aussi une puissance sur la terre : le deuil sincère du peuple, décrit par les contemporains, montre quelle place il occupait dans le cœur de ses sujets, à une époque où les mots *roi* et *peuple* étaient sans signification en Suède auprès des intérêts des corporations, des particuliers et des partis. — Il laissa trois fils, dont deux, Gustave et Charles, montèrent sur le trône [1]. Ce fut sous le règne d'Adolphe-Frédéric que la littérature suédoise commença à fleurir. La reine, passionnée pour les sciences et les arts, encourageа ceux qui les cultivaient. Dalin débarrassa la langue de ses langes ; Polhem fit des prodiges en mécanique ; Klingenstjerna se distingua dans la géométrie, André Celsius dans l'astronomie ; Rosenstein fut le père de la médecine. Dans le domaine de la physique, nous rencontrons Wilke et Wargentin ; Ihre dans la philologie ; Lagerbaing, Botin, Schönberg dans l'histoire, etc. Tous ces noms appartiennent à une époque qui avait produit aussi des Mécènes tels que Gustave Boede et Tessin, des orateurs tels que Hopken, des employés d'un grand mérite dans toutes les branches et des négociants tels qu'Alströmer, Plomgren, Clas Grill et Salgren. Si l'on demandait comment une période si féconde en talents a pu dégénérer en faiblesse et en troubles, voici la solution de cette question : c'était le règne des partis, où *le roi et le peuple n'étaient pour rien.*

[1] Le troisième était le prince Frédéric.

CHAPITRE IX.

GUSTAVE III.

Mariage de Gustave III. — Diète de 1771. — Révolution de 1772. — Naissance de Gustave-Adolphe. — Diète de 1778 — Diète de 1780. — Guerre avec la Russie. — Diète de 1789. — Acte de sûreté et d'union. — Paix avec la Russie. — Diète de 1791. — Assassinat de Gustave III et son caractère.

Gustave III, fils aîné d'Adolphe-Frédéric, était né le 24 janvier 1746. Nous avons déjà dit que Tessin fut son premier gouverneur et Dalin son premier précepteur. Celui-ci, ayant été congédié par les états, fut remplacé par Klingenstjerna, comme Tessin l'avait été par Scheffer. Gustave fut de bonne heure témoin des humiliations dont les partis abreuvaient son père et le gouvernement, et il prit la résolution de les écraser. La nature l'avait doué de grandes qualités ; il était éloquent, affable, séduisant dans ses manières, et il avait fait des études profondes sur l'histoire. Ce fut lui qui, en 1768, persuada à son père d'abdiquer, et qui depuis dirigea la diète. La princesse danoise Sophie-Madeleine devint son épouse. Ayant entrepris plus tard un voyage en France, il se trouvait à Paris à la mort de son père. Dès qu'il eut reçu la triste nouvelle de cet événement, il reprit en toute hâte la route de la Suède, en passant par Berlin. Il s'était lié d'une amitié intime avec Louis XVI. Il ouvrit la diète le 25 juin. Depuis Charles X, la voix des rois de Suède ne s'était pas fait entendre aux états, et les paroles du jeune roi eurent du retentissement dans tous les cœurs. Mais cette impression fit bientôt place à la plus grande méfiance. Depuis vingt ans on prédisait une révolution à l'avénement au trône d'un prince indigène. Les opinions et les sympathies politiques de Gustave étaient connues. L'animosité des *bonnets* contre les *chapeaux*, à l'aide desquels Adolphe-Frédéric avait fait la loi au sénat, se réveilla. Ceux-ci savaient bien quelle part le nouveau roi

avait eue dans la conduite de son père ; aussi on peut dire que toutes leurs démarches étaient une critique de celle du roi. Nous devons avouer que tous les personnages qui figurent sur la scène perdent de l'intérêt qu'ils inspirent à mesure que nous approchons du dénoûment. Les premiers, hommes politiques, partisans de la liberté, débris d'une ancienne aristocratie qui conservait les traditions d'une époque plus glorieuse, l'emportaient en valeur personnelle sur leurs successeurs et leurs vainqueurs ; ils avaient en vue, sans nul doute, une politique indépendante, autant que le permettait la nouvelle position de la Suède, et tendant à recueillir des forces pour les employer plus tard. Ce plan, quoique favorable au maintien de la paix, n'était pas dicté par la lâcheté, et il y aurait une grande injustice à les accuser d'avoir voulu sacrifier à un voisin formidable l'indépendance ou la gloire de leur patrie, parce qu'ils ne partageaient pas le fol orgueil de ceux qui, doublement trompés dans leur calcul, s'exagéraient leurs forces et méprisaient celles de l'ennemi. Sous le point de vue moral, leur conduite ne fut pas bien pure ; mais elle mérite moins de blâme pour l'époque où on se trouvait que pour celle qui suivit. A la diète de 1738, le pouvoir était tombé dans les mains de la nouvelle noblesse ; ce pouvoir l'éleva en faisant un appel aux passions et à la populace : celle populace était dirigée par les jeunes nobles, qui la poussaient à la guerre ; mais ceux qui les avaient provoqués éprouvèrent plus tard qu'ils n'avaient fait que forger des fers pour eux-mêmes. Nous ne sommes pas les admirateurs d'Arvid Horn et de ses semblables ; mais quelle différence entre lui et Tessin et Gyllenborg ! Cependant la corruption faisait des progrès effrayants : on achetait les voix ; dix tonneaux d'or n'étaient rien quand il s'agissait de gagner la majorité dans les diètes. Mais l'argent n'était pas le seul moyen de corruption ; la justice et les fonctions étaient vénales. A la suite des querelles, le roi appela, le 28 novembre 1771, le maréchal de la diète et les autres orateurs. En présence de quatre sénateurs, il peignit le danger où ces dissensions jetaient la nation ; il les pria de se mettre d'accord et s'offrit lui-même comme médiateur. Les partis regardèrent le discours du roi comme une pasquinade. Le couronnement de Gustave III fut célébré au milieu de ces circonstances, le 29 mai 1772. La révolution qui devait changer le sort du pays fermentait déjà dans sa tête ; il avait gagné la confiance des jeunes officiers, qui tous témoignèrent le zèle le plus ardent pour ses intérêts.

Le roi aimait le séjour de ses châteaux ; il paraissait s'abandonner tout entier aux agréments de la vie champêtre, et n'avoir que de l'indifférence pour les affaires du gouvernement. On l'en blâmait ; mais les partisans de la cour essayaient par tous les moyens de rendre la position du peuple insupportable, et de préparer ainsi une révolte générale. Les trois états roturiers abusèrent de leur prépondérance sur la noblesse à la diète ; ils tombèrent dans un abîme d'orgueil : ils déclarèrent les sénateurs, à l'exception de deux, indignes de la confiance des états. Les *bonnets* crurent avoir gagné la partie, et les *chapeaux* semblèrent céder ; mais cette conduite des derniers était le résultat de profonds calculs : ils s'attachèrent au roi, ne voulant pas défendre une constitution qui ne le protégeait plus. Plusieurs d'entre eux, qui avaient protesté contre tout changement de la constitution, quittèrent la capitale. De ce nombre était Axel Fersen, qui, avant de partir, dit aux états, « qu'aucun ami du bien public ne pouvait approuver leurs procédés ; que les affaires changeraient bientôt, et qu'il ne voulait prendre aucune part dans leur désunion. » Les états après avoir destitué les sénateurs, les remplacèrent par des *bonnets*. Pour ajouter au mécontentement général, on fit hausser le prix des denrées. Plusieurs provinces souffrirent une véritable disette. Cependant le roi avait rassemblé 150 officiers sous les ordres du colonel Sprengporten, sous prétexte de les instruire dans les manœuvres ; mais c'était en effet pour sonder leurs opinions et capter leur confiance. Toujours présent à leurs exercices, il ne tarda pas à gagner leurs cœurs. Pendant que le parti dominant s'efforçait de compléter sa victoire, le roi mûrissait son plan. Partout on apercevait les signes d'une inquiétude générale ; des placards furent affichés à tous les coins de la capitale pour exciter le peuple à la révolte. Pour se débarrasser de Sprengporten, on l'envoya en Finlande. Le duc Charles partit pour la Scanie, sous prétexte d'attendre l'arrivée de sa mère, qui venait de Berlin ; le prince Frédéric se rendit à Médewi en Ostrogothie pour prendre les eaux. Ces deux princes cherchaient à gagner les soldats par leur affabilité ; mais comme ils n'osaient pas rassembler des troupes, il fallait quelque mouvement qui rendît cette mesure nécessaire. Le commandant de la forteresse de Christianstad, qui n'avait d'autre volonté que celle de Toll [1], se révolta, ferma les portes et fortifia la citadelle. Le

[1] Ce Toll, à sa mort, était maréchal de l'armée de Suède et gouverneur général de la Scanie. C'était un homme intrigant et plus propre aux affaires d'administration

prince Charles rassemble aussitôt cinq régiments; le duc Frédéric se mit à la tête des troupes d'Ostrogothie. Par ce moyen on détourna l'attention de la capitale, et l'on eut l'occasion de réunir un corps d'armée. Rudbeck, envoyé de Stockholm pour constater la réalité de la révolte, y retourna sans avoir été reçu. Le comité secret décida qu'on ferait entrer des troupes dans Stockholm, que Christianstad serait assiégée et le roi retenu dans la capitale. On le surveilla; mais il dissimula si bien ses véritables projets que personne ne les connut avant que la révolution fût consommée. La veille, on jouait *Thétis et Pélée*, et le roi paraissait plus occupé de cet opéra que des orages qui grondaient autour de lui. Ce fut le 19 août (1772) que la révolution se fit. Le roi se mit à la tête des troupes au milieu d'un grand nombre d'officiers qui portaient, comme signe de ralliement, un mouchoir blanc au bras gauche. Il parcourut ainsi les rues: les troupes lui prêtèrent serment de fidélité.

Le jour suivant, toutes les administrations prêtèrent serment; les états suivirent cet exemple le 21. La nouvelle constitution fut lue et acceptée [1].

Cette révolution fut consommée sans la moindre effusion de sang. Sans elle, la Suède eût probablement subi le sort qui frappa peu de temps après la Pologne, victime de ses dissensions. Les six premières années du règne de Gustave III furent les plus heureuses. Il n'abusa pas du pouvoir dont il était investi, et il prit différentes mesures importantes, dans l'intérêt de ses sujets. Il abolit la torture et prohiba la fabrication de l'eau-de-vie; mais cette prohibition fut bientôt éludée, et, trois ans après, on établit dans toutes les provinces des distilleries royales qui furent données à ferme. L'usage de l'eau-de-vie fut ainsi introduit chez les paysans. Le gouvernement actuel est obligé de lutter contre ce vice pour empêcher la démoralisation du

qu'à celles de la guerre. Ses conseils contribuèrent puissamment à la guerre de 1788, à tout ce qui arriva à la diète de Norrköping en 1800 et au sort de Gustave-Adolphe, par l'amour du despotisme qu'il lui inspira.

[1] Parmi les articles de cette nouvelle loi fondamentale, on distinguait ceux-ci: « Aucune loi ne peut être adoptée ou abolie sans la sanction des états; mais le roi convoque les diètes et fixe le lieu où elles doivent se tenir. Le roi choisit son conseil. Il fait la paix, les armistices et les traités; mais il ne peut déclarer aucune guerre offensive sans le consentement des états. Il commande les armées de terre et de mer. » Ainsi le roi avait le pouvoir exécutif et les états le droit de voter les impôts.

peuple. La mendicité fut défendue, et des maisons de travail furent fondées. La liberté de la presse fut étendue (26 avril 1774); mais au bout de six ans elle fut de nouveau anéantie.

Le roi donna un soin particulier à l'amélioration des mines et des finances. C'est au ministre Liljenkrantz qu'on est redevable des salutaires innovations introduites dans cette dernière branche. Le commerce reçut des encouragements. Marstrand, situé sur le Catégat, fut déclaré port franc, et pendant la guerre de l'indépendance, la Suède, le Danemarck et la Russie signèrent une neutralité armée pour le protéger. De fortes sommes entrèrent dans le royaume.

Six ans après la révolution, Gustave III convoqua la première diète. Il nomma le maréchal et les orateurs, ce que les rois de Suède n'avaient pas fait depuis 1719. Ce fut à cette diète que le comte Axel Fersen demanda avec instance une enquête sur le comité de la banque, qui empêchait que le gouvernement eût recours à celle-ci dans ses embarras; aussi le roi était-il très-indisposé contre Fersen, l'accablant de reproches et lui disant qu'il voulait lui disputer le sceptre. Fersen répondit avec une fermeté digne de l'ancien chef des *chapeaux* : « Une telle accusation dans la bouche d'un roi est souvent une sentence de mort; mais en me vouant au service de mon pays, je lui ai fait le sacrifice de ma vie. Je ne changerai rien à mes opinions. J'attache peu de prix à ma vie, surchargée qu'elle est d'années et d'infirmités; cependant ma tête ne tomberait pas sans danger pour le roi. » Malgré tout, le comité de la banque fut obligé de jurer qu'il garderait le silence, de sorte que les arrangements pris par le roi avec cette administration restèrent un secret pour les états et pour la nation. Pendant la réunion des états, la reine, après onze ans de stérilité, accoucha d'un prince à qui on donna le nom de Gustave-Adolphe. Les états, invités à le tenir sur les fonts baptismaux, se laissèrent entraîner à lui accorder en dotation quarante-deux tonneaux d'or, payables en sept ans par une taxe personnelle. Le roi fut autorisé à puiser dans la banque cinquante tonneaux d'or pour les dépenses imprévues. On décréta la liberté des cultes; mais à peine ce droit existait-il depuis deux mois, que les nobles mécontents commencèrent à se plaindre de la constitution. Le roi prononça incontinent la dissolution des états (26 janvier 1779). Sur les conseils de Toll, une nouvelle diète fut convoquée pour le 8 mai 1786. On ignore encore les véritables causes de cette convocation. Le roi fit quatre propositions,

dont une seule fut acceptée : elle était relative à l'emploi de cinquante tonneaux d'or pour l'établissement des magasins de grains ; on les consacra plus tard aux armements contre la Russie. La noblesse revint sur le même sujet qui avait entraîné la dissolution de la dernière diète ; elle demanda que dans toutes les questions de législation, à l'exception de celles qui touchaient les priviléges et les contributions pour la décision desquelles il fallait l'unanimité, la majorité de trois états entraînât l'adoption de la proposition, et que cette proposition fût abandonnée dans le cas où les avis seraient partagés. Comme les autres états se réunirent à la noblesse, le roi fut obligé de céder. Toll, qui à cette époque était l'agent et le conseiller du roi, avait ménagé dans plusieurs provinces avec les paysans, une convention par laquelle ils se chargeaient d'entretenir des fantassins et d'acquitter une certaine contribution à la couronne (*passevolans-afgift*), au lieu de donner en nature aux soldats ce dont ils avaient besoin lorsqu'ils se rendaient aux manœuvres et aux camps. Cette contribution était très-avantageuse, et le roi la voulait étendre à tout le royaume. Les prêtres et les bourgeois s'y soumirent ; mais les nobles et les paysans refusèrent. Deux états se trouvant contre deux autres, la proposition fut mise à néant. Les états demandèrent le rétablissement de la liberté de la presse et l'abolition des monopoles ; mais le roi ne voulait entendre parler ni de l'un ni de l'autre. Enfin on voulait affranchir la fabrication de l'eau-de-vie moyennant un impôt annuel de dix-huit tonneaux d'or. Un des membres les plus hardis de la noblesse, Frietzki, prétendit que les distilleries royales coûtaient au pays cinquante-quatre tonneaux d'or, et que le droit de fabriquer de l'eau-de-vie appartenait à la terre et non à la couronne. Le roi, mécontent de trouver si peu de dispositions bienveillantes dans l'assemblée nationale, prononça sa dissolution sous prétexte qu'il devait se rendre au camp formé en Scanie ; mais son humeur perçait dans son discours, et il dit qu'il espérait ne revoir de longtemps les états.

Gustave III, pendant les premières années de son règne, jouit d'une popularité méritée et d'un amour sincère de ses sujets ; mais ses dépenses et son luxe effrénés le jetèrent souvent dans le besoin : il avait alors recours à des moyens dont les effets désastreux se sont prolongés jusqu'à nous. Il ne pouvait sortir de cet état de gêne, et comme les états ne se montraient pas assez libéraux à son gré, il trouva que son pouvoir était trop borné, et il avait dessein de saisir la première oc-

casion qui se présenterait pour en reculer les limites. Il nourrissait une haine profonde contre la Russie, à laquelle il attribuait la résistance qu'il avait rencontrée [1]. Le ministre de cette puissance, Rasumowski, avait à la vérité des entrevues avec les mécontents du parti de la noblesse, qui ne tardèrent pas, chacun dans ses domaines, à représenter le roi sous les plus noires couleurs. Il est vrai que le roi n'était plus ce prince aimable et libéral qui avait détruit l'hydre des dissensions : il commençait à gouverner sans tenir compte de l'opinion publique, et cette opinion, un roi lui-même ne peut la heurter impunément. Il mit à la tête des affaires des jeunes gens et des favoris qu'il substituait à d'anciens employés blanchis dans l'administration, et formés pendant l'époque de la liberté. La politique extérieure, qui avait été bien dirigée par le comte Scheffer jusqu'à 1783, fut abandonnée au comte Creutz, qui n'était qu'un instrument à la discrétion de Toll.

La guerre allumée entre la Turquie et la Russie étendit bientôt ses ravages dans le Nord. Gustave, excité par la Prusse et par l'Angleterre, voulait y prendre part. Il fit un voyage à Copenhague pour entraîner la cour de Danemarck dans une alliance; mais il échoua. La Russie arma tous ses vaisseaux à Cronstadt; le port de Carlscrone devint le théâtre d'une activité non moins grande. Le roi séjourna à Haga. Son temps était partagé entre des projets de guerre, qu'il concertait avec Toll, Armfelt et Othon Wrede, et l'étude des belles lettres.

L'état des affaires à l'intérieur était peu favorable au succès d'une guerre offensive, car d'un côté elle ne pouvait avoir lieu sans le consentement des états; de l'autre, les vieilles haines reprirent leur énergie. Il était impossible que la Suède, avec sa dette de 7,000,000 de thalers, pût faire une guerre à ses frais; on avait des officiers sans expérience et des armements incomplets. Dans les deux premières campagnes, la moitié de l'armée fut moissonnée par les maladies. On rassambla sur les frontières (juillet 1788) environ 30,000 hommes.

[1] Sprengporten, un des favoris du roi, était tombé en disgrâce. En 1783, il avait conçu le projet de rendre la Finlande indépendante, sous la protection de la Russie. Il en fit la confidence à ses amis et à Fersen, qui en fit part au roi. Gustave voulait éloigner Sprengporten : il lui accorda la permission d'entrer au service de la Hollande, et le comte Fersen lui avança les fonds nécessaires pour le voyage, mais il revint en 1786, fut à la diète un des membres les plus emportés de l'opposition; puis il se rendit en Russie, où il devint major général.

A Pétersbourg, on ne croyait pas encore à la guerre, parce qu'elle était contre la constitution ; cette fausse sécurité se changea en terreur lorsqu'on acquit la certitude qu'elle était décidée. L'impératrice elle-même fut sur le point de quitter sa résidence.

Le duc Charles était sorti du port de Carlscrone avec une flotte formidable. Il trouva dans la Baltique sept vaisseaux de ligne russes ; mais n'ayant point encore d'ordres, il ne voulut pas attaquer cette escadre, qui par la suite inquiéta beaucoup le commerce suédois, tandis que si elle eût été prise, le courage de la nation se serait ranimé. La bataille qui fut livrée le 17 juillet à Hogland fut indécise. Sur ces entrefaites, Gustave s'était rendu en Finlande ; il avait déclaré qu'il était prêt à souscrire au maintien de la paix si l'impératrice voulait restituer la Crimée, accepter sa médiation, rendre à la Suède les frontières qu'elle avait en 1741 et payer tous les frais de la guerre. Le ministre russe à Stockholm devait aussi être puni pour sa conduite envers le roi.

On s'était décidé à la guerre sans avoir pris les mesures nécessaires pour en assurer le succès : ainsi on manquait d'approvisionnements, d'habillements, de pièces de gros calibre et de chevaux ; le roi n'était entouré que de jeunes officiers, et les plus âgés se sentaient offensés de cette étrange conduite. Si l'armée s'était portée de suite sur Frederikshamn et Wiborg, si surtout on avait su faire la guerre, non-seulement on aurait trouvé ces villes sans défense, mais on aurait eu encore des chances de réussite contre Pétersbourg.—Catherine, qui déjà s'apprêtait à partir, ne fut retenue que par un de ses ministres, Markoff, qui, ayant séjourné à Stockholm, affirma que les divisions et l'insubordination des Suédois feraient bientôt avorter les projets ambitieux de Gustave III. Le roi perdait de jour en jour de son autorité ; il se présentait à ses soldats vêtu comme un comédien. Dans cette conjoncture, les officiers tramèrent une conjuration. Deux colonels, *Hästsko*, chef du régiment d'Åbo, et *Otter*, chef de celui de Björnborg, déclarèrent en termes clairs et précis au roi, qui resta muet de surprise, qu'il n'avait aucun droit de les conduire à une guerre offensive sans le consentement des états du royaume, mais que si leur patrie était attaquée, ils verseraient pour sa défense la dernière goutte de leur sang. Le roi, se fiant à son éloquence et à l'empire qu'il exerçait sur les esprits, en appela aux soldats qui l'entouraient. Ceux-ci, au lieu de se séparer de leurs chefs, écoutèrent

le roi dans un morne silence, et le régiment d'Åbo mit bas les armes.

Affligé et humilié tout à la fois, Gustave III ne se sentit pas assez fort, alors, pour punir cette trahison. Le colonel Hästsko dit au roi, à voix basse : « Prenez garde, sire, le moment est critique; songez qu'une seule mesure fausse peut entraîner la perte de votre couronne! » Gustave fut obligé de quitter le territoire russe. Mais ce n'était pas assez : les chefs de l'armée révoltée, parmi lesquels nous nommerons le général G. Armfelt, envoyèrent à l'impératrice un officier appelé Jägerhorn chargé de lui remettre la déclaration de l'armée. Ce traître fut bien reçu de Catherine, à qui cette conduite déloyale était si utile, puisqu'elle renversait les plans de son ennemi. Le bruit courut à Saint-Pétersbourg que le duc de Sudermanie, lui-même, était du nombre des traîtres, parce que les négociations avaient eu lieu sous ses yeux (il avait quitté la flotte pour prendre le commandement de l'armée). Un seul officier général, Platen, conserva courageusement sa position dans la Carélie, disant qu'il ne pouvait pas être lié par une convention arrachée à son chef par la révolte. Il n'était plus question des ordres du roi. On fit circuler dans l'armée de nouveaux projets de constitution. On projeta d'envoyer des troupes à Stockholm; mais l'argent manquait. On eût dit que le roi allait être destitué. Ses soupçons et sa colère tombèrent sur Toll, qu'il considérait comme l'ayant trahi. Gustave songeait même à son abdication, et il voulait se retirer en France. Il versait des larmes en regardant les insignes de l'ordre de l'Épée appendus au mur de sa chambre, disant qu'il était indigne de les porter. Il reçut en même temps la nouvelle que le Danemarck se déclarait pour la Russie. « Je suis sauvé! » s'écria-t-il. « Et moi, dit Toll, je le croyais fou. » Mais les événements prouvèrent que Gustave avait le coup d'œil plus juste que ce favori : le roi prévoyait que le peuple et les puissances étrangères épouseraient sa cause, et il ne se trompait pas. Il avait un prétexte pour quitter l'armée : l'horizon de la Suède était sombre, l'esprit de parti avait ramené la discorde. La noblesse approuvait la conduite de l'armée finlandaise; le peuple la qualifiait de rebelle. Gustave partit pour la Dalécarlie; il visita les endroits où Gustave I[er] avait parlé à ce brave peuple, et il eut bientôt un corps volontaire de 3,000 hommes sous ses ordres. Les Danois, entrés en Suède, menaçaient Gothenbourg. Le roi y vola pour s'opposer au général ennemi. Les ministres anglais et prussien déclarèrent que si les troupes danoises n'évacuaient le

territoire suédois, une flotte anglaise viendrait bombarder Copenhague, et une armée prussienne envahirait le Holstein. Les Danois se retirèrent, n'osant braver ces menaces. Gustave, de retour dans sa capitale (20 décembre 1788), y fut salué des plus bruyantes acclamations. Il ne put voir sans une vive joie l'expression de l'amour que le peuple lui portait; il comptait bien en profiter pour punir les officiers de l'armée finlandaise et terrasser la noblesse.

Nous avons vu que le prince Charles, au départ du roi, avait reçu le commandement de l'armée. Un colonel et beaucoup d'officiers l'engagèrent à soutenir la diète et à ratifier l'armistice. On dit que ce duc, d'un caractère naturellement faible, et ambitieux du pouvoir, n'accueillit pas ces propositions avec indifférence; ce qu'il y a de certain, c'est que son frère fut très-mécontent de sa conduite. Cependant il rétablit dans l'armée l'ordre et la subordination. Les chefs de la conjuration d'Anjala, croyant leur sûreté garantie par la protection du prince Charles, en furent bientôt les victimes.

Au lieu d'apaiser, par une sage modération, les discordes et les haines qui commençaient à fermenter, le roi ne travailla qu'à rendre la division encore plus profonde entre les états, et à se procurer, par ce moyen, un accroissement de pouvoir encore plus absolu. Des libelles diffamatoires contre l'armée et la noblesse furent distribués d'un bout du royaume à l'autre. On regardait la convocation des états comme nécessaire au développement du pouvoir royal, et comme un moyen de se procurer de l'argent: elle avait été déjà résolue pendant le séjour de Gustave III à Gothenbourg (8 décembre 1788), après la retraite des Danois. Le maréchal Meyerfeld, qui avait reçu le commandement de la Finlande [1], eut ordre d'arrêter les officiers. Le roi, qui n'était point d'humeur sanguinaire, aurait voulu que les principaux instigateurs s'échappassent afin de n'être pas obligé de sévir contre eux. Il n'attribuait la sédition qu'aux intrigues de la noblesse, qui avait déjà montré son mauvais vouloir à la diète de 1786; il mit d'ailleurs tout en œuvre pour que les représentants des trois états roturiers se prononçassent avec la plus grande énergie contre la noblesse et contre la trahison de l'armée. On exaspéra le peuple contre les nobles en les appelant Russes, et en les accusant d'avoir accepté l'argent de la Russie. Charles-Emile Lewenhaupt, fils de celui qui avait joué

[1] Le prince Charles s'était rendu de Sveaborg avec la grande flotte à Carlscrone.

un rôle si malheureux dans la guerre de la Finlande en 1742, fut nommé maréchal de la diète, quoique faible et sans considération : il se laissait conduire par ne Nordin, digne instrument du despotisme.

A la diète qui s'ouvrit le 2 février 1789, la noblesse se montra hautaine et inflexible, malgré les menaces que renfermait contre elle le discours du roi. Celui-ci comptait sur le zèle des trois états; mais la noblesse ne céda qu'à la force : elle demanda une instruction sur les auteurs des libelles où elle était outragée; elle demanda la création d'un comité d'états (*stats utskott*), prescrit formellement par la constitution de 1772, pour examiner tout ce qui avait rapport aux finances du royaume; mais le roi s'y opposa. Un orage s'éleva dans la chambre des nobles contre le maréchal, qui s'en plaignit au roi. Le vieux comte Fersen, voulant opérer un rapprochement, demanda une audience à Gustave. L'entrevue dura deux heures. Fersen lui prouva qu'il avait outre-passé et violé tous les articles de la constitution; qu'il avait enrôlé des partisans contre la noblesse; que lui, Gustave, ne possédait aucun moyen de contraindre la noblesse à violer cette constitution qu'il avait donnée lui-même, et que si l'on en venait aux moyens de rigueur, la noblesse était disposée à s'ensevelir sous les bancs de la chambre plutôt que d'abandonner la liberté du pays. Il pria le roi de ne plus s'écarter de son serment, et l'assura qu'alors la noblesse ne le céderait en rien à ses autres sujets dans l'amour que tous devaient à leur roi. Plus tard, Gustave dit que Fersen s'était exprimé avec une témérité et une hardiesse qu'aucun prince ne devait souffrir de la part d'un sujet. Cependant tous les états furent appelés devant le roi. Il commença par complimenter les ordres roturiers; puis se tournant brusquement vers la noblesse, il lui ordonna de nommer une députation pour faire des excuses publiques au maréchal. S'adressant particulièrement au comte Fersen et au baron de Geer, il leur dit d'un ton sévère qu'il considérait leur conduite envers le maréchal comme une insulte faite à sa personne, que le comte représentait. Jetant ensuite un regard plein de fierté sur le comte Axel Fersen, le roi s'écria avec une extrême violence : « Vous avez plus d'une fois ébranlé le trône de mon père; gardez-vous de jamais toucher au sceptre de son fils. »

Un soir le roi délibérait avec les orateurs des états roturiers. Après qu'ils eurent juré de ne pas révéler ce qu'on allait leur communiquer,

on leur donna lecture d'un projet d'une nouvelle loi fondamentale, nommée *loi de sûreté et d'union*. Chacun pouvait faire ses observations sur les paragraphes : quelques-uns furent accordés, et d'autres ajournés pour être discutés plus tard. La délibération étant close, l'archevêque Troll demanda à parler au roi. En présence de l'évêque Walquist et du curé Nordin [1], il dit que cet acte de sûreté n'était pas seulement une modification de la constitution, mais qu'il devait être regardé comme une nouvelle loi fondamentale. Il croyait de son devoir, si elle était proposée aux états, de la combattre par les objections les plus énergiques que lui dicteraient ses devoirs envers le roi, la patrie et ses concitoyens. Il ajouta qu'il ne voulait pas, en imitant l'exemple de Gustave Trolle, aliéner la liberté de son pays. Le roi essaya de le convaincre, mais ce fut en vain. On lui donna la nuit pour réfléchir ; on lui accorda la permission de rester dans sa chambre, où il était retenu par une indisposition, de sorte qu'il ne signa pas. Ce fut à cause de cette résistance que le roi, qui avait dessein de soumettre l'acte à la délibération de chaque état en particulier, se décida à le communiquer à toute l'assemblée des états. Les nobles exprimaient d'avance leur opinion ; plusieurs se démirent de leurs fonctions à la cour, entre autres le vice-gouverneur du prince royal, C. Wachtmeister. On ne savait quel parti prendre. Walquist opinait pour la modération : il s'offrit comme médiateur entre le roi et le comte de Fersen ; mais le roi, cédant aux conseils de Nordin, rejeta ce sage avis. Des députés des états roturiers, ayant l'évêque Liublom à leur tête, prièrent le roi de veiller au salut de l'État et de hâter la clôture de la diète. Gustave III fit arrêter les principaux chefs et orateurs de l'opposition noble, le comte Fersen, le général Horn, le baron Stjerneld, de Geer, les deux Macklean, Fritzki, von Gerten, d'Engeström, Liljenstrâle, Bungencrona et Ihre. Ils furent tenus au secret, et les scellés mis à la chancellerie de la maison des nobles ; le club des patriotes fut aussi fermé. La famille royale parut désapprouver ces mesures violentes. Le 21 février, les états réunis reçurent du roi communication de la loi nouvelle. Il espérait remporter une victoire facile après l'arrestation des chefs ; mais il se trompait : la noblesse était loin de se laisser intimider ; toutefois le roi considéra son œuvre comme acceptée par les trois états, et par conséquent comme

[1] Le frère de Nordin le conseiller du maréchal de la diète.

un fait accompli [1]. Il restait encore cependant beaucoup à faire : il fallait régler les finances et se procurer de l'argent pour continuer la guerre. Le comité secret évalua la dette nationale, y compris tous les frais de la campagne qui allait s'ouvrir, à 21 millions de thalers. Cette dette était trois fois plus élevée que la valeur du papier-monnaie en circulation. Le roi demanda aux états de la garantir : ils ne s'y refusèrent pas ; mais la noblesse n'accorda les impôts que pour trois ans. Après cela la diète fut dissoute, et les nobles arrêtés furent rendus à la liberté, à l'exception de deux.

Le roi, s'étant emparé du pouvoir absolu et ayant vaincu ses ennemis, songea à gagner de plus grandes victoires sur les Russes. Il se rendit en Finlande ; mais il ne se passa rien d'important, et la campagne de 1789 se termina sans que le roi vît se réaliser aucun de ses rêves ambitieux. Les armements furent poussés avec une nouvelle ardeur sur mer et sur terre. La flotte suédoise, forte de vingt et un vaisseaux de ligne et de huit frégates, se présenta devant Rewel (13 mai). Un combat s'engagea ; on entendit le canon à Saint-Pétersbourg. Mais la flotte fut enfermée dans le golfe de Finlande par des forces supérieures. Elle s'ouvrit un passage (3 juillet) et perdit six vaisseaux de haut bord et 5,000 hommes. Mais la confiance que ce succès inspira aux Russes, fut modérée par la grande victoire que le roi gagna le 8 juillet avec sa flotte canonnière à Svenskund, victoire qui fit perdre aux Russes 52 vaisseaux, 643 canons et 6,000 prisonniers. Cette bataille conduisit à la paix, qui fut conclue à Verela le 14 août 1790. Les puissances belligérantes rentraient dans l'état où elles se trouvaient avant la guerre, guerre malheureuse qui coûta à la Suède 15 vaisseaux de ligne et 50,000 hommes, et augmenta sa dette de 1,400 tonneaux d'or [2].

Les souverains de l'Europe avaient alors les yeux fixés sur la révolution française. Gustave, personnellement attaché à la famille royale régnante, montra le plus d'empressement à venir à son secours ; il conclut avec la Russie, pour huit ans (19 octobre 1791), une alliance

[1] Ces termes : « le roi *peut administrer les affaires de l'État comme il lui convient*, » insérés dans l'acte de sûreté lui conféraient le pouvoir absolu. Il ne restait plus aux états qu'à fixer les contributions. La noblesse rejeta cette nouvelle loi, ce qui n'empêcha pas le faible maréchal de la signer.

[2] Après la guerre, Hastsko fut condamné à mort et décapité pour la conjuration d'Anjala.

en vertu de laquelle la Suède, en cas d'attaque, devait mettre à la disposition de la Russie 10,000 hommes et cette dernière puissance 16,000.

Les embarras d'argent nécessitaient la convocation d'une diète malgré la répugnance du roi ; il fut décidé qu'elle se tiendrait à Gefle, et Ruut en fut nommé maréchal. La conduite du monarque indisposait de plus en plus la nation. L'amour du peuple s'était éloigné de lui. Cette diète ne dura qu'un mois et fit monter au plus haut point l'exaspération de la noblesse contre le roi. Le 16 mars 1792, à un bal masqué de l'Opéra, il fut blessé mortellement d'un coup de pistolet tiré par le capitaine Ankarström [1] ; il expira treize jours après.

Gustave III était d'une taille moyenne ; ses grands yeux bleus étaient pleins d'expression, et sa figure belle, quoiqu'un peu efféminée. Aucun roi n'aurait eu un règne plus heureux s'il s'était appuyé sur les faits accomplis en 1772. Mais la nature, qui lui avait départi de si brillantes qualités, ne l'avait pas doué de celles qui ouraient pu faire son bonheur et celui de son peuple : son esprit turbulent, excité par une imagination trop active et obscurcie de préjugés enracinés, ne lui permit pas de suivre la route que lui traçaient la prudence et la justice. Sa volonté n'était pas réglée par des principes sévères, purs et vertueux. Il déploya toujours plus d'esprit que d'intelligence. Son ambition était sans bornes ; mais il n'attachait à la gloire d'autre idée que celle d'une puissance brillante, et la faisait consister plutôt dans une grande réputation que dans une bonne renommée. Ses fautes tenaient à l'éducation qu'il avait reçue et à l'époque où il vécut. Il était plutôt Français que Suédois, et il s'exprimait avec une égale facilité dans les deux langues. Il avait une mémoire prodigieuse, de la lecture et du goût, des manières exquises et une grande éloquence. Aucun prince, du haut d'un trône, n'a parlé avec plus de dignité ; aucun n'a été plus aimable dans la vie privée. Il avait une grande connaissance des hommes, de la présence d'esprit, de la constance. Il manquait d'énergie dans le caractère ; mais il avait le courage moral et politique. Il fonda l'Académie suédoise (1786) et gagna lui-même le premier grand prix d'éloquence : le sujet à traiter était l'éloge de Torsteoson. Ses ouvrages sont imprimés en cinq

[1] Les autres conjurés étaient le comte Horn, poëte agréable, le lieutenant colonel Liljehorn, le baron Ribbing, un baron Bjelke, le comte Ehrensword, etc.

volumes. Il aimait le théâtre et composa des pièces : on lui doit le théâtre actuel de l'opéra. Sa cour était remplie de poëtes. Les noms de Creutz, d'Oxenstjerna, de Léopold et de Kellgren rehaussaient le sien. Il institua l'ordre de Wasa pour récompenser les inventions ou les perfectionnements dans l'agriculture, les arts et l'industrie.

Gustave III avait fait plusieurs voyages dans les pays étrangers. Il visita Catherine en 1777; six ans après, il parcourut l'Allemagne, l'Italie et la France. Ce fut à cette époque que la Suède acquit l'île de Saint-Barthélemy, dans la mer des Indes occidentales. Gustave fit encore un voyage à Spa, en 1791. Ce roi avait deux favoris, qui se firent un nom, Toll et Armfelt. Le premier, hardi, intrigant et rusé, eut une grande part à la malheureuse guerre de Russie; il avait autant d'activité que de constance et de désintéressement. Gustave-Maurice Armfelt était ami des plaisirs, léger, spirituel et brave soldat, mais non capitaine habile. Tous deux se haïssaient; ils avaient chacun un parti à la cour : le roi tenait la balance entre eux.

CHAPITRE X.

GUSTAVE IV ADOLPHE.

Naissance de Gustave-Adolphe. — Charles de Sudermanie, régent. — Reuterholm. — Conspiration. — Voyage à Saint-Pétersbourg. — Majorité du roi. — Mariage avec la princesse de Bade. — Guerre avec la France, avec la Russie et le Danemarck. — Déchéance du roi.

Il y avait onze ans que Gustave III était marié quand il lui vint un fils: c'était Gustave-Adolphe. Il ne nous appartient pas de discuter la valeur des bruits qui coururent à cet égard. La joie fut grande à la cour. A la mort de Gustave III, son fils fut proclamé roi, et le prince Charles régent avec tout l'exercice de l'autorité. Reuterholm se signala pendant cette régence ; il avait été un des membres les plus véhéments de l'opposition. A la mort du roi, il était en voyage ; il fut rappelé par le duc. Il ne manquait ni de vertus ni de talents ; mais son ambition démesurée jointe à un caractère soupçonneux le firent souvent dévier de ses principes. Il se laissait entraîner à tout ce qui portait un caractère de noblesse. Son expérience des affaires était nulle et sa haine contre l'ancien régime implacable ; mais il exerçait tant d'influence que le prince ne faisait rien qu'en sa présence, même sa correspondance privée. Le baron Staël von Holstein, qui était tombé en disgrâce auprès de Gustave III à cause de ses idées libérales, fut envoyé en France avec des instructions secrètes. Tous deux étaient des visionnaires, et ils se livraient, comme le duc Charles, aux aberrations du mysticisme. D'après le conseil de Reuterholm, le régent éloigna au bout de deux mois tous ceux qui avaient joui de la confiance de son frère. Les auteurs de l'acte de sûreté furent les premières victimes : Toll fut envoyé en Pologne et Armfelt à Naples. Les hommes de l'opposition remplirent les vides laissés par les favoris de

Gustave III. La régence publia plusieurs ordonnances qui respiraient un grand esprit de liberté. L'école militaire fut fondée. Six mois ne s'étaient pas écoulés que Reuterholm, le plus grand adversaire de Gustave III, proclamait l'acte de sûreté son meilleur ouvrage. Les faveurs étaient exclusivement réservées à la noblesse. Thorild, grand écrivain qui avait publié un livre sur la liberté de la presse, fut arrêté et condamné à l'exil. Le mécontentement devint menaçant ; il se forma des rassemblements, et le gouvernement crut voir la capitale assiégée par le jacobinisme. Malgré le commerce assez important, que la Suède faisait avec la France, les finances du royaume étaient dans un état déplorable. La dette s'était accrue jusqu'à 23 millions pendant le règne précédent. Les hommes les plus versés dans les affaires demandaient la convocation de la diète; mais Reuterholm s'y opposa. Sur ces entrefaites, on crut avoir découvert une grande conspiration, à la tête de laquelle était Armfelt, ministre à Naples, et dont le but était d'opérer une révolution en Suède, avec l'aide de la Russie; la dame d'honneur de la princesse, Mme Rudenschold, en était l'âme. Armfelt fut condamné à mort et son nom attaché au pilori ; la belle Rudenschold subit la peine de l'exposition. Ce cruel jugement aliéna tous les esprits, qui ne désiraient plus que la majorité du roi. L'alliance avec le Danemark, à l'effet de protéger le commerce, nécessita des armements ; le patriotisme procura les moyens de subvenir aux dépenses.

Le mariage du roi était pour la régence un objet très-important ; elle comptait sans doute profiter de l'empire qu'une femme pourrait avoir sur le jeune cœur du prince. On s'adressa d'abord à Louise-Charlotte de Mecklenbourg-Schwerin ; mais l'impératrice Catherine fit tellement jouer les ressorts de l'intrigue que non-seulement elle fit rompre l'alliance déjà convenue, mais qu'elle amena le duc à conduire son pupille à Saint-Pétersbourg pour y faire connaissance avec la grande-duchesse Alexandra. Les conventions de cette union nouvelle étaient déjà arrêtées, lorsque la question du libre exercice de sa religion, pour la princesse, vint tout déranger et tout rompre.

Le voyage en Russie avait été entrepris pour favoriser les desseins secrets de Reuterholm, qui donna plus d'une preuve d'inconséquence dans le cours des négociations. Le jeune roi avait été soumis aux plus grandes épreuves, et sa constance fut même admirée en Russie. A son retour, Reuterholm changea de système : tous ceux qu'il avait

persécutés furent comblés de bienfaits : Thorild eut un emploi en Poméranie, mademoiselle de Rudenschöld une pension et un domaine en Gothland, Toll reçut aussi sa grâce. On projeta de faire couronner le roi sans convoquer les états, afin de les priver de leur participation à la confection des lois. Le roi repoussa cette idée et adressa à Reuterholm des reproches bien mérités sur son orgueil, son esprit vindicatif, sa haine contre la mémoire de Gustave III et de ses amis, et sa mauvaise gestion des finances du royaume[1].

Gustave-Adolphe fut déclaré majeur le 1er novembre 1796, et prit dès lors les rênes du gouvernement. Le duc Charles déposa toutes ses fonctions. On remarqua beaucoup de froideur entre le duc et le roi, et la cour adopta une économie conforme à l'état des finances. La justice et l'ordre qui présidèrent à toutes les affaires promirent un gouvernement sage et paternel, quoique peu brillant. Le jeune roi, ne voulant s'abandonner à personne, n'eut point de favoris : il partagea l'aversion profonde que le peuple suédois a toujours ressentie pour cette espèce d'hommes. Il traitait avec honneur les fonctionnaires que les affaires appelaient auprès de sa personne. Au moyen de cette sage administration, les dépenses n'excédèrent pas les recettes. On avait repris les négociations relatives au mariage du roi avec la princesse russe ; mais elles furent définitivement rompues. Le roi jeta les yeux sur la princesse Frédérique-Dorothée-Wilhelmine, et leur union fut célébrée en 1797.

Ce règne avait commencé sous d'heureux auspices ; mais on ne tarda pas à s'apercevoir que le roi n'agissait pas toujours d'après de mûres réflexions. Il commença par manifester de l'horreur pour les événements qui s'étaient passés en France et par rechercher l'alliance de la Russie. La liberté de la presse reçut de nouvelles entraves. Quelques années de stérilité occasionnèrent des troubles. Le système prohibitif qu'on adopta porta ses fruits. Les négociants se plaignirent de la stagnation des affaires, les employés de l'insuffisance de leurs traitements, et le peuple de la cherté des denrées : c'était à la fois l'effet de la disette, de la guerre sur mer et d'une mauvaise politique. On avait longtemps évité de convoquer une diète ; il fallut y recourir pour ne pas encourir de graves reproches pour l'avenir. La situation

[1] Reuterholm quitta la Suède et vécut dans la plus grande solitude à Sleswig, où il mourut en 1814.

des finances rendait du reste cette convocation indispensable. Le jour de l'ouverture fut fixé au 10 mars 1800, à Norrköping. Il s'éleva à la chambre des nobles une forte opposition dans laquelle se firent remarquer H. Hjerta et G. Adlersparre. Le comte Brahe était maréchal, et quoiqu'on eût accordé au gouvernement tout ce qu'il demandait, le roi perdit cependant beaucoup de sa popularité à cause du penchant qu'il manifesta pour le despotisme. Le général Toll figurait aussi sur cette scène : mauvais génie du père, il joua le même rôle auprès du fils. On remarqua plusieurs accidents au couronnement, qui eut lieu le 3 avril : le peuple entrevoyait des présages funestes, qui ne tardèrent malheureusement pas à se réaliser. Ce fut à cette diète qu'on proposa une contribution, payable en argent, de quatre millions et demi pour améliorer la valeur du papier-monnaie. On prohiba l'usage de toutes les pièces d'argenterie dont le poids excédait 10 onces; des comités se formèrent pour évaluer la fortune de chacun. Au milieu de ces embarras éclata la rupture avec l'Angleterre. Plus de 200 vaisseaux suédois (1801) furent retenus dans les ports de cette puissance. Les magasins de fer étaient pleins; tout le commerce reçut un coup terrible. La Suède se réunit à la Russie et au Danemarck pour renouveler la neutralité armée; mais la flotte anglaise entra dans le Sund. Des négociations ne tardèrent pas à être entamées. Paul étant mort sur ces entrefaites, la paix ne se fit pas attendre. Peu après, les douanes furent cédées à une compagnie, pour dix ans moyennant une certaine redevance annuelle. Wismar fut vendu 1,500,000 thalers.

La reine, qui n'aimait pas la Suède, où elle n'était pas heureuse avec un époux qui la traitait en tyran, désira revoir sa famille, et le roi partit pour Bade. Ce voyage fut la cause première des désastres qui fondirent sur son royaume et ensuite sur sa famille. Il était animé d'une haine profonde contre la France et surtout contre Napoléon; de plus, il embrasse les idées mystiques qu'il avait puisées dans les ouvrages du célèbre Joung (Stilling). Après un an et demi d'absence, il rentre dans ses États.

Il ne pouvait plus contenir son aversion contre Napoléon : il renvoye au roi de Prusse ses décorations de l'Aigle noir quand celui-ci eut accepté celle de la Légion d'honneur, et il s'engagea avec empressement dans la coalition formée contre la France. Il reçut de l'argent de l'Angleterre, et conduisit en Poméranie une armée de 12,000 hommes.

Mais la prise de Stralsund et la perte de cette province mirent un terme à ses exploits, et lorsque après la paix de Tilsit, il ne voulut pas se soumettre au système continental, la Russie et bientôt après le Danemarck lui déclarèrent la guerre. Il n'avait plus qu'un seul allié, l'Angleterre. Cependant s'il avait été soldat courageux et bon capitaine, il aurait pu encore résister à ses ennemis; mais il n'avait aucune qualité supérieure. Il ordonna une conscription, qui lui fournit 50,000 hommes; mais les opérations furent si mal combinées, l'armée finlandaise, qui s'immortalisa par une héroïque résistance, fut si mal soutenue, qu'à la fin de l'année la Finlande était conquise jusqu'à Tornéa, et que l'amiral Cronstedt avait trahi sa patrie et livré Suéaborg, l'une des plus fortes citadelles de l'Europe. Tous les hommes sages prévirent la chute de la monarchie suédoise : le partage était déjà convenu à Erfurt. Pour empêcher cette honte, les troupes qui défendaient les frontières de Norwége se révoltèrent et marchèrent sous les ordres de G. Adlersparre contre la capitale; mais le roi, qui n'avait pas voulu convoquer les états, avait été déjà arrêté, le 13 mars, par le général Adlercreutz, un des chefs les plus célèbres de l'armée finlandaise. La déchéance de la famille royale et son exil perpétuité furent décrétés le 10 mai.

Telle fut l'issue d'un des règnes les plus désastreux qui aient pesé sur la Suède. La Poméranie et la Finlande, le boulevard du royaume, étaient perdues; cent mille guerriers avaient succombé, dans une courte campagne, sous le fer de l'ennemi ou sous le fléau des maladies. Gustave-Adolphe, privé de courage et d'étendue dans les vues, fut un des princes les plus despotes : aucun conseiller courageux ne se trouva là pour combattre cette malheureuse disposition. Dans un temps de tempête, le règne d'un tel prince ne pouvait manquer de finir par une catastrophe.

FIN DU QUATRIÈME ET DERNIER VOLUME.

GÉNÉALOGIE DES ROIS.

I.

TEMPS MYTHOLOGIQUE

Oden. — Frey.
Njord. — Freya.

FAMILLE D'YNGLINGA.

Fiolner, fils d'Yngve Frey.	Hugleik.
Svedger.	Jorund et Érik
Vanland.	Ane le Vieux.
Visbur.	Égil Tunnadolgi.
Donald.	Ottar Vendilkraka.
Domar.	Adils.
Dyggre.	Osten.
Dag.	Yngvar.
Agne.	Braut Anund.
Albrecht et Érik.	Ingiald Illrâda [1].
Yngve et Alf.	

II.

FAMILLES D'IVAR ET SIGURD.

Ivar Vidfamne.
|
Aud la Riche, mariée avec 1) Rörek, et 2) avec Raddart.
|
Harald-Hildetand. — Randver.
|
Sigurd Ring

[1] « Les rois d'Upsala étoient les chefs suprêmes du Soithiod à l'epoque où presque tous les districts avaient leurs rois. » (Voyez la *Saga d Ynglinga*, chap. 40.) — « La tradition rapporte que le roi Ingiald immola douze rois et tous par ruse ; c'est pour cela qu'il fut appelé Ingiald Illrâda : il était roi d'une grande partie du Soithiod. » (Ch. 43.) — « Après Ingiald Illrâda, la domination d'Upsala sortit de la famille d'Ynglinga. » (Ch. 45.)

Sigurd Ring.		Érik Emondsson [3].	Mort en 885.
Ragnar Lodbrok.		Bjorn Ériksson.	935.
Björn Jernsida.		Érik Segersall [4].	993.
Érik Bjornsson et Refil.		Olof Skötkonung [5].	1024.
Érik Refilsson [1].		Anund Jacques.	1052.
Emond et Björn à Haga [2].	Au 829.	Emond le Vieux [6].	

III.

FAMILLE DE STENKIL.

Stenkil [7]. Mort en 1066. Philippe, mort en 1118, et
Hakan le Rouge [8]. Ynge le cadet [10].
Inge l'aîné et Halstan [9].

IV.

FAMILLES DE SVERKER ET D'ÉRIK LE SAINT.

Sverker [11]. Mort en 1155. Érik-le-Saint [12]. 1160.

[1] Il existe différentes généalogies des rois qui désignent le royaume comme gouverné constamment par plusieurs rois contemporains. Il y est fait mention de *rois des mers* qui avaient sous leurs ordres des bandes nombreuses, mais qui n'avaient pas de royaume. (Voyez la *Saga d'Ynglinga*, ch. 34.)

[2] Anschaire, premier apôtre du Nord.

[3] Le roi Olaf régnait à Birka lorsque Anschaire visita la Suède pour la seconde fois, en 853.

[4] Il régna conjointement avec son frère Olaf jusqu'à sa mort. Adam de Brême place au nombre des rois de la même époque Ring et son fils Edmond.

[5] Premier roi chrétien. Dans les *Sagas des rois*, il est désigné le dixième de sa famille qui ait régné à Upsala. (*Saga d'Olof le Saint*, ch. 71.) Il quitta le titre de roi d'Upsala pour prendre celui de roi de Suède (*Suéa-Konung*).

[6] Son règne fut court. L'année de sa mort est incertaine.

[7] Fils du jarl de Westrogothie, Regwald Ulfsson. Guerre civile après la mort de Stenkil. Deux rois du nom d'Érik. Deux fils de Stenkil, exerçant simultanément le pouvoir, et classés ensemble. Olaf, surnommé Nashonung (roi de l'Isthme), cité dans plusieurs généalogies des rois.

[8] Il est placé par quelques auteurs avant Stenkil.

[9] Fils de Stenkil. L'année de leur mort n'est pas connue. Contre-roi païen Blot Sven; puis son fils Erik Arsall, qui embrasse plus tard le christianisme.

[10] Fils d'Halfdan. Après la mort d'Inge cadet, Regwald Knaphöfde, fils du roi Olaf Naskonung, occupa le trône et fut tué par les Visigoths. Ceux-ci élurent le prince danois Magnus Nilsson, neveu d'Inge l'aîné. Interrègne après sa chute, en 1134.

[11] Il fut d'abord élu par les Ostrogoths.

[12] Il est aussi appelé Érik le Législateur (*lag-gifvare*); roi de Suède proprement dite en 1150.

CHARLES SVERKERSSON [1].	1168.	ÉRIK KNUTSSON.	1216.
CANUT ÉRIKSSON [2].	1195.	JEAN SVERKERSSON.	1222
SVERKER CARLSSON.	Mort en 1210.	ÉRIK ÉRIKSSON [3].	1250.

V.

LES FOLKUNGAR.

WALDEMAR, déposé [4].	Mort en 1302	BIRGER MAGNUSSON [6].	Mort en 1321
MAGNUS LADULÅS [5]	1290	MAGNUS ÉRIKSSON [7].	1374.

VI.

ROIS ÉTRANGERS ET D'UNION.

ALBERT DE MECKLENBOURG [8], déposé.	Mort en 1412	MARGUERITE [9], fonde l'union en 1397.	1412

[1] Il fut le premier qui prit le titre de roi des Suédois et des Goths. Il vainquit l'assassin d'Érik le Saint, le prince danois Magnus Henriksson, que la généalogie comprise dans la *Loi de Westrogothie* ainsi que plusieurs autres citent comme roi.

[2] Fils d'Érik le Saint. Il battit Charles Sverkersson et deux autres contre-rois, Kol et Borislef.

[3] Contre-roi, Canut Johansson de la famille de Falkanga, 1229-1234.

[4] Son père était Birger-Jarl, qui administra comme regent jusqu'à 1266, époque de sa mort. Il constitua des duchés à ses autres fils.

[5] Il se révolta contre son frère Waldemar en 1275. Roi de Suède proprement dite en 1276, il le devint de tout le royaume en 1279.

[6] Le marsk Torkel Knutsson, régent en 1303. Le roi Birger, prisonnier de ses frères, les ducs Érik, Waldemar, en 1306; il devait partager le royaume avec eux en 1310, mais il les fit mettre en prison et les laissa mourir de faim en 1318. Il fut chassé.

[7] Fils du duc Érik, élu roi à l'âge de trois ans en 1319, roi de Norwége la même année. Mats Kettilmundsson, régent en Suède pendant la vacance du trône, figure jusqu'à 1333. Contre-roi Érik, fils aîné de Magnus, en 1350, mort en 1359. Hakon, son frère, roi de Norwége, élu en Suède en 1362, déposé en 1363.

[8] Neveu du roi Magnus Ériksson, roi en 1363, prisonnier en 1389, mis en liberté en 1395.

[9] Élu en Suède en 1388.

Éric de Poméranie [1], destitué. 1459.

Christophe de Bavière [2]. Mort en 1448.

Christian I[er], d'Oldenbourg [3], déposé. 1481

Jean [4], déposé 1512

Christian II [5], déposé. 1559.

VII.

RÉGENTS SUÉDOIS PENDANT L'UNION

Engelbrecht Engelbrechtsson [6], 1434 Mort en 1436.

Charles Knutsson (Bonde), régent, 1436 1441.

Benoit (Bengt) Jönsson et Nils Jonsson (Oxenstjerna), régents. 1448.

Charles Knutsson [7], roi. 1470.

L'archevêque Jöns Bengtsson(Oxenstjerna),prince et régent de Suède, 1457, 1465-1466.

L'évêque Kettil Carlsson (Wase), régent Mort en 1464.

Érik-Axelsson Tott, régent. 1466-1467.

Sten-Sture l'aîné, régent, 1471-1497, 1501 1503.

Svante-Nilsson Sture, régent, 1504 1512.

Sten-Svantesson Sture, régent, 1512 1520.

VIII

FAMILLE DE WASA

Gustave I[er]. Mort en 1560.

Érik XIV (destitué), empoisonné en 1577.

Jean III. 1592

Sigismond, roi de Pologne, déposé en 1604. 1632.

Charles IX, régent pendant l'absence de Sigismond; roi en 1604 1611.

Gustave II Adolphe le Grand. 1632

Christine, abd. en 1654 1689.

[1] Élu en Suède en 1396, corégent de Marguerite, destitué par Engelbrecht en 1434, reconnu de nouveau, et enfin destitué dans les trois royaumes en 1339.

[2] Élu roi de Suède en 1440

[3] Élu roi de Suède en 1457 et destitué en 1464

[4] Roi de Suède en 1483, monté sur le trône en 1497, il fut destitué en 1501

[5] Reconnu héritier présomptif de la couronne de Suède en 1499; roi de Suède en 1520 et déposé en 1521 Il quitta ses Etats en 1523.

[6] « Rusticorum, qui vocantur Dalekarla, Dux et princeps — qui tribus annis regnavit et postea interfectus est. » (*Diarium Vadstenense. Script. rer. Suec.*, t. I, page 151)

[7] Élu roi de Suède en 1448, de Norwége en 1449; il dépose la couronne de Norwége en 1450, se réfugie à Dantzig en 1457; rappelé en 1464, il est déposé l'année suivante, et remonte pour la troisième fois sur le trône en 1467.

IX.

FAMILLE DES DEUX-PONTS.

Charles X Gustave. Mort en 1660. Charles XII. Mort en 1718
Charles XI. 1697.

X.

FAMILLE DE HESSE-CASSEL.

Frédéric Ier, roi en 1720. Mort en 1751.

XI.

FAMILLE DE HOLSTEIN-GOTTORP.

Adolphe-Frédéric. Mort en 1771.
Gustave III. 1792.
Gustave IV Adolphe, déposé en 1809. Mort en 1837.
Charles XIII [1]. 1818.

[1] Charles XIII naquit le 7 octobre 1748. Il fut nommé roi de Suède et couronné le 29 juin 1809, après avoir accepté la nouvelle constitution. Les commencements de son règne ne furent pas heureux. L'expédition de Westrobothnie échoua par l'incapacité de celui qui la dirigeait. La paix de Frederikshamn (17 septembre) donna à la Russie toute la Finlande jusqu'à Tornea et à l'archipel d'Aland. La paix de Paris (6 juin 1810) stipula la restitution de la Poméranie à la Suède. Charles-Auguste, prince d'Augustenbourg, nommé prince royal, mourut subitement en Scanie (mai 1810). L'assassinat du comte de Fersen eut lieu le 20 juin. Le 21 août, le maréchal, prince de Ponte-Corvo fut nommé prince royal de Suède par les états. Fils adoptif du roi, il prit le nom de Charles-Jean. La paix d'Orebro (1812) mit fin à la guerre avec l'Angleterre, guerre déclarée dans l'intérêt du système continental. La diète de 1812 décréta la radiation de la diète nationale et restreignit la liberté de la presse. Les Français ayant occupé la Poméranie sans déclaration préalable, la guerre éclata en 1813; l'armée suédoise, sous les ordres du prince royal, qui était l'âme du gouvernement, combattit à Gross-Beeren, à Dennewitz et à Leipzig. Le prince royal gagna la Norwége par la paix de Kiel, le 14 janvier 1814. Ce royaume, par suite de la convention de Moss, fut réuni à la Suède comme État indépendant. Charles XIII mourut le 5 février 1818. Il avait épousé Hedwig-Éléonore-Charlotte, princesse d'Oldenbourg, qui mourut la même année.

XII.

FAMILLE DE PONTE-CORVO.

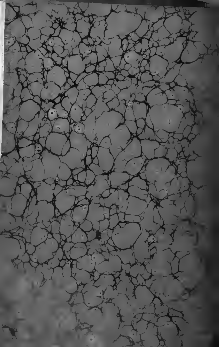
CHARLES XIV JEAN (BERNADOTTE), roi actuel [1].

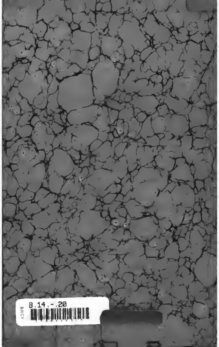
[1] Charles XIV Jean est né le 26 janvier 1764, à Pau, en Béarn. Il a immortalisé son nom de Bernadotte dans les armées de la république, et celui de Ponte-Corvo dans celles de l'empire. Son système est celui de la paix. Depuis qu'il est sur le trône, le canal de Gotha, qui traverse le pays et réunit la Baltique à la mer du Nord, a été achevé ; les travaux de la citadelle de Carlsbourg sont presque terminés ; l'agriculture et l'industrie ont fait de grands progrès ; les finances ont été réglées. Ce prince a épousé Eugenia-Bernardina-Desideria (Clary). Il a un fils, François-Oscar, né en 1799, qui a épousé Joséphine, princesse de Leuchtenberg, en 1823. Plusieurs princes et une princesse sont nés de cette union.

FIN DE LA GÉNÉALOGIE DES ROIS.

TABLE DES MATIÈRES

FIN DE LA TABLE.




B.14.-.20
BNCF

